















**HISTOIRE POLITIQUE**  
**DES**  
**PROTESTANTS FRANÇAIS**  
**II**

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

---

**Montesquieu et la tradition politique anglaise en France : les sources anglaises de l'Esprit des lois**, Paris, Gabalda, 1909.

*Couronné par l'Académie française : Prix Bordin.*

**Montesquieu.** — Collection des grands philosophes, Paris, Alcan, 1913.

*Couronné par l'Académie française : Prix Marcellin Guérin.*

**Le rôle politique des protestants français (1685-1715)**, Paris, Bloud et Gay, 1920.

*Couronné par l'Académie française : Prix Théroutanne.*

*A paraître :*

**L'agonie du jansénisme, d'après des documents inédits.**

HISTOIRE POLITIQUE  
DES  
PROTESTANTS FRANÇAIS  
(1715-1794)

PAR  
L'ABBÉ JOSEPH DEDIEU  
DOCTEUR ÈS LETTRES

II

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS  
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE  
J. GABALDA, Éditeur  
RUE BONAPARTE, 90

—  
1925

## NIHIL OBSTAT

Parisiis, die 2<sup>a</sup> junii 1924.

M. Rouziès,  
Censor design.

---

## IMPRIMATUR

Parisiis, die 10<sup>a</sup> junii 1924

G. AUDOLLENT,  
v. g.

MAY 23 X

# HISTOIRE POLITIQUE DES PROTESTANTS FRANÇAIS

## CHAPITRE PREMIER

### UNE POLITIQUE D'INCERTITUDES

1763-1766

#### I

Les préliminaires de la paix avaient été signés, le 3 novembre 1762, à Fontainebleau. Après trois mois

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT, 444, 445<sup>a</sup>, 446, 447, 463. — O<sup>1</sup> 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 483. — A. Af. Et. Angleterre, 453.

Paul RABAUT, *Lettres à divers*, p. p. Ch. Dardier, Paris, 1884, 2 vol. ; LANSON, *Bibliographie du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1912 ; P. RABAUT, *La calomnie confondue*, au Désert, 1762 ; VOLTAIRE, *Lettres et Traité de la Tolérance* ; Ed. CHAMPENDAL, *Voltaire et les protestants de France*, Genève, 1919 ; Paul SCHMIDT, *Court de Gébelin à Paris*, Roubaix, 1908 ; Paul SCHMIDT et Émile du CAILLAR, *Gal-Pomaret, pasteur de Ganges*, Paris, 1899 ; Paul ARDACHEFF, *Les intendants de province sous Louis XVI*, Alcan, 1909 ; M. LHÉRITIER, *Touray*, Paris, 1919 (où l'on trouvera une bonne bibliographie concernant les intendants au XVIII<sup>e</sup> siècle) ; E. ARNAUD, *Histoire des protestants du Dauphiné*, Paris, 1875, 3 vol. ; Dom J. VAISSETTE, *Histoire générale de Languedoc*, continuée par M. Roschach, Toulouse, 1876, t. 14 ; Lucien BRUNEL, *Les philosophes et l'Académie française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1884 ; ROUSTAN, *Les philosophes et la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1911 ; Camille RABAUD, *Étude historique sur l'avènement de la tolérance*, Paris, 1891.

de négociation, la France acceptait de capituler. Ce retour à une paix désastreuse, suite d'une guerre pénible, souleva l'indignation des Français. Auprès de ce malheur national, que paraissaient misérables les querelles confessionnelles ! La défaite, en rapprochant les cœurs meurtris, avait provoqué partout le sentiment très vif de la solidarité nationale. L'union de tous les Français apparaissait nécessaire au relèvement de la patrie blessée. Lorsque quelques égarés songeront à pousser leurs coreligionnaires sur les routes de l'exil, la réprobation sera si grande et si unanime que la victoire du sentiment patriotique sur les prétextes religieux ne fera plus de doute pour les esprits réfléchis.

La guerre avait encore servi à faire tomber — ou presque — d'anciennes rancunes. On avait vu les réformés à l'œuvre. Soupçonnés de trahir et surveillés jusqu'à l'espionnage, leur loyalisme s'était révélé, dans la presque unanimité de leurs membres, de bonne trempe. De clairvoyants pasteurs n'avaient cessé de rappeler à leurs fidèles, selon la véritable doctrine chrétienne, que la soumission au Souverain n'était pas seulement une vertu civique, mais une vertu religieuse. De toutes parts, les protestations de fidélité étaient montées jusqu'au trône de Louis XV. L'exemple du ministre Paul Rabaut avait entraîné la masse presque entière. En acceptant de se conformer à ces directions, les réformés gagnèrent d'échapper à ceux qui auraient été tout prêts à les incriminer de faire de nécessité, vertu. On leur sut gré de leur fidélité, de leur tranquillité, en un moment de crise que des connivences avec l'étranger auraient pu rendre encore plus dangereuse.

Eux cependant vivaient dans la crainte et l'appréhension du lendemain. Leurs églises s'étaient organisées et avaient grandi, un peu sous le couvert de la guerre étrangère. Dénuées de garnisons, les provinces



avaient ouvert un champ illimité aux entreprises religieuses des pasteurs. La moisson avait levé, alors que la tempête déferlait sur nos frontières. L'ouragan apaisé, les protestants eurent peur de leur propre audace. Il est vrai que les dispositions de Saint-Florentin n'étaient guère devenues plus pacifiques à leur endroit. Durant les années de guerre, il avait été si souvent obligé de dissimuler ses désirs de coercition, et d'apaiser la colère de nombreux intendants non moins irrités que lui-même, qu'il y avait lieu de craindre un retour de brutales sanctions. A plusieurs reprises, Saint-Florentin les avait formellement promises. Dès que la paix aurait libéré nos troupes, il devait diriger quelques corps vers les régions où les protestants s'étaient révélés « trop hardis ». De pareilles menaces, dans la bouche de ce ministre, ne restaient pas à l'ordinaire lettre morte.

Par une déplorable coïncidence, les réformés venaient, à ce moment même, de se mettre sur les bras deux affaires fort compromettantes et de nature à bouleverser leur situation encore précaire. L'une était l'aventure d'un certain Galon. On avait si souvent annoncé la reprise des sanctions, dès la fin de la guerre, que de pauvres gens, secoués par la terreur, s'armaient au plus vite et se disposaient à reprendre la campagne de partisans. Depuis des mois, les Cévennes et le Vivarais — cette portion si délicate de l'église huguenote — étaient sous le coup de l'émotion populaire. Des munitions y arrivaient, en dépit d'une étroite surveillance. Le pays s'armait silencieusement. En vain, le duc de Fitzjames, énervé et irrité, avait-il ordonné d'arrêter ce trafic clandestin. Les « contrebandiers », alors aussi fameux que l'avaient été les « camisards », échappaient à ses limiers. Cependant, au mois de février 1763, on se saisit de l'un d'eux, nommé Galon. Ses révélations inquiétèrent fort le duc de Fitzjames, qui en avertit Saint-Florentin. Celui-ci, convaincu de la gravité du

péril, adjura fortement le gouverneur de « bien veiller à la sûreté et à la tranquillité publiques dans sa province ».

Sa sévérité naturelle trouva, dans cet incident, un prétexte nouveau à de graves menaces <sup>1</sup>.

Une seconde affaire vint, par malheur, accroître sa défiance à l'égard de pasteurs inconsidérés. L'opinion publique et les tendances du gouvernement étaient résolument hostiles à l'exil des protestants rebelles. Cependant, aux approches de la paix, un mouvement d'émigration assez considérable se dessina en de nombreuses régions de la France. La crainte des sanctions armait les complices de Galon. Elle pouvait sans doute encore provoquer la fuite éperdue d'individus et de familles entières de la Saintonge, de la Guyenne, du Languedoc et de la Normandie. Le gouvernement ne crut pas cependant que cette crainte fût suffisante pour jeter subitement en exil des familles dont la disparition s'opérait toujours de mystérieuse façon. Le duc de Fitzjames découvrit enfin, au mois de janvier 1763, le secret des évasions. L'organisateur en était le ministre Gibert, que les simples vénéraient comme le grand apôtre de la Saintonge. Cet apôtre travaillait à la solde du roi d'Angleterre. Après un voyage à Londres, il était revenu, parmi ses ouailles, porteur d'instructions fort secrètes. Il s'agissait d'engager des gens de tous métiers à passer dans les colonies anglaises, — ces colonies que nous venions de perdre, et dont nos ennemis chargeaient un pasteur français d'assurer la colonisation !

Gibert n'avait point répudié l'odieuse besogne et, passé en Languedoc, y avait déterminé quelques exodes. L'œuvre de désertion fut heureusement assez vite connue du vigilant Fitzjames, qui lance aussitôt

plusieurs officiers à la poursuite du ministre, le signale à toutes les maréchaussées et s'efforce de lui couper la retraite vers la Guyenne et la Saintonge. Mais Gibert put échapper à ses recherches et disparut. Ni les efforts du maréchal de Richelieu, gouverneur de la Guyenne, ni ceux du maréchal de Senneterre, gouverneur de la Saintonge, n'empêchèrent Gibert de continuer son œuvre néfaste. Il y trouvait un profit pécuniaire qui le consolait de son infamie. On apprit en effet qu'il avait traité avec le gouvernement anglais sur la somme de 4.000 livres sterling d'honoraires, et qu'on lui allouait, en outre, 900 livres pour chaque Français qu'il faisait passer en Angleterre. Au mois d'avril 1763, le mal était assez grand pour que, de Londres même, le chevalier d'Eon de Beaumont <sup>1</sup> écrivit au duc de Praslin à qui il dévoilait tout le complot, le rôle de Gibert et le vrai caractère d'un grand nombre d'Anglais qui, à la faveur de la paix, prétendaient villégiaturer en France, et travaillaient, en réalité, de concert avec le pasteur.

Saint-Florentin, que ces nouvelles remplissaient de colère, donna les ordres les plus rigoureux afin de s'emparer du trop actif recruteur. Celui-ci, par étapes dissimulées, parcourait à nouveau le Languedoc. On le suivait, à la trace des foyers désertés par ceux que son éloquence avait séduits. On parcourut, après lui, les Cévennes; et, ayant appris qu'il s'était rendu à Vallerangues, où il avait déterminé trois hommes à passer en Angleterre, on y accourut assez tôt pour arrêter les trois fuyards. Ils dévoilèrent toute la trame du complot. Gibert adressait ses recrues à Rouen, chez un autre pasteur, nommé La Bloquière. Celui-ci les envoyait à Dieppe, où un aubergiste, nommé

1. Cet énigmatique personnage était cependant fort bienveillant aux réformés, en faveur desquels il écrira de généreux mémoires, en 1775. *B. P. F.*, 1887, p. 577-184, et en 1787, *A. N.* O<sup>1</sup> 483, f<sup>o</sup> 84.

Rolland, les accueillait, les fournissait pour leur voyage, leur obtenait un passeport, et leur donnait l'adresse de leur complice à Londres : le pasteur Basseville. Quand les recrues étaient trop nombreuses, Gibert, pour dépister les soupçons, faisait passer beaucoup de ses gens par la Suisse, où il les adressait à Antoine Court — que l'on regrette de surprendre en cette vilaine intrigue. Court leur donnait de l'argent, et les envoyait en Hollande, où ils étaient embarqués<sup>1</sup>.

La maréchaussée de Fitzjames ne parvint pas à s'emparer de Gibert, mais l'alerte avait été chaude et nous ne voyons pas que le pasteur ait continué, après l'aventure de Vallerangues, son dangereux métier. Nous le retrouverons bientôt, revenu à de plus saines occupations. Mais pourrait-on trouver étrange que, devant ces viles intrigues, menacé d'une sédition en Cévennes, affaibli par l'évasion de nombreux sujets, le gouvernement ait un instant songé à faire revivre les sévères mesures que la guerre lui avait fait abandonner?

Les protestants n'étaient pas tellement ignorants de leurs propres affaires, qu'un concours de circonstances aussi malheureuses ne leur apparût sous son véritable jour, tout chargé de tempêtes. Ils attendaient les repréailles. Des émissaires, intéressés à grossir le danger, ne leur parlaient qu'avec terreur de ce que serait leur existence, pendant la paix. Il est donc intéressant de relever les mesures dont eurent à souffrir les religionnaires, du jour où le gouvernement, disposant des troupes libérées de la guerre, put les jeter contre des sujets indociles.

Dans le Midi, l'évêque de Mirepoix reste ardent à

1. A. N. O<sup>1</sup> 459, f<sup>os</sup> 13, 214, et TT, 447, dossier XLVI. M. Galland a raconté les émigrations du pays de Caen en 1763 et s'en étonne. Mais le rôle de Gibert et de ses complices ne nous indique-t-il pas où se trouvent certaines responsabilités?

solliciter des ordres pour mettre au couvent les demoiselles Bourdilh, Rouget et Claret, toutes originaires de Mirepoix. Mais Saint-Florentin se montre moins ardent à les accorder; il ordonne des enquêtes, veut savoir qui payera leur pension, car il se refuse à le faire, et, après six mois de discussions, envoie enfin les lettres de cachet, sur la promesse qu'a faite l'évêque d'assumer lui-même la charge des dépenses. Comme mesure de compensation, Saint-Florentin expédie l'ordre de faire sortir des couvents de Mirepoix, où elles étaient « instruites », les demoiselles Déjean, Delpech et Caldeiron. A Castres, l'évêque fait confier le jeune Michel Faragou au sieur Esquirol, maître de pension, mais l'enfant n'a pas pris goût à cet enseignement et s'est évadé. L'évêque fut plus heureux avec François Guibal et le jeune de La Boulbène qu'il fit enfermer chez les Trinitaires de Toulouse. A Lavaur, l'évêque fait mettre au couvent une demoiselle Tailhade<sup>1</sup>. — En Normandie, on enlève, à Caen, les deux sœurs de Bray, mais cet acte imprévu suscite les protestations des religieux de Bolbec<sup>2</sup>. Dans la généralité de Poitiers, un nommé de Clairvaux, habitant de Saint-Christophe, refuse absolument aux prêtres, aux juges, à l'intendant lui-même de faire baptiser son enfant à l'église, sous prétexte qu'il a fait appel du jugement qui l'y condamne, et l'on ne voit pas que l'intendant de Blossac ait tenu la main ferme à l'exécution de cet arrêt<sup>3</sup>. — En Guyenne, le maréchal de Richelieu signifie à une pauvre femme l'ordre d'apporter ses trois enfants à l'église pour y être baptisés, mais ce coup d'autorité parut à cette date si insolite que les religieux osèrent rappeler au gouverneur l'in-

1. A. N. O<sup>1</sup> 453, f<sup>os</sup> 7, 30, 37, 94, 130, 180, 183, 220, 275.

2. WADDINGTON, *Le protestantisme en Normandie*, Paris, 1862, p. 112-120.

3. A. N. TT, 414.

dulgence à laquelle on les avait, depuis longtemps, accoutumés <sup>1</sup>.

Un peu partout, les temples avaient rouvert leurs portes, et là où, faute d'un local approprié, les assemblées se tenaient encore en pleins champs, les religieux se hâtaient d'édifier des maisons de prière. Il y eut quelques dénonciations, et de rares sanctions. En Saintonge, le temple de Pons et celui de Royan furent fermés, mais, chassés de cet oratoire, les protestants allèrent en ouvrir un autre, sans retard, dans une tannerie voisine et ne furent pas inquiétés <sup>2</sup>. A Nîmes, les protestants n'avaient pas craint d'élever leur temple tout auprès de la ville et y célébraient leur culte avec ostentation. M. de Ratel, commandant militaire de la ville, les engagea doucement à se réunir un peu plus loin, et, sur ces concessions réciproques, la paix continua à régner. M. de Moncan lui-même renonce à sévir, en des cas où, naguère, il l'eût fait avec sa vigueur coutumière. Le curé de Vallerangues se plaignait des apostasies qui se multipliaient dans sa paroisse et sollicitait la rigueur des lois. Saint-Florentin remit l'affaire entre les mains de Moncan qu'il engagea, non point à punir, mais à « trouver des moyens d'arrêter un pareil désordre », puis se déclara satisfait quand son terrible lieutenant eut choisi, pour victime expiatoire, la demoiselle Rose Carles. On l'enferma au couvent d'Anduze, où elle trouva, d'ailleurs, une liberté presque absolue <sup>3</sup>.

Cependant le parlement de Bordeaux ne recula point devant une mesure de rigueur et, par arrêt du 30 septembre 1763, ordonna de raser le temple d'Eymet, en Périgord.

En Provence, la situation apparaît plus caractéris-

1. COQUEREL, II, p. 362-363.

2. COURPRON, p. 62.

3. A. N. O<sup>1</sup> 459, f<sup>os</sup> 141, 186, et O<sup>1</sup> 460, f<sup>os</sup> 30, 137 et 241.

tique encore. Les religionnaires de la Coste « poussent l'audace jusqu'à établir dans ce lieu un ministre qui y remplit publiquement ses fonctions ». Indignation de l'évêque d'Apt qui en appelle à Saint-Florentin, et lettre du Secrétaire d'Etat à l'intendant M. de la Tour pour l'engager à réprimer « une pareille entreprise, d'une conséquence trop dangereuse pour être tolérée ». Néanmoins, le pasteur ne fut pas inquiété <sup>1</sup>.

Il semble donc bien qu'en dépit de quelques erreurs individuelles, le mouvement général, en 1763, s'orientait vers une politique qui, sans être encore empreinte de bienveillance, adoptait du moins le principe du laisser-faire. Celui-ci commençait d'ailleurs à s'imposer même aux dures volontés du comte de Saint-Florentin, car un fait nouveau s'était produit, dont il était impossible de ne point tenir compte, comme il l'était d'en restreindre l'immense portée : les protestants français avaient enfin trouvé des protecteurs officiels.

## II

Le traité de paix avait été l'occasion pour Paul Rabaut de renouer la tradition de l'Eglise huguenote habituée à remettre à des diplomates étrangers le soin d'obtenir, dans leurs négociations avec le roi de France, un adoucissement à son triste sort. Le duc de Bedford, envoyé plénipotentiaire d'Angleterre, accepta d'entrer en relations avec le fameux pasteur et reçut, au mois de septembre 1762, un long mémoire en faveur des 37 galériens « pour la foi » et des 20 prisonnières à la tour de Constance d'Aiguesmortes, qu'il s'agissait de

faire rendre à la liberté<sup>1</sup>. Bedford sollicita donc une conférence à ce sujet avec le duc de Choiseul. Très vite, l'accord s'établit entre eux, mais il fallait emporter l'adhésion de Saint-Florentin. Choiseul la réclama, en termes pressants. Grand seigneur d'une audace insolente et d'un bonheur qui n'avait jamais subi de revers, il espérait réussir, auprès du Secrétaire d'Etat, plus facilement qu'il ne l'avait fait, en de délicates circonstances, auprès de la cour de Vienne. Il avait pour lui la faveur de Louis XV qui mettait une confiance aveugle en son Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Choiseul en abusait d'ailleurs pour conduire la politique de la France selon des principes qu'il se gardait bien de soumettre à son roi. Or, ses principes cadraient mal avec ceux de ses chefs. Il appartenait à ce groupe de grands seigneurs étourdis et généreux qui, ambitieux de favoriser « l'esprit nouveau », s'inféodèrent avec fougue au « parti philosophe ». Non moins que sur la protection du roi, Choiseul comptait sur la pression considérable de ses amis pour obtenir de Saint-Florentin la mesure de clémence attendue par les réformés. Secondé par le marquis d'Argenson, le comte de Ségur, le duc de Nivernais, les Mirepoix, les Maurepas, les Broglie, les Beauvau, tous amis de Saint-Florentin, et complices des desseins inavoués de Choiseul, il semblait que le succès ne souffrirait aucune difficulté. C'était ignorer le dur entêtement du ministre, et son habitude de tout rapporter à l'exécution rigide de lois interprétées plus avec son intelligence de légiste qu'avec son cœur d'homme.

Saint-Florentin répondit en effet, le 16 janvier, au

1. A. N. TT, 444, où se trouve la liste des prisonnières et des galériens. Cette liste fut transmise, ainsi qu'on peut le voir aux *Archives des Affaires étrangères, Angleterre*, n° 453 (janvier-juillet 1763; supplément). Voir la lettre écrite par Paul Rabaut à milord Bedford, dans *Lettres à divers*, p. p. Charles Dardier, t. I, p. 323.



duc de Choiseul par une longue épître, qu'il faut reproduire, car elle nous permet de voir en pleine lumière à quels principes demeurerait fidèle le gouvernement, au lendemain de la guerre<sup>1</sup>.

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, concernant 37 protestants détenus aux galères et 20 protestantes prisonnières à Aiguesmortes, qui, presque tous, ont été condamnés pour avoir assisté à des assemblées, et dont M. le duc de Bedford demande la liberté. Je ne peux que vous rappeler à ce sujet les observations que je vous ai faites le 28 juin dernier, à l'occasion des deux religieux qui venaient de sortir des galères auxquelles ils avaient été condamnés pour le même crime. Le feu Roi, par son édit de 1685, et par ses déclarations de 1686 et 1698, a défendu à tous ses sujets de faire aucun exercice de la R. P. R. et de s'assembler pour cet effet, à peine contre les hommes des galères perpétuelles, et contre les femmes d'être rasées et enfermées pour toujours, et le Roi a renouvelé les mêmes défenses sous les mêmes peines, par sa déclaration du 14 mai 1724. Le feu Roi avait si fort à cœur l'exécution de celles qu'il avait données sur le fait de la religion que, par un règlement particulier concernant le détail des galères, et qui est dans vos bureaux, il décida qu'aucun homme condamné pour cause de religion ne pourrait jamais sortir des galères, et si Sa Majesté s'est écartée des dispositions tant de ce règlement que des édits et déclarations, ce n'a été que fort rarement, par des considérations très importantes, et en faveur de quelque particulier seulement, de sorte que la rareté et les circonstances même des grâces accordées n'ont fait, pour ainsi dire, que confirmer les édits et déclarations, et prouver la résolution où

1. A. N. O<sup>1</sup> 439, fos 9 et 10.

était Sa Majesté d'en maintenir la rigueur. Malgré cette intention manifestée et malgré la sévérité de ces édits et déclarations, on a eu beaucoup de peine depuis la révocation de l'Edit de Nantes à empêcher les assemblées, et depuis le commencement des guerres que nous avons eues, elles sont devenues très fréquentes et très nombreuses dans plusieurs de nos provinces. L'excès est monté à un tel point qu'il est difficile d'imaginer comment on pourra y remédier, d'autant plus que les prédicants ont eu soin de persuader aux religionnaires que Sa Majesté est disposée à leur accorder la liberté de leur culte. Ce serait fortifier cette fausse persuasion que de faire grâce au grand nombre de coupables compris dans les listes que vous avez pris la peine de m'envoyer. Ce serait donner l'atteinte la plus violente aux édits et déclarations de 1685, 1686, 1698 et 1724, et même les rendre entièrement inutiles. Les assemblées ne feraient que se multiplier, et le nombre des coupables s'augmenter par l'espérance d'une impunité presque certaine, ou plutôt par la fausse opinion d'une tolérance déjà établie. Cependant rien de plus important pour la religion et pour l'Etat que la cessation de ces assemblées. Il ne sera jamais possible de ramener les religionnaires tant que des prédicants pourront les assembler, les entretenir dans leurs erreurs, les révolter contre toute autorité spirituelle, donner à leur fausse religion une forme de culte et leur administrer ceux des sacrements qu'ils reconnaissent. Les missions ordonnées et payées par le Roi en Languedoc resteront sans fruit, et non seulement on ne convertira pas de religionnaires, mais nombre de nouveaux catholiques retomberont, et plusieurs catholiques seront séduits et apostasieront, comme on n'en a que trop vu d'exemples depuis quelque temps.

« D'un autre côté, l'Etat, dont les lois défendent et

punissent indistinctement toutes assemblées illicites, sera sans cesse exposé aux périls que ces lois ont voulu prévenir. Des assemblées formées par un faux zèle et sous prétexte de religion sont plus dangereuses que toutes autres. Le fanatisme y domine, et il a bientôt allumé le feu de la sédition et de la révolte. D'ailleurs il se fait journellement dans les assemblées, des conjonctions illicites aussi contraires aux lois civiles qu'à la religion, et les enfants nés de ces concubinages sont bâtards. Depuis que les guerres ont ôté le pouvoir et le moyen de réprimer les assemblées, le mal qui en est une suite s'est tellement étendu que les provinces infectées de l'hérésie sont actuellement pleines de gens dont la fortune est aussi incertaine que l'état, et que le désespoir pourrait pousser à tenter de les assurer par la force, ou à quitter le royaume. Il serait extrêmement difficile de remédier au passé à cet égard, mais au moins faut-il profiter de la paix afin de pourvoir au présent et à l'avenir. C'est à quoi on ne parviendra cependant pas, tant qu'il y aura des assemblées, et il y en aura tant que ceux qui y assisteront pourront se promettre qu'on ne les punira pas ou qu'on leur remettra facilement les peines qu'ils auront encourues. Ils auront tout lieu de s'en flatter quand ils verront tout à la fois 57 personnes soustraites à ces peines par l'ordre exprès de Sa Majesté. Je suis très porté à croire que MM. les Evêques de Languedoc lui feraient des représentations à ce sujet, et il pourrait y en avoir aussi de la part de quelques Parlements, et en particulier de celui de Grenoble, par la vigilance et la sévérité duquel le Dauphiné a été mieux maintenu dans le devoir par rapport à la religion que les autres provinces.

« Quelques-uns des religieux dont on demande la liberté ont été condamnés par ce Parlement et ils auront besoin de lettres de rappel dont il faudra qu'ils

poursuivent, soit en ce Parlement, soit devant les Juges du ressort, l'entérinement qui pourra bien leur être refusé. Car je suis bien aise d'avoir l'honneur de vous observer qu'il ne suffit pas que des condamnés, soit pour fait de religion ou pour tout autre délit, soient renvoyés des galères pour qu'ils en soient véritablement affranchis. Il faut que le Roi leur remette cette peine par des lettres ou des brevets suivant les circonstances, sans quoi les juges peuvent, non seulement poursuivre contre eux l'exécution de leurs jugements qui subsistent toujours, mais encore leur faire leur procès, comme à des gens légitimement suspects d'avoir eux-mêmes rompu leurs fers. Au reste, Monsieur, je n'ai pas entendu dire que nous ayons demandé grâce pour des catholiques condamnés en Angleterre pour avoir contrevenu aux lois du pays. Les Anglais ne devraient donc pas solliciter en faveur des religionnaires français condamnés pour avoir violé les nôtres. Je doute fort qu'ils nous écoutassent, si nous leur demandions quelque chose capable d'ébranler celles que leur inimitié pour les catholiques leur a dictées, et les demandes qu'ils nous font ne tendent à rien moins qu'à énerver entièrement plusieurs de nos lois que l'intérêt de la religion et la sûreté de l'Etat ont rendu nécessaires. Ils ne souffriraient certainement pas chez eux des assemblées de catholiques, au nombre de 2 et 3.000 hommes comme nous en avons eu ici un grand nombre de protestantes, et ils exigent de nous, en faveur des gens qui ont assisté aux assemblées, une indulgence qui en serait une véritable en faveur des assemblées elles-mêmes.

« Enfin, il me paraît que s'il était question de faire grâce à ces condamnés, il conviendrait mieux qu'ils reçussent leur pardon à la pure clémence du Roi qu'à une puissance étrangère, par laquelle on pourrait croire qu'il a été arraché à Sa Majesté.

« Voilà, Monsieur, les réflexions que j'ai faites au sujet de la demande de M. de Bedford. Quant à celle qui a été faite à M. le duc de Nivernais par M. l'Archevêque de Cantorbéry, elle ne me paraît pas plus susceptible de faveur. Si M. Bele, qu'elle regarde, se présentait en qualité de catholique pour obtenir son retour en France, et le rétablissement dans tous ses droits civils, il pourrait mériter d'être écouté. Mais si les déclarations du Roi de 1698 et 1725 excluent pour toujours du royaume tout Français réfugié pour cause de religion, à moins qu'il n'ait abjuré, il paraît qu'on ne doit pas non plus y laisser revenir ni encore moins y rétablir dans ses biens un homme qui y a été condamné pour fait de religion, et qui n'a pas, autant qu'il est en lui, et par une adjuration indiquée par la loi, réparé le crime qui a fait le titre de sa condamnation. Ce serait réintégrer dans le royaume un coupable, autorisé pour ainsi dire dans son erreur et aussi dangereux pour la religion que pour l'Etat. On en peut dire autant de tous ceux pour lesquels M. le duc de Bedford agit, puisque sans contredit ce sont les religionnaires les plus fanatiques qui ont fréquenté les assemblées. Au surplus, la matière dont il s'agit ici me paraît assez importante pour croire qu'il serait nécessaire d'en parler au Conseil, avant de prendre aucun parti, et je présume que vous le penserez comme moi. »

Cette fin de non-recevoir n'admettait point de réplique. Malgré sa morgue, le duc de Choiseul n'insista pas, mais il était déjà convenu qu'auprès de sa famille les intérêts protestants trouveraient les plus dévoués protecteurs. Deux mois après l'échec de Choiseul, le duc de Praslin, son frère, prenait en mains la cause d'une demoiselle Fauconnier, qui devait épouser M. du Voisin, chapelain de l'ambassade de Hollande à Paris. Aux termes de la loi française,

tous les mariages ne pouvaient être célébrés que selon les rites de l'Eglise catholique. On ne reculait même pas devant l'éventuelle absurdité d'obliger un pasteur, sujet étranger, voire chapelain d'une ambassade étrangère, à recourir au ministère d'un prêtre catholique français. Le duc de Praslin s'ingénia tout d'abord à obtenir pour la jeune fille la permission d'aliéner ses biens, mais quand il prétendit faire accorder aux fiancés la tolérance de se marier, dans la chapelle de l'ambassade, « à la manière des réformés », Saint-Florentin fit la sourde oreille, et comme le duc insistait, en affectant l'inquiétude à l'occasion des représailles que les Etats Généraux pourraient exercer sur les catholiques de Hollande, le Secrétaire d'Etat l'arrêta net par cette réflexion, — dont il aurait pu faire goûter la sagesse à son propre gouvernement : « Il est de la politique des Etats Généraux de ne pas forcer à sortir de leurs terres un nombre infini de leurs sujets, par des rigueurs mal entendues, dans une matière aussi délicate que celle des mariages<sup>1</sup>. »

Saint-Florentin faisait ainsi front de tous côtés à de puissants adversaires. Il se défendait, mais comme une bête traquée. Ses coups de boutoir n'arrivaient pas à refouler les coalisés qui, tantôt sur un incident et tantôt sur un principe, organisaient l'assaut de la vieille forteresse édiflée par Louis XIV et défendue par un vigoureux Secrétaire d'Etat. Or, c'est en ces jours de difficile défense que se développa la plus lamentable et la plus prodigieuse affaire : le procès Calas.

Il n'entre pas dans notre dessein de raconter à nouveau ce triste drame ni de rechercher, après tant d'autres, la part de culpabilité de la famille Calas. Mais cette histoire est trop intimement liée au progrès des rela-

<sup>1</sup>. A. N. O1 459, f° 92. Lettre du 6 avril 1763.

tions entre le gouvernement et les réformés pour que nous puissions la négliger. De savantes manœuvres furent alors entreprises, sous la conduite de Voltaire, afin d'investir les cours de justice, les ministères, le trône lui-même, donner à l'opinion publique conscience de sa force contre les arrêts des juges, et infliger ainsi la pire défaite aux partis de l'autorité, qui sortiront de la lutte amoindris et déshonorés. A partir de ce procès fameux, une force nouvelle a été infusée à la cause protestante. Elle s'appuyait sur un sentiment de réprobation générale à l'égard des mesures de rigueur. Elle s'accroissait par la protestation unanime qui s'éleva contre une procédure dont la cruauté rebutait. Impuissant à réprimer les clameurs d'une foule supérieurement manœuvrée par Voltaire, le gouvernement ne pouvait plus désormais ne pas tenir compte des vœux de l'opinion en faveur de sujets opprimés, et parfois poursuivis à faux<sup>1</sup>.

Personne ne pourrait cependant accuser Saint-Florentin d'avoir apporté, en cette affaire, la moindre animosité. Déjà en 1760, il avait eu l'occasion de s'occuper du père Calas, qui refusait obstinément de fournir le moindre secours à son fils Louis, nouveau converti. Il s'était alors informé auprès de M. de Saint-Priest « si c'était véritablement en haine de sa conversion » que Calas refusait de secourir son fils. L'intendant dut avouer « que sa conversion est le seul motif qui empêche son père de lui donner le secours dont il a besoin », et, le 7 février 1761, Saint-Florentin requit enfin Calas de payer « les 603 livres dont sa dureté a forcé ce jeune homme à s'endetter<sup>2</sup> ».

1. Pour la bibliographie des affaires Calas, Sirven et Jean Fabre, voir Armand LODS, *B. P. F.*, 1902, p. 309-318; — Ed. CHAMPENDAL, *Voltaire et les protestants de France*, Genève, 1919; LABAT, *Jean Calas*, Toulouse, 1910; CALMETTES, *Choiseul et Voltaire*, Paris, 1902; G. BRANDÈS, *Voltaire*, 1920; *Histoire de Languedoc*, t. XIV, col. 2.234 et suiv.

2. A. N. O<sup>1</sup> 456, f<sup>o</sup> 263; O<sup>1</sup> 457, f<sup>o</sup> 28.



Ces pénibles discussions sont à peine closes, qu'un second malheur menace la famille Calas; l'autre fils, Marc-Antoine, manifeste l'intention de passer, lui aussi, au catholicisme. Peu de temps après, ce fils meurt, de tragique façon. Saint-Florentin apparaît d'abord mal disposé pour les accusés qui, dit-il, « semblent être coupables ». Mais, quand la sentence est rendue, il n'hésite pas à exprimer le regret qu'il y ait eu condamnation, malgré l'absence de tout aveu, car il prévoit déjà l'émotion que cette affaire va susciter. Comme il le craignait, les ministres excitaient en effet l'horreur de leurs fidèles pour une sentence qu'ils proclamaient inique. Leurs « mauvais propos » trouvèrent un concours précieux dans le libelle que Paul Rabaut fit imprimer et répandit en Languedoc<sup>1</sup>. Il est néanmoins certain que l'émotion ne tarda pas à tomber, et de l'affreuse tragédie rien n'aurait subsisté que le souvenir d'un réformé, considéré par les uns comme un criminel et par les autres comme un martyr, si la voix de Voltaire n'eût s'était fait entendre. « Je vous conjure, écrit-il à d'Alembert le 12 juillet 1762, de crier et de faire crier. Voyez-vous M<sup>me</sup> du Deffand et M<sup>me</sup> de Luxembourg? Pouvez-vous les animer? » Et tandis qu'il prépose son fidèle lieutenant à la charge d'ameuter les habitués des salons, lui s'applique à conquérir l'adhésion du duc de Choiseul. C'est un ami commun, le comte d'Argental, qui doit « animer » le puissant seigneur. Voltaire demande d'abord bien peu de chose : « Que le comte veuille seulement s'informer de cette horrible aventure! » (27 mars 1762.) Mais l'aventure s'est compliquée de l'arrestation des deux jeunes filles de Calas mises au couvent, par ordre de Saint-Florentin, qui manifeste même, à l'égard de la veuve

1. Malgré la surveillance du duc de Fitzjames qui poursuivait l'imprimeur Rochard, fit saisir les exemplaires imprimés et rompre la planche. Voir lettre de Saint-Florentin du 27 janvier 1763, A. N. O<sup>1</sup> 439, f<sup>o</sup> 43.



Calas, d'une hostilité grandissante. Elle faisait, lui disait-on, la prédicante aux environs de Montauban où elle s'efforçait de rallumer les passions éteintes : « Je me ferais, écrivait le ministre, d'autant moins de scrupule de proposer au roi de la faire enfermer, qu'il y a toute apparence qu'elle était complice du crime de son mari, et que ce n'est que par le défaut de preuves juridiques qu'elle a échappé à la punition<sup>1</sup>. »

Voltaire s'émeut, presse ses amis d'agir auprès de Choiseul comme auprès de Saint-Florentin, et brouille si bien ses adjurations qu'on le surprend, à deux jours d'intervalle, accuser d'ignorance et de cruauté un ministre qu'il venait de proclamer parfaitement informé. Le 5 juin 1762, il supplie d'Argental d'aller trouver Choiseul, et de « savoir de M. de Saint-Florentin la vérité », car « M. de Saint-Florentin est entièrement au fait » ; mais le 7 juin il accuse : « M. le Comte de Choiseul ne sera-t-il point curieux de savoir de M. de Saint-Florentin la vérité touchant l'horrible aventure des Calas, supposé que M. de Saint-Florentin en soit instruit ? Peut-être ne sait-il autre chose, sinon qu'il a signé des lettres de cachet. »

Il s'agissait, sans plus tarder, d'arracher à l'inquisition du terrible Secrétaire celle que Voltaire appelait, entre amis, « la huguenote imbécile », et que les juges de Toulouse accusaient « de faire la prédicante ». Voltaire fit donc venir à Paris la veuve Calas « dans le dessein de demander justice ». Elle y fut accueillie par les amis du patriarche, d'Alembert, le comte d'Argental, le duc de Choiseul, qui, de toute l'affaire, ne connaissaient probablement que ceci, à savoir qu'elle était une admirable machine de guerre contre les Parlements et l'Eglise, entre les mains du sarcastique vieillard de Ferney. Pour eux, soit timidité dans la

1. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>os</sup> 228, 220 ; O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 76, 111.

justice de leur cause, soit insouciance à l'égard des accusés, s'ils multipliaient les témoignages d'honneur à la veuve Calas, ils se gardaient bien d'affronter les décisions du ministre. Et cela, au moment où Voltaire « cherchait toutes les protections possibles auprès de M. le Comte de Saint-Florentin » (21 juin 1762).

Ce que cette cabale aussi tremblante que distinguée n'osait pas entreprendre, le duc de Villars, gouverneur de la Provence, prit sur lui de le faire. Fils du vainqueur des Camisards, il se laissa convaincre que ce serait, de sa part, un geste de suprême élégance et de tardive réparation que d'offrir son aide à la veuve et aux enfants d'un huguenot supplicié. Au mois de juillet 1762, Villars écrivit donc à Saint-Florentin qui répondit, non sans finesse, qu'il « désirait que la veuve et les enfants du nommé Calas aient en effet des moyens suffisants pour faire tomber la condamnation prononcée contre lui ». Deux mois après, c'était au comte de Maurepas de réclamer la liberté des deux filles Calas, retenues dans des couvents à Toulouse, et la permission de les faire venir chez la dame Dumas, à Paris. Saint-Florentin promit à « son cher frère » son appui bienveillant<sup>1</sup>.

C'est à la suite de ces interventions que Voltaire déclarait Saint-Florentin « très bien disposé » pour la révision du procès, et espérait le concours actif du roi lui-même. Il avait chargé MM. de Nicolaï et d'Auriac d'endoctriner le chancelier de Maurepas. Il pouvait, quant à lui, compter sur l'absolu dévouement de Choiseul; s'imaginait avoir barre sur Saint-Florentin, grâce à Maurepas et au duc de Villars; avait enfin mis dans son parti la toute-puissante favorite, qui avait promis de « parler » au roi. C'était, on le voit, un siège en règle que l'habile stratégie du patriarche avait réglé

1. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 167, 217.

minutieusement, du jour où il déclarait qu'il « faisait l'impossible pour avoir une extrême protection auprès du Roi » (9 juillet 1762). Il ne lui suffisait même plus de pousser en avant cette aristocratie gagnée aux idées philosophiques, ou ces magistrats qui, à la suite des Monclar, des Elie de Beaumont, des Mariette, des Servan, des La Chalotais, prenaient leur mot d'ordre à l'officine de l'Encyclopédie. « Il faut, disait-il, que MM. de Beaumont et Mallard fassent brailler en notre faveur tout l'ordre des avocats, et que, de bouche en bouche, on fasse tinter les oreilles du chancelier; qu'on ne lui donne ni repos ni trêve; qu'on lui crie toujours : Calas! Calas! » (7 août 1762). Attentif à assurer le bon recrutement des juges pour la révision du procès, il ne l'est pas moins à faire agir toutes les puissances, capables de former leur religion : le chancelier d'Aguesseau, le cardinal de Bernis, le marquis d'Argens, et l'intendant de Rouen, M. de la Michodière, dont le gendre, Thiron de Crosne, maître de requêtes « qui est, dit Voltaire, un peu de nos adeptes, avec la prudence convenable », vient précisément et par une singulière rencontre, d'être nommé rapporteur du procès.

A qui ne s'adresse-t-il pas, du ton le plus humble, ou même avec des colères dans la voix? Il prétend bien que « les sollicitations ne doivent avoir lieu dans aucun procès » (13 février 1763), et voudrait faire croire qu'il s'en remet uniquement à l'évidente justice de sa cause, mais sans doute ne voit-il là que de simples précautions oratoires, car, à peine a-t-il appris que les juges vont être nommés, qu'il s'écrie : « Ne faudrait-il pas les faire solliciter fort et longtemps, soir et matin, par leurs amis, leurs parents, leurs confesseurs, leurs maîtresses? » (14 septembre 1762.) L'énumération est-elle assez complète et assez cynique? Toute l'habileté de Voltaire est là : il com-

pose d'admirables plaidoyers, mais il a fait son auditoire et circonvenu, par avance, les juges, devenus ses complices. — Le conseil du roi casse, le 4 juin 1764, l'arrêt du parlement de Toulouse qui condamne Calas, et le 9 mars 1765, le supplicié est solennellement réhabilité.

C'est à cette activité fiévreuse que les Calas durent, pour une bonne part, le succès de leur cause. Si nous avons rappelé quelques traits de ce procès fameux, c'est qu'ils nous aident à mieux comprendre comment une levée générale de boucliers put se faire en deux ans, en faveur des protestants. Désormais, il était notoire que, tout près du roi, de puissants seigneurs, des ministres, une aristocratie fastueuse et qui donnait le ton, ne craignaient plus de parler en faveur d'une secte opprimée. On avait vu des intendants, des magistrats, de graves parlementaires, des bourgeois pondérés, unir leurs protestations concertées contre des lois condamnées. Il était évident désormais que toute l'opiniâtreté de Saint-Florentin devrait compter avec cette force nouvelle.

Le hasard voulut qu'après l'affaire Calas, s'ouvrit l'affaire Sirven, non moins mystérieuse et sanglante<sup>1</sup>. Voltaire fit choix de cette heure pour lancer son factum sur *la Tolérance*. Afin d'assurer sa diffusion, les complicités les plus hautes ne manquèrent pas à l'auteur. En vain, les « vautours » tentaient-ils d'arrêter à la frontière les paquets du virulent pamphlet. Voltaire les adressait, en droiture, au duc de Choiseul, au duc de Praslin, à Madame de Pompadour. Choiseul lui mandait qu'il était enchanté, et la favorite, de plus en plus éberluée, faisait supprimer un mandement de l'archevêque de Paris contre l'auteur de *la Tolérance*.

1. L'arrêt qui condamnait les Sirven sera cassé au mois de mars 1768, et le Parlement de Toulouse les réhabilita, le 23 novembre 1771.

M. de Voltaire était dans le ravissement. « Tout annonce, Dieu merci, écrivait-il le 30 décembre 1763, un siècle philosophique. » « Six personnes des plus considérables du royaume, ajoutait-il le 7 janvier 1764, ont approuvé les maximes » de *la Tolérance*, et sa joie ne se contenait plus. « Le dogme fatal de la tolérance infecte aujourd'hui tous les esprits; les trois quarts de la France, au moins, commencent à demander la liberté de conscience : on la prêche à Genève » (25 août 1763). « On n'aurait pas, il y a soixante ans, trouvé un seul homme d'Etat, à commencer par le chancelier d'Aguesseau, qui n'eût fait brûler le livre et l'auteur. Aujourd'hui on est très disposé à permettre que ce livre perçe dans le public avec quelque discrétion... Il est certain que ceux qui sont à la tête du royaume sont plus tolérants qu'on ne l'a jamais été; il s'élève une génération nouvelle qui a le fanatisme en horreur. Les premières places seront un jour occupées par des philosophes : le règne de la raison se prépare » (1<sup>er</sup> mars 1764). « Cette horrible aventure des Calas a fait ouvrir les yeux à beaucoup de monde. Les exemplaires de *la Tolérance* se sont répandus dans les provinces où l'on était bien sot : les écailles tombent des yeux; le règne de la vérité est proche. Mes anges, bénissons Dieu » (17 juin 1764).

### III

Voltaire saluait dans ce renouvellement de l'esprit public la revanche des persécutés sur les persécuteurs. Si d'ailleurs, après avoir aidé à chasser « les renards », il redoutait pour lui-même de tomber « dans la gueule des loups », — ainsi renvoyait-il dos à dos huguenots et Jésuites, — il croyait avoir solidement établi la tolérance officielle, et nous savons que, parmi

les religionnaires français, cette idée n'avait cessé de se répandre avec force. Aussi la tranquillité était générale, et, malgré les fâcheuses intrigues de Galon et de Gibert, Saint-Florentin ne songeait guère à troubler l'évolution si rapide et si profonde qui venait de se produire dans les mœurs. De toutes parts, les témoignages abondent, qui s'accordent avec les effusions de l'ironique piété de Voltaire.

En Béarn, Court de Gébelin s'attendrit à voir les catholiques fraterniser avec les protestants, les juges renoncer aux anciens procès, l'intendant faire preuve d'une mansuétude inlassable, le parlement se déclarer lui-même hostile aux mesures de répression. « Les catholiques, écrit-il à Paul Rabaut, respectent dans ce pays à présent les réformés et les aiment; le parlement lui-même a beaucoup de penchant pour eux. » Deux mois ne se sont pas écoulés, et le ministre Journet s'empresse de confirmer ces bonnes nouvelles. L'impression est toute à la sécurité: les angoisses de naguère s'effacent devant les splendeurs de l'heure présente. « L'exercice de notre religion, écrit-il, se continue comme ci-devant; nous le remplissons dans la plus parfaite sécurité; nous faisons fréquemment des baptêmes, des mariages, en un mot, toutes les fonctions du ministère, sans être recherchés en aucune manière, et quoique nos adversaires nous refusent les devoirs de la société par rapport aux mariages, parce que on leur en a fait une loi de conscience, ils les voient néanmoins de sang-froid et avec une sorte de plaisir. Malgré tout, cependant, nous redoutons leurs sentiments » (1<sup>er</sup> novembre 1763).

En Guyenne, où le maréchal de Thomond avait appesanti sa main sur les délinquants, sans grande bienveillance, les esprits se reprenaient à espérer. Le brutal gouverneur avait été subitement arraché à sa province, et, comme une traînée de poudre, le

bruit s'était répandu de sa disgrâce. « On osa dire que le gouvernement n'avait retiré ce commandant que parce qu'il paraissait trop zélé contre le parti, qu'il avait excédé ses ordres et la volonté du Prince <sup>1</sup>. » A la vérité, son successeur, le maréchal de Richelieu avait esquissé, dès son arrivée dans la province, un mouvement offensif contre les religionnaires, ardents à relever la tête. Il y avait eu « des tentatives passagères » de sanctions et de menaces. Mais par la force d'un courant invisible où les âmes semblaient entraînées, les menaces du maréchal n'étaient point prises au sérieux. On eût dit que, par l'effet de mystérieuses indiscretions, les religionnaires connaissaient les secrètes directions que la Cour avait envoyées à Richelieu, et qui tendaient toutes à ramener le calme dans l'ordre et la tranquillité dans la liberté. Sur les rares victimes que les juges sacrifièrent à la loi, les foules continuèrent à déferler, emportées par un élan que le gouverneur ne songea plus désormais à refouler. Au mois de septembre 1764, on put voir le spectacle inouï d'un homme du roi bafoué dans sa mission, et abandonné à sa mésaventure. Le lieutenant-colonel au régiment de l'Ile-de-France, M. Leydet, avait été chargé de se rendre à Clairac, Tonneins et autres lieux voisins, afin de faire baptiser les enfants des réformés, à l'église catholique. Non seulement les parents s'obstinèrent dans leur résistance, se rirent des quelques mesures répressives que l'officier osa prendre, mais les langues ne ménagèrent guère M. le maréchal de Richelieu lui-même qui, désireux d'en finir, déclara que « les réfractaires étaient trop nombreux, pour que la voie judiciaire pût suffire ». Sur ce prétexte — d'ailleurs trop vrai — la justice laissa croire à sa faillite, et les réformés ne furent pas peu

1. A. N. TT, 446, Mémoire du curé de Tonneins, du 22 mars 1767.

surpris de la facilité de leur victoire. Dès ce moment, Richelieu parut vouloir confirmer dans leurs espoirs « toutes les parpaillotes » du pays de Gex qui, au dire de Voltaire, ne se tenaient point d'aise quand elles avaient appris sa nomination à Bordeaux.

La Provence ne souffrait pas d'un régime particulièrement oppressif, car l'intendant M. de la Tour avait, depuis de longues années déjà, concilié ses devoirs d'intendant et son rôle de justicier : il affectait de tout ignorer. La vie protestante circulait avec une force renouvelée; les pasteurs s'établissaient au milieu de leurs fidèles groupés en de vigoureuses paroisses; les fonctions pastorales s'exerçaient au vu et au su de tout le monde sur toute l'étendue de la généralité. M. de la Tour continuait à ne rien voir, ne rien entendre, ne rien troubler surtout. Au reste, les religionnaires ne se plaignaient d'aucune hostilité de la part des catholiques qui ne s'offusquaient, à leur tour, d'aucune de ces manifestations de la foi huguenote. La Cour se garda d'apporter un élément de trouble en une province qui avait jadis terriblement souffert des suspicions religieuses. Quand l'évêque d'Apt signalera les religionnaires de la Coste « qui ont poussé l'audace jusqu'à établir dans ce lieu un ministre qui y fait publiquement les fonctions », et que cinq curés du diocèse d'Aix se plaindront « des entreprises » des protestants dans leurs paroisses, le comte de Saint-Florentin demandera, à la vérité, de vérifier si l'audace fut à ce point dangereuse, et si le « désordre est aussi considérable » qu'on le prétend, mais l'intendant se gardera de pousser à sa conclusion une enquête dont les résultats auraient dû secouer sa torpeur volontaire <sup>1</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 439, f<sup>o</sup> 147, lettre du 30 juin 1763 et O<sup>1</sup> 461, f<sup>o</sup> 23, lettre du 8 février 1763.



A l'autre extrémité de la France, la Normandie jouit sans à-coups du régime très libéral inauguré par l'intendant La Briffe, en 1740, et continué par son successeur Fontette, depuis 1752. Tout ce qu'il était possible de faire pour tempérer la dureté des lois, diminuer les sanctions, proclamer et multiplier les amnisties, éviter les représailles et inspirer la confiance, Fontette ne craignit point de le faire, même contre les avis de Saint-Florentin ou du ministre Bertin, quand celui-ci, à partir de décembre 1763, eut la Normandie dans son département <sup>1</sup>.

En Poitou, la confiance est illimitée. Les pasteurs Gamain et Dézerit ne dissimulent plus leurs plans de réorganisation active. Ils achètent des maisons qu'ils transforment « en maisons de prières », édifient des temples qui rivalisent de majesté avec les églises catholiques, comme celui de Régné qui avait « 115 pieds de long, 40 de large, 6 croisées de chaque côté et 18 piliers de pierre de taille sur deux rangs ». Par masses, les fidèles accourent, que la reconnaissance exalte. En la seule tournée de Pâques de 1763, les pasteurs admettent 1.066 nouveaux communiant. En un seul mois, l'un d'eux bénit jusqu'à 113 baptêmes et mariages. « Nos assemblées, écrivent-ils, sont fréquentes et très nombreuses. Nous en faisons une dans un bourg et les autres dans les campagnes, tantôt près des villes et tantôt au loin, suivant la commodité des lieux. Tous les fidèles se manifestent publiquement. L'ordre ecclésiastique est établi dans tous les lieux où il y a des protestants. Nos occupations augmentent de telle sorte que nous n'avons pas un instant de repos. » Ils se réjouissent surtout de ce que les prisons se soient vidées peu à peu ; ils avouent sans

1. Paul ARDASCHIEFF, *Les intendants de province sous Louis XVI*, Alcan, 1909, p. 312-320.

mauvaise grâce qu'ils peuvent compter sur les secrètes indulgences d'une magistrature lasse de punir, et qu'à peine lance-t-on de temps à autre une assignation à ceux qui font baptiser leurs enfants au désert.

Encore ces recours individuels se heurtent-ils à de singulières résistances. Au hameau de Saint-Christophe, un noble protestant, M. de Clairvaux, a été doucement sollicité de faire baptiser son enfant à l'église; sur son refus, il a été condamné à une peine légère; mais l'accusé prétend faire reviser son jugement et fait appel de sa première condamnation; quand il est à nouveau prié de s'exécuter en raison de l'arrêt qui l'a frappé, il refuse absolument, sous le prétexte spécieux — et qui servait alors à couvrir tant d'abus, à les justifier ensuite — qu'il avait fait appel et dépendait désormais de la justice du Parlement <sup>1</sup>.

Les choses allèrent si loin qu'en janvier 1764, la Cour donnait l'ordre à l'intendant M. de Blossac d'informer contre le religionnaire Louis Bernard, qui tient école à Pillac, auprès de Luzignan, et contre les habitants de ce canton, coupables d'avoir fait administrer à de nombreux enfants le baptême au désert. Il serait convenable, disait-on, « de faire cesser un abus dont la tolérance serait d'un dangereux exemple <sup>2</sup> ». Mais Louis Bernard ne fut nullement inquiété, et l'on découvrit même — découverte qui n'émut pas davantage l'intendant — qu'au village de Labarre, le nommé Audebert « un des fameux maîtres, qui passe parmi les nouveaux convertis pour le plus docte et le plus capable d'enseigner, prend des pensionnaires et donne des exhortations publiques ».

Au mois de juillet, l'attention de Saint-Florentin fut attirée sur la fréquence des reconstructions de

1. A. N. TT, 445<sup>a</sup>; c'est la correspondance officielle avec les intendants du Poitou (1730-1782); dossier 14, lettre du 31 mars 1763.

2. A. N. TT, 445<sup>a</sup>; sur toute cette affaire, voir dossier 9.

temples. Particulièrement à Saint-Maixent, les religionnaires ont affecté de se réunir dans une nouvelle salle, avec un appareil tout à fait inaccoutumé. Le secrétaire d'Etat aurait bien désiré que l'intendant se départît enfin de son incurable inertie, mais celui-ci lui répondit que ces affaires-là ne devaient pas lui être confiées, et que c'était à la justice ordinaire d'en connaître; que d'ailleurs la salle incriminée ne pouvait être suspecte, puisqu'aucune assemblée n'y avait encore été convoquée et qu'enfin il serait plus utile de convertir la salle en un lieu propre à d'autres usages que de la détruire sans profit. Cependant il avoue que « quelques actes de sévérité venant de M. le procureur général et du parlement feraient beaucoup plus d'effet sur le public que des lettres de cachet ». Mais de Blossac ne tarda pas à comprendre la déplorable impression que ce refus d'agir ne pouvait manquer de produire, au moment même où, contre ses assurances, le prédicant Poignard assemblait dans cette fameuse salle de nombreuses réunions. M. de Blossac sollicita l'autorisation « d'arrêter le prédicant », et entra dans le détail de tout ce à quoi sert son temple : on s'y assemble sans vergogne, on y prêche, on y chante, on y apprend le plain chant. « Je regarde, dit-il, l'entreprise des religionnaires de Saint-Maixent comme une des plus hardies qu'ils aient faites depuis longtemps; aucune, du moins depuis que je suis en Poitou, n'avait approché de cette témérité. Ils sont persuadés que dans le traité de paix, il y a un article secret par lequel ils doivent avoir le libre exercice de leur religion. » Sur ces révélations, M. de Blossac veut punir, enfermer quatre religionnaires coupables d'entretenir le temple, mettre au couvent huit jeunes filles de douze à seize ans, qui prêtent aux offices le concours de leurs voix, et d'un mot, se fait fort de raser le temple, qu'il avait naguère si subtilement préservé de la ruine.

De la Cour, on donna donc l'ordre au commandant Picoron de faire rouler ses troupes et d'assurer la destruction de deux temples, celui de Saint-Maixent et celui de La Vienne<sup>1</sup>.

Nous pourrions croire que cet acte de rigueur contînt l'élan de fidèles désabusés, quant à la prétendue tolérance impliquée au traité de paix. Les lettres de Blossac nous montrent qu'il n'en fut rien. La dragonnade de Picoron datait de septembre et octobre 1764. Dès le mois de janvier 1765, de nouvelles plaintes affluent de toutes parts. Saint-Florentin se déclare surpris de ce que, depuis janvier jusqu'à la fin du mois de mai 1765, « il s'est tenu toutes les semaines des assemblées assez nombreuses aux environs du Pomerat, de la Barre de Bocquerre, dans les bois de Selle, aux environs de l'Orberie et autres endroits de ces cantons ». L'intendant en convint, en gémissant. Sa lettre du 17 juillet est, pour nous, d'un intérêt capital. Non seulement il y rappelle comment les assemblées se formèrent en Poitou, mais encore que l'année 1740 est celle où les mariages au désert furent institués en cette province : « Avant cette année, écrit-il, soit en trompant les curés, ou en les gagnant, soit en allant trouver à Rochefort des aumôniers de vaisseaux, ou prenant un domicile fictif à Paris, ils trouvaient le moyen de se marier avec les formalités ordinaires. » En vain a-t-on essayé, l'an dernier, de renouer la tradition des vigoureuses sanctions. « Qu'est-il arrivé de tout cela? Le régiment qui était à Saint-Maixent est parti huit jours après; les informations faites et envoyées à M. le Procureur général en sont restées là. Ainsi toute la punition s'est bornée à loger des soldats pendant huit jours. Faut-il être étonné après cela, Monsieur, si les

1. B. P. F., 1905, p. 407-409. Le récit officiel de ces destructions est aux A. N. TT, 445<sup>a</sup>, dossier 9.

religionnaires se croient soutenus et s'ils deviennent plus hardis? Aussi, ces gentilshommes qui avaient donné leur parole d'honneur à M. de Poyanne de ne jamais aller à aucune assemblée, en tiennent chez eux, dans la ville. Ils croient que leur religion est au moins tolérée, et, de bonne foi, comment ne le croiraient-ils pas <sup>1</sup> ? »

Aussi les menaces ne les émeuvent-elles plus guère : les parents ne font plus baptiser leurs enfants ; au diocèse de Luçon, « les assemblées ont repris tous les dimanches » ; dans le Bas-Poitou, les enfants des religionnaires ne vont même plus aux instructions des curés <sup>2</sup>.

En Saintonge, le ministre Gibert, malgré sa folle équipée de naguère, évangélise impunément le pays et peut écrire à Paul Rabaut : « La Saintonge est toujours souverainement tranquille. »

Du Vivarais, le terrible Moncan écrit le 30 avril 1765 que les religionnaires d'Annonay « qui n'avaient jamais tenu d'assemblées, en tiennent publiquement tous les dimanches, aux portes de la ville, où deux habitants font les fonctions de ministres. Ils disent hautement que le roi tolère leur religion ; ils se comportent partout de même en Vivarais ». De Montpellier, l'intendant Saint-Priest reconnaît, le 8 avril 1765, que ces assemblées deviennent « de jour en jour plus fréquentes et plus nombreuses ». Au reste, il ne songe pas à faire étalage d'une puissance cruelle, mais on sent que son inquiétude est éveillée, comme aux jours qui précédèrent la grande révolte de 1752 <sup>3</sup>.

Au pays de Foix, M. de Gudanes, dont les religion-

1. A. N. TT, 443<sup>a</sup>, dossier 14.

2. *Id.*, *ibid.*, dossiers 10, 11 et 13, qui sont tout remplis de ces cas.

3. A. N. TT, 447, dossiers 44 et 47, où les aveux semblables abondent. Saint-Florentin aurait voulu que Moncan punit les deux ministres d'Annonay : A. N. O<sup>1</sup> 461, f<sup>o</sup> 120, lettre du 30 avril.

naires ont conservé longtemps une véritable frayeur, s'est apaisé. Ce n'est pas que les assemblées aient cessé, ni que les entreprises aient diminué d'audace. Mais la lassitude est venue, et le besoin de la paix. S'il fallait en croire l'évêque de Rieux ou son confident, le curé de Saverdun, le péril serait extrême, et Saint-Florentin qui d'abord accueillit ces doléances apeurées, souhaita de M. de Gudanes un acte de rigueur<sup>1</sup>. Mais le commandant militaire discrédita, auprès du Secrétaire d'État, l'évêque crédule et le curé violent. Lui-même se chargea de ramener à la raison les religionnaires de Saverdun qui s'étaient flattés de faire solennellement la dédicace de leur nouveau temple. Après de faciles négociations, les protestants se soumirent, enlevèrent eux-mêmes les sièges de leur prétendu temple et promirent de renoncer à leurs assemblées.

Promesse fugitive et soumission affectée, car le terrible Gudanes n'avait pas encore quitté la contrée, fier de son pacifique succès, que les protestants de Saverdun se réunirent sans arrêt chez l'un d'eux, nommé Vintrou, et manifestèrent l'intention de construire un temple, puisqu'on les avait empêchés de s'assembler en une grange. Gudanes ne put reculer davantage son intervention; quelques mutins, et parmi eux, Vintrou, furent jetés en prison. Refoulés sur un point, les religionnaires prirent leur revanche au lieu de Peyrat, au diocèse de Mirepoix. Ils y avaient fait élever un temple, où ils s'assemblaient ouvertement, et les consuls de la ville les accusaient, en outre, de molester les catholiques coupables, à leur sens, de trop montrer de fidélité aux cérémonies du culte catholique. L'officier Moncan fut chargé de mettre ordre à ces petits incidents, qui ne dépassèrent point les limites des vil-

1. A. N. O<sup>1</sup> 461, f<sup>os</sup> 103, 225, 287, 309, 343; O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 333.

lages réduits à l'obéissance. D'une manière générale, nous pouvons en croire les aveux d'une certaine dame de Nicol, elle-même religieuse, qui, pour chanter la louange du commandant Gudanes, — qu'elle se flatte de maintenir en ses bienveillantes dispositions, — écrit que les protestants du pays de Foix jouissent d'une liberté dont ils avaient été longtemps privés<sup>1</sup>.

Dans le Bas-Languedoc, si même nous n'acceptons qu'avec prudence le témoignage du curé de Peyrat (diocèse de Mirepoix) écrivant, le 26 avril 1765, que « depuis cinq ans, les protestants de sa paroisse refusent constamment de faire porter leurs enfants à l'église et gagnent du terrain<sup>2</sup> », comment ne serions-nous pas frappés de l'unanimité avec laquelle l'officier Moncan, le gouverneur de Ferrières et M. de Saint-Priest déclarent que « ces gens-là, ainsi désignent-ils les protestants, deviennent de plus en plus audacieux » ? Forts d'une longue impunité, et, sans doute aussi, poussés par l'universelle croyance en une tolérance officiellement reconnue sur le traité de paix, les religieux de Durfort se hâtent, dès les premiers jours de 1765, de rebâtir leur temple. A Saint-Ambroix, les esprits sont surexcités et l'émeute a dégénéré en guerre civile. Les protestants se sont hasardés à installer, en cette ville, au milieu d'eux, le ministre Pradel qui n'attend pas pour convoquer une assemblée. Les catholiques de l'endroit virent en cette manifestation une sorte de défi qu'ils relevèrent, et la ville fut un instant bouleversée par la lutte fratricide entre la jeunesse catholique et la jeunesse protestante.

Mais ces remous n'arrêtaient pas le flot montant.

1. COQUEREL, II, 354-357. Cependant, le 18 septembre 1766, Saint-Florentin demande à Moncan de raser « avec un éclat qui impose aux religieux », le temple de Peyrat, celui de Gibel et celui de Calmont. Faute de troupes, l'ordre n'est pas encore exécuté à la fin de cette année. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 400.

2. A. N. TT, 447, dossier 47.

C'est au mois de septembre 1766 que l'évêque de Lodève signalait avec surprise les assemblées de religionnaires en son diocèse « où il n'y en avait point eu jusqu'à présent », disait-il avec amertume. A la même date, le subdélégué de M. de Saint-Priest au Velay écrivait que les assemblées de religionnaires devenaient beaucoup plus fréquentes, et le seul espoir de l'intendant était, devant ces nouvelles, que les troupes que l'on fera passer en Languedoc permettront « de diminuer le désordre, s'il n'est pas possible de le réprimer tout à fait<sup>1</sup> ».

Les protestants n'appréhendaient plus ces passages de troupes. Ils le montrèrent, le 15 juin 1765, dans un synode où siégèrent dix-huit pasteurs et quinze anciens. Près de Nîmes, le gouverneur de la province tolère que les religionnaires élèvent un local pour leurs assemblées. Sans doute, quelques incidents marquèrent cette étape d'une victoire imprévue, mais ils furent réglés avec un sincère esprit de concorde, et le culte ne fut plus dérangé. Les ministres profitèrent même de cette accalmie pour lui donner « une forme régulière ». Au dire du pasteur Pierre Peyrot, le Vivarais tout entier vivait enfin dans une tranquillité absolue<sup>2</sup>.

A la fin de l'année, Gal-Pomaret pouvait à bon droit résumer ainsi la situation des églises : « J'ai aujourd'hui des lettres de toutes les provinces, à l'exception de celle du Montalbanais. Je vois par elles que nos affaires vont partout aussi bien que notre état de proscription puisse le permettre, et je ne saurais vous dire combien cela me fait admirer les voies et les bontés de la Providence à notre égard<sup>3</sup>. »

1. A. N. O<sup>1</sup> 461, f<sup>os</sup> 53, 207, 379, 406.

2. A Paris, le culte est assuré à la chapelle de l'ambassade de Hollande; voir *B. P. F.*, 1886, p. 505-511.

3. Lettre à Paul Rabaut. — Voir Paul SCHMIDT et Emile du CAILLAR, *Gal-Pomaret, pasteur de Ganges*, 1899.



Le Dauphiné cependant faisait exception à l'ordre général<sup>1</sup>. Il y avait là, au témoignage d'un écrit anonyme qui date de 1765 ou 1766, « quarante mille protestants », et encore la statistique prétendait-elle ne donner un chiffre que « pour une partie de la province ». En admettant que quelques vallées aient échappé à la sagacité de notre auteur, on peut croire que la population protestante n'était pas très loin d'arriver, en Dauphiné, à quarante ou quarante-cinq mille âmes. On disait que les protestants du Dauphiné formaient entre eux un corps politique et soumis à des prescriptions, connues des seuls initiés. Ils auraient établi comme une petite république au sein de la grande monarchie. Cet air de liberté et cette indépendance frondeuse à l'égard des décrets royaux les avaient toujours fait mal venir des autorités. Leurs peccadilles prenaient des allures de révolte. Et comme on les soupçonnait, même à tort, de tourner leurs regards vers l'étranger, les sanctions pleuvaient sur les coupables, avec peut-être plus d'entrain qu'ailleurs.

Eux cependant continuaient à s'assembler, en bravant les tortures. Les mauvais coups ne leur étaient certes point ménagés quand de trop vigilants cavaliers se jetaient sur les fidèles surpris. Un jour, un soldat de la maréchaussée, ne pouvant mettre la main sur le prédicant qui fuyait vers les bois, l'abattit d'un coup de mousquet. Cependant les religionnaires s'enfermèrent dans leur douleur. Ils semblaient avoir renoncé à toutes représailles. De cette patience, de cette fidélité, de ce loyalisme aux jours les plus sombres, ils se glorifieront, en 1765.

Le parlement de Grenoble était cependant tout à la sévérité. Rappelant que, dans l'année 1764, les assem-

1. Sur la situation du protestantisme dans cette province, pendant les années 1764, 1765 et 1766, il y a aux A. N. TT, 463, dans le portefeuille de Gilbert de Voisins, une relation de grand intérêt.

blées avaient repris avec une particulière intensité, qu'il n'était point rare de voir quatre et cinq mille hommes s'en aller vers le « désert », aux environs de Meus et de Taulignan, et que, dans ces réunions, non seulement les pasteurs mariaient mais encore osaient baptiser, le parlement reconnu au mois de novembre 1764, qu'il ne pouvait plus fermer les yeux. Il donne en conséquence mission au conseiller M. de Chabons d'aller s'informer, dans le Diois, et au conseiller M. de Revol de parcourir les Baronies, afin de signaler la gravité de la rébellion. Les enquêtes de M. de Chabons manquèrent de précision; il avoua qu'il avait été dupé par les religionnaires, mais que le pays était fort protestant, fort surexcité, fort attaché à son culte, et, d'ailleurs, dépourvu de troupes, et que la prudence s'imposait. Le malheur voulut que le parlement, fâcheusement impressionné par ce rapport, le fut encore davantage par une lettre « qu'un ancien d'une église considérable de la province » crut bon d'adresser à l'enquêteur infortuné. L'ancien se glorifiait d'appartenir à un « corps uni, très étendu, qui se gouverne intérieurement par des règles fixes de discipline et de *police* », et qui formait, au vrai, ce véritable Etat dans l'Etat dont les parlementaires de Grenoble avaient conservé une si grande frayeur. Il indiquait, avec une grande liberté, le fonctionnement intérieur de ce corps mi-religieux mi-politique, mais, afin de rassurer les pouvoirs, affirmait que « dans leurs assemblées, il ne se passait rien contre le service du roi ni contre l'intérêt de l'Etat, et qu'elles se terminaient toujours par des prières pour la maison royale et le bien-être de l'Etat ».

De son côté, M. de Revol avait fait aussitôt sentir aux réformés des Baronies le poids des décrets royaux. Douze particuliers avaient simplement avoué avoir fréquenté des assemblées; ils furent arrêtés et conduits

en prison. L'un d'eux, qui niait tous les chefs d'accusation, fut néanmoins maintenu aux fers. Un prédicant fut aussi décrété de prise de corps.

Soupçonnés des pires méfaits, — religieux et politiques, — sentant planer sur eux la menace d'officiers irrités de trouver en ces délinquants des criminels de droit public, les réformés se résolurent à exposer enfin leur apologie. Au mois d'avril 1765, M. Pajot, l'intendant de la province dont nous aurons bientôt l'occasion d'apprécier la hauteur de vues, reçut une lettre anonyme, écrite apparemment par un pasteur. L'auteur y faisait connaître à « l'homme du Roi » l'origine des ministres du Dauphiné. Sans doute, ils viennent de Suisse, mais quelle est cette étrange erreur qui les confond avec des émissaires de l'étranger, ou, ce qui est pire, « avec cette foule de fanatiques qui ont désolé les Cévennes, et que les ministres du désert en ont fait disparaître » ? Eux, sont de la province même, et ont juré de ne jamais quitter les églises qu'ils desservent. Que l'intendant se rassure sur leur nombre : il y a six pasteurs qui évangélisent le Dauphiné ; quatre d'entre eux sont de vrais fils du pays, et deux viennent du Vivarais.

Au reste les religionnaires sont dans la ferme résolution de continuer à s'assembler publiquement, et, si la rigueur des lois ne se lassait point de les abattre, ils se verraient « dans la triste nécessité de s'expatrier ». M. Pajot, que ces révélations jetaient dans une grande anxiété, se hâta d'en informer, le 19 avril 1765, le duc de Choiseul. Il attendait des directives précises en d'aussi délicates conjonctures. Il semble que Choiseul ait abandonné l'intendant à son initiative et à son embarras. Les résultats n'allaient pas tarder à démontrer le danger d'être irrésolu quand les âmes vont, d'un grand élan, aux solutions les plus périlleuses.

Car les protestants avaient juré de ne point céder

et de méconnaître la force des lois. Ils avaient, à leur tête, quatre prédicants résolus : Desnoyers, Lacour, Olivier et Colombe. Formés à l'école d'Antoine Court et vivant de l'esprit de Paul Rabaut, ces pasteurs accrurent, par leur apostolat, la fermentation qui travaillait la contrée depuis quelques années. Les assemblées se multiplièrent; le 13 janvier 1765, dans les Baronies; les 10 et 24 février, à Nyons; le 2 mars, à Sainte-Euphémie; le 24 mars, à Pannat, tout auprès de Die; le 7 avril, dans la campagne voisine de Die, où quatre mille personnes se réunirent en plein midi, et le même jour, à Saint-Auban et à Sainte-Euphémie, où deux cents personnes affirmèrent leurs sentiments résolus.

Le parlement se décide, le 16 février, à décréter de prise de corps François Girard, originaire de Marignac, village voisin de Die. La maréchaussée se saisit donc de l'inculpé et s'efforce de l'entraîner. Mais alors la femme de Girard se précipite au dehors, appelle au secours, et se livre à son désespoir. Une troupe considérable d'hommes et de femmes, armés de fourches et de bâtons, se hâte vers la demeure de Girard, frappe la maréchaussée, lui arrache des mains le prisonnier, et rejette hors du village les gens du roi, rudement malmenés.

Le parlement n'allait pas tarder à recueillir les fruits amers de cette conduite. Le 8 septembre 1765, au lieu de Trescléoux, village voisin de Gap, une assemblée se tenait, d'environ quatre cents personnes, sans crainte, en pleins champs, et en plein jour. Le subdélégué de Gap, prévenu du délit, envoie la maréchaussée avec ordre de se saisir du prédicant. Ces quatre soldats traversent donc l'assemblée, s'approchent du prédicant qui attend son sort, et se disposent à l'entraîner. Mais six hommes, que ce spectacle a jetés hors d'eux-mêmes, arrachent le pasteur de leurs mains et

l'obligent à fuir. Le brigadier tire sur le fugitif qui tombe, frappé à mort. L'incident était de nature à rallumer l'incendie sur toute la contrée. Les gens du roi s'effrayèrent devant le péril, et tentèrent de se justifier. Le parlement prétendit n'avoir donné aucun ordre; le maréchal de Tonnerre, gouverneur du Dauphiné, et M. Pajot, intendant, rejetèrent la faute sur le soldat, coupable d'avoir cédé à son initiative, et « à l'ancien principe de ne ménager rien pour s'assurer de la personne du prédicant ». Enfin, pour ne point envenimer une situation déjà précaire, le parlement décida de fermer les yeux sur l'acte de révolte, commis contre les hommes de la maréchaussée. Compromission misérable, qui ne rendit les réformés ni moins ardents à mépriser la persécution, ni moins décidés à résister aux ordres de l'autorité.

Il fallut envoyer des troupes dans la contrée. Le gouverneur se vit contraint, afin de maintenir l'ordre général, de rendre les plus notables réformés responsables de la conduite de leurs coréligionnaires. Telle était la consternation que les protestants, convoqués pour entendre l'ordre du gouverneur, se rendaient docilement devant les magistrats qu'ils assuraient de leurs intentions pacifiques. Toutefois, au mois de mars 1766, un protestant du village de Vesc, nommé Jean Blanc, répondit hardiment qu'il « ferait à l'avenir comme par le passé », et défia les juges. Les assemblées continuèrent en effet dans cette région, et les officiers du roi, sachant que les fidèles y venaient tous armés et décidés à se défendre, n'osèrent provoquer un incident, dont les suites auraient été infinies.

M. de Tonnerre crut qu'il n'y aurait plus d'inconvénient, au mois d'avril suivant, à s'emparer enfin de ce boute-feu qu'était Jean Blanc et à le jeter en prison. Blanc fut donc arrêté et conduit à Montélimar. Mais les réformés se montrèrent aussitôt si menaçants,

que le maréchal supplia M. de Choiseul d'envoyer « le plus tôt possible quelques bataillons de plus ». La vue des soldats irrita davantage les esprits aigris. Les rebelles firent trois ou quatre assemblées où l'on parla avec fureur, où les hommes venaient, de tous côtés, armés de fusils; puis, soupçonnant que les soldats devaient franchir les gorges des Tonis, ils s'y rendirent, au nombre de trois ou quatre cents, décidés à affronter la lutte.

L'intendant avouait avec tristesse que l'on était à la veille d'une sédition générale. « Les protestants, disait-on, sont tous bien armés, fournis d'armes à feu de poudre et de balles; les catholiques et les curés sont dans la crainte d'être égorgés. » Le parlement estima qu'il était impossible de ne point s'opposer à cette menace de rébellion. Par une suprême imprudence, il fit afficher, le 31 mai, l'arrêt qu'il venait de rendre contre les deux prédicants Colombe et Desnoyers, condamnés à mort, et contre quelques réformés, coupables d'avoir assisté aux assemblées. L'arrêt ne put, par bonheur, être exécuté que contre les inculpés, que l'on punissait de prison; les deux prédicants avaient disparu. Mais le 24 juin, un nouveau ordre fut rendu qui enjoignait d'arrêter, par tous moyens, le fugitif Colombe, et, par crainte d'un soulèvement dans le Diois, interdisait la fabrication et la vente des armes, ainsi que le transport de la poudre à travers les montagnes de la région.

Il était incontestable que le Dauphiné se précipitait à vive allure, dans la guerre civile. L'affreuse perspective épouvanta l'intendant Pajot qui, dès le mois de juillet, après s'être concerté avec le maréchal de Tonnerre et M. Moydieu, procureur général du parlement, écrivit au duc de Choiseul afin d'obtenir plein

et entière rémission des délits passés, pleine tolérance pour les actes futurs d'un culte trop rigoureusement pourchassé. Pajot demandait surtout que le gouvernement se désintéressât de toutes poursuites et s'en remît à la sagesse du parlement de Grenoble.

Le duc de Choiseul entra vivement dans ces vues. Le péril auquel venait d'échapper la province et ses propres sentiments l'incitèrent à tout remettre entre les mains de Pajot et de M. Moydieu.

Celui-ci se hâta de donner un témoignage éclatant de la profonde évolution qui s'était opérée dans ses idées, au lendemain de la condamnation à mort des deux prédicants fugitifs. A ce même moment, une protestante, Marie Robequin, sollicitait du parlement la reconnaissance de son mariage, fait au désert, et, ne pouvant rien attendre de la loi, se confiait uniquement à l'équité naturelle de ses juges. Ceux-ci ne lui manquèrent point : le mariage béni au désert par les pasteurs qu'ils venaient, un mois auparavant, de déclarer dignes de mort, fut reconnu valide, et légitime l'état civil de cette huguenote, en qui la loi ne voulait voir qu'une concubine.

Dans sa lettre à Paul Rabaut, le pasteur Gal-Pomaret se plaignait de n'avoir point de lettres du Montalbanais. Cette pénurie de nouvelles de la portion méridionale du protestantisme qui avait, jadis, souffert entre toutes, n'inquiétait point le pasteur, tout à la joie de la situation générale. S'il avait connu la réalité, peut-être son épître lyrique se serait-elle couverte d'une ombre de tristesse. Les événements n'étaient point parfaitement favorables, en ce pays. Saint-Florentin manifestait une grande colère contre les religionnaires de Puylaurens, accusés de s'assembler sans mesure, de reconstruire leur temple, et, chassés de leur oratoire, d'avoir aussitôt disposé au bourg, appelé le Ray, une grange en maison de prière. On savait qu'ils s'y ren-

daient en plein jour, avec une liberté provocante. Moncan reçut un ordre impérieux de faire cesser le scandale, et, le 28 février, dut fermer la grange, brûler les meubles — un pupitre, des bancs, une chaire — et jeter en prison la veuve Pradal, propriétaire de l'immeuble.

Un détachement de troupes traversa donc Puy-laurens, et, devant cette menace d'une dragonnade, les réformés rassurèrent Moncan qui se déclara très heureux de s'en remettre à leur bonne volonté. Sur ces assurances, la grange fut respectée, et la veuve Pradal, simplement admonestée<sup>1</sup>.

Mais passé le danger, les promesses s'évanouirent. Les maisons de prière surgissaient un peu partout, avec une si grande rapidité que la Cour demanda au maréchal de Richelieu d'aviser au danger.

Moins encore que Moncan, Richelieu ne songeait à ranimer les luttes religieuses en un pays tardivement revenu à la tranquillité.

Comme par le passé, les choses continuèrent d'aller, et, sous les regards indifférents de l'intendant M. de Gourgues, de l'officier Moncan et du gouverneur Richelieu, les religionnaires montalbanais réorganisent activement et avec un plein succès, jusqu'en 1767, leur église florissante<sup>2</sup>.

#### IV

Débordé par les événements, le ministre s'abandonne et n'oppose plus qu'une résistance de jour en jour affaiblie. Il oscille entre les déclarations d'indulgence et la reprise des sanctions. Cet état d'âme est visible dans la suite de sa correspondance où les ordres d'ar-

1. A. N. O<sup>1</sup> 460, f<sup>os</sup> 50 et 71.

2. *Id.*, *ibid.*, f<sup>o</sup> 130.



rêter « les entreprises » des religieux par la force sont, dans le courrier suivant, tellement réduits et édulcorés qu'ils deviennent pratiquement sans effet. Ce n'était même plus le jeu de bascule, où la politique du gouvernement s'était assez longtemps complu. L'indécision de la pensée réduisait à d'instables velléités une volonté désormais sans vigueur. Les intendants ne pouvaient manquer d'être frappés par ces indices de faiblesse. Le pouvoir central n'obéissant plus à des directions assurées, que les faits venaient de dépasser de tous côtés, tous les rouages administratifs furent bientôt abandonnés à des impulsions contraires.

Sans doute, l'usage des lettres de cachet ne se perd pas du jour au lendemain. En 1764 et 1765 l'évêque de Saint-Pons, qu'anime un zèle ardent, en obtient pour la demoiselle Olombel, mise au couvent de Saint-Chinian, et pour le jeune Cabirac, envoyé dans une pension à Castres. L'évêque de Castres fait enlever le fils et la fille d'un certain Correch, envoie le jeune Lagrèze Vidal dans une pension à Lyon, les deux sœurs Elisabeth et Jeanne Lautier dans un couvent de Castres, et propose d'arracher à la veuve Goure ses cinq enfants, mesure devant laquelle Saint-Florentin recule enfin, l'estimant trop dangereuse. L'évêque de Mirepoix fait enfermer Marie Lafont aux Ursulines de Pamiers, Jeanne-Marguerite Nicol et la demoiselle Deluzier de Natte aux Régentes de Mirepoix<sup>1</sup>.

Mais ces coups d'autorité tombent sur un peuple désormais impatient, qui ne redoute plus d'élever la voix et d'agir pour sa défense. Nourris dans la persuasion que le roi accorde la tolérance et répudie toutes mesures coercitives, les religieux ne contiennent plus leur colère, quand les officiers surviennent pour

1. A. N. O<sup>1</sup> 460, f<sup>os</sup> 40, 157, 318; O<sup>1</sup> 461, f<sup>os</sup> 53, 83, 197, 266 285, 394.

enlever leurs enfants ou dissiper leurs assemblées. La résistance devint contagieuse, et le péril eût été grand de la provoquer imprudemment. A Chalançon, une jeune fille nommée Vareilhes s'était spontanément enfuie de la maison paternelle pour se réfugier chez les Sœurs de Saint-Joseph, à Saint-Prix. Aussitôt le village s'ameute. On clame que l'enfant a été enlevée de force, malgré ses cris, malgré les supplications de ses frères. Une troupe se forme, à laquelle on distribue des armes. Les frères de la fugitive se mettent à la tête de cette bande, qui s'élance à l'assaut du couvent, se saisit de la jeune fille et la ramène en triomphe. Si Moncan eût essayé de réduire par la force cette surexcitation populaire, c'en était fait de la paix. Saint-Florentin le comprit fort bien, et, malgré l'avis de son lieutenant, se contenta de faire saisir, à la dérobée, quatre des plus mutins que l'on enferma au fort de Brescou pendant neuf mois<sup>1</sup>.

C'était un état d'esprit général en France, et qui inspirait à Saint-Florentin les plus vives appréhensions. Il s'apercevait que le pouvoir coulait de ses mains et il s'avouait impuissant à le ressaisir. Les réalités se dressaient sans répit, plus fortes que ses calculs politiques. Il avait certainement escompté l'apaisement des esprits et l'arrêt des « entreprises » libérales, grâce à une sorte de tolérance tacite qu'il se flattait de laisser filtrer, peu à peu, dans les faits. Mais les fidèles qu'a touchés la liberté ne se satisfont plus de dons parcimonieux. Ils prétendent avoir le droit de la réclamer tout entière. L'épilogue de l'affaire Calas vint à propos exacerber ces sentiments populaires. Au mois de juin 1764, le Conseil casse l'arrêt du parlement de Toulouse. Calas est réhabilité, et le parlement, déconsidéré. « L'imbécile huguenote » ne peut suffire à

1. A. N. O<sup>1</sup> 460, f<sup>os</sup> 141, 164, 220.

recueillir les hommages qui lui viennent de toutes les classes de la société, sans en excepter la famille royale. Les enfants Calas sont pourvus de gratifications importantes, par les soins de Sa Majesté. Cependant, de ces largesses on exclut rigoureusement le jeune frère Louis, qui, encore qu'il soit depuis longtemps converti au catholicisme, demeure sans ressources. Cette situation paradoxale était connue des protestants qui en tiraient d'ironiques et de triomphantes leçons. Saint-Florentin ne pouvait comprendre ce renversement des choses et exhalait de vives plaintes. Mais que pouvait-il faire pour remonter le courant? Ce n'était plus seulement son entourage, son frère, ses collègues des ministères, qui prenaient position, contre lui, en faveur des religionnaires. C'était le roi lui-même et la famille royale. Quand les affaires sont en si grand péril dans le royaume, que les protestants « deviennent de jour en jour plus audacieux », que les assemblées de 6000 hommes recommencent un peu partout, presque aux portes des villes où résident le commandant et l'intendant de la province, que la persuasion générale « où l'on est que le Roi est décidé pour la tolérance » se fortifie sans cesse « par l'artifice des ministres », que toute la France « a les yeux ouverts sur le sort des Calas », n'est-ce pas une aberration lamentable d'afficher la faveur que « cette famille vient d'obtenir du Roi », faveur « où le seul catholique de cette même famille n'a aucune part », et ne sera-ce pas pour les religionnaires « un motif de triomphe » dont ils « ne manqueront pas de se prévaloir » pour en conclure non seulement que Sa Majesté fut secourable à une famille protestante dans le malheur, mais encore qu'Elle est bien disposée « en faveur de la religion que cette famille professe <sup>1</sup> »?

1. A. N. O<sup>1</sup> 464, f<sup>o</sup> 103. Lettre du 17 avril 1765, au Contrôleur général.

De tout cela, Saint-Florentin se plaint et s'indigne, et, par une vue profonde de la réalité, à l'origine de l'incroyable restauration du protestantisme depuis 1763, il assigne cette faiblesse des pouvoirs suprêmes dont l'abandon a sûrement hâté l'imprévisible réaction des choses et conduit les affaires au point où elles sont. Cette lettre découragée est du mois d'avril 1765. Quel chemin douloureux le Secrétaire d'Etat avait-il donc parcouru depuis le mois de décembre 1764, où il écrivait à Moncan, avec assurance, en chef qui voit que si on lui a forcé la main, il lui reste cependant assez de crédit pour ressaisir toutes choses, « rétablir l'ordre et remettre en vigueur l'exécution des lois<sup>1</sup> » ?

Cet espoir en un retour à de plus sages principes se trouva vain. Les esprits allaient à toute vitesse à la suite des philosophes. Au mois de novembre 1765, le « parti » remportait son plus grand triomphe ; l'ordre des Jésuites était supprimé.

Quant à revenir « à la rigueur des lois », Saint-Florentin ne tarda pas à reconnaître qu'il n'y fallait pas songer. Ses directives ne trouvaient plus des fonctionnaires résignés et dociles. Un vent d'indiscipline soufflait sur les bureaux de l'administration, qui faisait craquer l'édifice entier. Parmi les intendants, beaucoup, et des plus puissants, se rebellaient à la lecture des lettres de la secrétairerie d'Etat. Les uns étaient acquis à l'esprit nouveau et ne se souciaient point de compromettre le succès des idées en marche. D'autres, effrayés devant la difficulté de leur tâche, préféraient avouer leur impuissance, dont ils rejetaient la responsabilité sur la politique indécise du gouvernement, d'où venait tout le mal.

M. de Gourgues, intendant de Montauban, n'avait

guère à se louer des réformés de Cornus qui reprenaient l'exercice de leur culte, en plein jour, avec tout l'éclat désirable, mais beaucoup moins encore de l'évêque du lieu qui, trouvant son zèle trop peu actif, accablait le ministre de mémoires alarmants. Il y rappelait qu'à Lagarde, petite annexe d'Albefeuille, un cordonnier nommé Daudou assemblait publiquement les protestants dans sa maison, située vis-à-vis de l'église paroissiale, et qu'il affectait, pour les instruire et les faire chanter, de choisir les heures de l'office des catholiques; que Jean Lacase, marchand de Lagarde, prêtait lui aussi sa maison pour le prêche; qu'Elie Lacase remplissait avec Daudou les fonctions de prédicant; que Jean Grissart était chargé de prévenir les religionnaires de l'arrivée des pasteurs et de la tenue des assemblées; que tous ces délits étaient scandaleux et méritaient les rigueurs de la loi. Saint-Florentin envoya donc à de Gourgues les ordres nécessaires pour sévir, mais l'intendant s'ingénia, pendant l'année 1766, à ne rien faire. Il répondait au ministre qu'il y avait un grave danger à réveiller des passions assoupies, que les actes de l'intendant ne seraient point d'ailleurs sanctionnés par les parlements dont la répugnance pour les mesures coercitives était de notoriété publique; que les religionnaires persuadés de leur bon droit, agissaient de si bonne foi, que les frapper serait éveiller chez eux des déceptions et provoquer des chocs en retour; qu'il convenait enfin d'attendre que Sa Majesté eût fait paraître, comme le bruit en courait, le règlement général auquel elle faisait travailler pour régulariser une situation devenue inextricable. A toutes les injonctions du ministre, l'intendant opposait ces raisons et traînait en longueur, convaincu qu'à force de temporiser, il n'aurait plus à appliquer des sanctions périmées. Cependant Saint-Florentin s'étonnait de cette résistance, blâmait « une

inaction capable d'entretenir la fausse opinion trop répandue de la tolérance », et, à bout de patience, expédiait un ordre sec et précis d'envoyer les coupables aux prisons de Cahors. De Gourgues dut s'incliner, mais, quelques jours après, fit mettre en liberté les prisonniers, sous le prétexte opportun qu'ils y étaient tombés malades <sup>1</sup>.

C'était là une hardiesse assez nouvelle parmi les fonctionnaires du roi. Que dirons-nous donc du franc parler et de l'indépendance de M. de Blossac, intendant du Poitou? Les religieux de sa généralité avaient accompli de tels progrès, et si audacieux, que

Cour en manifesta quelque humeur. L'intendant fut soupçonné d'indulgente faiblesse; on lui laissa comprendre qu'il n'avait point rempli son devoir. Mais Blossac ne resta pas inerte sous l'accusation. Il prépara sa riposte cinglante, véritable réquisitoire où le Secrétaire d'Etat eut tout loisir de reconnaître à quelle indépendance de pensée s'étaient élevés ceux de ses subordonnés qui, dans le désarroi des principes, avaient été réduits à leur propre sagesse. Il y avait, disait-il, injustice profonde à lui reprocher son inaction ou son silence. Bien souvent, il avait rendu compte des progrès du protestantisme à M. Berryer, de qui il avait sollicité des instructions. Mais cette réponse, sans cesse différée, « est encore à venir ». M. de Saint-Florentin lui-même semble ignorer ses torts : il a été, plusieurs fois, tenu au courant des entreprises des religieux, et principalement averti de l'audace de M. de Clervaux, habitant de Saint-Christophe, qui se moque impunément de toutes les remontrances. Les choses sont allées si loin que, le 27 avril 1763, de Blossac a réclamé des instructions précises : il n'a pas obtenu de réponse. Mais à quoi

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>os</sup> 98, 166, 292, 335, 467.

bon incriminer cette incurie de ses chefs? Ne conviendrait-il pas mieux d'avouer enfin que ce qui fait défaut, c'est un plan d'ensemble, une doctrine cohérente et une direction ferme? Toute la politique est désemparée, et les rouages destinés à assurer la marche régulière de l'Etat, agissent sans unité et sans lien entre eux. Les parlements protègent les religionnaires. Le gouvernement laisse publier brochures et pamphlets en faveur du tolérantisme, où les protestants puisent leur conviction qu'ils sont tolérés par le roi. Quand les premiers juges les condamnent à des amendes, ils obtiennent des arrêts de défenses, qui leur permettent de narguer l'autorité, et qu'ils « regardent comme une marque de protection de la part du parlement ». Cette incertitude dans l'application des lois dégoûte finalement les juges qui, ayant l'odieux de fixer l'amende, encourent encore celui d'être désavoués par les Cours supérieures. Certes, les abus existent, mais quelles directives Blossac a-t-il reçues pour les faire cesser? On lui dit « de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser ». — « Permettez-moi, Monsieur, de vous prier de me dicter vous-même les mesures que vous voulez que je prenne. Mais permettez-moi de vous observer que si le Conseil n'a pas sur cette matière l'indifférence qu'on lui suppose, et si le parlement ne veut pas accrédi ter les discours des prédicants, qui font espérer aux religionnaires sa protection, il est temps de désabuser les protestants, soit par quelque déclaration, soit par quelque arrêt qui défendent les assemblées, les mariages et les baptêmes au prêche, et qui enjoignent aux juges ordinaires d'y tenir ponctuellement la main. » Mais la chose est-elle encore possible? Les abus sont aujourd'hui si multipliés qu'on ne saurait se flatter de les arrêter. Il faudrait donc « faire parler l'autorité revêtue de tout son appareil », soit pour interdire le culte extérieur du protestantisme, soit pour

le permettre « tout à fait ». La politique de coercition aboutira à la faillite : « l'expérience prouve que ce ne sera point par le fer et par le feu que l'on anéantira cette religion. Il serait inutile, dangereux et peut-être criminel de le tenter ». Reste la politique de liberté. Blossac la recommande, si le gouvernement se juge incapable de contenir les religionnaires par le seul appât de certaines faveurs ou l'exclusion de certains emplois<sup>1</sup>.

Ce sont là des accents nouveaux, dont il est impossible de méconnaître la hardiesse et la valeur politique. Nous allons les entendre, avec une force accrue, dans la très belle lettre que Pajot, intendant du Dauphiné, écrivit, le 13 juillet 1766, au duc de Choiseul. Les événements d'une exceptionnelle gravité qui s'étaient déroulés en cette province avaient inspiré à l'intendant, au gouverneur militaire M. de Tonnerre et au procureur général du parlement de Grenoble, M. Moydieu, le désir d'arrêter, par une mesure générale, l'ère des répressions.

« Je n'entreprendrai point, écrivait Pajot, de vous retracer les malheurs qui ont affligé la France toutes les fois que l'on a traité trop rigoureusement les Calvinistes; mais j'observerai avec nos historiens les plus estimés que la ruine de notre agriculture et de notre commerce et la dépopulation de l'Etat ont été les suites de la rigueur avec laquelle ils ont été poursuivis lors de la révocation de l'édit de Nantes. Le Dauphiné en particulier dépose encore en faveur de cette vérité. Les biens mis en régie et ceux revendiqués, occupés ou usurpés par les parents des religionnaires fugitifs ne prouvent que trop combien leur nombre a été considérable : on a toutes les années des exemples de ces transplantations. C'est un feu lent qui mine la pro-

1. A. N. TT, 445; lettre du 24 mars 1764.



vince et que la plus légère étincelle peut ranimer de nouveau et nous enlever dans un instant tout ce que nous avons de plus aisé. Je suis obligé de vous le dire, Monsieur, j'ai remarqué dans mes différentes tournées et particulièrement dans ma dernière, que dans toute la partie méridionale de la province le peu de manufactures qui nous reste, les arts les plus utiles, les biens les plus précieux, sont entre les mains des protestants. Leur nombre n'est pas considérable : 25 à 30.000 hommes sans chefs, sans liaisons, ne peuvent être redoutables ni dangereux, mais la persécution fera infailliblement renaître le fanatisme. Un prédicant pendu sera à leurs yeux un martyr, et le sang des martyrs n'est jamais stérile. La fermentation que peut produire cette révolution sera d'autant plus grande que les Calvinistes du Dauphiné en particulier croiront avoir une injustice et une inconséquence à reprocher au gouvernement. Ils auront à se plaindre d'être les seuls persécutés, pendant qu'ils voient leurs frères du Languedoc jouir de la plus grande liberté et s'assembler sans inquiétude plusieurs fois par mois au nombre de plus de 25.000, à la porte d'une ville principale, Nîmes, sans que l'on apporte à leurs assemblées et à leurs cérémonies de religion ni trouble, ni empêchement. Je pourrais ajouter que les écrits auxquels a donné lieu dernièrement la malheureuse affaire des Calas ayant été répandus dans le public et tolérés par le gouvernement, ont pu faire croire aux protestants que si la révocation de l'Edit de Nantes n'était pas rendue, on y regarderait de plus près aujourd'hui. Tant de combinaisons peuvent leur avoir inspiré une sorte de sécurité. Sans vouloir donc, Monsieur, faire un tableau effrayant des désordres qui peuvent suivre un acte de rigueur dans les circonstances où nous sommes, ni m'appesantir à calculer toutes les possibilités, je crois pouvoir craindre avec trop de fonde-

ment que la suite de cet acte sera l'émigration de la majeure partie des familles calvinistes qui nous restent.

« Je n'ai pu me dispenser, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous présenter ces réflexions que le danger de la circonstance et le bien de l'Etat m'ont inspirées. Je ne suis ni le protecteur ni le partisan des religionnaires. Je n'oublie point qu'il ne doit y avoir qu'une religion en France et que toutes les lois le supposent, mais, dans la vérité, il y en a deux. Le Conseil du Roi ne l'ignore pas. Ne trouvera-t-il donc pas de tempérament pour mettre sous la protection de la Loi une portion aussi considérable de la nation que celle qui professe la religion réformée ? Je ne peux que faire des vœux et je reviens à ceux du Dauphiné.

« Dans l'état actuel, il n'y a rien à craindre, et je crois qu'on ne doit pas s'occuper d'eux régulièrement et qu'on devrait se contenter de laisser au parlement le soin de rendre des arrêts, aux prédicants celui de se sauver, et se reposer du reste sur la vigilance du commandant de la province et du commissaire départi, et sur les lumières du procureur général pour être avertis des circonstances où l'autorité du Roi devra être utilement employée pour empêcher les abus<sup>1</sup>. »

On voit comment, dans la pensée de ces intendants généreux, les arguments s'enchaînaient l'un l'autre et se fortifiaient par le rappel opportun des libertés ici conquises et là tolérées. Si Pajot s'accorde avec de Gourgues et Blossac pour faire retomber sur le gouvernement lui-même la responsabilité de la tolérance qui s'est établie dans tout le pays, il n'omet pas d'invoquer la liberté dont jouissaient les protestants du Languedoc, et qui l'excuse de la réclamer lui-même.

Comment lui aurait-on fait grief de tolérer en Dauphiné ce que le prince de Beauvau avait si libéralement institué dans sa province<sup>1</sup>?

Nommé en 1763 commandant général de Languedoc, le prince de Beauvau y succédait au duc de Fitzjames, qui laissait le souvenir d'un gouverneur dévoué, actif, mais dur. Beauvau arrivait, au contraire, entouré d'une véritable auréole. Sa sœur avait épousé le maréchal de Mirepoix, ancien gouverneur de Languedoc, où sa mémoire était encore vivante et bénie. On savait qu'il était lui-même très tolérant, ouvert aux idées nouvelles. Les protestants avaient, de leur côté, une raison particulière de saluer avec enthousiasme sa venue à Montpellier : la princesse leur était nettement favorable et son influence sur son mari ne s'exerçait que pour assurer leur tranquillité. Ces espérances ne furent point démenties. Arrivé en Languedoc vers la fin de l'année 1764, Beauvau eut d'abord à régler l'incident ridicule de sa réception, à laquelle s'opposait, pour une raison d'étiquette, le parlement de Toulouse. Puis il s'intéresse sans retard au sort des prisonnières de la Tour de Constance qu'il visite avec une émotion visible, et à la liberté des galériens « pour la foi ». A plusieurs reprises, il insiste auprès de Saint-Florentin pour leur libération, et ne se rebute devant aucun refus. Le roi se laisse enfin toucher, et, le 2 août 1766, lui fait savoir qu'il est disposé à accorder la liberté à une prisonnière âgée, contre promesse de « ne plus tomber dans aucune contravention<sup>2</sup> ».

Ce gouverneur ne risquait point de devenir, entre

1. ARDASCHEFF, *Les intendants de province sous Louis XVI*, Paris, 1909, a noté l'intérêt de ce problème, mais ses pages sont fort insuffisantes. Il ne dit rien de l'attitude des intendants jusqu'en 1776 environ et, dès cette date, signale simplement Fontette, Esmangard et Feydeau, de Brou, à Caen, et Sénac de Meilhan en Provence.

2. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 333.

les mains du pouvoir, un instrument docile pour une politique de violence. Comme Pajot à Grenoble, Blossac à Poitiers, Gourgues à Montauban, Beauvau représente l'opposition à la politique de rigueur.

Ces exemples encourageaient à la résistance les officiers subalternes, procureurs, avocats et juges qui, par conviction ou par entraînement, s'appliquaient à faire prévaloir une procédure libérale. On voudrait pouvoir connaître tous ces efforts dispersés, ensevelis dans l'oubli : ils nous auraient permis d'évaluer avec quelque vraisemblance l'étendue du mouvement que nous ne faisons qu'entrevoir. Certains incidents sont toutefois révélateurs de cette crise des consciences. En Normandie, si les religionnaires avaient accompli de sérieux progrès dans la reconstitution de leurs églises, si même la liberté de leur culte privé ne trouvait presque plus d'obstacle, la population catholique demeurerait cependant hostile à leurs manifestations du culte public. Quand d'imprudents pasteurs tentaient de passer outre aux réglementations de leurs cérémonies, il n'était pas rare que des échauffourées mîssent aux prises catholiques exaltés et réformés audacieux.

Au bourg d'Arques, le receveur de la ville, Brière de Lesmont, étant décédé, les réformés se décidèrent à lui faire des funérailles solennelles, et, malgré la loi, en plein jour. Des catholiques molestèrent le convoi. On vit alors le juge d'Arques poursuivre, non pas les délinquants, mais les perturbateurs, auxquels il infligea une amende de 50 livres et trois mois de prison. (Juillet 1765.) A Amiens, de nombreux négociants conservaient à leur service, au mépris des lois, des protestants, qui ne mettaient aucun frein à leur prosélytisme actif. Personne ne s'en plaignait jusqu'au jour où le curé fulmina en chaire contre cette licence, exhortant ses paroissiens à ne plus souffrir chez eux ces servi-

teurs hérétiques. Mais le procureur du roi ne goûta pas cet étrange sermon, et s'étant rendu chez le curé, lui signifia que « l'intention du roi était qu'on laissât les religieux en paix, pourvu qu'ils ne fissent point d'assemblées publiques », et ajouta même quelques menaces, si cet ecclésiastique faisait à ses paroissiens une obligation de conscience de renvoyer leurs serviteurs<sup>1</sup>.

Si ces hommes de loi n'hésitaient plus à tenir pour lettre morte des textes législatifs qu'ils auraient dû regarder comme toujours en vigueur, c'est qu'ils sentaient planer au-dessus d'eux-mêmes la protection des parlements. Un profond travail s'était en effet accompli au sein de ces assemblées, capables de contrebalancer les volontés d'un secrétaire d'Etat. Les parlements étaient devenus le désespoir des intendants. Devant eux, les décisions de juges et autres officiers royaux subissaient d'incroyables transformations. Quand un protestant se voyait puni d'amende, il interjetait appel, et l'affaire, évoquée au parlement, ou se perdait dans les cartons ou n'avait aucune suite. Cet abus, dont les intendants se plaignent sans cesse dans leur correspondance, ne tendait à rien moins qu'à mettre les accusés au-dessus des lois, et leur inspirait une assurance imperturbable dans leur impunité.

Les parlements, naguère les plus animés contre l'hérésie, se montraient aujourd'hui les plus indépendants. Ainsi le parlement de Toulouse. Quelques affaires malheureuses l'avaient fortement décrédité : le procès Calas et son épilogue du 4 juin 1764, l'affaire Sirven, et l'odieux arrêt qu'il avait rendu dans l'affaire Casemajor<sup>2</sup>, permettant à un conjoint, régulièrement marié

1. A. N. O<sup>1</sup> 461, 21 juillet 1765, f<sup>o</sup> 212.

2. L'affaire Casemajor est de juin 1764.

au désert, de répudier son serment, renier sa famille et passer à une seconde union. Par quel retour des choses, cette intolérance des parlementaires toulousains se changea-t-elle en une bienveillance, contre laquelle le roi lui-même fut contraint de s'élever? Toujours est-il qu'au mois de juin 1766, le parlement rendait un arrêt, qui autorisait les protestants de Mazamet à occuper les places de « jurégarde » des marchands fabricants de l'endroit. Evincés de cette charge qu'ils avaient été seuls à remplir jusque-là, les catholiques protestèrent, et ce fut, en cette petite ville, l'origine d'une rivalité sans merci. Sous la conduite du sieur Ribes, inspecteur et contrôleur en titre du corps des marchands de la ville, les réformés multiplient les vexations contre les catholiques. L'affaire est, en fin de compte, portée devant le roi, qui, par lettre du 2 décembre, casse l'arrêt du parlement, exile deux marchands « principaux moteurs » de l'effervescence, et punit le sieur Ribes, que protègent les magistrats toulousains<sup>1</sup>.

En Normandie, le parlement ne se départit jamais d'une modération qui était devenue proverbiale. Au dire d'un contemporain, il avait assuré dans la province une tranquillité absolue : grâce à lui, les lois pénales portées contre les religionnaires restaient sans effet, et dans la question si délicate des mariages célébrés au désert, le parlement ne souffrit jamais que l'on mit en doute la validité de ces unions.

Le parlement de Grenoble donnait enfin un témoignage remarquable de son évolution. L'affaire Casemajor jugée, en 1764, par le parlement de Toulouse, avait consterné les réformés. Or, en 1766, un procès semblable s'ouvrit à Grenoble. Marie Robequin, mariée au désert, demandait au parlement de reconnaître la

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 496.

validité de son union, contestée par son mari qui, sous le prétexte de se mettre en règle avec la loi, plaidait la nullité de son mariage. Les protestants ne se trompaient pas sur l'importance du procès : de ce cas particulier pouvait dépendre le sort de tout leur état civil. Déjà l'arrêt du parlement de Toulouse l'avait sérieusement ébranlé.

Les réformés avaient donc les yeux fixés sur cette affaire. Ils la redoutaient d'autant plus que la sévérité traditionnelle du parlement de Grenoble en rendait l'issue fort incertaine.

Mais la femme Robequin avait confié sa cause à l'illustre avocat Michel Servan et, vaincu par cette chaude éloquence, ému par l'importance d'un débat où s'agitait moins la situation d'une femme que l'état de toutes les familles réformées, docile sans doute aussi aux libérales exhortations de son procureur général Moydieu, dont nous connaissons les secrètes démarches auprès de Choiseul, en faveur de la liberté, le parlement reconnut la validité des mariages contractés au désert.

Cette décision dont les protestants saluaient la bienfaisante opportunité marque, en effet, une date importante. Nous avons la preuve de son influence immédiate, car, dès la fin de l'année 1766, un procès semblable s'engageait devant le parlement de Navarre. Après quelques hésitations, les motifs invoqués à Grenoble trouvèrent à Pau un si grand nombre d'adhérents que les agents généraux du clergé, en prévision d'un arrêt identique à celui de l'affaire Robequin, se hâtèrent d'en appeler au comte de Saint-Florentin <sup>1</sup>. Ils sollicitaient de lui une mesure préventive, mais le ministre ne pouvait, à cette date, que constater l'indépendance croissante de ses sub-

1. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>o</sup> 2.

ordonnés, des officiers royaux, et des parlementaires.

C'est avec toutes ces difficultés que le gouvernement de Louis XV était aux prises, depuis la signature de la paix. S'il avait, un instant, nourri le dessein de faire regretter aux réformés la hardiesse de leurs entreprises et la rapidité de leur restauration religieuse, il ne tarda pas à reconnaître l'impossibilité de ses projets. Contre sa volonté, d'autres volontés se dressaient, chaque jour plus nombreuses, plus impérieuses, plus autorisées, qui condamnaient les représailles et réclamaient l'indulgence. Des circonstances tragiques, que le hasard multiplia en ces jours, soulevaient l'émotion publique, et faisaient grandir le sentiment de la pitié. D'audacieux pamphlétaires exploitaient les fautes d'une politique imprudente. L'indignation devenait générale. Cependant le Secrétaire d'Etat ne tenta même plus d'opposer à la vague qui déferle la force des armes ou des lois. Il voit fort bien que les unes sont émoussées et que les autres passent à l'état de chaos. Lui-même reconnaît que les affaires échappent à sa prise, qu'il ne les conduit plus, mais qu'il est conduit par elles. Loyalement, il avoue que cet état de choses ne saurait durer, et, dès la fin de l'année 1766 ou au commencement de l'année 1767, sa résolution est prise d'adapter les lois à la situation présente. Cela ressort de la lettre qu'il écrit, le 5 avril 1767, à Gilbert de Voisins, à qui il venait d'envoyer un Mémoire « sur la conduite à tenir à l'égard des protestants ».

« Il devient, lui disait-il, de jour en jour plus intéressant de remettre cette partie en règle, messieurs les commandants des provinces voyant avec la plus grande peine les progrès que font les maux causés par le protestantisme et l'impossibilité où ils sont d'y remédier, faute d'avoir des règles de conduite sûres et uniformes, et ils me portent journellement



des plaintes à ce sujet <sup>1</sup>. » C'était pour mettre fin à ces plaintes, que, dans les bureaux du ministère, se faisait, à ce moment même, un travail intense, qu'il nous faut raconter.

1. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>o</sup> 216.

## CHAPITRE II

### UNE TENTATIVE OFFICIELLE D'ORGANISATION RELIGIEUSE

1767-1769

#### I

Le gouvernement de Louis XV ne cherchait plus à dissimuler que la situation était intenable. Allait-il s'enfermer dans son attitude hostile et courir le risque, pour sauvegarder des textes de lois créateurs de désordre, de plonger près d'un million de Français dans une inextricable anarchie? Ceserait accuser les hommes d'Etat de Louis XV et Louis XV lui-même d'une ignorance de la situation que tous les documents relatifs à la question protestante démentent avec force, et les supposer capables de sacrifier à une sorte d'idolâtrie juridique une réorganisation religieuse, d'où dépendait tout l'ordre civil qui ne cessa de leur être un sujet d'angoisse. S'il fallait cependant en croire certains historiens, ni la situation lamentable des religionnaires n'aurait ému les pouvoirs, ni le désir

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT, 445, 446, 463; — O<sup>1</sup> 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 469, 471, 473, 474, 475, 479. — B. N. Ms. fr., 1.675. — A. Af. Et. *Correspondance de Bruxelles*, CLXVII.

Gilbert DE VOISINS, *Mémoire sur les moyens de donner aux protestants un état civil en France*, 1767, p. p. G. de Voisins en 1787; — pour la bibliographie concernant Turgot et Court de Gébelin, voir plus loin chap. III et IV.

de remettre un peu d'ordre dans ce chaos ne les aurait poussés à redresser une législation périmée. Comme elles allaient, les choses auraient continué d'aller, au milieu de l'indifférence totale d'une Cour trop préoccupée de plaisirs pour entendre les plaintes des malheureux. Sans doute, quelques bons esprits se rencontrèrent qu'une pitié commune réunissait en de secrets conciliabules. Ils élaborèrent d'après leur initiative personnelle un *Mémoire* que l'un d'eux, le conseiller d'Etat Gilbert de Voisins, rédigea et offrit au roi. Celui-ci le reçut, mais laissa tomber ses sages conseils. Insouciance qui valut aux réformés de subir vingt années encore de vexations, puisque par elle, ils étaient maintenus dans une incapacité civile d'où provenaient toutes leurs souffrances.

Cependant, la réalité est bien différente : il nous faut la rétablir, sur pièces officielles.

Saint-Florentin se préoccupa d'apporter des remèdes à la situation, dès l'année 1764, car le 25 décembre, il écrivait à M. de Saint-Priest pour lui demander des mémoires sur l'état actuel des choses et « les remèdes que l'on pourrait y apporter <sup>1</sup> ». Cette idée ne cesse de le poursuivre, et en 1765, ce n'est plus seulement quelques mesures qu'il se propose d'établir, c'est « un plan général » dont il reconnaît l'urgente nécessité, et dont l'absence ne permet ni de réprimer les contraventions des protestants ni de donner des directives assurées. On vit ainsi dans le provisoire, qui est la pire des politiques, mais « si la multitude des affaires publiques plus urgentes ne permet pas actuellement au roi de s'occuper de cette tâche », Saint-Florentin ne perd pas de vue le projet qu'il déclare urgent <sup>2</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 460, f<sup>o</sup> 321.

2. A. N. O<sup>1</sup> 461, f<sup>o</sup> 288, lettre du 19 septembre à M. de Marville.

Les événements de la fin de 1765 et de 1766 rendirent encore plus nécessaire une action immédiate. A l'intendant de Gourgues qui se plaint de n'avoir pas des instructions précises, le secrétaire d'Etat répond le 3 août que « l'intention du Roi est de réprimer par un règlement général » les contraventions des religionnaires <sup>1</sup>. Ce n'était point là promesse vague d'homme intéressé à reculer les solutions. Louis XV et son ministre étaient, à cette date, pleinement résolus à faire aboutir leur pensée. Leur choix était, sans doute, déjà fait du juriste chargé d'élaborer ce « règlement général ».

Nous savons en effet qu'aux mois d'octobre et novembre 1766, l'archevêque de Narbonne avait été brusquement convoqué à Paris, où il passa trois semaines, pour examiner la situation des protestants en France, avec qui? Avec le conseiller Gilbert de Voisins. Or, celui-ci avait, sur l'ordre du roi, si activement mené ses enquêtes personnelles en vue de son Mémoire, qu'il put, dès cette première rencontre, soumettre à la critique de l'évêque toute la première partie de son travail. Le choix du conseiller Gilbert de Voisins, qui passait pour n'avoir qu'une docilité médiocre à l'égard des principes politico-religieux des évêques, et dont les attaches avec le parti janséniste devaient le rendre suspect de modérantisme envers les réformés, ce choix marquait déjà avec quelle liberté d'esprit Louis XV et son ministre étaient résolus à envisager la question protestante. Mais où la chose devient piquante, c'est quand on découvre les collaborateurs de Gilbert, et l'espèce de complicité qui s'établit, à l'ombre du secrétaire d'Etat, pour assurer le succès d'une législation nouvelle <sup>2</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 335, lettre du 3 août 1766.

2. A. N. TT, 463. Il y a là un portefeuille ayant appartenu à Gilbert de Voisins, où se trouve le dossier de l'affaire que nous racontons.

Tout d'abord Saint-Florentin lui-même. Il n'y a aucun doute qu'il n'eût à cœur de stimuler son conseiller, en lui confiant tout ce qui lui paraissait de nature à faire avancer l'ouvrage : papiers d'Etat, rapports d'intendants, lettres particulières, mémoires administratifs, doléances même des protestants des diverses régions, où Gilbert pouvait découvrir les vœux ardents d'une population opprimée, et jusqu'aux cinglants reproches que les administrateurs de provinces ne se lassaient pas d'adresser au secrétaire d'Etat pour la faiblesse et l'indécision de sa politique religieuse. Comme il recevait même tous les projets que de fertiles esprits combinaient, en vue de donner un état civil aux réformés, Saint-Florentin les adressait aussitôt à son collaborateur, pour peu qu'il y eût reconnu « des vues qui pourront n'être pas inutiles ». C'est ainsi qu'un petit curé eut la noble fortune de contribuer à l'œuvre de liberté.

Il habitait Tonneins et s'appelait Peineau. De l'homme, nous savons seulement qu'il était fort instruit, « bon théologien et rhétoricien ». Ses contemporains avaient été frappés de sa conduite envers les protestants : « Je ne connais, disait l'un d'eux, dans ce pays que M. le curé de Clairac qui se comporte aussi sagement que lui à l'égard des protestants. » On lui faisait gloire d'avoir su se faire aimer et respecter par ceux de sa paroisse et même des environs <sup>1</sup>. Ayant appris que le roi travaillait à fixer l'état civil de ces parias, Peineau s'empressa d'envoyer, au mois de mars 1767, à Saint-Florentin un « Mémoire sur la conduite à tenir à l'égard des protestants <sup>2</sup> ». A travers quelque fatras, le curé distribuait à la fois de dures vérités et de sages conseils.

1. Son éloge est aux A. N. TT, 463, liasse 40, f° 54-55.

2. A. N. TT, 446.

Il avait vu la guerre religieuse en son pays et en avait conservé une image d'horreur. Mais le gouvernement n'a-t-il rien à se reprocher, si la situation actuelle menace de ramener ces sombres journées? Les protestants ont repris tout le terrain perdu, à cause « de l'inaction du gouvernement, qui les étonnait eux-mêmes ». Sans doute le maréchal de Thonmond, à coup d'ordonnances sévères, fit « tout rentrer dans l'ordre, pour ainsi dire, en un instant ». Mais on a rappelé ce maréchal et laissé dire « que le gouvernement ne l'avait retiré que parce qu'il paraissait trop zélé contre le parti, qu'il avait excédé ses ordres et la volonté du prince. Le roi allait donner la liberté de conscience... ». Quand le maréchal de Richelieu vint prendre sa place, les contraventions se multiplièrent, comme par le passé. Richelieu « fit quelques tentatives passagères », qui n'effrayaient plus, car les sévérités empruntées cachent pour un temps, mais ne dissimulent pas les sympathies véritables. Monsieur le gouverneur a voulu, récemment, obliger quelques réfractaires de Clairac, de Tonneins et des environs à faire baptiser leurs enfants à l'église. « A-t-on obéi? On a même parlé contre M. le gouverneur », tant et tant qu'aujourd'hui « les réfractaires sont trop nombreux pour que la voie judiciaire puisse suffire ». Ayant ainsi terminé son réquisitoire dont nous sommes aujourd'hui mieux en mesure de reconnaître l'absolue vérité — le curé donnait le conseil de renoncer à la violence et de tolérer une sorte de culte privé.

Saint-Florentin remercia Peineau de son mémoire, loua « ses vues pacifiques », le prévint qu'elles pouvaient être utiles, car le roi s'occupait en ce moment de rétablir l'ordre et la tranquillité, et fit passer, ce même jour, le mémoire à Gilbert de Voisins, en le lui recommandant chaudement.

sujet, le prélat voudrait enfin lui soumettre ses réflexions, dont il tiendrait le plus grand compte.

Il était nécessaire de rappeler la genèse du célèbre Mémoire de Gilbert de Voisins, afin de montrer dans quelle étrange erreur tombent les historiens qui ne veulent voir en cet écrit qu'une machine de guerre confiée par les philosophes aux mains d'un Conseiller d'Etat, chargé de battre en brèche la doctrine du gouvernement et celle de l'Eglise. La vérité est que l'auteur obéissait à un ordre du roi et aux directions de Saint-Florentin, et qu'il n'a pas dépendu de lui si le Mémoire ne fut pas rédigé avec la collaboration active d'un archevêque. Finalement, celle-ci fit défaut. Celle du gouverneur de Languedoc n'en devint que plus étroite.

Après l'échec de sa conférence avec l'archevêque de Narbonne, le prince de Beauvau quitte sa province, le 1<sup>er</sup> février 1767. Dès son arrivée à Paris, Gilbert de Voisins le convoque et tous deux décident de tenter un suprême appel auprès de l'archevêque de Narbonne dont les avis leur paraissent véritablement indispensables. Le prélat quitte donc son diocèse et consacre les mois de mai et juin à l'étude de la nouvelle législation, mais quand Gilbert de Voisins le pressa de donner son jugement sur l'ensemble du projet si laborieusement édifié, l'évêque, comprenant la gravité de l'heure, voulut mettre par écrit « sa confession sur cette matière ». Et c'est une page vraiment émouvante, où se heurtent dans un douloureux conflit les convictions du prêtre qui « persiste plus que jamais dans sa façon de penser », et les sentiments du citoyen, ému d'une grande pitié devant « les inconvénients effrayants qui résultent de l'état actuel des religieux dans le royaume ». Toute la sagesse de Gilbert de Voisins n'a pu résoudre l'antinomie encore insoluble. Renver-

ser les lois établies depuis la Révocation, serait précipiter la guerre civile; adoucir les plus sévères d'entre elles, ne conduira qu'à accorder un état civil à des sujets qui s'empresseront de réclamer l'égalité des droits avec les catholiques, et un culte privé à des fidèles qui n'auront de trêve qu'ils n'aient obtenu le culte public. Cette solution moyenne n'abolira donc aucun des inconvénients actuels, parce qu'elle ouvrira une ère de réclamations incessantes. Cependant l'évêque est d'avis d'admettre « ces moyens » puisque « c'est à peu près l'état des catholiques romains en Angleterre ».

Malgré ses réserves et ses trop justes craintes, la « confession » de l'archevêque de Narbonne contenait une approbation générale des idées du Mémoire. Gilbert de Voisins put ainsi croire venue l'heure de les réaliser. Précisément, au mois de juillet, le duc de Choiseul se déclare pressé d'en finir et harcèle le Conseiller d'Etat, à qui il dévoile comment la situation a subitement empiré, et que la patience des protestants est à bout, depuis que les sanctions reprennent un peu dans toutes les régions de la France. « Il faut avouer, lui écrit-il, que les circonstances deviennent de plus en plus pressantes. Les religionnaires demandent qu'on déclare valides leurs mariages faits jusqu'à ce jour, et qu'on prescrive pour l'avenir une nouvelle jurisprudence. »

Enfin, le prince de Beauvau a, de son côté, longuement examiné le Mémoire, et sa réponse, que Gilbert attend avec impatience, arrive le 30 septembre. Elle apporte l'adhésion complète du gouverneur de Languedoc. Les moyens proposés pour la réhabilitation des mariages lui paraissent « fort à propos » ; les expédients pour faire admettre des pasteurs « excellents » ; le projet d'ouvrir aux protestants les emplois publics, le métier des armes et la presque totalité



Gilbert de Voisins accueillait ces suggestions d'un prêtre, sollicitait même, comme nous le verrons, la collaboration d'évêques, mais réservait l'intimité confiante de sa pensée à deux hommes, en qui les réformés plaçaient précisément leurs suprêmes espoirs : le duc de Choiseul et le prince de Beauvau. Beauvau surtout exerça une influence décisive, et il n'est pas vraisemblable qu'elle se soit développée, pendant toute l'année 1767, sans que la vigilance de Saint-Florentin n'ait été mise en éveil sur elle.

C'est vers la fin de l'année 1766 que le gouverneur du Languedoc a pris connaissance du projet de Gilbert de Voisins. Aussitôt, le voilà en étroites relations avec l'évêque du Puy<sup>1</sup> et l'archevêque de Narbonne, desquels il sollicite des Mémoires circonstanciés, véritables consultations de canonistes experts et de bons citoyens. Particulièrement l'archevêque de Narbonne a l'oreille du conseiller d'Etat qui l'a convoqué à Paris, espérant s'attacher ce sage prélat. Mais leurs laborieuses séances, loin d'aboutir à la fusion de leurs vues, mirent dans tout son jour le conflit latent des deux doctrines. Car le magistrat jugeait selon sa conscience de légiste tandis que l'évêque se déclarait lié par sa conscience de prêtre. Elle lui interdisait d'adhérer au principe de la tolérance, de condamner les « voies rigoureuses » que plusieurs de ses collègues conseillaient, excusaient ou pratiquaient, et de paraître faciliter la reconnaissance officielle de l'église huguenote. Aussi ne cessait-il de répéter à Gilbert de Voisins qu'il devait se déterminer selon des principes politiques et éviter d'y mêler des raisons religieuses.

Puis il quitta Paris, mais le prince de Beauvau le

1. C'était Jean-Georges de Pompignan. Voir Cl. BOUVIER, *Une carrière d'apologiste au XVIII<sup>e</sup> siècle, J. G. de Pompignan, évêque du Puy, 1715-1790*, Paris, 1903.

pria de passer par Montpellier, sans doute afin de reprendre avec lui la conférence interrompue à la Cour. Le prélat apportait la première partie du Mémoire écrite par le Conseiller d'Etat; ainsi Beauvau connut-il la pensée de Gilbert. Quant à revenir sur ses déclarations, l'archevêque déclara la chose impossible : « Plus j'approfondis la matière, disait-il, et plus je suis arrêté à chaque pas par la presque impossibilité d'associer le résultat désiré avec les principes que mes faibles lumières et mon état me dictent impérieusement de suivre... Bien que la religion catholique ne puisse tolérer les ménagements en vue de donner un état aux protestants, cela doit-il empêcher le gouvernement civil de leur donner un état civil, indépendant du double contrat qu'on appelle Sacrement de mariage? C'est un point de la dernière importance. »

En vain le Conseiller d'Etat avait-il espéré que l'évêque lirait son Mémoire dont il corrigerait les erreurs, approuverait les hardiesses, et mettrait au point les conclusions pratiques. Le prélat s'enferma dans son abstention prudente, et renvoya l'ébauche qu'il refusait d'authentifier. Gilbert de Voisins en fut très vivement impressionné : « Je sens comme vous, lui écrivait-il le 9 janvier 1767, la différence des deux points de vue sous lesquels l'objet doit être envisagé : celui du ministère de la religion et celui du gouvernement temporel. Mais le magistrat doit être chrétien, comme je le suis et veux l'être, grâce à Dieu; et un bon et grand évêque tel que vous, Monsieur, veut assurément aussi être vrai sujet et vrai citoyen : il ne faut donc pas que ces deux genres de ministère se trouvent en contradiction ensemble. »

Il se plaignait alors que l'évêque « l'eût laissé marcher seul » pour la seconde partie du Mémoire; mais il espérait toujours que, devant l'importance du

des professions, tout à fait « juste » ; bref, l'ensemble du Mémoire, « conforme à l'opinion publique du Languedoc », comme en témoigne un incident récent. M. de Bonrepos, procureur général au parlement de Toulouse, lui a déclaré sans ambages que les protestants sont « sujets du roi, et qu'il leur est dû, à ce titre, un état, des droits de propriété ». A la rigueur, pourrait-on leur refuser ce qui n'est que grâces volontaires, sans qu'ils puissent s'en plaindre. Peut-être, si l'on ne réservait les faveurs qu'aux catholiques, l'ambition détruirait-elle peu à peu « une secte que les violences ne feraient qu'accroître ». « Ce langage du procureur général de Toulouse, ajoute le prince de Beauvau, est celui qui m'a été tenu par tous les gens raisonnables que j'ai rencontrés dans les provinces où il y a le plus de protestants <sup>1</sup>. »

Comme M. de Bonrepos avait, de son côté, envoyé à Saint-Florentin une longue lettre où il exposait, sous des couleurs sombres, la situation des protestants et réclamait une législation uniforme, le Secrétaire d'Etat, ayant reçu l'assurance de M. Gilbert de Voisins que l'ouvrage touchait à sa fin, lui répondit le 20 octobre : « Le Roi sent la nécessité de remédier à tous les désordres qui se sont introduits à la faveur des guerres successives que nous avons eues, et Sa Majesté prend des mesures pour établir une règle uniforme dont l'observation puisse remettre toutes choses dans l'état où elles doivent être <sup>2</sup>. »

Fort de toutes ces sympathies, suivi par un prélat considérable, encouragé par un gouverneur dont il sait que les protestants accepteront les conseils avec une confiance entière, couvert par Saint-Floren-

1. Ce M. de Bonrepos était le même que Voltaire représentait en 1762 et représentera en 1770 comme une sorte de bête furieuse. Son attitude à l'égard des protestants nous le révèle sous un jour différent.

2. A. N. O<sup>1</sup> 163, f<sup>o</sup> 377.

tin lui-même, qui n'a cessé de témoigner sa bienveillante protection, Gilbert de Voisins pouvait croire, au mois d'octobre 1767, que les difficultés étaient enfin aplanies. Son ami, le gouverneur de Languedoc, que plus rien ne retenait à Paris, s'en retourna, le 15 novembre, dans sa province, ne pouvant taire la joie qu'il avait éprouvée à être « initié dans une affaire » qui sera toujours, disait-il, « une des plus intéressantes de ma vie, par cela seul qu'elle m'a procuré l'honneur de votre connaissance ».

Cependant, Gilbert ne croit pas l'œuvre encore assez parfaite et sollicite de son confident des renseignements complémentaires. La circonstance est pressante, et Beauvau ne peut quitter Montpellier. Il se résout donc à lâcher son secret. Il est d'importance.

Il y avait, à Nîmes, un doyen du présidial nommé Le Cointe, dont un fils, huguenot opiniâtre, avait de sérieux démêlés avec la justice. Il s'était en effet marié au désert, au mois d'octobre 1766 « avec un éclat scandaleux », et Saint-Florentin, mis au courant de l'incident, avait envoyé à M. de Saint-Priest l'ordre d'arrêter le jeune homme et de le conduire à la citadelle de Montpellier. Cet accusé passait ainsi sous les yeux et, pour ainsi dire, sous la sauvegarde du commandant de la province, le prince de Beauvau. L'intention du roi était que le sieur Le Cointe subît une détention assez longue, aux prisons de Montpellier, mais Le Cointe commençait à peine à purger sa condamnation, que, poussé par une influence occulte, il adressait au prince de Beauvau un placet dans lequel il offrait, en termes soumis, de faire réhabiliter son mariage à l'église. En même temps, Saint-Florentin recevait, à Paris, un mémoire écrit par le fameux Jean-Louis Le Cointe, dont nous connaissons le rôle depuis 1755

1. C'est la date qu'il indique lui-même dans une lettre à Joly de Fleury du 13 juillet 1778, qui se trouve à la B. N. F. fr. 1.675, f° 54

en faveur de son frère. Il y sollicitait la liberté du prisonnier qui s'engageait, affirmait-il, à régulariser son mariage. Le Cointe fut donc libéré, et se présenta à l'évêque de Lodève pour obtenir la bénédiction de l'Église, mais l'évêque déclara « ne pouvoir condescendre à sa demande ». L'accusé devint alors accusateur et en appela comme d'abus, ce qui lui permettait de soustraire son cas à la juridiction ecclésiastique et de le confier au verdict du parlement de Toulouse. C'était encore une influence occulte qui dirigeait la conduite du sieur Le Cointe, et Saint-Florentin ne s'y trompait guère quand, à la nouvelle de l'appel soulevé par l'accusé, il écrivait à M. de Saint-Priest, avec une visible mauvaise humeur : « C'est pour causer de l'embarras au gouvernement et pour ouvrir, s'il est possible, une porte à tous les protestants qui sont dans le même cas que lui. Ce n'est ni lui ni son frère qui ont imaginé la voie de l'appel comme d'abus, ni les raisons sur lesquelles il veut les fonder... » Ce n'était point lui, mais n'était-ce point ce protecteur attentif qui, deux mois plus tard, offrira de conférer lui-même avec l'évêque de Lodève, pour dissiper tous les obstacles ?

Or, cet avocat bienveillant était le prince de Beauvau lui-même <sup>1</sup>. S'il a pris sous sa protection particulière les membres les moins intéressants de la famille Le Cointe, il est tout naturel de songer qu'il n'a pas négligé l'autre fils — celui qui vit à Paris, qui a l'honneur d'être gentilhomme de la chambre du prince de Conti, qui tient en dépôt de graves secrets relatifs au protestantisme et qui, aujourd'hui encore, intrigue sourdement en vue de participer aux projets en cours. Beauvau connaît en effet particulièrement le capitaine Jean-Louis Le Cointe. Il le trouve « instruit », et, à chacun de ses voyages à Paris, ne manque pas de « conférer

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>os</sup> 456, 527 ; O<sup>1</sup> 463, f<sup>os</sup> 10, 82 et 317.

souvent » avec lui. Il prétend avoir retiré de ces conversations « bien des connaissances » et, pour tout dire, révèle que la plupart des conseils qu'il a suggérés à Gilbert de Voisins pour la rédaction de son mémoire, c'est à Le Cointe, à ce « protestant sage, bien intentionné, éclairé et instruit » qu'il les devait lui-même. Et puisque Gilbert de Voisins est en quête de sérieux conseillers, que ne fait-il appel à « ce capitaine au régiment de cavalerie de Conti, et qui loge rue des Marais » ? — « Vous pourriez en tirer parti, en lui faisant dire de ma part de venir vous trouver. Au reste vous pourrez être sûr de n'être compromis en rien, car on ne saura pas seulement que je vous écris ceci » (27 novembre 1767).

La révélation dut laisser le Conseiller d'État perplexe.

Ses relations avec le prince de Beauvau n'en furent cependant ni moins suivies, ni moins cordiales. Comme on tardait à appliquer le Mémoire, le prince de Beauvau revient à Paris où il se trouve au mois de février 1768. Avant même de se rendre chez Gilbert de Voisins, il voit longuement Le Cointe, accepte de lui un « Mémoire instructif pour servir au projet d'édit à faire en faveur des protestants de France », l'approuve et l'envoie à son ami, bien qu'il soit « un peu hardi ». La pensée de Le Cointe nous apparaît, en effet, de vingt ans en avance sur son temps. Ce qu'il réclame, abolition des lois pénales, tolérance générale, liberté du culte dans les temples, reconnaissance des ministres dont les pouvoirs seront soigneusement réglés, — « car on a vu autrefois des ministres abuser de leur pouvoir au point de se faire prêter des serments de fidélité par leurs ouailles contre le Roi », — toutes ces conquêtes libérales n'entreront dans les faits qu'avec l'édit du mois de novembre 1787.

Mais le rôle de ce singulier intermédiaire ne cessa

pas d'être actif. Nous voudrions pouvoir mieux suivre ses démarches secrètes, retrouver dans les suggestions du prince de Beauvau l'écho de sa voix, relire les mémoires qu'il a sûrement rédigés, en son nom personnel, et soumis à l'appréciation du Secrétaire d'État, entrer, à sa suite, dans les bureaux reculés du ministère où nous savons qu'il était attendu pour de secrètes conférences, en tête-à-tête avec Saint-Florentin, réduit à subir le flot de ses projets. Jusqu'à l'année 1770, Jean-Louis Le Cointe demande à Saint-Florentin des rendez-vous, pour les conférences « qu'il désire avoir avec lui », et le terrible Secrétaire d'État s'applique à l'envelopper de formules prévenantes. « Vous pourriez, lui écrit-il, prendre la peine de faire un Mémoire où vous développeriez vos idées et où vous expliqueriez l'arrangement dont vous me parlez. Lorsque vous me l'aurez adressé, je l'examinerai avec bien du plaisir<sup>1</sup>. » Ce ne sont point là formules destinées à un étranger.

A défaut de documents précis, nous avons néanmoins la preuve que ses suggestions ne furent pas méprisées et que, dans l'élaboration du célèbre mémoire où Gilberts'efforçait d'établir la liberté religieuse, les idées protestantes avaient acquis, par droit de conquête, droit de cité. Les conférences continuèrent au moins jusqu'au mois de mai 1768. Cependant le mémoire resta lettre morte. Les espérances des nobles conjurés s'éteignirent l'une après l'autre, dans un silence de plus en plus profond. Quelles raisons assez fortes intervinrent de 1768 à 1769 pour décider Louis XV et son ministre à ne tenir nul compte d'une réforme qu'ils avaient provoquée et dont ils avaient protégé l'éclosion? Un caprice a-t-il détruit ce qu'un caprice avait fait naître? Gilbert de Voisins mourut, en 1769<sup>2</sup>. Et

1. A. N. O<sup>1</sup> 466, f<sup>o</sup>s 27 et 33.

2. Le Mémoire écrit en 1767 sera publié, en 1787, par le président

brusquement, Saint-Florentin retourna à la manière forte.

## II

Cette brusque volte-face n'est pas pour surprendre. Les réconciliations manquées se transforment en haines tenaces. Les luttes reprennent plus âpres après des négociations rompues. Il faut dire aussi que d'entendre toujours parler du désir qu'avait le roi d'accorder la tolérance, et des prochains édits dont on célébrait par avance le large libéralisme, exaltait chez les protestants la confiance et l'audace.

Les sanctions reprirent tout d'abord en Béarn. Il y avait là deux ministres, Montigny et Journal, dont le zèle ardent avait renouvelé la vie protestante. L'activité de Montigny était prodigieuse; les réformés se groupèrent à sa voix, et l'agitation devint bientôt si grande que, vers le mois de juin 1766, les autorités déclaraient le mal général.

Les ministres passaient en coup de vent, mais avaient soin d'installer partout des « sous-ministres », comme les appelait le procureur du roi, M. de la Caze, et avaient pour tactique de multiplier les sages-femmes religieuses, qui devenaient d'actives missionnaires. Comme, d'ailleurs, le parlement mettait une mauvaise grâce visible — et bien connue — à faire des informations, les prévenus, à la première menace, passaient tranquillement la frontière, et, après un temps d'absence, retournaient chez eux non moins tranquillement. Les sanctions n'apparaissaient plus que comme

Pierre-Paul Gilbert de Voisins, petit-fils du célèbre magistrat, sous ce titre : *Mémoire sur les moyens de donner aux Protestants un état civil en France, composé par ordre du roi Louis XV, suivi d'un projet de déclaration.*



des mesures illusoires. Le marquis de Lons, gouverneur du Béarn, avait même renoncé à réagir.

Le centre de l'activité protestante était le petit village d'Osse, où les familles Miherre et Datourne déployaient une ardeur inlassable, en dépit des avertissements et des sévérités que le gouverneur avait naguère exercées en ce lieu. Saint-Florentin envoya, aux mois de juin et juillet 1766, des ordres pour arrêter les réformés les plus hardis<sup>1</sup>. On mettra aux prisons de Pau Cardenau, habitant de Lagor, Chicoy, habitant de Mont, qui ont tenu des assemblées dans leurs domaines, La Houché, qui y a fait la quête, et l'on tâchera de se saisir des ministres Montigny et Journal, quoique l'entreprise soit « délicate et périlleuse ». Au village d'Osse, on arrêtera quatre prévenus. Mais deux d'entre eux, Miherre père et Datourne, purent s'enfuir dans les montagnes; un troisième, nommé Harrion, s'évada, ayant été arraché des mains de la maréchaussée par une troupe furieuse qui malmena les officiers du roi, et se dissipa; seul, Miherre fils put être appréhendé et jeté dans les prisons de Navarren, où il resta jusqu'en 1768.

Cet acte de rébellion jeta le pays dans l'alarme. Monsieur de Lons convoqua les principaux négociants de la ville d'Orthez, où le désordre n'était pas moindre, les informa, en termes menaçants, que le roi désirait savoir les noms de ceux qui assistaient aux assemblées, et qu'un traitement rigoureux était réservé à ceux qui continueraient ce désordre. Pour appuyer sa remontrance, de Lons se saisit de l'avocat Vidal qu'il envoya en exil à Auch. Vers le même temps, les deux frères Arjon, de Lendresse, sont arrêtés et conduits à

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>os</sup> 235, 236, 257, 412. — La relation la plus complète des faits qui se passent en Béarn, en 1766-1767, est un Mémoire écrit par les protestants du Béarn, et qui se trouve aux A. N. TT, 463, portefeuille de Gilbert de Voisins.

Navarrens, tandis que Pau, de Morlacq, doit sa liberté à la promesse qu'il fait de ne plus assister aux exercices de sa religion.

Les réformés prétendirent que, devant ces violences, ils se décidèrent à apaiser leurs juges, en renonçant à leurs assemblées. « Croyant que les assemblées nombreuses qu'ils font au désert étaient la cause secrète de leurs infortunes, ils se résolurent à s'enfermer dans des maisons, où les assemblées plus resserrées et réduites au nombre de quatre à cinq cents personnes choqueraient moins les yeux de leurs ennemis, et leur ôteraient le prétexte de les accuser auprès de la Cour. Ils crurent pouvoir suivre cette idée, appuyés sur des autorisations secrètes. Ces malheureux, réservés à l'infortune, se trompèrent encore dans leurs espérances. Quelques mois après, et aux environs de décembre, de nouveaux commissaires arrivant à Bellocq décrétèrent deux particuliers, qui depuis ont été toujours fugitifs. » Ces belles paroles se trouvent, par malheur, démenties par les faits. Les religionnaires tinrent, au mois de septembre, à Bellocq, une assemblée en plein champ, et le jurat de l'endroit ne put obtenir, malgré ses pressantes invitations, qu'elle se dispersât. Le 5 octobre, au lieu de Départ, un nommé Lasserre convoque chez lui, avec éclat, une assemblée, « malgré la défense faite par le jurat ». Le 2 décembre, à Orthez, nouvelle assemblée publique, malgré les avertissements des jurats qui se résignent à dresser une information. Et d'autre part, le 3 décembre, une assemblée s'étant encore tenue au lieu de Départ, « Sa Majesté refuse de punir ceux chez qui elle s'est tenue », par la raison qu'elle était « privée et secrète ».

C'est donc bien toujours parce qu'ils s'obstinent à tenir avec éclat des assemblées publiques, que les officiers du roi poursuivent les religionnaires du Béarn.

En janvier 1767, des commissions opèrent à Orthez et à Départ, décrètent d'arrestation un pauvre cordonnier, Darnidolle, et un paysan, Lasserre, qui avaient prêté leurs granges pour les assemblées, et confisquent leurs biens. Les accusés purent cependant s'échapper et demeurèrent introuvables.

Le 17 février, les archers d'Oléron se rendent à Castagnède de Béarn, où ils arrêtent Loustalot père et fils. Loustalot fils était syndic de la ville d'Osse où il avait été le plus actif à assurer la fuite de Pierre Dattourne, poursuivi par la maréchaussée. Il trouva le moyen de s'échapper de la prison de Navarren, mais son père fut alors jeté dans un cachot et « très étroitement resserré ». — Au mois d'avril, le procureur du roi, M. de Casaux, informe contre Vergès, Laborde, Castillon père et fils, Darnidolle et Lasserre, qui s'étaient imaginés qu'une disparition de trois mois suffirait à rendre inopérants les ordres lancés contre eux au mois de janvier <sup>1</sup>.

Ces mesures restaient incapables de comprimer l'élan de la foi. Au mépris des sanctions, les religieux d'Orthez continuaient à porter leurs enfants au désert pour y être baptisés, et même après avoir sévi contre un nommé Pommé, Saint-Florentin avouait qu'il était « bien difficile de les empêcher ».

A Salies de Béarn, où, sur 1.200 familles, les trois quarts étaient religieux, on comptait 54 procédures engagées contre des fidèles mariés au désert, et la maréchaussée faisait de si fréquentes descentes que les réformés adressèrent au roi un appel désespéré : « Nous voyons chaque jour, y disaient-ils, des enlèvements... Nous osons dire que le parlement

1. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>os</sup> 40, 91, 115, 138, 179, 209, 219. — Presque tous ces condamnés furent libérés, en décembre 1768 : O<sup>1</sup> 464, f<sup>o</sup> 419.

gémît de la rigueur qu'il emploie, et qu'il serait charmé de trouver la loi moins expresse, pour avoir le droit d'être moins sévère. »

La répression atteignit son paroxysme au mois de juillet. M. de Cazaux, décidé à « arrêter les progrès du mal », et furieux de n'avoir pu, malgré son acharnement, malgré l'appui du gouverneur, malgré le concours équivoque d'un sieur de Saint-Cricq, qui semble bien avoir agi à la solde du gouvernement, se saisir du ministre Montigny, ordonna d'arrêter neuf personnes, que le parlement avait décrétées pour avoir fait baptiser leurs enfants au désert. Mais alors le Béarn s'agita et devint menaçant. Le président du parlement et Cazaux lui-même comprirent le danger et, pour se tirer de ce mauvais pas, firent suggérer aux cinq hommes incarcérés de signer une espèce de soumission, et aux quatre femmes de présenter un placet, grâce à quoi le parlement fit remettre tout ce monde en liberté. Mais Saint-Florentin écrivit aussitôt pour blâmer l'auteur inconsidéré d'aussi nombreuses sanctions<sup>1</sup>. Elles ne peuvent « qu'exciter une vive sensation », et s'il faut se féliciter que l'expédient imaginé ait prévenu tout désordre, il faut surtout éviter « qu'à l'avenir, il ne se fasse plus de pareille exécution de décrets, et qu'il ne s'en exécute que peu et un seul à la fois, dans des intervalles différents ».

Cette brusque irruption de la maréchaussée dans un pays et à un moment où l'on croyait abolies les lois de rigueur, sema l'épouvante. Les fugitifs tenaient la campagne comme aux pires journées de l'année 1752. « La terreur, écrit l'auteur du mémoire, s'est emparée de tous les esprits, et les Béarnais consternés ne pen-

1. L'intendant d'Etigny implora, pour les prisonniers, le duc de Richelieu et Saint-Florentin même. Voir COQUEREL, II, p. 512.

sent qu'en tremblant à l'avenir qui se prépare. Les protestants des autres provinces du royaume dont la conduite est la même craignent d'être exposés aux mêmes traitements et n'osent se livrer aux sentiments d'amour qu'ils ont pour leur patrie. »

Les protestants de Picardie, laissés dans une tranquillité presque absolue depuis 1749, se virent tout d'un coup soumis aux pires vexations. Le prétexte en fut le voyage à Tournai que les réformés du nord de la France firent, selon leur habitude, aux environs de Pâques de l'année 1768, pour accomplir en pays étranger leurs devoirs religieux. La chose était depuis longtemps parfaitement connue, et les voyageurs n'avaient jamais cessé de jouir d'une sécurité complète<sup>1</sup>. Brusquement, en août 1768, notre ministre à Bruxelles, le comte de Lupcourt-Drouville, fit entendre des protestations, mit en cause les pasteurs de Tournai, trop actifs, disait-il, à recevoir les religionnaires français, à « les instruire, à les communier et à les marier », droit qu'ils prétendaient avoir contre toute raison, et qu'au surplus ils exerçaient à la légère, mariant sans enquête, sans publications, sans production des pièces indispensables, et dont l'insouciance amenait de graves désordres, dans les familles françaises. — De son côté, l'archevêque de Cambrai faisait parvenir au duc de Choiseul un *Mémoire sur la nécessité de prévenir les mauvais effets de la conduite des ministres protestants de Tournai qui cherchent à attirer à leur religion les paysans du diocèse de Cambrai*<sup>2</sup>.

Ce qui avait paru, pendant près de vingt ans, anodin et inoffensif, revêtit tout à coup une gravité exceptionnelle, et Saint-Florentin s'informa de l'éten-

1. Eugène HUBERT, *Le protestantisme à Tournai pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans les *Mémoires publiés par l'Académie royale de Bruxelles*, t. LXII.

2. *Archives étrangères, Correspondance de Bruxelles*, CLXVII, f<sup>o</sup> 31-34.

due du mal. Il apprit ainsi que les religionnaires du pays de Guise avaient repris le libre exercice de leur culte, faisaient leurs inhumations « à midi » et « avec pompe », et prétendaient que « le Roi l'approuvait » ; qu'à Templeux-le-Guérard, Jean-Baptiste Lefèvre prêtait sa maison pour les assemblées, où l'on accourait de tous les environs ; qu'à Hervilly, les prédications de Hubert Flamen avaient entraîné des apostasies ; qu'à Hargicourt, la veille de la Fête-Dieu, certains garnements protestants, voulant parodier les mystères catholiques, avaient attaché une ânesse morte à un arbre sur lequel était appuyé un reposoir ; que les religionnaires agitaient ainsi tout le pays, et même la région voisine du Soissonnais, où ils provoquaient de fréquentes assemblées ; bref, que « le mal se répandait partout dans les environs<sup>1</sup> ».

Le danger couru par des sujets français à Tournai, et la grossièreté sacrilège des jeunes gens d'Hargicourt excitèrent l'animosité de Saint-Florentin contre « ces fanatiques ». « La tolérance, dit-il, amènera bientôt des entreprises et des profanations plus hardies. Si les juges ordinaires gardent le silence, il faut faire usage de l'autorité du Roi. » L'intendant Dupleix se saisira donc de Jean-Baptiste Lefèvre, « fera marcher la maréchaussée » contre toutes les assemblées, avertira les protestants suspects, les emprisonnera « dès qu'ils s'écarteront » et les jugera selon le texte de 1724, en toute rigueur.

Un riche négociant de Saint-Quentin, M. du Moustier, lui-même réformé, intervint auprès du ministre, plaida la cause de ses compatriotes et offrit ses services pour ramener la paix. Il avait écrit en faveur des prévenus de Templeux-le-Guérard et des écervelés d'Hargicourt plusieurs mémoires que Saint-Florentin

1. A. N. O<sup>1</sup> 464, f<sup>os</sup> 94, 139, 161, 217, 252, 275, 282, 300, 365.

ne refusa pas, tant l'offre lui parut opportune, et nous savons que l'intervention de cet agent officieux rendit en effet les plus grands services aux religionnaires de son pays<sup>1</sup>. Ceux-ci eurent même la bonne inspiration d'intéresser à leur sort le comte de Périgord, qui écrivit à Saint-Florentin une lettre pressante en leur faveur.

Les sanctions, que l'on pouvait craindre terribles après les menaces proférées, se réduisirent à la démolition d'une grange, à Templeux-le-Guérard, appartenant à Pierre Drancour, lequel avait eu le soin d'échapper à toutes les recherches. Mais comme l'exil pesait à ce bon paysan harcelé par le désir de relever les ruines de sa grange et de reprendre le cours de sa vie laborieuse, il pria M. du Moustier de prévenir Saint-Florentin qu'il se remettrait de lui-même aux autorités, si toutefois on l'assurait de sa grâce, et qu'il promettrait de ne plus laisser tenir chez lui d'assemblées, si on l'autorisait à relever sa grange. Le secrétaire d'État reconnut « qu'il serait indécent de faire une espèce de capitulation avec Drancour », qui alla donc en prison, où il devait rester « jusqu'à ce que les protestants du canton aient donné des preuves suffisantes de leur soumission en cessant absolument toutes assemblées ».

C'est par ces mesures que l'on « ramenait le bon ordre » parmi les rebelles de la Picardie. Plus que du Moustier ou le comte de Périgord, ce fut un évêque, l'évêque de Noyon, qui contribua à faire accepter à Saint-Florentin des mesures libérales touchant les conversions des enfants protestants. L'incident vaut d'être conté<sup>2</sup>. Au mois de décembre 1768, Jeanne Cottin,

1. D'ailleurs les religionnaires, par manière de reconnaissance, lui firent de telles menaces et se livrèrent contre lui à de telles démonstrations que du Moustier, effrayé, se confia à la protection de l'intendant Dupleix. O<sup>1</sup> 468, f<sup>os</sup> 253 et 260.

2. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>os</sup> 8 et 37.

filles d'un riche négociant de Saint-Quentin, s'était présentée « d'elle-même » à un couvent, pour se faire instruire de la religion catholique et abjurer. L'évêque de Noyon s'étant aperçu que cette volonté, que l'on disait spontanée, subissait d'étranges retours, écrivit à Saint-Florentin « qu'il ne fallait faire aucun fonds sur ses dispositions », qu'il convenait au contraire de mettre fin à une claustration dangereuse, et de rendre l'enfant à son père, que l'on éviterait ainsi « de compromettre l'honneur de la religion », et sans doute une apostasie plus scandaleuse que l'endurcissement. L'affaire Cottin s'ébruitait et les protestants n'étaient pas éloignés de la traiter comme une sorte d'affaire Calas ou Sirven. Saint-Florentin sut déjouer leurs calculs, montra dans cette circonstance un libéralisme tout à fait nouveau et, le 12 janvier 1769, précisa sa volonté. « Il ne doit pas être question, écrit-il à M. de Sartine, de la gêner dans ses sentiments, ni de l'engager à une conversion qui serait simulée ou qui serait plutôt l'effet de la faiblesse ou d'une mauvaise honte que de la conviction. Comme les protestants de Saint-Quentin, et même de Paris, ont les yeux ouverts sur cette affaire, il me paraît indispensable que vous alliez vous-même voir cette demoiselle, après avoir concerté avec madame l'abbesse le jour qui lui paraîtra le plus convenable. Vous lui ferez entendre que si elle persiste dans le dessein de se convertir, on continuera à lui procurer la tranquillité dont elle a besoin pour une pareille œuvre, mais que si elle n'a pas véritablement ce dessein, elle n'a qu'à vous le déclarer avec confiance, qu'on n'entend pas la contraindre et qu'on la rendra sur-le-champ à ses parents. » Ainsi fut fait, et le 12 février, Saint-Florentin envoyait à l'évêque de Noyon le résultat de l'enquête. « Laissons à la Providence, comme vous le proposez, le soin de l'éclairer et de la fortifier, et rendons-la à ses parents.



Je vous envoie l'ordre du Roi nécessaire à cet effet. »

Qu'après avoir annoncé d'impitoyables représailles, Saint-Florentin se soit laissé convaincre, par un évêque, de la nécessité d'affirmer des principes entièrement nouveaux et d'ordonner une procédure parfaitement libérale, en une matière où les protestants voyaient le plus douloureux sujet de leurs plaintes, c'était là un signe des temps que les esprits les moins attentifs ne pouvaient pas ne pas remarquer.

La province du Poitou n'évita pas cependant, malgré son intendant Blossac, les répressions du ministre d'Etat. Le motif qui fut mis en avant pour justifier cette attitude hostile, fut la levée des milices. A la vérité, comme le remarquait avec raison l'auteur du Mémoire déjà cité, les chicanes que l'on créait à plaisir aux miliciens du Poitou, « on ne les leur a point faites dans diverses autres provinces du royaume<sup>1</sup> ». Mais le prétexte était bon, et les subdélégués de Saint-Maixent et de Niort firent arrêter, par une brusque offensive, « dix à douze protestants mariés au désert ». Sept d'entre eux furent incorporés à la milice, et retenus, en attendant leur entrée au service, dans les prisons d'où ils ne sortirent que sur la promesse de fournir chacun un remplaçant. D'autres, menacés du service, signaient en hâte la promesse de faire réhabiliter leurs mariages devant le prêtre, et obtenaient ainsi leur liberté<sup>2</sup>. On vit reparaître la soldatesque, en ce pays où les premières dragonnades avaient laissé de si puissants ferments de colère. Une compagnie de cavalerie parcourut la région, et, dans l'espérance de découvrir les pasteurs, fouilla les villages de Chamier, Pellevoisin, Aiript et Miauray. Furieux de n'en surprendre aucun, les soldats se vengèrent à Miauray où,

1. Sur cette question de la milice en 1767-1768, voir *B. P. F.*, 1901, p. 251-256, 468-471.

2. *A. N. TT*, 463.

sous prétexte que le temple avait été récemment édifié, ils se saisirent du seigneur, zélé protestant, qui fut condamné à deux ans de prison, à Saumur, tandis que sa femme était bannie du Poitou. Le temple fut enfin détruit de fond en comble. De légères désobéissances, que l'on s'était déshabitué de signaler, furent sévèrement réprimées. Un réformé du village de La Réorthie, nommé Moisan, refusait d'envoyer sa jeune fille, âgée de onze ans, aux instructions du curé; il fut menacé de voir son enfant enlevée et mise au couvent. Une dame Janvre, voulant soustraire sa fille aux instructions du curé de Saint-Maixent, s'était réfugiée à Marennes; elle dut revenir à Saint-Maixent et sa fille fut enfermée, d'autorité, au couvent de Saintes <sup>1</sup>.

Au cours de cette recrudescence de sévérité, les autres régions de France n'étaient pas tout à fait oubliées. Dans le Périgord et l'Agenais, quatre notables de La Roche-Chalais sont arrêtés, parce qu'ils ont fait baptiser leurs enfants au désert, et mis aux prisons de Lourdes, d'Agen, de Bazas et de Périgueux. En Provence, les protestants de Mérindol ont élu consuls des coreligionnaires : ce scandale doit cesser. Aux villages de Pertuis et de La Motte, le pasteur tient, ouvertement, des assemblées auxquelles un magistrat important, M. Joannis, ne craint pas d'assister avec « madame sa femme ». Il faudra poursuivre les délinquants, admonester vertement le magistrat et se saisir du pasteur que l'on conduira à la prison d'Aix<sup>2</sup>. A Péronville, les apostasies se multiplient depuis qu'on ne redoute plus les sanctions : que l'on punisse les coupables.

Dans le Soissonnais, un certain Darrest a célébré l'inhumation du sieur de Méry « avec l'appareil d'un

1. A. N. TT, 445, dossiers 11 et 13.

2. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>os</sup> 33 et 69; O<sup>1</sup> 461, f<sup>os</sup> 49, 111 et 188.

ministre » ; une information est ouverte contre lui. A Bordeaux, les amendes prononcées par le parlement ne sont plus, depuis déjà longtemps, payées au Directeur de la régie ; l'ordre vient, au mois de février 1767, de mettre fin à cette tolérance « trop accréditée ». Grenoble même, où l'esprit nouveau avait si fortement soufflé, entend une dernière condamnation à mort : celle du pasteur Bérenger.

Accablés sous l'orage, les protestants ne comprenaient plus. Une longue tolérance les avait ramenés à l'existence paisible. Ils goûtaient la joie de la résurrection, et leurs temples s'élevaient à nouveau, au milieu des foyers restés fidèles. Leurs ministres les avaient assurés, en termes précis, que le roi ne voulait plus qu'on les persécutât et ils étaient exhortés à prier pour la famille royale. Ils savaient aussi qu'à la Cour, des personnalités puissantes les protégeaient, et qu'un édit libérateur était sur le point de paraître. Et voici que le malheur les frappe, en pleine sécurité. Ce n'était pas une vaine phrase qu'écrivait l'auteur du Mémoire, quand il s'écriait avec tristesse : « Leur joie et leurs espérances diminuent. Les persécutions qu'ils ont essuyées ou qu'ils essuient encore dans l'Agenais, le Périgord, le Montalbanais, le Haut-Poitou et le Béarn ont porté l'alarme dans tous les esprits. Les prisons se remplissent de captifs, les déserts de citoyens exilés et ce n'est pas sans raison qu'ils craignent de voir renouveler ces temps où des sujets innocents étaient forcés d'abandonner leurs maisons et leurs charrues, et de fuir dans les provinces éloignées. »

### III

Les grands espoirs qu'avait fait naître le projet de Gilbert de Voisins ne s'effondrèrent pas dans toutes

les âmes, au spectacle de l'activité déployée par la police royale, pendant ces deux années. La flamme qu'ils avaient allumée était trop vive pour s'éteindre sous un vent d'ouragan. Deux hommes contribuèrent surtout à la maintenir ardente au milieu des tempêtes. L'un était le collaborateur enthousiaste de Gilbert de Voisins, le gouverneur du Languedoc, prince de Beauvau. L'autre était l'intendant du Limousin dont on admirait déjà l'œuvre administrative : le célèbre Turgot. Leur rôle va revêtir, pendant les années 1768 et 1769, une importance considérable.

Le prince de Beauvau n'a point trompé les espérances que les réformés ont mises en lui, dès son arrivée en Languedoc. Il reste leur protecteur avéré et d'une bienveillance inépuisable. Ses protégés en deviendront parfois intempérants et gênants, à force d'être audacieux. La tâche de les excuser sera parfois rendue singulièrement difficile.

Ainsi pour la question des élections municipales. Le prince avait fait admettre en sa province que les communautés qui éliraient un ou plusieurs consuls religieux ne seraient pas inquiétées. Les nouveaux élus entraient en charge, au même titre et avec les mêmes droits que leurs collègues catholiques. Mais il arrivait aussi que, dans les localités dont la population se partageait à peu près également entre les deux confessions, les électeurs envoyaient au Conseil autant de religieux que de catholiques. Dès lors, la vie municipale devenait impossible. Comme un compromis ne s'établissait que fort rarement, les deux factions prétendaient accaparer chacune les affaires municipales, et affectant d'ignorer la partie rivale, appelaient à de nouvelles élections complémentaires. L'anarchie était inexorable, les intérêts publics sacrifiés et les inimitiés de village exacerbées jusqu'à la guerre civile. Le cas n'était même pas rare où les protestants, se sentant

en force et confiants dans les sentiments du gouverneur, chassèrent les consuls catholiques, et, maîtres de la commune, agissaient aussitôt en vainqueurs. Les inconvénients apparurent si graves que, au mois de novembre 1767, M. de Bonrepos, procureur général du parlement de Toulouse, se vit contraint de publier un arrêt excluant les protestants des charges de consuls. Il s'excusait d'avoir été forcé d'en venir à cette extrémité. « Je n'aurais pas fait, disait-il, cet arrêt pour le Languedoc, si les protestants n'eussent pas poussé trop loin l'abus de l'espèce de tolérance qu'on a pour eux, au point de vouloir s'emparer seuls de toute l'administration municipale et d'en chasser les catholiques<sup>1</sup>. »

Désavouer l'arrêt, Beauvau ne l'osa point, mais il le regretta sûrement et en prit occasion pour supplier Gilbert de Voisins de hâter son Mémoire, qui assurerait des conditions plus douces aux religionnaires élus. Il n'avait pas seulement à se garder d'un procureur devenu pointilleux : les plaintes de l'évêque d'Uzès l'obligeaient à des mesures qu'il prenait, en les déplorant.

Adhémar de Monteil de Grignan, évêque d'Uzès, avait naguère obtenu que le prince fît chasser de Saint-Ambroix, où il s'était installé, le pasteur Vézenobre. Mais celui-ci parti, un nouveau ministre, Bruguier, vint prendre sa place, au mois de juillet 1767, à Saint-Ambroix même. Nouvelles plaintes de l'évêque, que Beauvau s'efforce d'apaiser, car, lui assure-t-il, ce Bruguier est venu, bien modestement, et « sans affectation », de telle sorte que son voisinage passera inaperçu. L'évêque redoubla ses doléances et Beauvau se vit contraint de lui sacrifier ce second pasteur, mais non sans maugréer ; Gilbert de Voisins fut encore

1. A. N. TT, 463, portefeuille Gilbert de Voisins.

prié de rendre désormais impossibles ces cas d'intolérance : « Ce ministre, lui disait-il, ira dans un village à un quart de lieue et n'en sera que plus échauffé par cette petite persécution<sup>1</sup>. »

Et il faut encore ne pas perdre de vue certains juges de la province, dont les sentences sont trop souvent opposées aux vrais sentiments du gouverneur. A Uzès, un mariage se prépare entre un protestant et une catholique, laquelle consent à faire bénir son union au désert. Mais les juges veillent et s'opposent à cette célébration, dût la jeune fille aller expier en prison cette velléité d'apostasie. Et Beauvau se désole : « Il faut donc avoir recours à la maréchaussée pour la maintenir dans sa religion... moyens très violents et qui, de proche en proche, ramèneraient les dragonnades ! » Gilbert de Voisins ne se hâtera-t-il pas de nous délivrer d'une législation intolérable ?

En 1768, l'affaire Simon Lombard jeta Beauvau dans de telles alarmes qu'il se résolut à la discuter, de vive voix, avec le conseiller d'Etat. Ce Simon Lombard, habitant de Vauvert, avait épousé en 1757 Madeleine Brunel, mais au désert. Après neuf ans de parfaite union, la femme quitte le domicile conjugal et fait sommer son mari de régulariser leur mariage, par la bénédiction du prêtre catholique. Comme le mari refuse, elle lui réclame sa dot, se déclare libre et prétend se marier, selon son gré. L'affaire vint d'abord devant les juges de Vauvert qui, par une sentence contraire à celles que la coutume dictait en pareils cas, reconnurent le bien-fondé de la demanderesse. Le mari fit alors appel à Toulouse, mais s'ouvrit au prince de Beauvau sur sa crainte d'être débouté, même par ce parlement<sup>2</sup>. Beauvau appuya

1. Sur cet incident, voir un article de M. WEISS, *B. P. F.*, 1896, p. 328-330.

2. Crainte vaine, semble-t-il, car c'est au mois de septembre 1769 que

donc sa cause à Paris. « Il me semble, disait-il, qu'il serait à propos d'arrêter le jugement jusqu'à ce qu'il aura plu à Sa Majesté de faire au sujet de nos mariages un règlement qui devient tous les jours plus nécessaire. »

Cette intervention était d'autant plus courageuse qu'elle avait lieu un mois seulement après que Saint-Florentin avait recouru, dans un cas presque semblable, à « l'autorité du roi ». Au lieu de Mauguyo, diocèse de Montpellier, la fille d'un pêcheur, nouvelle convertie, avait consenti à épouser au désert un protestant, qui n'avait pas voulu subir les épreuves. Quoique le Secrétaire d'Etat, prévenu par les grands vicaires, reconnut « qu'il serait bien rigoureux de faire le procès à cette jeune fille pour crime d'apostasie », il n'hésita cependant pas à « employer l'autorité du roi pour la séparer de son mari, et les faire enfermer l'un et l'autre<sup>1</sup> ».

C'était contre ces coups d'autorité que ne cessait de riposter, en sous-main, le prince de Beauvau à qui la passive docilité de l'intendant Saint-Priest à l'égard du Secrétaire d'Etat rendait la tâche encore plus malaisée. Quand le gouverneur considère avec sympathie l'élection de religionnaires aux charges municipales, l'intendant fait soigneusement dresser la liste de ces consuls indésirables et les dénonce à Saint-Florentin<sup>2</sup>. Quand le prince prend la défense des pasteurs pourchassés par les prêtres, c'est l'intendant qui signale en haut lieu la présence du pasteur Plantier à Saint-Germain de Calberte, et se voit chargé « d'arrêter ce jeune ministre, et même de lui faire son procès, car l'audace avec laquelle ces gens-là se montrent et exercent leur ministère est intolérable ».

ce parlement juge le mariage Roubel, attaqué par des héritiers évincés, et le déclare valide, sur la présentation du certificat, signé par Paul Rabaut. COQUEREL, II, p. 517.

1. A. N. O<sup>1</sup> 464, f<sup>o</sup> 136.

2. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>os</sup> 239, 256, 379.

Il fallait qu'un peu de mal fut commis pour qu'un plus grand bien fût assuré. Afin de racheter ces mesquines poursuites, l'œuvre, principale aux yeux du gouverneur, de la libération des galériens absorbait le meilleur de ses forces. Mais ici nulle volonté contraire, ni de ses pairs, ni des officiers royaux, ni des gens du ministère ne fit plier sa ferme volonté d'aboutir à un grand acte de justice et de pitié. On connaît par les pathétiques descriptions qu'en ont faites les historiens, les souffrances terribles des galériens pour la foi et des protestantes enfermées à la Tour de Constance. A les abrégier, à les faire disparaître, Beauvau apporta une ténacité indomptable<sup>1</sup>. Les nombreuses lettres qu'il écrit à Saint-Florentin, au commencement de l'année 1766, n'obtiennent que des refus emportés, mais il revient à la charge, et le tableau qu'il présente au dur ministre des malheureuses femmes qui gémissent, quelques-unes depuis 30 ou 40 ans, dans cette prison infecte, percluses d'infirmités et cependant toujours fidèles à leur Dieu et à leur roi, arrache enfin un cri de pitié. Saint-Florentin est ému, le Conseil se déclare prêt à la bienveillance, et le roi même « a été touché ». Beauvau enlève la grâce des deux pauvres femmes, la dame de Saint-Sens et la nommée Montméjan, auxquelles il a déjà ouvert, de son autorité, la porte de leur prison. Il obtient encore que quatre autres prisonnières seront libérées, à condition que la première sorte dans quatre ou cinq mois, et qu'un pareil intervalle sépare les trois autres levées d'écrou. Il fallait hâter la libération des dernières malheureuses. Beauvau alla les visiter, au mois d'août 1768, et cette rencontre fut extrêmement émouvante, mais déjà la pitié royale était émoussée, et quand, au mois d'octobre, après un

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 333; O<sup>1</sup> 463, f<sup>o</sup> 40 : lettre du 3 janvier 1767; O<sup>1</sup> 464, f<sup>o</sup> 370. Voir Ch. Bost, *Les martyrs d'Aiguesmortes*, édit. de la Cause, Paris, 1924.



assaut de plusieurs mois, Saint-Florentin envoya enfin l'ordre de mettre en liberté la femme Savanier et la femme Bourret, il crut nécessaire d'ajouter : « Ce n'est qu'avec beaucoup de peine que Sa Majesté s'est portée à leur faire cette grâce. »

Une clémence aussi hargneuse aurait rebuté tout autre que le prince, dont l'ardeur se trouvait accrue à mesure que les obstacles grandissaient et que l'œuvre touchait à sa fin. Ainsi il put assurer la liberté des dernières prisonnières, et après 1769, la Tour de Constance ne servit plus de geôle aux protestantes.

Ce rôle de protecteur n'était si brillamment rempli par le prince de Beauvau que parce que de puissants personnages comme Gilbert de Voisins et le duc de Choiseul marchaient en plein accord avec lui.

Turgot n'eut à compter que sur lui seul. Il mena d'ailleurs le combat avec une habileté consommée. Ame généreuse, le jeune intendant du Limousin manque peut-être encore de cette hautaine indépendance ou de cette brusquerie altière qui frappera bientôt dans ses actes de ministre, mais il apporte, dans la discussion des choses protestantes, une souplesse magnifique, où l'à-propos le dispute à la finesse, et l'apparente bonhomie à l'astuce réelle. Devant cette nature paisible — et intraitable — les exhortations et les menaces du Secrétaire d'Etat seront sans effet <sup>1</sup>.

Le rôle de Turgot ne commence véritablement qu'en 1767, au moment où Saint-Florentin a décidé d'enrayer le mouvement libéral qui depuis quatre ans s'étend sur la France entière <sup>2</sup>.

Le curé de Villefagnan avait dénoncé au ministre les religionnaires de sa paroisse, qui venaient de bâtir un temple où se réunissaient de fréquentes assemblées.

1. A. N. O<sup>1</sup> 461, t<sup>rs</sup> 80, 166, 217, 259, 339, 345.

2. Voir G. d'HUGUES, *Essai sur l'administration de Turgot dans la généralité de Limoges*, Paris, 1859; P. FOUCAUX, *Essai sur le ministère*

Saint-Florentin envoie aussitôt à Turgot des ordres sévères : il veillera à ce que le temple soit renversé « de fond en comble » ; la chaire, la tribune et les bancs seront brûlés ; il empêchera la tenue des assemblées et sévira contre ceux qui les fréquentent ou y exercent des fonctions ; notera les apostats ; bref ne manquera pas « de tenir la main à ce que chacun rende à la religion catholique le respect qui lui est dû, et de donner en toute occasion des marques de protection particulière au curé et aux habitants catholiques <sup>1</sup> ». Les ordres étaient impérieux. Turgot se garda bien de les exécuter et, sans détruire ni rien brûler, sans informer contre quiconque, par la seule persuasion de ses conseils, réussit à calmer le curé et à contenir les audacieuses démarches des réformés.

Mais ni les dénoncés ne renoncèrent à leurs exercices de piété, ni le dénonciateur à se plaindre de ce scandale, et comme l'intendant faisait la sourde oreille, le curé prétendit menacer lui-même de sévères sanctions un maréchal-ferrant de l'endroit, nommé Lapointe. La paix n'avait pas duré six mois ! Averti de l'usurpation de pouvoir commise par le curé, Turgot fit sentir à celui-ci le poids de son irritation, et l'avertit qu'il le ferait frapper par l'évêque de Poitiers. Puis il le dénonça lui-même à Saint-Florentin qui lui permit de blâmer « l'inconsidération de son zèle » et de le menacer, s'il ne se rendait pas plus circonspect à l'avenir, de « l'autorité du roi pour le contenir ».

Turgot croyait avoir délivré les protestants d'un rival indiscret, et réduit au silence un agent de désordre, l'un de ces dénonciateurs et boute-feux qui trouvaient toujours en lui un implacable adversaire. Mais les passions étaient plus fortes que sa politique avisée. Les

*de Turgot*, Paris, 1877; Gustave SCHELLE, *Turgot, intendant de Limoges*, Paris, 1909.

1. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>os</sup> 226, 292, 431.

protestants, mis en confiance par la déroute du curé, reprirent leurs assemblées avec une telle indépendance que Turgot lui-même redouta des suites fâcheuses. Il convoqua les principaux réformés et leur donna le conseil de se réunir, provisoirement, dans une grange. Comme il s'agissait de sauver le temple que les ordres de Saint-Florentin vouaient à la destruction, Turgot imagina la plus plaisante histoire. Sur son conseil, M. de Romefort, gentilhomme protestant, vendit le bâtiment à un catholique de connivence, qui en assurerait l'entretien; puis, avec l'argent de vente, on acheta un autre local, aussitôt que la bourrasque fut passée. Cependant on louait une grange, dans laquelle Turgot recommanda de laisser toujours soit des balles de marchandises, soit des chargements d'herbe, afin de tromper la vigilance des officiers du roi. Et le curé de Villefagnan étant seul à se plaindre, Turgot ne crut pas nécessaire d'étendre ces mesures de prudence aux environs.

Mal lui en prit; Saint-Florentin eut assez vite connaissance du subterfuge; il révélait lui-même à l'intendant qu'un catholique de Villefagnan, Aymard, avait apostasié et épousé, devant le pasteur, dans la grange équivoque, une jeune religionnaire. Ils s'étonnaient que, malgré ses ordres, le temple ne fût pas encore détruit et que les assemblées, à peu près dissimulées à Villefagnan, se tinssent avec éclat, au village voisin de Fontegrève. L'ordre suivait de démolir le temple « nonobstant toutes les représentations que l'on pourrait vous faire et tous les prétextes que l'on pourrait employer. Le prix de la vente des matériaux pourra servir au paiement des ouvriers ».

Il paraissait bien difficile d'éviter ces mesures draconiennes et d'affirmer au ministre que le temple n'existait point, que la grange ne servait qu'à des usages commerciaux, que les assemblées étaient rares

et secrètes, que l'apostasie d'Aymard était une calomnie, et qu'au total il y avait beaucoup d'indiscrétion dans le zèle du curé. Turgot s'appliqua néanmoins à préserver les choses et les gens. Dans d'habiles réponses, il faisait valoir qu'il n'était guère possible d'arrêter aujourd'hui l'habitude des assemblées, mais qu'il s'efforçait d'en empêcher l'éclat; que si la faute d'Aymard était réelle, il se flattait cependant de le ramener, sans recourir aux voies de violence; qu'il n'y avait point de temple à Villefagnan et que « le curé était répréhensible d'avoir voulu en imposer au ministre ». En fait, le curé ne méritait pas cette note : le temple existait bien, mais confié à des mains catholiques; et l'astuce de l'intendant ne pouvait servir qu'à dissimuler au secrétaire d'Etat comment il avait été lui-même l'instigateur de la fraude. Mais Saint-Florentin faisait confiance aux déclarations de ses officiers : le curé fut blâmé. Turgot poursuivit sa vengeance, et quelques jours plus tard, écrivit à l'évêque de Poitiers pour obtenir une sanction ecclésiastique contre le délateur. Cependant les bonnes promesses d'Aymard restaient sans effet; l'apostat refusait d'abjurer. En vain Turgot suggéra-t-il d'envoyer un placet au secrétaire d'Etat, de façon à éviter les poursuites. Saint-Florentin refusa d'y avoir « aucun égard », et mit l'accusé en demeure ou « de rentrer solennellement dans le sein de l'Eglise », ou d'être jeté « dans les prisons les plus à portée ». Turgot ne s'avoua pas vaincu, et là où l'intendant avait échoué, il fit agir la charité d'un curé. Tandis qu'Aymard gémissait dans sa prison, Turgot supplia le curé de Ruffec de demander au ministre la grâce du prisonnier, en se portant garant de ses sentiments catholiques. Sur les assurances de ce curé complaisant, le ministre accorda la liberté.

A Villefagnan, la situation n'était pas devenue meilleure.

Depuis que les dénonciations du curé avaient provoqué de multiples enquêtes sur l'existence du temple et la destination de leur grange-oratoire, les réformés se sentaient sous le coup de continuelles alertes. Il fallut adopter une tactique nouvelle. Les assemblées se tinrent désormais successivement dans chaque grange du bourg, grâce à quoi les officiers du roi étaient tenus dans l'incertitude nécessaire à la sécurité de la tenue des offices. Le 11 septembre 1768, on se réunit donc dans la grange d'un certain Rousseau; un pasteur officia et célébra trois baptêmes. Le dimanche suivant, l'office eut lieu dans la grange d'un nommé Audias... A ce moment, une dénonciation parvint au secrétaire d'Etat. Elle ne venait pas de l'intendant, obstiné à ne s'apercevoir de rien, à trouver toutes choses paisibles et les lois partout scrupuleusement observées. Saint-Florentin en était réduit à ouvrir les yeux de son subordonné, à lui rappeler son devoir et lui tracer sa ligne de conduite. Il voudrait bien qu'il s'assure « si ces faits sont vrais », et s'il n'y a pas un moyen d'arrêter le ministre « qui ne peut qu'augmenter le fanatisme ».

Mais Turgot, pas plus qu'il n'avait démoli le temple ou jeté en prison les prévenus, ne songea à confirmer les dénonciations du curé, et moins encore à se saisir du ministre. Comme par le passé, les protestants du Limousin continuèrent à s'organiser paisiblement, au milieu de la tranquillité générale. Jusqu'en 1771, Turgot n'aura plus à débattre avec le Secrétaire d'Etat les affaires protestantes. Sans recourir à la violence, sans exprimer de reproches comme les lettres des intendants de Gourgues, de Blossac et Pajot en contenaient trop souvent, par la seule habileté de sa conduite, impitoyable aux perturbateurs, il réussit à sauvegarder dans sa généralité les principes de liberté que le mémoire de Gilbert de

Voisins aurait consacrés, si la fortune lui avait accordé de voir la lumière.

## IV

Les protestants n'avaient jamais désespéré de faire valoir jusqu'au pied du trône la justice de leurs revendications. A plusieurs reprises déjà, ils avaient cru tenir les vrais aboutissants, mais, par un jeu cruel des circonstances, les fils s'étaient subitement rompus des mailles qu'ils avaient pu croire le plus solidement tissées. L'échec de la combinaison Gilbert de Voisins-Choiseul-Beauvau-Le Cointe leur avait été surtout sensible. Il leur restait, à ce moment-là, un leur suprême d'espoir : Court de Gébelin était toujours admis à plaider la cause de ses coreligionnaires.

C'était une grave affaire confiée à un grand caractère. Court de Gébelin doit compter parmi les plus remarquables ouvriers de la restauration protestante en France, et les plus actifs promoteurs de la paix consentie entre le pouvoir et les réformés. Il avait de qui tenir <sup>1</sup>.

Fils d'Antoine Court, dont nous avons déjà rappelé le rôle, Court de Gébelin était né à Nîmes en 1725, et, en 1729, avait suivi la fortune de son père, obligé de s'expatrier à Lausanne. Mais cet exil profita à l'éducation de l'enfant. Agé de dix-huit ans, Gébelin sert déjà de secrétaire à son père, qui con-

1. RABAUT DE SAINT-ETIENNE, *Lettre sur la vie et les écrits de M. Court de Gébelin*, Paris, 1784; Charles DARDIER, *Court de Gébelin*, Nîmes, 1890; Paul SCHMIDT, *Court de Gébelin à Paris, 1763-1784*, Paris, 1908; Armand LONS, *Court de Gébelin et la représentation des Eglises réformées près de Louis XV, 1763-1766*, dans le B. P. F., 1892, p. 244-275; voir aussi B. P. F., 1883, p. 269-280 et 311-323 et 1836, p. 412-423.

centre en ses mains les correspondances les plus importantes et les plus explicites avec les ministres de toutes les églises de France. Toute l'histoire intérieure du protestantisme français passe ainsi sous les yeux de ce jeune homme. Il connaît les aspirations secrètes qui travaillent ce grand corps, et les besoins profonds qu'il n'est encore donné à personne de satisfaire. Son cœur s'émue au contact de tant de misères, et son intelligence s'ouvrait à toutes sortes de combinaisons, qui tendaient à ramener la sécurité et la liberté. De 1743 à 1760, ce jeune homme se prépare à sa vocation future. Nul mieux que lui ne sera formé aux tractations secrètes et aux diplomatiques conversations avec les chefs des églises françaises et étrangères. Quand son père meurt, en 1760, avant que personne ait songé à le maintenir dans ses fonctions, il informe les pasteurs, et surtout Paul Rabaut, qu'il continuera l'œuvre de son père. Il aurait fallu, à cette œuvre que l'obscurité protégeait, un chef non moins ami des ténèbres propices. Gébeline était un tempérament de feu. Quand s'ouvrirent les affaires Grenier, Rochette, Calas et Sirven, qui semblaient toutes accroître avec fracas le désordre, Gébeline ne se posséda plus et publia, en 1762, le célèbre pamphlet intitulé les *Toulousaines*. Naturellement, les gens du roi sévirent contre le livre, mais Gébeline aurait-il jamais songé que, parmi ses plus ardents détracteurs, il compterait Voltaire lui-même, qui s'inquiètera de la violence de son verbe et redoutera ce « fauteur de troubles » ? De tous côtés blâmé, inquiété, poursuivi, et menacé de la colère du « Souverain » de Berne, Gébeline se résout, le 23 mars 1763, à quitter Lausanne. Bravement, il vient en France, au moment même où l'on prépare un grand synode général, près de Nîmes. La population protestante du Midi était alors en effervescence. Pour la première fois, on

devait la consulter sur l'opportunité de créer une charge officielle de « député » des églises protestantes, auprès du gouvernement de Louis XV. Pour les raisons que nous avons développées au chapitre précédent, les protestants étaient ardemment gagnés à l'idée de ne plus rester les étrangers ni les parias que les ministres du roi ne connaissaient que par les sanctions dont ils les accablaient. Même les catholiques favorisaient ces ambitions et s'offraient à les faire accepter en haut lieu. La Beaumelle s'était entendu avec Paul Rabaut pour faire agréer des religionnaires le nom de M. de Gudanes, dont l'activité au pays de Foix avait contraint les protestants à le redouter, et sa loyauté, à l'estimer. Le patronage de Rabaut, soutenu par La Beaumelle, équivalait à un succès certain. Sur ces entrefaites, Court de Gébelin pose à son tour sa candidature. Voyant la partie perdue, il parcourt hardiment, du mois d'avril au mois de juin, les Cévennes, le Vivarais, le Bas-Languedoc, ralliant partout les suffrages indécis, auxquels le prestige de La Beaumelle ne fait pas oublier la pure gloire du ministre Court. Rabaut demeurera longtemps perplexe, et c'est au milieu de cette agitation que le synode discuta le projet. Fallait-il élire un *Député*? Les églises signifièrent que cette élection n'était point opportune et se déclarèrent contre l'innovation. Mais quand on demanda s'il convenait de conserver un « correspondant des églises », la majorité des suffrages acclama le nom de Court de Gébelin. M. de Gudanes fut pour toujours éliminé de cette fonction officieuse.

Gébelin décida donc de se rendre à Paris, où il assurait qu'il rendrait des services autrement signalés que s'il séjournait en province, et surtout à Lausanne. Le 10 juin, la session du synode fut déclarée close. Le nouvel élu quitte aussitôt Nîmes, parcourt



la Provence, le Comté de Foix, le Béarn, l'Agenais, Montauban, arrive à Bordeaux, s'attarde quelque temps en Guyenne, reprend, au mois de septembre, sa course à travers l'Aunis et la Saintonge, traverse la Rochelle, Poitiers, Tours, Amboise, Orléans, et dès le commencement du mois d'octobre, arrive enfin à Paris. Ses voyages l'ont instruit mieux que ne l'avaient fait de froids rapports, où ne circulait pas la vie. Il a vu les pasteurs, s'est intéressé aux désirs des églises et a mesuré la profondeur du travail — souvent souterrain — que ses frères ont patiemment poursuivi, pour la reconstitution des églises. De son côté, Paul Rabaut, à qui il ne cesse de communiquer ses impressions et ses projets, l'encourage à « oser parler », quand il sera près des puissances.

Sur ce conseil, Gébelin s'efforce d'agrandir le cercle de ses relations. A-t-il vu d'abord ces coreligionnaires bien en Cour, qui, à la suite de Jean-Louis Le Cointe, ont réussi à se faire une place auprès des grands seigneurs, qu'ils apitoyent sur le sort de leurs frères? La chose est pour le moins douteuse. Gébelin venait, fermement décidé à déployer une activité, capable de faire oublier celle que mettaient en œuvre certains individus sans mandat. Il est l'agent des églises; eux ne seront à ses yeux que des intrus. Chargé d'établir le lien entre le gouvernement et les églises, il s'est cru investi de l'autorité légitime, contre des brouillons que personne ne veut avouer<sup>1</sup>. Ce n'est donc pas de ce côté que Gébelin porte ses premiers efforts. Mais il voit des banquiers importants, comme Teissiers et Volpelière, des avocats déjà compromis dans sa cause,

1. En réalité, nous savons aujourd'hui que l'agence Le Cointe agissait de concert avec de puissants personnages du protestantisme français. Ses relations avec Paul Rabaut, avec l'église de Bordeaux, nous permettent de dire qu'il jouait, de son côté, un rôle très attentivement suivi : on avait tout espéré, un instant, de son amitié avec le prince de Conti.

comme Elie de Beaumont et Target, des seigneurs, des officiers de l'ordre de Saint-Louis, des conseillers du parlement de Paris « gens d'esprit, de savoir et très tolérants », le prince de Conti, gouverneur du Poitou, MM. de la Potterie, et surtout des secrétaires de gens en place, personnages médiocres mais dont l'intervention se révélera plus efficace que beaucoup d'autres, comme ce M. Beudet « secrétaire du duc de Choiseul », et cet autre « secrétaire de confiance de M. le vice-Chancelier <sup>1</sup> ». Il a même pu gagner l'amitié d'un « seigneur allié à M. le Duc de la Vrillière », qui l'a présenté au Secrétaire d'Etat, et qui pourrait fort bien être M. le duc de Maurepas lui-même.

Avec tous ces grands seigneurs, Gébelin déploie son plan d'action : il a décidé, dès son arrivée à la capitale, d'assurer la diffusion des idées de tolérance dans le gouvernement, grâce à quoi il sollicitera l'abolition des lois pénales qui frappent l'église protestante en général et les fidèles en particulier. Le voilà donc qui multiplie les mémoires justificatifs et apologétiques. Trois mois après son arrivée, il adresse « à un grand seigneur » un « mémoire sur les avantages que la Cour pourrait retirer d'un changement favorable aux réformés ». Quelques jours plus tard, il court, pèlerin passionné, défendre oralement la même cause dans le salon encombré d'un autre « grand seigneur ».

Il a cru, peut-être un peu vite, que sa parole était écoutée, et que la bienveillance affectée à protéger son apostolat naissant cachait la volonté arrêtée de faire réussir ses projets audacieux. Aussi ne se tient-il pas, dès le début de l'année 1764, de joie ardente. Il redouble ses enquêtes auprès des pasteurs qu'il croit plus attachés à sa personne et à son œuvre : Paul Ra-

1. Sur les relations de Gebelin et de l'avocat Target, voir *B. P. F.*, 1894, p. 599 et suiv.

baut et Pradel, en Bas-Languedoc; Gal-Pomaret, Lavalette et Olivier, en Basses-Cévennes; Bourdon et Pierredon, en Hautes-Cévennes; Labourdette et Journet (auxquels il associe Vidal, le fameux avocat d'Orthez), en Béarn; Peirot et Vernet, en Vivarais; Pic, en Provence; Armand, en Dauphiné; Gamain et Dézerit, en Poitou; Dugas, en Saintonge; Dupuy, en Agenais; Picard, en Aunis et Saintonge. A tous, il assure, le 22 mai 1764, qu'il travaille, avec succès, à hâter leur sécurité.

Il ose — audace suprême — se présenter, sous l'égide protectrice d'un grand seigneur, à Saint-Florentin, ce même mois de mai. Mais la séance fut, dit-on, orageuse. Et quand il eut commencé à « exposer le triste état des protestants, et à solliciter à l'adoucir », le Secrétaire d'Etat « chercha à l'intimider », lui tendit pièges sur pièges, sans doute l'embarrassa sur des cas d'espèce qu'il lui était hélas! facile d'invoquer, et, finalement, vaincu par tant de courage et tant de grandeur, laissa éclater sa sympathie.

Au mois de septembre 1764, Gébeline apprend que la répression redouble en Dauphiné. Il adresse au président du parlement de Grenoble un mémoire pour l'inviter à abroger les proscriptions, et nous savons qu'en effet le parlement de Grenoble fut l'un des plus actifs à s'engager dans la voie du libéralisme.

Au mois d'octobre, notre agent, que les affaires du Poitou jettent dans l'angoisse, pousse un cri de détresse vers Choiseul, vers le contrôleur général, vers le comte de Saint-Florentin lui-même, et, presque aussitôt, la répression s'arrête, comme le lui faisait prévoir « la lettre fort obligeante » que le Secrétaire d'Etat lui avait envoyée.

Ces succès appelaient autour de leur auteur une gloire discrète. L'accès des salons réputés les plus inabordables ouvrait à Gébeline des âmes qui ne

demandaient, croyait-il, qu'à entendre pour se donner. Court de Gébelin organisait ainsi la conquête pacifique et fructueuse des forces, capables de soulever un jour l'obstacle des lois qui séparaient le roi de ses sujets regardés comme rebelles. M. de La Broue, chapelain de l'ambassade de Hollande, fut l'ami, le soutien et le consolateur de Gébelin en ces jours que nous pourrions croire éclairés par le bonheur, et qui étaient en réalité attristés par la plus vive des souffrances.

Car les protestants n'étaient pas unanimes dans ce travail de réconciliation. Les uns lui reprochaient de n'être qu'une œuvre politique, dans une église uniquement soucieuse de sa restauration et réorganisation religieuses. Leur aveuglement ne leur permettait pas de voir la nécessité urgente et l'opportunité précise de cette tentative, à l'heure même où le gouvernement, sans faire encore le premier pas pour la réconciliation, décidait de n'en plus faire pour l'attaque. Les autres, véritables « poules mouillées », au dire de Paul Rabaut, prétendaient se satisfaire de l'état de fait actuel, et renonçaient au culte public. Le comité des protestants de Paris ne cessait de lui faire « des tracasseries », l'accusant « d'être vendu aux ennemis », et de consommer, sous le vain prétexte d'un succès prochain, la perte irrémédiable de l'église à peine renaissante. Gébelin comparut à diverses reprises devant ces confrères hostiles. Les séances étaient, dit-on, fort peu cordiales. On alla jusqu'à le menacer de le perdre, de le dénoncer au gouvernement, d'armer les ministres contre lui, et de soulever l'opinion de l'église entière. Dégoûté, Gébelin écrivait des lettres désespérées à Paul Rabaut. De leur côté, « les Messieurs de Paris » sapaient l'œuvre du « correspondant des églises » auprès des autorités de Lausanne, de Genève, que Rabaut était obligé de ressaisir par des lettres chaudement admiratives pour le travail réalisé et les promesses d'avenir.

Gébelin comprit que toute son œuvre serait frappée de stérilité, si de perpétuelles suspicions continuaient de planer sur elle. Il était nécessaire que son titre fut reconnu, et officiellement consacré. Correspondant des églises, il réclamait un titre plus honorifique et plus significatif aux yeux du gouvernement. Il demandait de devenir *l'agent* de la réconciliation, chargé des intérêts de l'église auprès d'un gouvernement qui ne manquerait pas alors de l'accréditer. Ce fut le sens de sa requête du mois de mars 1764. Les réponses affluèrent, favorables, mais tout échoua, parce que, malgré l'appel chaleureux de Paul Rabaut, le synode du Bas-Languedoc refusa, en termes cassants, de décerner et de reconnaître le titre. Gébelin revint à la charge, au mois de juin. Les lettres de créance obtinrent encore de nombreux approbateurs, mais le comité de Paris intrigua si bien auprès des protestants de La Rochelle, de la Saintonge et du Bas-Languedoc que le titre fut encore refusé. Suprême humiliation, ceux de Nîmes, dévoués fidèles de Paul Rabaut, menacèrent l'ami de leur admirable pasteur de le dénoncer à Saint-Florentin<sup>1</sup>.

Était-ce hostilité personnelle? Gébelin l'a pensé quelque temps, mais telle était l'urgence de la fonction qu'il ambitionnait de remplir, qu'il supplia, en 1765, les protestants de faire l'unanimité sur le projet, sinon sur son nom. Par de pressantes démarches, il indiqua qu'on ne saurait proroger cette création sans de graves inconvénients. et, au mois de mars, il adressait aux églises une longue circulaire, dans laquelle il proposait de nommer un grand seigneur M..., catholique et bien en Cour. Quant à lui, il se renfermerait dans son rôle de correspondant des églises. Le synode provin-

1. Sur ces intrigues d'églises rivales, voir *B. P. F.*, 4862, p. 299-301. La circulaire que l'on faisait passer aux églises du désert, afin de discréditer l'œuvre de Court de Gébelin était signée du pasteur Dompierre.

cial du Bas-Languedoc se tint le 1<sup>er</sup> mai : on y discuta, sans bienveillance, la proposition de Gêbelin, décidément voué à la suspicion, et l'on résolut de ne rien dire avant de connaître le nom de ce catholique généreux. Les églises se divisèrent : celles de La Rochelle et du Poitou continuèrent leur hostilité à Gêbelin ; celle de Bordeaux se déclara favorable. Gêbelin révéla alors le nom de son candidat. C'était M. Goudot, secrétaire général de MM. les maréchaux de France, juge de la Connétablie. Le choix était de nature à rallier les plus difficiles ; cependant on refusa de réunir un synode national pour ratifier la candidature, et le pasteur Picard, de La Rochelle, se montra particulièrement violent contre celui qui l'avait pendant longtemps considéré comme un ami.

On peut dire que l'élan de Gêbelin fut brisé, chaque fois, par les siens. Un à un, les projets qu'il édifiait patiemment étaient renversés avec brutalité par les synodes ou les pasteurs. Les avanies qu'il recueillit de ce côté auraient abattu une âme moins bien trempée que la sienne. Mais il résistait, soutenu par l'idée qu'entre les deux adversaires, — le gouvernement et l'église protestante, — la nécessité se faisait de plus en plus urgente d'un élément modérateur, chargé d'amortir les coups et d'assouplir les volontés, chargé surtout de relier l'un à l'autre ces deux éléments de la même patrie, jusqu'au jour où l'union, maintenue par ces procédés factices, redeviendrait tellement naturelle que les soins d'un « agent » officiel pourraient être négligés et supprimés.

Gêbelin proposa, de mars à mai 1764, de créer une banque protestante qui s'alimenterait par une contribution permanente de 3 % sur le produit des mariages et baptêmes, et servirait à acheter la tolérance des lois. Le projet tomba, sur un refus brutal du synode du Bas-Languedoc.

Au mois de septembre 1766, Gébélín divulgue son projet de créer un journal protestant, dont la publicité serait une arme aux mains des persécutés et un obstacle pour les persécuteurs. L'idée était trop en avance sur son temps, et malgré l'appui de Paul Rabaut, elle essuya un échec complet devant le synode du Bas-Languedoc. En 1768 enfin, un autre synode refuse de décerner à Gébélín le titre « d'agent » qu'il ambitionne encore.

Quand dix années d'activité laisseront espérer à Gébélín d'être enfin mieux compris et plus cordialement accepté de ses coreligionnaires, il tentera, à nouveau, de poser devant les églises la question du « Député des églises à Paris ». Ce fut vers le milieu de l'année 1774. Les protestants avaient d'ailleurs été les premiers à recueillir l'idée semée par Gébélín. Le projet, depuis longtemps abandonné, parut rebondir. Les anciens ennemis de Bordeaux, ceux même de Nîmes, donnent leur approbation à l'élection de Court de Gébélín. Mais, vers décembre, s'opère un changement à vue. Nîmes décrète d'ostracisme son candidat d'hier. Les intrigues s'acharnent à ruiner ses chances de succès. De Montpellier, surgit soudain un protestant sans relief, sans autorité, nommé Périer, qui semble avoir été le pantin actionné par d'invisibles acteurs, et qui se porte candidat au poste déclaré nécessaire. Périer vient à Paris. Désespérant de faire l'unanimité sur son nom, il tente de rallier tous les suffrages à la double candidature Gébélín-Périer. L'équivoque démarche n'eut aucun succès. Le nom de Gébélín remontait seul à la surface des eaux un instant troublées. Alors, l'église de La Rochelle alla chercher un concurrent parmi les sujets anglais, qu'une fâcheuse tradition continuait de faire regarder aux protestants rochelais comme de sûrs protecteurs. Une circulaire lança donc le nom d'un certain Dutens. Mais les autres églises



renièrent ce projet qui eût fait reculer de soixante ans l'allure du protestantisme français. Au mois de janvier 1776, La Rochelle commit l'erreur de lancer une nouvelle circulaire, où l'on attaquait l'œuvre et l'activité de Gêbelin. « Aucun mémoire, y disait-on, n'est parvenu au pied du trône, ni même au bureau des ministres. Le monarque et son Conseil, loin de s'être occupés à fixer notre sort, n'en ont pas même eu la moindre idée et n'ont pas même entendu parler de nous. »

L'ingratitude ne pouvait être plus noire ; l'injustice, plus odieuse. Elle ne consolida d'ailleurs point le succès de Dutens, dont personne ne voulut et qui dut retirer sa candidature. Mais l'accusation demeura. Il aurait suffi à l'apologie de Gêbelin de rappeler, en un vivant raccourci, l'œuvre accomplie. L'accusé refusa de se disculper. Que fut son œuvre ?

Nous le voyons, en novembre 1765, préoccupé de faire entendre sa voix à la Cour même, et dans les principaux ministères. Il rédige un long mémoire sur la tolérance, qu'il veut remettre au vice-chancelier. La Cour est alors à Fontainebleau. Il s'y rend, porteur de deux autres mémoires qui tendent à faire suspendre les lois pénales contre les protestants et à faire connaître l'historique des griefs et des demandes des réformés.

A qui ne s'adresse-t-il pas, quand il faut obtenir le pardon de ses frères poursuivis pour des actes religieux que la loi déclare délits ?

Le parlement de Grenoble a décrété d'accusation des réformés surpris, au mois de mars 1764, à l'assemblée de Nyons. Gêbelin intervient auprès du président de cette Cour de justice, et adresse une supplique pressante au duc de Choiseul. En Poitou, le commandant de la province, marquis de Poyanne, pourchasse, au mois d'octobre, les assemblées qui



avaient repris, en particulier vers Saint-Maixent. Gébeline se souvient qu'il est en relations d'amitié avec le secrétaire du duc de Choiseul, et le supplie « d'en parler à son maître » ; lui-même s'adresse à M. de Laverdy, contrôleur général, et, à force d'instances, obtient un apaisement définitif au mois de janvier 1765. — Au mois d'août 1766, les protestants du Béarn sont à peine remis d'une chaude alerte. « Ils ne veulent pas encourir la disgrâce du Ministre, et ne veulent pas non plus manquer à ce qu'ils croient devoir à Dieu. » Ils seraient donc désireux de connaître si leur intendant, M. d'Etigny, serait disposé à leur permettre de faire des assemblées d'environ deux cents fidèles « avec le moins de publicité possible », et chargent Gébeline de commencer les démarches. Gébeline avait beau jeu ; son partenaire témoignait de sentiments plus libéraux que les réformés eux-mêmes n'avaient osé l'espérer. — Vers ce même temps, le duc de Richelieu, qui n'apportait cependant aucune acrimonie dans son attitude à l'égard des réformés, se déclara hostile à toutes les demandes tendant à ramener la liberté du culte public, sous le prétexte que les protestants reconnaissaient qu'il n'était pas essentiel à leur culte. Les affirmations du maréchal avaient ébranlé déjà les bonnes dispositions du prince de Beauvau et de Boutin, intendant de Bordeaux. La question soulevée était d'importance. Les réformés de Sedan, ralliés à la thèse du maréchal, compliquaient une situation difficile. Gébeline, sollicité de donner un avis, en référé aux autorités de Genève qui éludèrent la question. Les directeurs de Neuchâtel déclarèrent au contraire le culte public « d'une nécessité indispensable ». Gébeline put alors agir auprès des protecteurs du protestantisme, qui avaient été sur le point de se fourvoyer.

C'étaient là les événements marquants de la vie

protestante. Mais le cours ordinaire de son existence n'était formé que d'une infinité de menus incidents. Suivre ces rides mouvantes, percevoir ces montées sourdes, afin de prévenir les tumultueuses agitations, c'était le rôle, délicat et compliqué, de Court de Gébelin. Il disait avec raison que sa principale attention portait sur « la petite guerre », celle qui se continuait tous les jours en tous lieux, pour toutes sortes de motifs, et qui, en s'exaspérant, risquait de déchaîner la guerre sanglante entre les armées rivales.

Le gouvernement faisait toujours enlever les enfants à leurs parents. En 1764, les rafles désolent le Dauphiné. Gébelin se plaint à Choiseul, et sollicite le concours du Contrôleur général. En 1765, les villes de Castres et de Mazères, au comté de Foix, sont dans la terreur. Gébelin adresse à M. Goudot, celui dont il aurait voulu faire le protecteur officiel du protestantisme français, un long mémoire « pour le mettre sous les yeux de la Cour ». Au mois de mars, nouvelles plaintes. Le pasteur Armand vient de lui signaler quatre jeunes filles du Dauphiné, mises au couvent. Gébelin court à Versailles, écrit à Goudot, relance ses amis à Fontainebleau, où il va lui-même apporter sa requête au vice-chancelier. Les enlèvements recommencent au mois de décembre, et aussi les démarches de l'inlassable « correspondant ». Vers la fin de l'année 1766, ne pouvant faire mieux, Gébelin écrit à ses correspondants qu'il « a trouvé une voie sûre pour la liberté » de ces jeunes filles : il faudra « financer 40, 50 ou 100 louis, car, dit-il, ici tout se vend ».

La maréchaussée ne cessait de remplir les prisons de religieux surpris aux assemblées. En 1766, les prisons du Béarn sont pleines. Mais l'intendant M. d'Etigny se trouve précisément à Paris. Gébelin obtient audience, plaide la cause des opprimés, et remet à l'intendant des mémoires que celui-ci promet

de transmettre au maréchal de Richelieu et au comte de Saint-Florentin. Les prisonniers furent relâchés. — Dans la Brie, à la suite d'une assemblée, quatre hommes sont jetés en prison. A Meaux, à Nanteuil-Meaux, les poursuites continuent. Sur l'intervention énergique de Gébelin, tous les prisonniers sont relaxés au mois d'octobre. — L'automne de cette même année vit un redoublement de sanctions en Artois, dans le Montalbanais, en Champagne, en Picardie. Les requêtes de Gébelin se multiplient, et la liberté est rendue à presque tous les malheureux <sup>1</sup>. — En 1767, quatre protestants sont surpris dans une assemblée près d'Orange; Gébelin prend leur défense, et après deux mois de détention, obtient leur liberté. — C'est en 1768 que, sur la prière instante de Paul Rabaut, il signale la situation horrible des femmes Savanier et Bourret, prisonnières à la Tour de Constance, et les fait délivrer.

Gébelin s'informait non moins attentivement de tous les abus qui attristaient les baptêmes des jeunes religieux. Les curés qui persistaient à vouloir traiter de « bâtards » les fils de réformés mariés au désert étaient, par lui, impitoyablement dénoncés. Plus tard il osera adresser au ministre Malesherbes un long mémoire sur cette question épineuse, et se fera écouter de celui qui tient alors entre ses mains le sort des réformés français. En attendant de crier son indignation à la Cour, Gébelin engage les pasteurs à se défendre eux-mêmes. En 1764, il fait circuler un modèle de requête à M<sup>gr</sup> le prince de Conti, gouverneur du Poitou, qu'il sagit d'intéresser à l'affaire. Comme le Dauphiné se plaint de nombreux sévices, lui-même adresse sa requête au comte de Saint-Florentin, et va trouver M. de Bérulle, président du parlement de

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>os</sup> 510, 516; O<sup>1</sup> 463, f<sup>o</sup> 30.

Grenoble, qui est alors présent à Paris. A tous il remet des mémoires. — En 1766, une grave affaire éclate dans la Brie. Ayant fait baptiser à l'église cinq enfants que le curé s'obstinait à enregistrer comme « bâtards », un réformé refusa d'y apporter son sixième fils. Il fut appréhendé, mis en prison, et condamné à cent livres d'amende. Mais Gébeline entreprit aussitôt d'actives démarches et obtint sa délivrance. Ému du retentissement qu'avait pris ce procès, Saint-Florentin écrivait quelques jours plus tard à un intendant « de ne faire insérer dans les actes de baptême des enfants nés de mariages contractés au désert que la seule qualité d'enfants de *tel* et *telle* sans y ajouter aucune autre qualification qui puisse indiquer la légitimité ou l'illégitimité<sup>1</sup> ».

Enfin l'insoluble problème des mariages protestants qui dressait dans une hostilité permanente la loi — reconnue périmée — et la volonté des réformés de jour en jour plus audacieux, retint l'attention de Gébeline.

Les parlements oscillent entre deux attitudes contraires : il est nécessaire de surveiller les contradictions de leur jurisprudence. Celui de Toulouse a déclaré nul, au mois de juin 1764, le mariage Casemajor, célébré au désert. Alors intervient la puissante voix d'Elie de Beaumont, qui est encouragée, soutenue et fournie d'arguments par Gébeline lui-même, actif à faire profiter l'avocat « de ses conseils, de ses avis et de ses plans ». L'affaire a produit une telle sensation que Gébeline croit pouvoir se saisir du moment pour remettre au secrétaire d'État un mémoire sur les mariages protestants, qu'il fera connaître encore au duc de Choiseul et au contrôleur général. Sans trêve, il élabore déjà sur ce même problème un second mémoire, pour lequel il se fait aider par Elie de Beaumont et

1. A. N. O<sup>1</sup> 462, f<sup>o</sup> 412.

par « un magistrat de grand génie », qui semble bien être Malesherbes. En janvier 1765, le travail de Beaumont est fini et « remis aux ministres ». Quant à lui, il éperonne l'opinion publique. « Il faut, dit-il, que tous ceux qui sont inquiétés au sujet des mariages en appellent au Conseil ou au Parlement; qu'ils excitent ainsi une sensation étonnante. Tous les honnêtes gens sentent la nécessité d'arrêter un si grand mal... Ce cri devrait être général; tout doit se remuer. » Il réclame « des relations exactes » et quand il a tracé, sur pièces indiscutables, le tableau douloureux de la situation des familles protestantes, il se rend, au mois d'octobre 1765, à Fontainebleau, où les ministres accueillent ses mémoires vengeurs.

Cette question revêtit une gravité particulière pendant l'été 1766. Pour contraindre les récalcitrants à régulariser leurs unions à l'église, il fut décidé de lever des milices, parmi les célibataires du Poitou. Mariés ou désert, les protestants, même âgés et pères de famille, tombaient sous la loi. Ils opposèrent une résistance farouche ou s'enfuirent dans les campagnes. Sur tout le pays s'étendait une désolation irritée. On se tourna vers Gébeline qui fut ardemment sollicité d'agir. Gébeline écrit aussitôt au prince de Conti, l'assure de sa bienveillante attention, calme les esprits émus, recommande la soumission, et s'entend avec l'abbé de Beaumont pour secouer la torpeur de ceux qui résistent, à Paris, seconder ses efforts. Les mémoires sur « les mariages des protestants » s'entassent sur les bureaux du secrétaire d'Etat et du maréchal de Richelieu. Il semble que le succès soit proche. Alors Gébeline s'abouche avec « un avocat illustre par son zèle pour les protestants et par ses grandes lumières, très lié avec M. de Choiseul » (peut-être est-ce Target) et l'engage à rédiger un mémoire que les avocats signeraient, et que l'on porterait aux pieds du trône,

comme la protestation indignée de la justice. Il fallait de l'argent, et agir vite. Gébeline se tourne vers son ami Paul Rabaut et obtient son assentiment. Mais quand le projet fut soumis au synode du Bas-Languedoc, il y trouva un accueil glacé, et tomba au milieu de l'indifférence générale. Paul Rabaut s'indignait de cette opposition qui ne désarmait point. « M. de Gébeline, écrivait-il au pasteur Chiron, de Genève, fait tout ce qu'il peut, mais quel progrès peut-on faire quand on est croisé comme il l'est? »

Tant de mécomptes finirent par aigrir Gébeline. Rebuté par cette hostilité générale, il se détourna, à partir de 1768, de sa vocation véritable et se réfugia dans l'étude. Suprême douleur : les protestants affectaient de mésestimer les résultats de ses efforts. Son labeur de « correspondant des églises » aurait dû lui être rétribué par une contribution fixée à 450 livres. Les églises ne tardèrent pas à se désintéresser du sort matériel de Gébeline qui, en 1768, connut la détresse et, sans la charité active des catholiques de Paris qui lui prêtèrent 4.000 livres, aurait vécu dans le dénûment. « Sans eux, dira plus tard Gébeline, j'étais coulé à fond. »

Cette charité lui permit de terminer son grand livre : *Le monde primitif analysé et comparé avec le monde moderne*. Par une attention qui en dit long sur les sentiments respectifs de l'auteur et du ministre, Gébeline dédia le premier volume « au duc de La Vrillière, ministre et Secrétaire d'Etat ». Le second volume fut mis sous la protection de la Reine elle-même. Et les souscripteurs affluaient, parmi lesquels je relève le roi, l'archevêque de Paris, M<sup>gr</sup> de Beaumont, l'évêque d'Agde, le ministre Bertin, de Vergennes, d'Aguesseau, de Lauzun, l'intendant des finances de Bretonnières, le président de Brosses, les marquis de Noailles, de Montesquiou, de la Salle, de La Rochefoucauld, des intendants comme Turgot, le comte de

Périgord et de Flesselles, et dans la famille royale, le comte de Provence, le comte d'Artois, le duc de Chartres, M<sup>me</sup> Adélaïde, M<sup>me</sup> Victoire et M<sup>me</sup> Sophie. Le garde des sceaux, Hue de Miromesnil, nommé Gébélín, en 1781, censeur royal, nomination « sans exemple », car pour la première fois, on consacrait par une nomination officielle, à une fonction de haute importance, l'éligibilité d'un réformé.

Ces hommages avaient rendu célèbre le nom de Court de Gébélín. Si ses frères l'ignoraient, les grands se disputaient la faveur de l'inviter. En 1776, le ministre Bertin le convie à ses réceptions. Il fait partie « des audiences » de Versailles. Il sera admis, en 1774, à présenter lui-même son ouvrage au roi et à la reine.

Par une voie détournée, le « correspondant des églises » qui avait éprouvé tant de peine à se faire accepter, était subitement regardé, grâce au prestige attaché à son nom de savant, comme l'agent respecté et autorisé qu'il avait ambitionné de devenir. De cette situation privilégiée, Gébélín se hâta de profiter en faveur de ses coreligionnaires malheureux.

Parce qu'on avait obtenu, en 1769, un ordre de démolir la « maison de prière » édiflée à Négrepelisse, on voulut, en 1773, en obtenir un semblable contre le temple de Montauban, et en 1774, contre les maisons de Béarn. Mais Gébélín sut faire révoquer les ordres surpris<sup>1</sup>. — Les mêmes difficultés se présentèrent en 1776, pour les temples de Condé-sur-Noireau et de nombreuses maisons de prières en Saintonge, Normandie, et comté de Foix. Gébélín ne laissait échapper aucune occasion de sauver ces asiles de la prière. Il obtenait audience d'un ministre, à Versailles, afin d'autoriser le culte à Sainte-Foy de Guyenne; était

1. A. N. O<sup>1</sup> 465, f<sup>o</sup> 219; O<sup>1</sup> 469, f<sup>o</sup> 312.



appelé chez le Secrétaire d'Etat, voyait le ministre Bertin à qui il présentait un mémoire « sur la consternation » répandue par le retour des mesures oppressives. Il intervient, en 1777, pour sauver le temple de Saint-Fort, en Saintonge, et arracher à des poursuites judiciaires les protestants de Sancerre; en 1778 et 1779, pour recommander aux fidèles de Guillonville, Josnes et Châtillon-sur-Loire de ne point s'obstiner dans une résistance impossible et « d'ôter au plus vite » les temples édifiés<sup>1</sup>. Gébeline connaissait donc le prix de la prudence.

Mais son ardeur ne reculait devant aucun obstacle quand les intérêts en jeu exigeaient le don total de soi-même. Dans la célèbre affaire du procès Henri Roux-Jeanne Roubel (mars-novembre 1774) que nous aurons l'occasion de raconter, Gébeline entra avec feu dans le conflit. Le ministre avait appelé à sa barre les deux avocats de Roux, qu'il accusait d'avoir fomenté par une mise en scène tapageuse, l'agitation parmi les protestants du Midi. Gébeline s'occupa de leur sort, intéressa à leur liberté « un grand seigneur et une très grande dame », supplia le comte de Périgord d'intervenir auprès du garde des sceaux, et profita de la terrible circonstance pour écrire un mémoire sur le mariage des protestants, qu'il remit « en haut lieu ». Il fut assez heureux pour obtenir que les deux avocats seraient renvoyés chez eux, à la fin du mois de novembre 1774, lavés de toute imputation.

Il travaille encore à la délivrance des derniers forçats pour la foi, retenus sur les galères du roi, à Marseille. Dès le mois de juin 1774 il s'abouche « avec un ancien ministre », et se propose, en juin 1775, de présenter un placet à Louis XVI lui-même. Afin d'ar-

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>os</sup> 453, 527; O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 20, 144, 166; O<sup>1</sup> 479, f<sup>o</sup> 314. Il intervient enfin, en 1777, auprès de M. Silvestre, chef de bureau d'un ministère, auprès du cardinal de Rohan et auprès de M. Bertin, pour faire cesser les dragonnades en Béarn. B. P. F., II, 366; V, 412.



river jusqu'au roi, Gébélín sollicite la protection d'un intendant de la marine qui l'adresse à Turgot; mais un véritable jeu de raquettes commença dès ce moment. De Turgot, Gébélín est renvoyé à Saint-Florentin, qui le rejette vers le garde des sceaux. Par bonheur, M. de Petigny, premier secrétaire du garde des sceaux, est un ami de Gébélín. Grâce à « sa puissante protection », le courageux défenseur put remettre au roi lui-même son placet et une lettre, où se trouvaient dépeintes en termes touchants les souffrances qui s'abattaient sur les protestants en 1745, l'année où avaient été condamnés les deux galériens qu'il fallait sauver.

Le récit de ces souffrances émut le roi qui déclara ignorer « tant d'horreurs », et comme on promettait à Gébélín la grâce de ses protégés, il obtint que « confirmation » lui en serait donnée par écrit. Au mois de septembre 1775, M. de Sartines expédia les ordres de liberté, et la Cour « s'empressa d'apprendre ce succès » à Gébélín, qui méritait bien cette récompense <sup>1</sup>.

Quoique les pasteurs eussent médiocrement favorisé l'œuvre de Gébélín, il suffit à que le malheur les touche pour que celui dont ils ont toujours traversé les desseins vole à leur secours. Quand Journal est mis aux fers en 1774, c'est Gébélín qui négocie sa liberté. Les pasteurs Ranc et Armand sont inquiétés, en 1775, avec le pasteur d'Olivat. Gébélín se constitue leur défenseur <sup>2</sup>.

Mais la tentative du pasteur Armand, devenu chapelain de l'ambassade de Hollande, trouva en lui un ennemi déclaré. Armand avait imaginé, au mois d'avril 1780, d'obtenir la reconnaissance officielle, grâce à un compromis sans honneur. Les pasteurs du Midi seraient décimés; on se contenterait, dans les régions du Nord, du culte domestique. Armand serait chargé

1. A. N. O<sup>1</sup> 471, f<sup>o</sup> 183.

2. A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>os</sup> 61, 422, 476.

de maintenir, par des tournées fréquentes, l'unité de vues et d'action, probablement dans une égale servitude. Les pasteurs qui s'élevaient contre son projet furent frappés : Lassagne, Noireau, Bellanger, Racine, Née, Voulan fils, allèrent en exil. Necker appuyait le mouvement du ministre prévaricateur. Dans cette détresse, les protestants recoururent encore à Gêbelin, qui démasque Armand, l'accable sous d'impitoyables mémoires et arrache au synode de Languedoc, tenu en mai 1783, la condamnation formelle d'une tentative désastreuse.

Ce fut le dernier succès de ce grand lutteur. Il devait bientôt tomber sur la brèche. Ses forces déclinaient. Il eut la joie suprême d'être présenté par le maréchal duc de Duras à Louis XVI, qui l'estimait pour son grand caractère. Dans la nuit du 12 au 13 mai 1784, Court de Gêbelin s'éteignit chez le thaumaturge Mesmer, en qui il avait mis toute sa confiance.

## CHAPITRE III

UN RETOUR A LA POLITIQUE PERSONNELLE  
1769 à mai 1774.

### I

Il était urgent de pacifier les esprits qu'avaient exaltés les nouveaux espoirs fondés sur l'intervention de Gilbert de Voisins et l'activité de Court de Gébelin. Sur toute la France, l'agitation gagnait en effet en profondeur et en violence.

Les protestants de Picardie, après une courte accalmie, et malgré l'intervention du comte de Périgord, reprenaient « leurs excès » que Saint-Florentin signalait avec colère au procureur général et au Chancelier. L'intendant Joly de Fleury n'arrivait pas à maintenir par les menaces les révoltés de Templeux-le-Gué-

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT. 445, 447 01 465, 466, 467, 468, 469 470, 472.

Charles DARDIER. *Un procès scandaleux à propos d'un mariage béni au désert*, 1887. — Sur le problème des mariages protestants, qui se pose avec acuité à ce moment, voir les ouvrages cités d'ANGER, ANQUEZ, BESSIÈRE, BONIFAS, et aussi, Abbé CAVEYRAC, *Apologie de Louis XIV et de son Conseil sur la Révocation de l'Edit de Nantes*, 1758; P. RICHARD, *Les protestants déboutés de leurs prétentions*, Paris, 1776; ANONYME, *Les cent questions d'un paroissien de M. le Curé de \*\*\* pour servir de réplique à la suite de son Dialogue sur les mariages des protestants*, Paris, Moutard, 1776, in-12; ANONYME, *Recueil des pièces sur l'état des Protestants en France*, Paris, 1781; R. CHASTANIER, *L'état civil des protestants, 1550-1792*, Nîmes, 1923; B. FAUCHER, *Les registres de l'état civil protestant* (Extrait de la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*), Paris, 1923.

rard et d'Hargicourt. Quant à ceux de Saint-Quentin ils se hasardèrent, en 1770, à nommer consul un religieux; il est vrai que le substitut du procureur cassa l'élection, car, disait Saint-Florentin, « un abus aussi contraire aux lois ne pourrait que troubler le bon ordre et la tranquillité ». L'année suivante, les principaux agitateurs, que l'on avait jetés en prison, furent relâchés au mois de mars. Parmi eux se trouvait le fameux Pierre Drancour, de Templeux-le-Guérard, accusé de prêter sa grange pour les assemblées et d'y faire même l'office de prédicant. D'une mesure où le pouvoir avait espéré donner un témoignage de bienveillance, les protestants tirèrent une preuve de sa faiblesse. Les assemblées reprirent donc avec plus d'entrain que jamais. Les réformés affectaient de faire le catéchisme à leurs enfants à la même heure où le curé de la paroisse instruisait les jeunes catholiques. Et à toutes les objurgations, ils répliquaient par d'ironiques assurances, car la chambre des vacations du parlement avait rendu, le 4 octobre 1769, un arrêt qui arrachait tout religieux poursuivi aux juges des bailliages et faisait défense d'entreprendre poursuites et procédures ailleurs que par devant le parlement, à peine de nullité. Or, celui-ci usait d'une singulière indulgence à l'égard des inculpés. C'était lui qui avait ordonné la libération de Drancour et de ses complices, sur leur simple promesse de ne plus tenir aucune assemblée. Les rigueurs de la loi étaient donc émoussées par ceux-là même qui avaient charge de maintenir leur force. Les réformés se riaient de cette mascarade juridique, tandis que les juges des bailliages, et surtout ceux de Péronne, pensaient qu'il valait mieux, pour leur dignité, ne plus connaître, en ces conditions, d'aucune affaire concernant les protestants, et restaient dans une entière inaction. Ces mesquines rivalités des gens de la jus-

tice servaient, comme bien l'on pense, les intérêts de l'église protestante : les assemblées se multipliaient comme aux plus beaux jours. Saint-Florentin crut devoir prévenir de ce désordre l'intendant Dupleix qui, le 26 juin, se décida enfin à reconnaître la vérité des plaintes et à arrêter les principaux chefs. Il citait parmi les coupables un certain Etienne Bauve, syndic de Templeux-le-Guérard, et Emmanuel Gambier, du lieu du Rousoy, avec son frère Pierre Gambier, du lieu d'Hargicourt.

Saint-Florentin, décidé à en finir avec ce foyer de révolte, donna l'ordre de se saisir des trois inculpés, mais l'intendant Dupleix mit, à exécuter son devoir, une telle nonchalance et si peu de discrétion que les deux Gambier, prévenus à temps, eurent tout loisir de s'enfuir et que le seul Bauve tomba par sa maladresse aux mains de la maréchaussée. Il arriva même que le prisonnier ayant été pris, très opportunément, d'un malaise, l'intendant s'empressa de le transférer, pour y être soigné, « dans une maison voisine de la prison ».

Pour enlever aux réformés la persuasion de leur impunité, le roi voulut alors revenir aux voies juridiques, à la fois plus régulières et plus efficaces. L'arrêt du parlement du 4 octobre 1769 fut déclaré nul et non avenu, et les juges du bailliage de Péronne et de Saint-Quentin « où règne principalement le désordre » furent invités « à remplir leur devoir », et « à reprendre leur activité, lorsque les occasions s'en présenteront ». Mais convenait-il de faire fonds sur l'intendant Dupleix ? Il était à la veille de quitter sa généralité et répugnait à laisser après lui la réputation d'un brutal. Il semble même n'avoir suivi qu'avec froideur les instructions relatives à l'emprisonnement des trois huguenots. Très vite, il assure Saint-Florentin que cette mesure n'a fait que

peu d'impression sur les religionnaires, espérant ainsi obtenir l'arrêt de toutes nouvelles ordonnances. Cependant au mois de février 1772, son successeur, l'intendant d'Agay affirme, de son côté, que cette détention « n'avait pas été inutile, puisque les réformés de Templeux-le-Guérard et des environs n'ont point tenu d'assemblée depuis quatre mois ». Les deux rapports révélaient deux tempéraments. Au reste d'Agay recommandait à la bienveillance du secrétaire d'Etat le prisonnier Bauve, toujours malade, et obtenait même sa liberté <sup>1</sup>.

Quant aux deux Gambier, ils s'étaient enfuis sur la terre étrangère, où ils ne tardèrent pas à dépérir d'ennui, et dès le mois de novembre 1772, faisaient supplier Saint-Florentin de leur accorder la grâce de retourner chez eux. Le terrible secrétaire d'Etat accueillit leur demande, et se contenta de leur imposer de se rendre aux prisons de Péronne, où ils resteront quatre jours, après quoi ils seront mis en liberté et « rendus personnellement responsables des nouveaux désordres que leur retour pourrait causer <sup>2</sup> ». Là s'arrêtèrent les représailles, moins que jamais de nature à en imposer aux esprits ardents. Ces deux accusés se résignèrent à payer pour d'autres coupables, d'un abord plus difficile. Le pasteur Charmuzy continua à parcourir, avec son ordinaire impétuosité, la Picardie, le Soissonnais, l'Ile-de-France, rétablissant partout les colloques, même le synode provincial, présidant des assemblées et communiquant aux fidèles l'ardente foi qui le soulevait lui-même. De 1770 à

1. A Paris, un agent officieux, sur lequel on n'a aucun détail, nommé Goni, intercède à la Cour en faveur de Bauve que l'on va élargir, dit-il, « à ma considération ». Lettre publiée par M. Douen, *B. P. F.*, 1869, p. 245-248. Ce Goni était en correspondance avec le pasteur Briatte.

2. A. N. O<sup>1</sup> 466, f<sup>os</sup> 37, 65; O<sup>1</sup> 467, f<sup>os</sup> 91, 172, 173, 202; O<sup>1</sup> 468, f<sup>os</sup> 53, 365; O<sup>1</sup> 469, f<sup>o</sup> 13.

1772, les pasteurs Bellanger et Briatte célèbrent avec une audace merveilleuse les cérémonies du culte, et ne sont point inquiétés. Saint-Florentin sembla toujours les ignorer, et la chose est d'autant plus remarquable que les amis eux-mêmes de ces vaillants pasteurs tremblaient pour leur liberté. De Versailles, on prévenait en grand secret Briatte de ménager l'opinion publique et d'apporter une discrétion plus sage dans son ministère <sup>1</sup>. Mais il allait, confiant en Dieu : en 1772, présidant le consistoire tenu le 30 septembre à Lemé; réfugié, en 1773, à Paris, où il végète assez misérablement, et réduit à passer à Sedan, en 1776, où il sera l'ouvrier de la restauration. Cependant Charmuzy, qui semble avoir joué dans l'Île-de-France et la Picardie le même rôle qu'Antoine Court et Paul Rabaut dans le Midi, était arrêté à Nanteuil-les-Meaux, le jour de Pâques 1770, alors qu'il était en chaire, et traîné aux prisons de Meaux, où il mourut, neuf jours après.

Au mois de juin 1773, son successeur Broca était, à son tour, arrêté et jeté dans la même prison, mais la voix publique s'éleva vivement en sa faveur. Après trois mois de détention, où l'on s'appliqua à traiter le prisonnier avec des égards tels que lui-même rendra hommage à ces procédés si nouveaux, Broca fut remis en liberté <sup>2</sup>.

Grâce à l'habile administration de Turgot, les affaires protestantes en Limousin demeuraient toujours aussi calmes. De 1769 à 1774, c'est à peine si l'on peut relever quelques actes de violence contre de jeunes religionnaires, que l'intendant essaie vainement

1. Lettre de Goni, déjà citée. A la Cour, dit-il, on regarde Briatte « comme le plus mutin de la secte ».

2. La nouvelle de cette arrestation n'effraya pas les protestants. Desmons écrit à son ami Pomaret le 4 juillet : « Je ne crois pas que nous devions craindre de voir encore régner les horreurs du fanatisme. » *B. P. F.*, 1870, p. 36.

de soustraire aux poursuites. En mars 1769, c'est le cas de la jeune Fougeroux, du village de Villefagnan, enlevée à son père, zélé protestant, et confiée à Mesdames de l'Espinière qui l'ont élevée dans la religion catholique. Cette jeune fille voudrait, devenue catholique, aller se placer à Angoulême chez une dame catholique, mais le père s'oppose à son départ et veut reprendre chez lui l'enfant qui lui a été arrachée. Saint-Florentin refuse d'écouter la voix paternelle et ordonne à Turgot de faire conduire la jeune fille à Angoulême<sup>1</sup>.

Le cas de la demoiselle Anne Pintaud, du village de Vassiac, en Saintonge, causa quelque embarras à l'intendant. Elle avait dix-huit ans, et, après avoir été élevée dans les principes de la religion catholique, était retournée à sa foi protestante, dans laquelle on l'accusait d'élever ses enfants. Saint-Florentin donna, le 22 avril 1771, à Turgot l'ordre d'arrêter cette jeune femme et de la conduire, selon la requête de l'évêque d'Angoulême, au couvent de La Rochefoucauld. Turgot prit le parti de faire traîner l'affaire en longueur. Il s'est informé auprès de l'aumônier du couvent, et auprès de la mère d'Anne Pintaud, afin de savoir s'ils seraient disposés à payer sa pension. Il a obtenu que l'on payerait pendant trois mois, et il ajoutait, avec un sourire, que ces trois mois seraient sans doute bien suffisants pour assurer la conversion de la fugitive. C'était le piège, où Saint-Florentin ne manqua pas de tomber. Ces trois mois parurent au ministre dérisoires, et le 11 juin, il éprouva le besoin de montrer le danger d'une solution trop hâtive : « Il y aura tout lieu, disait-il à Turgot, de craindre que lorsqu'elle sera redevenue libre, le besoin ne l'engage à rentrer dans sa première condition. » Que l'intendant se garde donc bien de mettre cette protestante au couvent, à moins

1. A. N. O<sup>1</sup> 465, f<sup>o</sup> 83.



que l'évêque d'Angoulême ne se charge de payer la pension pour une période plus considérable.

Turgot n'en demandait pas autant : l'inculpée demeurait libre, et les mois passaient. Quand, vers la fin de l'année, l'évêque se fut résolu à assurer les frais de la pension, Anne Pintaud avait déjà faussé compagnie à ses convertisseurs. Elle avait eu le soin de s'en aller à Bazas « pour y faire ses couches ». L'évêque n'avait pas prévu le cas. Devant une dépense accrue, il déclara « qu'il ne voulait plus se charger de sa pension », et Saint-Florentin fit immédiatement savoir à l'intendant, c'était alors Sénac de Meilhan, « qu'il ne devait plus être question de faire exécuter ses ordres ». A cela se réduisit l'agitation en Limousin<sup>1</sup>.

Le Poitou, sous la sage conduite de l'intendant de Blossac, ne connut que de rares alertes : Blossac calmait toutes choses. Son heureuse initiative sut éviter à sa province des représailles que les circonstances eussent appelées, bien souvent. Car les assemblées de religionnaires y continuaient presque en liberté, mais la tactique de l'intendant consistait à généraliser tellement le mal, qu'à Paris on éprouvait quelque scrupule à exiger des sanctions trop multipliées. Saint-Florentin se contentait d'éveiller l'attention de Blossac, et lui recommandait de s'en tenir à des exemples de sévérité « qui ne seraient point infructueux ». A quoi bon dès lors demander des lettres de cachet pour des religionnaires « entêtés de leurs préjugés » ? Il n'y a point lieu de croire, avait-il, que l'on puisse ramener de leurs erreurs ces jeunes filles protestantes, âgées de dix-huit ans ou davantage, qui se déclarent fermement attachées à leur foi. Aussi refuse-t-il de faire enfermer dans un couvent celles qu'on lui dénonce, telle une nommée Margueron, qui

1. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 79 ; O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 21.

dut à ce singulier raisonnement de conserver sa liberté. Mais une enfant de onze ans, Suzanne Goudeau, fut mise, au mois de février 1770, aux Bénédictines de Saint-Maixent<sup>1</sup>. Les temples eux-mêmes qui, depuis 1750, s'étaient multipliés d'étonnante façon dans tout le Poitou, furent à peu près tous respectés. Il faudra attendre l'année 1773 pour que Saint-Florentin, à qui l'on a signalé les réformés de Royan, actifs à « donner trop de publicité à l'exercice de leur religion », se décide à faire fermer le temple de ce lieu. Néanmoins, dès l'année suivante, les protestants de Pons rouvrent en grande pompe leur temple jusque-là fermé, et ne subissent aucune violence<sup>2</sup>.

Le Languedoc demeurait toujours la portion délicate de l'église huguenote. Mais les traditions que le prince de Beauvau y avait fait prévaloir depuis plus de dix ans assuraient le calme, dans une sorte de respect mutuel des deux religions. Certains évêques avaient osé promouvoir une tactique de conciliation charitable; les luttes semblaient apaisées dans des diocèses où le sang avait trop souvent coulé. Tel l'évêque d'Alais qui ne perdait aucune occasion d'intervenir personnellement auprès du Secrétaire d'État en faveur des réformés de son diocèse, car, disait-il, les services temporels qu'il pouvait leur rendre serviraient beaucoup à en ramener dans le sein de l'Église. Et Saint-Florentin applaudissait à ces maximes: leur charité avait subjugué son âme de dur légiste. Quand l'évêque signalait à la bienveillance du ministre un réformé, dont le cas était, pour le moins, douteux, il accordait cependant la faveur et, si parfois il lui paraissait nécessaire d'obtenir au préalable la soumission du coupable, il avertissait auparavant l'évêque de « se rendre son

1. A. N. TT, 443, dossier 14.

2. Paul COURPRON, p. 63.

intercesseur » auprès de lui-même, ce qui ne laissait point supposer une grande résistance <sup>1</sup>. L'évêque de Nîmes ne perdait pas de vue l'état des nouveaux convertis. A l'occasion de quelques jeunes protestantes qui voulaient entrer dans des couvents pour y embrasser la religion catholique, il écrivit à Saint-Florentin que ces conversions prématurées lui causaient beaucoup d'angoisses et qu'il était d'avis d'obtenir, avant toute autre démarche, l'assurance de leur sincérité, car « il est assez commun que la religion ne leur serve que de prétexte ». Il osait, en outre, réclamer un peu plus d'égards « pour les droits de l'autorité paternelle », que ces motifs d'apparence religieuse incitaient à trop méconnaître. Il faudrait, concédait l'évêque, n'agir avec les enfants que d'après l'assentiment formel des parents. Mais, on ne saurait nier que bien peu de parents consentiront à laisser entrer leurs filles dans des couvents. Le roi seul a l'autorité nécessaire pour aplanir cette difficulté, sans cesse renaissante. Qu'il accorde aux évêques une autorisation générale de garder les jeunes protestantes désireuses de se convertir dans les couvents de leur choix, même malgré leurs parents. Toutes les oppositions cesseront aussitôt et l'œuvre de la conversion pacifique ne sera plus entravée. Le Secrétaire d'Etat refusa d'accorder l'autorisation demandée, signala les dangers de cette méthode, « même pour les évêques », ne voulut rien changer aux habitudes régnantes, se déclara désireux d'éviter surtout « l'éclat désagréable », et laissa clairement entendre que les évêques auraient à calculer, moins le nombre des hérétiques qu'ils désiraient convertir, que la somme d'argent nécessaire pour assurer l'instruction de ces jeunes

1. A. N. O 1 465, f° 267. C'est le cas très curieux du nommé Delpuech, d'Alais, « soupçonné d'être marié au désert et d'y avoir fait baptiser deux enfants ».

personnes, quand leurs familles refusaient d'assurer la dépense<sup>1</sup>.

Lui-même mettait en pratique ces principes dont il opposait victorieusement le libéralisme, étroit, peut-être, à la rigueur secrète des méthodes mises sous l'égide de maximes trompeuses. L'évêque de Mirepoix avait obtenu un ordre d'enlèvement pour une demoiselle du Prat de l'Étang, qui, depuis plus de quatre ans, languissait dans un couvent, inébranlable dans sa foi protestante. Saint-Florentin apprit, au mois de novembre 1771, que cette prisonnière allait manquer un mariage avantageux, si la liberté ne lui était enfin rendue. Aussitôt il en écrivit à l'évêque et lui demande avec instance de remettre en liberté l'opiniâtre calviniste, qui put ainsi s'établir honorablement<sup>2</sup>. Le cas de la demoiselle Mialhe n'est pas moins caractéristique. Elle avait été mise au couvent des Régentes de Castres et n'avait pas tardé à y embrasser la religion catholique. En 1769, sa grand'mère la réclama. Lajeune néophyte écrivit elle-même au Secrétaire d'État « pour le prier de n'avoir aucun égard aux sollicitations de sa grand'mère ». Saint-Florentin donna l'ordre de maintenir l'enfant dans sa retraite volontaire. Mais ce qui devait arriver, arriva. Trois ans plus tard, la jeune fille, prise d'ennui dans sa solitude, écrivit à nouveau pour obtenir du Secrétaire d'État d'être transférée au couvent de Saint-Claire de Ville-goudou et d'y jouir d'une certaine liberté. Saint-Florentin n'hésita pas : la demoiselle obtint, non pas même le changement de claustration, mais la liberté complète, dont elle profita sans retard<sup>3</sup>.

Ces exemples de bienveillance individuelle ne doivent pas nous cacher les instructions impitoyables que

1. A. N. O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 98 ; lettre du 10 avril 1772.

2. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 254.

3. A. N. O<sup>1</sup> 468, f<sup>os</sup> 280 et 382.

Saint-Florentin ne cessa de donner à l'égard des fautes collectives. Le 26 octobre 1769, ayant appris que les protestants des environs du Puy-en-Velay tenaient de nombreuses assemblées, il écrit à l'intendant du Languedoc de réprimer les délits. La tenue des assemblées paraît sans doute difficile à proscrire, après un si long temps de tolérance, mais, pas plus que les catholiques, les protestants ne sont autorisés à mépriser l'observation des dimanches et des fêtes, et le respect dû aux cérémonies du culte. Ce sont là réglemens de police qui obligent également tous les sujets du roi. L'intendant n'hésitera pas à frapper les religionnaires délinquants, « qui ne pourront se plaindre d'être punis pour raison de contraventions dont les catholiques ne se rendraient pas impunément coupables <sup>1</sup> ».

L'impunité assurée aux personnes, quand la faute revêtait un caractère de collectivité, provoquait à la multiplication des délits généraux. Les assemblées reprirent avec une ardeur nouvelle. Les réformés disaient et faisaient dire que le roi ne voulait plus connaître de ces sortes de délits. Le 30 avril 1771, à l'endroit appelé le Mas de Mouriès, sur la paroisse de Vic, au diocèse d'Uzès, s'ouvrit une assemblée tout à fait solennelle. Quatre-vingt ministres et anciens y assistaient. De tous les villages voisins des délégations étaient accourues. La foule resta au Mas jusqu'au 4 mai, assidue à tous les exercices de ce culte solennel. Quand l'assemblée fut dissoute, les assistants affirmèrent qu'elle avait été autorisée par la présence d'un commissaire du roi, et que, désormais, les poursuites contre ce genre de délits seraient regardées comme illégales. L'émotion soulevée par cet incident et par les assurances de ces fidèles gagna tous les

1. A. N. O<sup>1</sup> 465, f<sup>o</sup> 246.

catholiques de la région. L'intendant se plaignit avec aigreur de « la publicité de cette assemblée et de la hardiesse avec laquelle les protestants en tiennent tous les jours de dimanches et fêtes, aux portes mêmes des villes ». « Il est important, ajoutait-il, de leur en imposer. » Il conseillait donc de commencer une enquête, et de frapper d'amende l'arrondissement de Quillan. Toutefois s'il convenait de faire revivre cette ancienne sanction, depuis longtemps tombée en désuétude, Saint-Priest déclarait inutile d'appliquer les sanctions nouvelles, comme de démolir la maison où s'est tenue l'assemblée. « Elle causerait peut-être la ruine du propriétaire. » Saint-Florentin qui avait appris « avec beaucoup de peine » l'incartade des réformés, se rangea à l'avis de l'intendant. Il demandait en outre de mettre en prison le nommé Soumaine, coupable d'avoir favorisé cette assemblée. — L'intendant rendit donc un jugement contre les religionnaires de l'arrondissement de Quillan, qui furent condamnés à 400 livres d'amende; Soumaine fut mis avec quatre autres accusés aux prisons d'Uzès où leur détention dura huit jours. Quand ils furent rendus à la liberté, l'intendant écrivit avec une visible satisfaction que « l'affaire était consommée », et demeura persuadé que cet exemple suffirait « pour en imposer aux autres religionnaires de manière à les contenir<sup>1</sup> ».

La question des écoles publiques ne cessa de préoccuper Saint-Florentin, car, fermées dans un village, d'autres s'ouvraient, au village voisin, et souvent grâce aux mêmes protecteurs. Les protestants ont mis, à défendre ce droit d'enseigner, un irréductible acharnement. L'avenir de leur foi se jouait sur ce problème

1. Sur cette affaire, voir A. N. TT. 447, dossier 86 ; O<sup>1</sup> 467, f<sup>os</sup> 116, 174; O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 126; B. P. F., 1888, p. 478-482.

de l'éducation. Aussi bien les évêques montraient-ils la même passion à détruire, une à une, les cellules de cette organisation sans cesse renouvelée. La lutte dont l'enjeu était l'âme de la jeunesse française n'a probablement jamais été plus âpre ni plus vigoureusement conduite qu'à cette époque troublée. Dans l'Aveyron, où les réformés tentaient de se réorganiser avec rudesse, l'évêque de Vabres fut particulièrement attentif aux restaurations des écoles publiques. A Saint-Affrique, un nommé Rastel avait ouvert pour les jeunes protestants une sorte d'école où, malgré de multiples avertissements, il faisait une heureuse concurrence au maître catholique. Le secrétaire d'État écrivit aussitôt qu'il « convenait de réprimer ce scandale », et l'intendant reçut ordre de punir « un pareil fanatique », ajoutant que le désir de Sa Majesté était « qu'il fût étroitement resserré ». Rastel alla donc en prison, et deux mois après, fut remis en liberté, après avoir promis de ne plus tenir école publique<sup>1</sup>. La même peine fut infligée à deux autres maîtres nommés Cruvelier et Barafort, qui « s'obstinaient à tenir école, malgré les défenses qui leur en ont été faites ». Désespérés de voir leurs écoles traquées, et leurs instituteurs frappés de dures sanctions, les réformés crurent habile de confier leurs enfants à des étrangers, qui venaient s'installer dans les villages et recevaient chez eux la jeunesse que le curé ne pouvait, par ce moyen, jamais atteindre. Mais Saint-Florentin traita ces étrangers sans aucun égard, et ils furent, soit ramenés à la frontière, soit jetés en prison, malgré leur nationalité<sup>2</sup>. Les protestants de Navarre avaient, eux aussi, reconstitué leurs écoles publiques, où leurs maîtres agissaient avec une telle indépendance que bientôt, ne se sou-

1. A. N. O<sup>1</sup> 466, f<sup>os</sup> 160 et 234.

2. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>os</sup> 34, 49; O<sup>1</sup> 466, f<sup>o</sup> 179.

ciant plus des déclarations royales, ils négligèrent de mener leurs élèves aux offices et aux instructions de l'Église catholique. Le maître d'école de Lagor était réputé pour l'arrogance avec laquelle il défiait les autorités du lieu : Saint-Florentin exigea son déplacement.

Cette résistance émouvante aux ordres du gouvernement, et qui, sans revêtir le caractère d'hostilité armée qui avait fait sa faiblesse pendant la première moitié du siècle, s'affirmait non moins inexorable et non moins farouche dans son apparente passivité, était entretenue par de singulières illusions. Ainsi dans le pays de Gex, dès 1769, les réformés affirmaient que les ministres avaient eu des conférences sur la nécessité d'abolir sans retard la Régie des biens des religieux fugitifs. Cette nouvelle s'était répandue comme la flamme d'un incendie. Aussi, les agents de la Régie trouvaient-ils des difficultés énormes pour faire renouveler les baux et les paiements des loyers et des fermages. Toute la Bourgogne vivait dans l'espérance que les biens allaient revenir aux réfugiés, dont le gouvernement, disait-on, désirait le retour en France. On apprit que celui qui avait mis en branle ce vaste mouvement d'opinion était un vulgaire réformé de Gex, nommée Fabry, qui avait cédé à la tentation de se faire valoir auprès de ses concitoyens, à qui il racontait qu'il avait été reçu en audience par les ministres. L'intendant Amelot eut toutes les peines du monde à désabuser les esprits<sup>1</sup>.

Ailleurs, on assurait que le roi voyait avec indifférence les temples se rouvrir, s'édifier et couvrir, comme par le passé, les régions protestantes de la France. Sur ces affirmations, les ouvriers se mettaient activement à l'ouvrage et l'on aurait été mal reçu à vouloir

1. A. N. O<sup>1</sup> 465, f<sup>o</sup> 2.



interrompre des travaux que la croyance populaire déclarait tolérés par le roi. Les curés eux-mêmes n'osaient protester, ne sachant que croire. Les évêques s'adressaient alors, tout effarés, au Secrétaire d'Etat, afin de connaître les intentions véritables du gouvernement. C'est ainsi que l'évêque d'Annecy transmet à Saint-Florentin ses doléances, car, dans la nouvelle ville de Versoix, les réformés déclarent que le roi leur a permis de construire un temple « pour y faire un exercice libre et public » de leur religion. Le Secrétaire d'Etat dut « tranquilliser » le prélat, et le temple resta longtemps encore à l'état de projet<sup>1</sup>.

Ailleurs enfin, de véritables collusions se nouaient entre les officiers municipaux ou les gens de la justice et les protestants, qui, rassurés sur d'éventuelles poursuites, ne se laissaient pas d'aller de l'avant. C'est le cas de la paroisse de Pardies, en Navarre et Béarn. Les protestants y avaient installé, en 1772, un régent, malgré les nombreux avis de l'intendant, les officiers municipaux l'y maintenaient en toute sécurité. Le procureur du roi se vit contraint de signaler cette espèce de rébellion au Secrétaire d'Etat qui l'engagea, avec tous les ménagements, d'avoir « les yeux ouverts sur la conduite » de ces singuliers subalternes, ce qui suffira, sans doute, à les ramener à leur devoir<sup>2</sup>.

Le pays de Montauban, jadis si agité, semblait avoir retrouvé la tranquillité. Rares seront les incidents qui nécessiteront les ordres du Secrétaire d'Etat, et le retour des mesures coercitives. En 1770, le cas de la veuve Lafargue fit quelque impression. Elle était originaire de Négrepelisse, et, après avoir abjuré la religion protestante, afin d'épouser un catholique, elle avait élevé ses cinq enfants dans la foi catholique. Mais

1. A. N. O 1 466, f° 162; lettre du 9 juillet 1770.

2. A. N. O 1 468, f° 313.

quand leur père mourut, elle s'empressa d'apostasier et fut l'une des plus ardentes à fréquenter les assemblées, détourna même ses enfants de l'église et les arracha à l'influence du curé. Celui-ci dénonça l'apostasie. Mais la mère avait eu le temps de faire marier ses deux aînés par un pasteur, et quand le Secrétaire d'Etat ordonna d'infliger une sanction à la coupable, il se trouva qu'il fallut réclamer deux sanctions supplémentaires. La mère fut donc enlevée à ses enfants, et mise à l'hôpital de la Grave, à Toulouse, où elle dut travailler; ses trois derniers enfants furent confiés à l'hôpital des orphelins de Cahors; les deux aînés furent contraints à faire réhabiliter leur mariage devant le prêtre catholique <sup>1</sup>.

Quelques cas d'inconduite retinrent, en 1772, l'attention du ministre. Au village de Pont-de-Camarès, un nommé Plancard, protestant, est accusé par le curé de l'endroit d'entretenir un mauvais commerce avec une fille catholique, de qui il a des enfants qu'il fait élever dans la religion réformée. Une certaine Jeanne Devic a quitté, elle aussi, la religion catholique, pour épouser au désert un religionnaire. Et le curé, qui ignore l'évolution rapide des coutumes législatives pour ces sortes de délits, réclame un ordre de roi afin d'enfermer la nommée Devic et de rendre l'autre jeune femme à sa mère qui la réclame.

Ces mesures furent désapprouvées par l'intendant M. de Gourgues <sup>2</sup>.

Les protestants de Montauban étaient même réputés pour la grande liberté qu'ils déployaient dans l'exercice de leur culte. Les pasteurs y étaient accusés de rédiger leurs extraits baptistaires, qu'ils expédiaient

1. A. N. O<sup>1</sup> 466, f<sup>os</sup> 29 et 67; O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 408 : le roi refuse la grâce de la veuve Lafargue, que demandait M. Bergeret, receveur général des finances.

2. A. N. O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 107.

sur papier timbré, de manière à leur donner « la même authenticité qu'à ceux qui sont délivrés par les curés ». M. Terray, successeur de M. de Gourgues, avait essayé de modérer cette marche enthousiaste, mais ses conseils, qu'il évitait d'appuyer de sanctions, trouvaient des oreilles fort incrédules. Le Secrétaire d'Etat ne tarda pas à être informé de ce « scandale », et écrivit à l'intendant quelques-unes des phrases les plus dures qu'il soit possible de relever dans sa correspondance de cette période. « Il serait nécessaire, lui disait-il, de prendre des mesures pour réprimer ce scandale, soit en faisant arrêter, s'il est possible, au moins quelques-uns des ministres, soit en faisant détruire les lieux d'assemblée, soit par tel autre parti qu'une connaissance plus exacte des circonstances pourra vous mettre en état de prendre<sup>1</sup>. »

Ces grosses menaces ne furent suivies d'aucun effet. Ni l'intendant ne s'occupa de persécuter les fidèles ou les ministres, ni les cours de justice ne se montrèrent plus sévères dans la connaissance de délits que, depuis longtemps, elles s'étaient déshabituées d'évoquer devant elles. Le pays de Montauban restera l'une des régions où le protestantisme refleurira avec le plus d'éclat.

En Provence, les esprits demeuraient toujours aussi échauffés. Refoulés vers le nord, les protestants ne cessaient pas de s'assembler. Ils se réunissaient sur les bords de la Durance, dans un lieu appelé La Roque, et s'y rendaient en véritables foules, avec leurs femmes et leurs enfants, qui formaient de redoutables escortes à leurs ministres. Les choses allèrent si loin qu'au mois de mars 1770, Saint-Florentin prévint M. de Rochechouart, commandant la province de Provence, et son subordonné M. de Monclar. Les observations

1. A. N. O<sup>1</sup> 469, f<sup>o</sup> 312. Voir B. P. F., 1903, p. 59-72.

restèrent d'ailleurs lettre morte : là aussi, la persuasion que le roi allait donner la tolérance, inspirait aux masses un courage renouvelé. Cependant un protestant fut appréhendé : il avait fait baptiser son enfant au désert. Mis en prison, on lui déclara qu'il n'aurait sa liberté qu'après avoir fait porter son fils à l'église<sup>1</sup>.

A Marseille même, les protestants ne tardèrent pas à s'afficher avec ostentation. Les assemblées reprirent en ville, sans aucune entrave; l'exercice du culte se faisait publiquement : les maisons de prière se multipliaient. Les maires et échevins de Marseille furent les premiers à s'émouvoir de cette « licence » et devancèrent l'évêque dans leur protestation auprès du Secrétaire d'Etat<sup>2</sup>. Leur lettre était du mois d'août 1771 : elle signalait spécialement une assemblée fort nombreuse qui s'était tenue, le 4 août, dans une maison de campagne des environs de la ville. Saint-Florentin, pressé par les officiers municipaux, envoya l'ordre de réprimer les délits par les voies judiciaires. Mais ici s'éleva une difficulté considérable.

Les juges de l'endroit déclarèrent que les procédures juridiques entraîneraient de trop graves inconvénients, et qu'il était plus sage de ne point commencer d'actions dont l'issue demeurerait incertaine, peut-être même dangereuse. M. de Monclar transmit à l'intendant et au commandant de la province l'avis des hommes de loi. On se résolut donc à fermer les yeux. Les protestants mirent à profit cette indécision, qui ressemblait fort à une reculade. Les assemblées devinrent tumultueuses. Celles qui se tinrent le 24 novembre, à Marseille et dans les environs, provoquèrent une nouvelle dénonciation de la part du maire et des échevins de la ville. Mais aux instances pressantes du Secré-

1. A. N. O<sup>1</sup> 466, f<sup>os</sup> 53, 210, 239.

2. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 201.

taire d'Etat, l'intendant, M. de Monthyon, opposait l'avis qu'il fallait remédier au mal « sans employer les voies juridiques ». C'est de quoi ne voulait pas convenir Saint-Florentin, que cette inertie poussait davantage à exiger l'action. « Il me semble, disait-il, qu'il pourrait être important de faire quelques exemples, et qu'il serait à propos de les faire tomber de préférence sur le nommé Gueyte, qui a été surpris deux fois faisant les fonctions de prédicant, ainsi que sur la demoiselle Gercin et le nommé Henry, qui ont apporté une résistance trop audacieuse à l'exécution des ordres donnés par les maires et échevins. »

Ces admonestations ardentes n'avaient plus la vertu d'effrayer les intendants, pas même celle de les troubler dans leur opposition tranquille. M. de Monthyon lut la lettre de son supérieur, et ne lui fit aucune réponse. Cela se passait le 11 décembre 1771. Mais où la chose devient piquante, c'est quand on découvre que le comte de Saint-Florentin attendit patiemment jusqu'au 10 février 1773, avant de s'informer de la ponctualité de l'intendant à remplir son mandat. Au reste, même à cette date, il ne reprendra la conversation interrompue que malgré lui et à son corps défendant <sup>4</sup>.

M. de Monthyon, qui croyait à la vertu des hommes, s'était imaginé que son inépuisable mansuétude à l'égard des réformés de la Provence lui vaudrait leur reconnaissance, sous la forme d'une soumission volontaire. Son apathie devint au contraire le plus actif ferment d'agitation. L'année 1772 se passa sans heurts trop sensibles, mais les 17 et 24 janvier 1773, les protestants tinrent deux assemblées très nombreuses, malgré la défense des échevins, qui se plaignirent derechef au Secrétaire d'Etat. L'intendant ne pouvait moins faire que de confirmer la plainte, et il désigna, parmi

4. Voir *B. P. F.*, 1906, p. 513-533 et 1910, p. 518-553.

les plus coupables, un certain Appy, déjà « fort chargé par les procès-verbaux ». Mais là s'arrêta sa volonté de sévir. En vain, Saint-Florentin lui recommanda-t-il « de donner une attention sérieuse à ces nouveaux faits », en recherchant le nom du propriétaire de la maison où les assemblées se sont tenues, et de ceux qui ont été les principaux acteurs de ces cérémonies, en poursuivant les ministres ou les prédicants, en examinant par quelles dispositions l'édifice a été rendu propre à cet usage religieux. M. de Monthyon retourna à son silence, et nous ne voyons pas qu'il se soit le moins du monde préoccupé de fournir à son chef les renseignements demandés. Cependant une troisième assemblée avait lieu le 31 janvier, et ce fut le magistrat M. Joannis, qui, devant l'inaction de l'intendant, se chargea de prendre toutes les mesures. Le propriétaire de la maison fut appréhendé ; la maison rétablie dans son premier état, et quatre religionnaires jetés en prison. D'ailleurs, ces différentes sanctions avaient été exécutées « dans le plus grand secret ». On redoutait les suites d'un acte de vigueur. Rien de fâcheux ne survint. Toutefois le 7 février, une assemblée nouvelle se tint avec solennité, et un nommé Jabouin y fit baptiser son enfant. Sur l'ordre de Saint-Florentin, Joannis arrêta Jabouin, et fit rechercher les prédicants Pic et Martin. Mais ceux-ci s'étaient esquivés, et ne purent être retrouvés. Jabouin fut maintenu en prison jusqu'à ce qu'il eut fait baptiser son enfant à l'église <sup>1</sup>.

L'ordre se rétablit <sup>2</sup>.

1. Le 2 mai 1773, Olivier Desmons écrit à Gal-Pomaret, pasteur à Ganges : « Le procureur général du parlement d'Aix détacha quelques cavaliers de la maréchaussée contre M. Pic, mais ce ne fut que pour lui faire peur. » *B. P. F.*, 1869, p. 339. — Rabaut de Saint-Etienne disait crûment : « Pic a tout gâté dans ce pays-là par son inconduite. » *B. P. F.*, 1872, p. 74-76.

2. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>os</sup> 494, 297, 238 ; O<sup>1</sup> 469, f<sup>os</sup> 53, 59, 82, 134, 369.

Les protestants de la Provence se souvinrent que le magistrat délégué par le roi pour hâter la fin de leurs assemblées était le même qui, pendant l'année 1768, ne craignait pas de venir assister à ces exercices religieux, accompagné de sa femme et de ses amis. Les sympathies de cet homme de loi n'avaient pas subitement tourné à l'acrimonieuse inquisition. Joannis tentait de concilier ses devoirs professionnels et sa miséricorde naturelle. Dans cette tentative, le service du roi fut seul à souffrir des compromissions ébauchées. Les religionnaires de Marseille, confiants dans les sentiments de la justice locale, et sûrs de l'active pitié de leur intendant, n'apporteront qu'un zèle fort tiède à rentrer dans la légalité<sup>1</sup>.

Comme les réformés de tout le royaume, ils sont persuadés, en 1774, que la politique du Secrétaire d'Etat touche à sa fin. Ils attendent sa ruine.

## II

L'église protestante avait donc su mettre à profit les heures de bienveillance que les hommes du gouvernement n'avaient pu s'empêcher de subir. Une épreuve cruelle l'atteignit dans ses plus chères espérances : le 20 avril 1769, Gilbert de Voisins mourait. Avec lui s'en allait la dernière chance de voir aboutir ce statut légal qui devait enfin achever l'œuvre libératrice entreprise par les Paul Rabaut et les Court de Gébelin. Cette mort affecta grandement les réformés. Où trouveraient-ils désormais un protecteur semblable à ce conseiller unanimement respecté pour sa science et sa vertu ? Sans doute, intendants et gouverneurs

1. A Sedan, des mesures assez sévères, mais non suivies de sanctions, furent prises, en 1770, contre les protestants qui assistaient aux assemblées. Voir *B. P. F.*, 1898, p. 414, 427.

de provinces continuaient à couvrir les entreprises des religionnaires avec un courage inlassable. Les parlements ne craignaient plus de légitimer par leurs arrêts les actes d'indépendance de leurs subordonnés. Sur toute l'étendue des judicatures, les voix se faisaient plus nombreuses, plus audacieuses aussi, qui réclamaient, pour les sujets soumis à l'acte de 1724, la liberté sans réserve. Mais ce concert de réclamations généreuses risquait de demeurer sans écho, depuis que la mort avait enlevé Gilbert de Voisins.

Néanmoins, les bonnes volontés ne firent pas défaut. En 1769, un gros danger menaçait les religionnaires, qui, depuis 1751, avaient été frappés d'amendes. Le nombre était considérable de ceux qui, en raison de leur mariage au désert, de baptêmes administrés par un pasteur, de présences aux assemblées, avaient été condamnés soit à des amendes, soit à des frais de justice aussi lourds que de lourdes amendes. Mais la guerre était survenue, et les coupables ne s'étaient point pressés de payer leur dette. Personne ne songeait plus à les inquiéter : on savait faire taire les lois, devant le danger commun. Quand la paix fut revenue, les fermiers de la Régie reprirent leurs mesures de contrainte et, forts de leurs droits que l'opinion publique abhorrait, prétendirent faire acquitter par les condamnés les amendes tombées dans l'oubli. Ce fut un beau tapage parmi les religionnaires inquiétés. Les refus pleuvaient sur les épaules des fermiers de la Régie qui venaient réclamer l'argent. Les paysans s'ameutèrent en plus d'un endroit, et leur attitude devint si menaçante que les fermiers n'osèrent insister. Rebuté, le directeur de la Régie assigna chacun des condamnés rebelles devant la justice. D'innombrables procès étaient ainsi sur le point de recommencer. Tout le Dauphiné fut en émoi, car, par une étrange erreur, c'était par une province



où les derniers échos de la répression n'étaient pas encore assoupis, que le directeur de la Régie commençait son œuvre cruelle.

Les protestants se tournèrent alors vers le duc de Choiseul, qui intervint vigoureusement auprès de Saint-Florentin, en signalant les graves inconvénients d'une pareille action judiciaire. Choiseul obtint sans peine de Saint-Florentin l'arrêt immédiat de toutes les poursuites, et la Régie, devant l'ordre impérieux que le Secrétaire d'Etat lui transmit sans retard, n'osa différer « de donner les ordres nécessaires sur les lieux <sup>1</sup> ». Le roi étendit même la faveur demandée pour les protestants du Dauphiné à tous les religionnaires de France et nous voyons qu'en 1771, la Régie voulant renouveler sa tentative en Guyenne, on lui opposa avec bonheur les arrêts rendus en 1769.

L'année suivante, les protestants du Béarn appelaient à leur secours le maréchal de Richelieu. Nous connaissons la suite des lamentables incidents qui, en 1766 et 1767, jetèrent cette province dans l'alarme. La justice y avait opéré sans grande indulgence et les prisons s'étaient vite remplies de huguenots qui n'avaient pu devancer par la fuite les menaces de la maréchaussée. Après un emprisonnement qui, pour certains d'entre eux, dura jusqu'en 1768, ils avaient été rendus à la liberté, sous la promesse qu'ils n'auraient désormais aucun rapport avec les pasteurs et les prédicants du pays. Cependant l'un d'eux, Pierre Datourne, notaire à Osse, avait échappé à toutes les recherches. Serré de près par la maréchaussée, il n'avait dû son salut qu'au dévouement d'un certain Loustalot qui, par son intervention brusque et hardie, arrêta quelque temps les gens de la justice et permit ainsi à Datourne

1. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>o</sup> 82; O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 128.

de se cacher puis de s'enfuir en d'inaccessibles abris de la montagne. Depuis le mois de juin 1766, Datourne vivait dans ces lieux sauvages, sans oser reparaitre parmi les siens. Les protestants du Béarn prièrent, au début de l'année 1770, le maréchal de Richelieu d'intercéder pour le fugitif. Ils lui représentèrent qu'il « était depuis huit ans en prison », qu'il pouvait prouver par certificats certains son innocence sur les chefs de son accusation, et qu'il était enfin le seul, parmi tous ceux qui avaient été inquiétés avec lui, à ne pas avoir reçu sa grâce. Devant le tableau de cette détresse, le maréchal de Richelieu n'hésita pas à écrire une lettre chaleureuse en faveur de Datourne, au duc de Saint-Florentin. Mais s'il avait suivi son bon cœur, le maréchal avait agi légèrement et sans grande critique. Saint-Florentin prit un malin plaisir à lui montrer que ses informateurs l'avaient copieusement trompé : Datourne n'a jamais été en prison, puisqu'il s'est évadé; ses certificats ont été sur le tard mendifiés à de charitables garants, mais ne peuvent prévaloir sur l'information juridique dont l'inculpé sentit si bien l'accablante vérité qu'il prit le parti de lui échapper par la fuite; les autres accusés ont été libérés, il est vrai, mais parce qu'ils ont signé des actes de soumission. Si Datourne avait pris le sage parti d'aller se constituer prisonnier et de faire une pareille soumission, il y a longtemps qu'il jouirait de sa pleine liberté.

La leçon que le Secrétaire d'Etat donnait au maréchal ne manquait point de finesse dans sa cruelle précision. Elle contrastait singulièrement avec la légèreté que le gouverneur mettait à s'informer de ses protégés<sup>1</sup>. Le maréchal de Richelieu n'insista pas auprès du terrible duc : il était parti d'un trop mauvais pied. Mais il fit connaître aux amis de Datourne les conditions

1. A. N. O<sup>1</sup> 466, f<sup>o</sup> 43 (lettre du 8 mars 1770).

mises à son pardon, et quelque temps après, le fugitif venait spontanément se remettre entre les mains de l'intendant. Quelques mois de prison parurent suffisants à Saint-Florentin qui, affectant de croire au sincère repentir du prisonnier et à sa promesse de tenir désormais une conduite plus régulière, donna l'ordre, le 19 janvier 1771, de le remettre en liberté<sup>1</sup>.

L'intervention de Richelieu ne semble pas avoir éveillé au cœur des Béarnais une bien vive reconnaissance. Eurent-ils vent de sa requête maladroite? Hésitèrent-ils à se confier à nouveau à un protecteur qui pouvait leur reprocher de l'avoir, par de pieuses exagérations, mis en situation délicate? En décembre 1773, les protestants d'Orthez furent soudain l'objet de nouvelles recherches. La maréchaussée parcourut le pays, jetant partout la crainte et l'alarme. Ils prétendirent être victimes d'un abus de pouvoir et adressèrent un long mémoire au duc de Grammont, qu'ils priaient d'intercéder pour eux auprès de Saint-Florentin<sup>2</sup>. Le duc de Grammont prit en effet la défense de ces montagnards, et fut assez heureux pour obtenir du Secrétaire d'Etat le désaveu des poursuites. L'intendant de Navarre reçut presque aussitôt une lettre assez impérieuse, dans laquelle Saint-Florentin déclarait que le roi n'avait donné aucun ordre particulier pour commencer ces recherches, et qu'il désirait être instruit des faits ayant donné lieu aux réclamations des réformés<sup>3</sup>.

De son côté, le comte de Périgord mettait une bonne volonté inlassable au service des protestants de la Picardie. Leur audace de l'année 1770 avait ramené les inexorables sanctions. Mais le comte de Périgord

1. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 12.

2. C'était Olivier Desmons qui rédigea la requête. Saint-Florentin la reçut le 7 janvier 1774.

3. A. N. O<sup>1</sup> 469, f<sup>o</sup> 74.

avait si bien plaidé la cause de ces égarés que les prisons s'étaient ouvertes et que la Picardie semblait avoir recouvré une tranquillité parfaite. Toutefois, la justice avait été en défaut ; le plus coupable agitateur du pays, Pierre Drancour, de Templeux-le-Guérard, s'était évadé et n'avait consenti à venir de lui-même se présenter à la prison que sur la promesse d'une courte incarcération. Mais les jours passaient et Drancour, que Saint-Florentin déclarait conserver comme un otage, ne vit plus de chance de salut que dans l'intervention du comte de Périgord. Celui-ci écrivit, en effet, au début du mois de février 1771, à Saint-Florentin en faveur du prisonnier. Mais le Secrétaire d'Etat rappela avec une fermeté cruelle les conditions auxquelles Sa Majesté accorderait la liberté « au dangereux fanatique ». Il devrait donner de véritables marques de repentir, « une soumission par écrit de se conformer exactement à toutes les ordonnances concernant la religion réformée<sup>1</sup> », et obtenir de ses coreligionnaires que toutes assemblées cesseraient immédiatement, et que le bon ordre serait parfaitement rétabli. Le comte de Périgord désespéra de vaincre l'obstination du Secrétaire d'Etat. Se tournant alors vers le prisonnier, il le persuada d'adhérer à toutes les conditions exigées et put ainsi recevoir, le 8 mars 1771, l'ordre de mettre en liberté le dangereux huguenot. Cette mesure de clémence plongea d'ailleurs dans la désolation l'évêque de Noyon qui ne cessait de dénoncer l'audace croissante des protestants de la région, depuis que Drancour avait été grâcié. Mais tel était le prestige du comte de Périgord sur les protestants qu'il couvrait de sa protection, que l'humiliation volontaire qu'il savait exiger d'eux ne dégénérât presque jamais en révolte. Et vain les agents de Saint-Florentin recherchèrent-ils s

1. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>os</sup> 7, 47, 91, 172 et 202.

Drancour avait manqué à ses promesses dans le renouveau d'agitation dont se plaignait l'évêque de Noyon ; le protégé du comte de Périgord ne put être inquiété.

Cependant, l'œuvre à laquelle il convient d'attacher de préférence le nom du comte de Périgord, pendant cette période de transition, est l'œuvre de la libération des galériens. Certains historiens, même protestants, ont cru trop vite qu'après 1769 et les courageuses démarches du prince de Beauvau, il n'y eut plus ni prisonnières à la Tour de Constance, ni forçats pour la foi sur les galères du roi. En réalité, il y avait encore, en 1771, six protestants « condamnés aux galères perpétuelles pour faits de religion ». Vers la fin de l'année 1771, M. de Boynes écrivit à Saint-Florentin afin d'obtenir leur liberté. Le Secrétaire d'Etat avait-il connaissance des puissantes volontés qui s'agitaient dans l'ombre, résolues à assurer le succès de cette démarche ? A coup sûr, il pressentait l'intrigue, mais n'était plus de force à lui tenir tête. Peut-être aussi, la miséricorde avait-elle pénétré ce cœur longtemps insensible : toujours est-il qu'il accueillit avec une faveur marquée la courageuse démarche. Il a lu, dit-il, avec bienveillance l'état de ces misérables forçats. Il se déclare prêt à faciliter leur élargissement. Et comme trois d'entre eux ont été condamnés par des arrêts du parlement de Grenoble et du parlement de Toulouse, il faudra préalablement obtenir de ces cours de justice des lettres de rémission, nécessaires pour assurer la libération totale des condamnés. Quant aux trois autres, mis sur les galères par jugement de l'intendant de Languedoc, la procédure sera fort simplifiée. La rémission s'accorde en ces cas par un simple brevet et « c'est moi, dit Saint-Florentin, qui prends les ordres du roi et qui expédie les brevets en conséquence ». Sans doute, depuis deux ou trois ans, a-t-il été un peu trop ménager de ces grâces « dans la

crainte d'accréditer une fausse opinion de tolérance », mais aujourd'hui il n'hésite point à demander à M. de Saint-Priest son opinion sur les trois galériens qu'il désire libérer. La lettre de Saint-Florentin est du 10 décembre, et la réponse de Saint-Priest fut si rapide que le 10 janvier 1772, le Secrétaire d'Etat, ayant obtenu du roi la grâce demandée, informait immédiatement M. de Boynes qu'il « pouvait donner des ordres pour faire détacher de la chaîne » les trois malheureux. Ainsi furent délivrés Guérard, Trigou et Roque, dont les longues souffrances prirent fin, grâce à d'unanimes efforts<sup>1</sup>.

Cependant le comte de Périgord ne se déclare pas satisfait d'une mesure qui, en restituant la liberté, laisse les bénéficiaires sans ressources. Il écrit donc à Saint-Florentin pour lui exposer cette détresse et obtenir main-levée des biens que ces religieux ont perdus, à la suite de leur condamnation. Le Secrétaire d'Etat s'empessa de rassurer, par une lettre qui s'efforce d'être prévenante, l'attentif protecteur, et se déclara tout prêt à défendre devant le roi les intérêts des nouveaux libérés. « Je suis fort aise au surplus, ajoutait-il, que cet exemple vous paraisse propre à produire un bon effet sur l'esprit des religieux de la province<sup>2</sup>. »

On éprouve quelque surprise à rencontrer parmi les correspondants de Saint-Florentin, soucieux de défendre les réformés, le patriarche de Ferney. Le défenseur de Calas n'avait agi autrefois, auprès du Secrétaire d'Etat, que par de puissants intermédiaires. Il éprouvait alors une certaine pudeur à implorer celui qu'il déchirait à belles dents, entre amis. Mais les temps sont changés et aussi les personnes. Aujourd'hui

1. A. N. O<sup>1</sup> 467, f<sup>o</sup> 290.

2. A. N. O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 69.

d'hui, M. de Voltaire est chargé d'aplanir les difficultés que rencontre pour son mariage M. de Florian, qui lui a été présenté dans sa demeure de Ferney par un oncle qui avait épousé la nièce du philosophe. Ce sont là des liens et des attentions dont Voltaire ne peut pas ne pas se souvenir, quand il faudra prendre en mains les intérêts de ce jeune homme. Celui-ci songeait à épouser M<sup>lle</sup> de Normandy, née en Hollande de parents réfugiés. Voltaire se hâta de se porter garant auprès de Saint-Florentin des bons sentiments de la demoiselle qui, assurait-il, était dans le dessein de remplir les devoirs de la religion catholique, et il implorait la faveur pour M. de Florian de laisser rentrer en France cette fiancée qui promettait de devenir bonne catholique.

A sa lettre il ajoutait même un long mémoire justificatif. Voltaire croyait triompher, sur ces assurances de bon apôtre, plus aisément qu'il ne l'avait fait, en faveur d'autres religionnaires suspects. Mais Saint-Florentin coupa court à ces affirmations cauteleuses. La garantie de catholicité de M<sup>lle</sup> de Normandy ressemblait trop à de la fausse monnaie, et le Ministre la rejeta. Sa Majesté, lui répondit-il, n'a pu accorder la permission demandée : celle-ci, qui supposerait deux religions en France, irait contre les lois du royaume qui n'en reconnaissent qu'une seule. M<sup>lle</sup> de Normandy aurait dû faire abjuration, et prêter serment de fidélité ; si toutefois elle a dessein de devenir catholique, elle ne sera point inquiétée sur son retour, mais elle n'assurera la validité de son mariage qu'en le contractant conformément aux lois du royaume. Le défenseur des Calas et des Sirven ne cria point à l'intolérance et resta coi<sup>1</sup>.

Les protestants trouvèrent enfin un protecteur assez

1. A. N. O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 37 : lettre du 12 février 1772.

courageux dans le duc d'Aiguillon, qui ne craignit point à deux reprises de s'élever contre les mesures du Secrétaire d'Etat. Il y avait, à Toulouse, un nommé Granger, de nationalité suisse et calviniste ardent, dont la fille demanda à être acceptée au couvent de Saint-Pantaléon de cette ville, afin d'y être instruite dans la religion catholique. Cette jeune fille, disaient les catholiques, avait fait spontanément cette demande, et c'était « de plein gré » qu'elle consentait à demeurer enfermée au couvent. De leur côté, les protestants mettaient en doute la sincérité de cette demande, et, en tous cas, dénonçaient l'espèce d'horreur qu'il y avait à sacrifier les droits paternels à un caprice d'enfant, conduite par la curiosité, plus que par la raison. En vain le père réclamait-il sa fille; ses supplications se heurtaient à la loi, qui prenait sous sa protection les conversions qu'on était convenu d'appeler spontanées. De guerre lasse, Granger s'adresse au duc d'Aiguillon, qui écrit en termes pressants au Secrétaire d'Etat, à qui il fait ressortir que Granger étant suisse. « cette affaire pourrait faire en Suisse un effet préjudiciable au service du roi ». Saint-Florentin fut touché de l'observation et peut-être aussi du sort malheureux de ce père. Bien que l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, se déclarât froissé de toutes ces intrigues en un cas qu'il osait déclarer tout simple, Saint-Florentin s'informa très scrupuleusement auprès de l'intendant et parut décidé à céder aux instances du duc d'Aiguillon. Nous ignorons l'issue de l'affaire mais, à ce même moment, un procès identique s'ouvrait à Marseille. Un Anglais, sir Roberts, avait confié sa fille Anne à un négociant de la ville, M. Tavernier. Sous le prétexte que cette jeune fille demandait à passer à l'église catholique, M. Tavernier l'enferma dans un couvent. Aussitôt le ministre de la Grande Bretagne insiste auprès du gouvernement de Louis XV



pour que l'enfant soit délivrée et rendue à son père. Le duc d'Aiguillon intervint, à son tour, vigoureusement dans cette méchante histoire et, par une lettre fort pressante, engagea Saint-Florentin à ne pas persister dans un refus injuste. Le Secrétaire d'Etat se laissa convaincre, et donna l'ordre au marquis de Rochechouart, commandant en Provence, de remettre l'enfant en liberté et de la renvoyer à son père<sup>1</sup>.

Ce sont là les protecteurs dont nous devons rappeler les noms pour le courage de leurs démarches et l'importance de leur action. En dépit de ces grands noms, la cause protestante avait fait, en la personne de Gilbert de Voisins, une perte irréparable. Nul de ces brillants seconds n'avait l'envergure et l'autorité du sage conseiller. Louis XV et son Secrétaire d'Etat ne trouvaient plus, en face d'eux, ce redoutable avocat de la liberté. Jusqu'à la fin du règne, les efforts de Court de Gébelin et de tous ceux qui s'intéresseront à la situation des réformés risquent d'être frappés de stérilité : nulle voix éloquente ne leur prêtera désormais son chaleureux concours, et de plus en plus réduits à leurs préjugés, le roi et son ministre seront tentés de n'agir que selon les mouvements de leur passion. Au reste, il serait injuste de méconnaître que cette passion a fortement évolué. Saint-Florentin n'a plus de ces mots terribles et évite ces décisions hautaines qui, dans sa correspondance officielle, trahissaient jadis un cœur irrité et une volonté pressée d'aboutir. Il est incontestable que, de 1769 à 1774, le ton de ses directives s'est adouci : on y perçoit l'inquiétude de l'homme d'Etat devant une situation qui paraît sans issue, et la pitié d'un cœur humain pour les délits sans nombre qu'il serait illégal de ne point réprimer et dont il est souhaitable de voir disparaître la

1. A. N. O<sup>1</sup> 469, f<sup>os</sup> 75, 77, 114, 129, 263 et 310.

cause. Mais ce ministre volontaire et entêté ne se hâtait point de s'abandonner aux suggestions de la miséricorde qui, plus fréquemment qu'on ne le croit, venaient troubler sa solitude. De là ce caractère velléitaire qui apparaît d'une manière de plus en plus sensible, aux derniers jours de son long ministère. Il a songé à réprimer avec violence le mouvement libéral qui, de 1763 à 1766, a gagné presque tous ses subordonnés. Cependant il n'a frappé aucun de ces fonctionnaires assez hardis pour discuter ses ordres, et parfois les mépriser. Il a couvert l'intendant Turgot. C'est sur son initiative que prêtres, évêques, hommes de loi et intendants de province se sont ouverts à Gilbert de Voisins afin de terminer, par une solution d'un libéralisme réel, ce terrible cauchemar des mariages protestants. Néanmoins, quand l'œuvre est à peu près conduite à son terme, c'est lui qui la sape à la base, et jette par terre l'édifice péniblement construit. Il éprouvera une joie visible à délivrer les forçats pour la foi et ira au-devant de leurs besoins, quand il les invitera à s'adresser à lui-même afin d'obtenir restitution immédiate de tous leurs biens, engagés dans les rouages compliqués de la Régie. Cependant il donnera, au moins encore une fois, — et ce fut le 19 octobre 1773 — l'ordre de faire arrêter « quelques-uns des ministres », qu'il menaçait ainsi de toute la rigueur des lois. Il avouait, sans réticence, que celles-ci étaient d'un usage fort difficile et s'obstinait à sauvegarder leur malfaisance.

Il ne faut pas, dans l'histoire de son ministère, tenir pour méprisables ces oscillations qui, à tout prendre, sont à l'honneur de son esprit enfin saisi par le doute, si même elles ne sont pas à l'honneur de son cœur, enfin touché par la pitié. Les affaires protestantes ont de toutes façons gagné à cet état d'âme nouveau de leur plus grand adversaire.

## III

A son tour, l'opinion publique était saisie et ne se gênait plus pour se produire en de vives manifestations. Les couches profondes de la société française semblaient soulevées par un grand souffle d'indépendance. Les contrées où les passions religieuses s'étaient autrefois développées avec le plus de fougue, accueillaienient avec le plus d'enthousiasme les idées nouvelles. Un esprit public tout à fait particulier était en voie de formation. Comme il procédait d'un vif sentiment, il s'affirma presque aussitôt avec violence.

L'exemple de ce revirement est surtout curieux à Toulouse, la cité des Calas et des Sirven, où le parlement avait acquis une sinistre réputation de bourreau, et où la population, qui avait applaudi au supplice du vieux protestant mutilé sur la roue, restait, disait-on, animée d'une haine profonde à l'égard des réformés.

Tandis que les efforts de Voltaire s'attachaient à réhabiliter les deux familles déshonorées, le parlement de Toulouse subissait une crise intérieure. Soit que la tragédie de 1763 ait épouvanté quelques-uns de ses membres, soit que la séduction des idées philosophiques ait travaillé leur âme, défenseurs de l'idée religieuse et disciples de l'Encyclopédie y sont, vers 1770, en nombre à peu près égal. Les incidents de la vie protestante, en 1769, permirent aux novateurs de se compter. Le cas de la veuve Roubel était en effet posé devant le parlement. Marie Roubel, protestante, s'était mariée au désert et avait toujours refusé ou négligé de faire bénir son union par un prêtre catholique. Devenue veuve, elle s'imaginait pouvoir entrer naturellement en possession des biens, à elle laissés

par son mari. Mais alors surgirent d'audacieux compétiteurs, de la famille du défunt, qui prétendirent s'emparer de la fortune de leur parent, puisque, marié au désert, le sieur Roubel n'avait, aux yeux de la loi, qu'une concubine, sans droits à l'héritage. Devant la loi, la position des demandeurs, pour abominable qu'elle fût, paraissait inattaquable. Mais l'opinion publique s'émut. Il y eut d'ardentes polémiques en faveur de la femme légitime, victime d'une législation périmée. La bourgeoisie toulousaine soutint hardiment la cause du droit naturel. Et dans le clergé, lui aussi divisé sur ces cas d'espèce, un abbé fort actif, fort intrigant, fort avancé, même s'il n'eut pas toujours l'exacte conscience de ses imprudentes démarches, l'abbé Audra, prit brillamment parti pour la veuve menacée. Cet abbé Audra, professeur d'histoire et de philosophie au collège royal à Toulouse, s'entremettait activement dans toutes les questions où la tolérance servait d'adroit véhicule aux idées philosophiques du temps. Il subissait en effet l'emprise absolue du talent de Voltaire, dont il avait entrepris de publier un *Abrégé de l'Essai sur les mœurs*. Quand l'affaire Sirven avait rebondi par devant le parlement, c'était lui qui, s'informant avec soin des moindres péripéties de la revision du procès, signalait à Voltaire les chances de succès, et les parlementaires qu'il convenait d'encourager, et ceux qui méritaient d'être vilipendés par le grand maître de l'ironie. « Personne, disait Voltaire, n'a plus de zèle que lui pour la bonne cause. »

Sous la pression de l'opinion, le parlement toulousain perdait chaque jour de son intransigeance. Voltaire le constatait avec bonheur : « La province pense, écrivait-il ; depuis quelques années il s'est fait un prodigieux changement dans le parlement de Toulouse ; la moitié est devenue philosophe et les vieilles têtes

rongées de la teigne de la barbarie mourront bientôt. »

Les vieilles têtes elles-mêmes de « ces druides barbares » montrèrent, avant de mourir, que le sentiment des droits naturels les touchait plus encore que l'obéissance rigide aux textes législatifs. Quand il fallut démontrer que la veuve Roubel avait, sincèrement, épousé, même par devant un pasteur, celui dont on l'accusait de n'être que la concubine, elle excipa, aux yeux des parlementaires, d'un certificat signé par l'illustre Paul Rabaut. Le parlement reconnut aussitôt la valeur de cette signature et déclara valide le mariage béni par ce pasteur au désert. Cet arrêt du 24 septembre 1769 constituait un acte d'une immense portée. Les protestants nîmois le regardèrent comme le prélude de la reconnaissance légale de leurs pasteurs.

Cette victoire eut d'ailleurs pour effet d'activer la réaction générale. Du parlement, la cause protestante gagna l'Académie des Jeux-Floraux. Elle y trouva un accueil aussi empressé, et y suscita d'audacieuses sympathies. Ce fut un protestant d'Uzès, M. Baragnon, qui donna le signal de la mêlée. Comme l'Académie toulousaine avait mis au concours, en 1770, un *Éloge de Duranti*, parlementaire victime des guerres de religion, Baragnon se fit un malin plaisir de rappeler en son discours l'Inquisition, la Ligue, les Dragonnades, tous les abus commis au nom de la foi. Son éloge prit une allure de pamphlet. Ce fut bien autre chose quand, en pleine séance publique, Baragnon fit précéder la lecture de sa prose couronnée d'une manière de poème, où il tonnait contre « les prêtres imposteurs » de Toulouse et « le fanatisme impie », assurant que ces « jours de crime » étaient à jamais finis, grâce « aux heureux soutiens de la philosophie », qu'il saluait avec reconnaissance

dans cet « auguste aréopage ». Le protestant Baragnon avait abusé de sa victoire. Cependant « l'auguste aréopage » protesta faiblement, et, malgré les appels à la prudence de quelques académiciens attardés, mit au concours pour l'année suivante un *Éloge de Raymond VII* qui devait, en évoquant les souvenirs de la croisade albigeoise, achever la victoire de la tolérance sur l'esprit de ténèbres et d'erreur.

Le public venait applaudir frénétiquement ces diatribes antireligieuses, écrites avec passion, discutées avec feu, couronnées à une majorité de jour en jour plus imposante, déclamées avec le secret désir d'exalter, par un tribut d'hommage, les victimes de toutes les intolérances. Telle était la force du mouvement où s'engageait la bourgeoisie toulousaine que, non contente d'avoir couronné un protestant auquel elle avait permis de déverser l'injure sur les prêtres, et d'avoir accepté l'éloge de Raymond VII que l'on s'accordait à juger rempli « de choses répréhensibles », l'Académie se hasarda à proposer, pour l'année 1773, l'*Eloge de Bayle*, ce huguenot, originaire du Cayla, devenu « le plus grand adversaire de la religion ». Le projet révélait une belle hardiesse.

Il provoqua les protestations de ceux mêmes qui passaient pour être fort libres. Le sceptique archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, ne put moins faire que de relever le défi. Le releva-t-il pour des motifs inavoués et égoïstes? Espérait-il, comme on l'a parfois prétendu, écraser sous la vindicte royale des académiciens qu'il détestait et se proposait d'annihiler par la création d'une Académie rivale? Tous ces motifs paraissent bien obscurs et, comme nous l'allons voir, bien inutiles à invoquer, en une affaire qui s'était nouée d'abord en dehors de cette action épiscopale.

En effet, à peine l'intendant, M. de Saint-Priest,

a-t-il eu connaissance des projets audacieux de l'Académie qu'il s'empresse de les dénoncer à Saint-Florentin <sup>1</sup>. C'est d'abord par lui que le ministre fut instruit, et quand les Académiciens toulousains engageront le combat contre le prélat accusé de les avoir dénoncés et d'avoir arrêté l'élan de leur concours à la gloire de la tolérance, ils se tromperont lourdement. L'intendant aurait dû recevoir les premiers coups. Sur ses instances, auxquelles vinrent s'ajouter celles de l'évêque, Saint-Florentin fit savoir, le 18 mai 1772, à l'Académie toulousaine qu'il interdisait la manifestation projetée, blâma la fréquence affectée de sujets de discours au moins suspects, et ajouta qu'il attendait de l'Académie « plus de circonspection à l'avenir ».

Un instant l'Académie songea à se défendre, en attaquant Loménie de Brienne devant le Secrétaire d'Etat et le chancelier Maupeou. L'évêque fut représenté comme un confrère félon, « qui a blessé tous les devoirs et toutes les bienséances ». Peut-être même espéra-t-elle entraîner dans cette querelle de famille d'Alembert, avec lequel elle entretenait d'affectueuses et symptomatiques relations <sup>2</sup>. Or d'Alembert était, à ce moment même, l'un des chefs incontestés de l'Académie française, devenue bien frondeuse et fort libérale.

L'espoir de faire renaître, avec le concours de ces protecteurs, une sorte d'affaire Calas, a-t-il fait battre le cœur des académiciens irrités ? La tolérance d'un corps où la bourgeoisie toulousaine donnait le ton, et qui venait de subir l'humiliante brimade du Secré-

1. A. N. O<sup>1</sup> 468, f<sup>o</sup> 146. Faute de connaître cette lettre, essentielle dans la genèse de l'affaire, les narrateurs de ce mouvement ont commis bévues sur bévues.

2. A. N. O<sup>1</sup> 472, f<sup>o</sup> 129, où l'on voit que d'Alembert intervient auprès de Malesherbes, afin d'obtenir une faveur pour l'Académie de Toulouse.

taire d'Etat, ne pourrait-elle devenir prétexte à une autre vaste campagne de presse? Mais d'Alembert s'abstint prudemment. Il avait des raisons de ménager Loménie de Brienne.

L'incident eut cependant son importance. Il dévoilait aux regards les plus obstinés à ne point voir, la profondeur du mouvement qui, en quelques années, avait bouleversé l'opinion publique <sup>1</sup>. Resserrée dans d'étroites limites, l'opinion de la bourgeoisie ne voulut pas se laisser étrangler. Il n'y eut point de discours public à la gloire de Bayle, mais il y eut *une biographie de Bayle*, qu'un académicien se donna le malin plaisir de lire dans la séance particulière du 31 juillet 1772.

Que nous voilà éloignés de ces jours maudits par Voltaire, quand il écrivait, le 5 novembre 1770, à d'Alembert : « Nous avons pour nous, mon cher philosophe, toutes les puissances du Nord, *sed libera nos a daemónio meridiano*. Le Midi est encroûté comme les soleils de Descartes. » C'était en pleine crise de l'affaire Sirven. Que ces jours paraissaient lointains!

Or, tandis que l'opinion toulousaine se passionnait ainsi, l'affaire Roux-Roubel suscitait à Nîmes et dans tout le Languedoc un vacarme épouvantable <sup>2</sup>. Le cas, habilement exploité, prit dans tout le pays, l'importance

1. Il ne faut point généraliser ces constatations. La conquête des Académies provinciales par l'esprit philosophique est un problème tellement complexe, que, l'année même où nous voyons Toulouse gagnée à la tolérance et à l'amitié de d'Alembert, nous pouvons signaler, en regard, l'Académie de Montauban qui affecte, au mois d'août 1772, de célébrer avec magnificence la séance à la gloire de Saint Louis, et l'Académie de Béziers qui affecte, en septembre, d'élire pour son président l'évêque du lieu. Les rapports envoyés à Saint-Florentin obtenaient du ministre de chaudes approbations. Ceci le consolait de cela! Qui nous donnera enfin l'histoire de ces fluctuations de l'opinion publique, de 1750 à 1789?

2. Voir Charles DARDIER, *Un procès scandaleux à propos d'un mariage béni au Désert*, 1887; B. P. F., 1872, p. 84; 1874, p. 280-283; 1901, p. 380-384; 1920, p. 98.



d'une affaire symbolique. En vérité, elle était passablement embrouillée. Une dame Roubel avait épousé au désert Henri Roux; de cette union naquirent deux filles, et pendant quatorze ans, l'harmonie entre les époux semblait parfaite. A ce moment, la dame Roubel fut prise de scrupule. Elle prétendit n'être pas valablement mariée et qu'il était indispensable de faire bénir son union par un prêtre. Elle avançait d'ailleurs que son mari avait promis, par une clause du contrat de mariage, de faire régulariser leur union au désert, en recourant à la cérémonie exigée par la loi. Mais Roux niait avoir fait cette promesse et refusait d'aller à l'église. Là-dessus, la dame Roubel intenta un procès à son mari devant les juges de Nîmes et fit savoir qu'elle reprendrait, après la sentence du tribunal qui ne pouvait être différente de celle que dictait la loi, sa liberté d'action. Elle menaçait même de reconstituer un foyer, ainsi qu'elle l'entendrait. Agissait-elle sur les suggestions d'un prêtre, trop actif à vouloir la convertir? ou à la suite d'une faute qu'elle espérait régulariser, grâce au refus de son mari? Certains historiens l'ont prétendu, mais nulle part nous n'avons trouvé traces ni de cette influence ni de cette faute. Cependant, résolu à faire valoir ses droits de mari, le sieur Roux refusa d'entrer en compromis et, lui aussi, confia à la justice ses intérêts menacés. Des deux parts, l'activité fut extrême, et l'animosité rendait, de jour en jour, plus aigu un conflit à tous égards déplorable. Les avocats, et surtout un nommé Mazer, et les imprimeurs, parmi lesquels surtout un nommé Troussel, donnèrent à cette affaire une « publicité » qui mit en feu les esprits de ce pays. Le garde des sceaux lui-même les accusera d'avoir « par leur conduite et par leurs écrits » fort contribué à envenimer « l'éclat » de ce procès, et les citera devant lui, à Paris. Il était vrai que l'éclat avait pris des pro-

portions considérables. Protestants et catholiques de tout le Languedoc ne cessaient de prendre bruyamment parti, les uns pour la loi, les autres pour le droit naturel. Même l'intendant de Languedoc, M. de Saint-Priest, signalait à Saint-Florentin « la fermentation » causée par ce procès, et le terrible duc suppliait « d'assoupir » au plus vite cette « publicité » regrettable<sup>1</sup>. Mais le moyen d'assoupir les cris de tant de passions surexcitées? Dans l'affaire de M. Roux et de la dame Roubel, les protestants voyaient avec juste raison toute la question de la validité de leurs mariages à nouveau posée devant les tribunaux, et les catholiques intransigeants, toute la force des lois menacée de ruine. L'auteur d'un des nombreux pamphlets qui soulevèrent alors la province n'hésitait pas à écrire : « Il ne s'agit point ici de rétablir l'entier exercice de la religion prétendue réformée. Si cela était, nous pourrions avoir des adversaires, et peut-être des adversaires formidables; mais oserait-il s'en montrer un seul dans une circonstance où il est question uniquement de faire cesser les profanations des sacrements et les désordres de l'État, et d'établir pour cela un règlement tout simple et tout naturel? S'il s'en trouvait cependant quelqu'un, ne serait-on pas bien fondé à lui reprocher que son zèle indiscret pour la religion l'aveugle et qu'il sacrifie cette religion elle-même à de propres préjugés, et peut-être à son esprit de domination? Ne pourrait-on pas lui dire encore qu'il est un mauvais citoyen, puisqu'il cherche la perte de l'État et qu'il va s'exposer infailliblement à l'indignation de tout ce qu'il y a de Français sages, compatissants et éclairés<sup>2</sup>? »

La dame Roubel s'était cependant retirée dans un

1. Voir A. N. O<sup>1</sup> 470. f<sup>o</sup> 104, 199, 214, 244, 248, 271, 307, 315, 329, 338, 342.

2. La liste des pamphlets publiés à cette occasion est au B. P. F., 1874, p. 280-285.

couvent, où elle demandait de garder auprès d'elle ses deux filles. Un curé de Nîmes, M. Jacomon, appuya la requête auprès de M. de Saint-Priest. Mais celui-ci suggéra à Saint-Florentin d'expédier des ordres par lesquels la mère resterait au couvent des Ursulines de Vienne, et ses deux filles seraient enfermées, l'une chez les Ursulines, l'autre chez les Célestines de Vienne. Comme enfin le garde des sceaux voulait intervenir lui-même, afin d'obliger le sieur Roux à faire régulariser son mariage à l'église, Saint-Florentin, que l'âge avait assagi et qui avait appris à redouter les lointaines conséquences d'une détermination brusquée, s'appliqua à démontrer à son collègue combien, dans « une conjoncture aussi délicate », le parti proposé entraînerait d'inconvénients. « Dans le cas, disait-il, où le Conseil supérieur ordonnera au sieur Roux de se rendre à l'église pour y faire bénir son mariage, quoique ce ne soit qu'en vertu de la clause de son contrat de mariage par laquelle il s'y est obligé, il me semble cependant que c'est toujours prononcer la nullité du mariage fait au désert, puisque, s'il était valide, il ne serait pas besoin de le bénir de nouveau. »

On s'ingénia donc à concilier ces deux choses inconciliables : la validité des unions bénies au désert et la lettre d'une loi déclarant nulles de telles unions. Pour éviter d'exaspérer une opinion publique qu'on s'accordait à reconnaître déchaînée, le tribunal décida, le 21 juillet 1774, que la dame Roubel serait enfermée dans un couvent, et que le sieur Roux serait condamné à lui payer annuellement 800 livres de pension. Saint-Florentin écrivit même à l'archevêque de Vienne pour lui signifier qu'il était interdit à la dame Roubel de sortir du couvent, et comme celle-ci réclamait à son mari, par voie de procès, une somme de 1.000 livres, sous prétexte de dépenses imprévues, le Secrétaire d'Etat, soupçonnant « que c'était là un incident mis

exprès en avant pour renouveler la question sur la validité du mariage », donna ordre aux juges de « tout arrêter ».

Cette grave affaire, l'une des plus sérieuses que la question de la validité des mariages protestants ait provoquées au XVIII<sup>e</sup> siècle, recevait donc une solution délibérément imprécise. Ni la valeur de la bénédiction donnée par un pasteur n'était explicitement reconnue, ni la nullité d'une pareille union n'était formellement proclamée, ni la liberté convoitée par l'épouse ne lui était accordée, ni la procédure ne s'enrichissait d'un considérant nouveau, capable de commencer une tradition. On s'établissait, par d'équivoques sentences, sur une position qu'il paraissait indispensable de défendre jusqu'à bout de forces, mais que tous les bons esprits, sans en excepter Saint-Florentin lui-même, reconnaissaient intenable.

Il semblerait donc, à en juger par la rapidité des incidents qui tous tournent en définitive à l'avantage des choses protestantes, que l'opinion publique allait, sans chocs ni retours, à imposer les idées de liberté. Le clergé lui-même assiste impuissant à ce déchaînement de forces insoupçonnées. Parfois complice, presque toujours apeuré, rarement hardi, il n'a pas essayé d'entraver le succès de la restauration protestante, en appelant l'opinion à son aide. Nous verrons que les solennelles et platoniques protestations du haut clergé dans ses périodiques Assemblées n'eurent point, jusqu'à la fin du siècle, l'influence qu'on se plaît un peu trop à leur accorder. Mais il est autrement instructif de signaler les efforts tentés par le clergé des paroisses afin d'enrayer le courant de sympathie qui rendait la masse des Français favorable à une refonte des lois.

Nous ne connaissons qu'une tentative assez sérieuse, organisée par le *Journal ecclésiastique*, qui était alors

le plus grand organe du moyen clergé français. En 1773, le journal *l'Observateur français à Londres* avait longuement développé cette théorie que le protestantisme, considéré dans son œuvre politique, avait produit un très grand bien dans l'Europe, car il avait fait disparaître nombre d'abus, soit religieux, soit politiques; avait réduit l'autorité que les Souverains Pontifes s'étaient arrogée dans les affaires gouvernementales, avait enfin ranimé les idées de liberté, d'égalité, de contrat social, considérées comme les prémisses d'une nouvelle société civile.

A cette apologie, un chanoine-baron Wimpfen répliqua, en faisant porter le point central de la discussion sur le rôle politique des protestants, au cours de leur histoire. Il est visible que le chanoine est un disciple de Bossuet; mais son ignorance est trop grande de l'histoire qu'il prétend évoquer. A défaut de connaissances précises, il rappelle en phrases éloquentes les idées huguenotes qu'on peut regarder comme destructrices de l'ordre social établi, fulmine contre ces républicains outrés et promet « de considérer leur conduite, tenue en conséquence de ces principes ». Il se réfère alors à l'ancien pamphlet, paru en 1758, où l'on faisait l'*Apologie de Louis XIV et de son Conseil sur la Révocation de l'Édit de Nantes*. L'auteur de cet ouvrage avait, lui aussi, prétendu écrire une véridique histoire, mais à côté de souvenirs vraiment embarrassants pour les apologistes de la politique protestante, il n'avait pu fournir la preuve décisive que, sous Louis XIV et sous Louis XV même, la faction huguenote avait travaillé contre son pays et son roi.

Cependant l'attaque, pour être faible, n'en était que plus violente. Wimpfen osait assurer que « Louis XIV se rappela les entreprises des protestants sous deux monarques, et qu'il éprouvait lui-même des mouvements dont le bruit sourd se faisait assez sentir

pour indiquer la nécessité d'en tarir la source<sup>1</sup>. »

Il n'est pas douteux que les curés ne se soient complu dans cette offensive dont ils durent espérer de brillants résultats. Mais, sans que nous puissions estimer à leur valeur précise les résultats de cette attaque, nous sommes autorisés à croire que l'effet général en fut des plus médiocres, et que l'opinion publique, vers 1774, continua d'aller franchement au-devant de la tolérance.

1. *Journal ecclésiastique* septembre 1773, p. 229-244.

## CHAPITRE IV

### UNE POLITIQUE DE RENONCEMENTS

Mai 1774 à 1783.

#### I

Quand, au mois de mai 1774, Louis XVI monta sur le trône, ce n'était pas seulement par une sorte de crainte religieuse qu'il se sentit accablé <sup>1</sup>. Sa jeunesse et son inexpérience l'épouvantaient, mais aussi le sentiment très vif qu'il avait de sa propre médiocrité. Mis tout d'un coup en face de responsabilités multiples, il

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. O<sup>1</sup> 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478 — B. N. Ms. fr. 1675 et 10.628.

DUPONT DE NEMOURS, *Mémoires*, Paris, 1906; BACHAUMONT, *Mémoires*, Londres, 1789; BESEVAL, *Mémoires*, Paris, 1821; Ch. DARDIER, *La guerre des farines et les pasteurs de Nîmes et du Bas-Languedoc (1775)*, Nîmes, 1888; Armand LODS, *Essai sur la vie de Rabaut de Saint-Etienne*, Paris, 1893; GAILLARD, *Vie de M. de Malesherbes*, Paris, 1805; DESGENETTES, *Souvenirs de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1835, t. 2; BOISSY D'ANGLAS, *Vie de Malesherbes*, Paris, 1821, 3 vol.; LÉVY SCHNEIDER, *Le conventionnel Jeanbon Saint-André*, Paris, 1901, 2 vol.

1. A la nouvelle de la mort de Louis XV, le pasteur Gal-Pomarel écrit à Desmont : « Nous avons perdu un bon roi. Les prisons, les galères, tout regorgeait de nos confesseurs, quand il monta sur le trône; et quand il l'a quitté, il ne s'est trouvé aucun de nos frères en captivité. Ce bon prince a eu ses faiblesses, même ses vices. Eh! quel homme ne les a pas! L'homme dur et cruel est le seul qui doit être détesté; et Louis XV était la douceur, l'humanité, la bienfaisance même! » B. P. F., 1872, p. 74-75. Généreux témoignage, où l'illusion avait si grande part!

savait qu'il n'était prêt pour aucune d'elles. Au reste, de cette infériorité, il n'était pas seul coupable. Sans doute sa timidité excessive et sa sauvagerie naturelle l'avaient tenu écarté des hommes. Un bonheur domestique qui l'accapara et dans lequel il s'enferma ne laissa pas l'ambition se développer au cœur de ce jeune homme, appelé à conduire les destinées d'une grande nation. Tenu à l'écart par un roi qu'il n'estimait point et qui se vengeait en refusant de l'initier à son métier de roi, dédaigné par des ministres qui ne sentaient pas l'utilité de faire antichambre chez un prince dont l'indolence paraissait incurable et dans laquelle ils plaçaient la meilleure garantie de leur puissance, le jour où ce dauphin deviendrait roi, Louis XVI entraît aux Conseils avec la réputation de n'avoir ni connaissances, ni volonté, ni caractère.

Que savait-il des protestants, de leur situation légale, de la politique suivie à leur égard par Louis XV, des problèmes que les circonstances récentes avaient soulevés et qui réclamaient une solution immédiate ? Il n'est pas téméraire de penser qu'il n'en savait rien. Pas plus que les autres questions de politique, Louis XVI n'avait jamais essayé d'approfondir la question protestante. Ame religieuse, on l'avait élevé dans l'exercice ponctuel des pratiques catholiques. Il avait l'horreur de l'hérésie. Sa bonté naturelle pouvait cependant contrebalancer ces dispositions redoutables chez un prince appelé à disposer souverainement de l'état d'un million de ses sujets, hérétiques endurcis <sup>1</sup>.

Les circonstances mirent Louis XVI, à son premier Conseil, dans la nécessité de prendre position. L'archevêque d'Auch, Montillet, venait en effet de lui signaler que, dans sa ville épiscopale, un pasteur avait établi une maison de prière, où l'on se rassemblait et



où l'on prêchait en toute liberté. L'archevêque demandait au roi de faire appliquer « les lois », mais c'était précisément de quoi Louis XVI n'avait aucune connaissance, et, se tournant vers le Chancelier, il lui demanda de l'instruire. Le Chancelier les rappela donc, ajoutant « qu'elles étaient toujours les mêmes », mais que l'usage avait prévalu depuis quelque temps d'user de tolérance, de les laisser insensiblement tomber dans l'oubli, ce qui avait incité les religieux à multiplier leurs temples, acte dont personne ne voulait plus faire un délit. Mais le roi, probablement hanté par l'idée de respecter les choses établies par ses prédécesseurs, déclara qu'il fallait suivre « la loi » et faire cesser l'entreprise d'Auch <sup>1</sup>.

Les protestants n'éprouvèrent pas la moindre inquiétude. Mis au courant des projets du nouveau roi, presque aussitôt après la tenue du Conseil, ils continuèrent à organiser leur église pleine de vie <sup>2</sup>. Prévenus et conseillés par un agent qui (on a toute raison de le croire) était le fameux Jean-Louis Le Cointe, les réformés se résolurent à courber la tête sous l'orage, là où il se formerait, car, leur disait-on, « il y a tout lieu de se flatter que dans quelque temps il y aura une tolérance » ; en tous cas, on était convaincu, jusque dans l'entourage du roi, que « cela ne durerait pas ».

Sur ces assurances, certains protestants, plus hardis, proposèrent de tenir, sans plus tarder, un synode national. La démarche apparut prématurée ; on inclinait à juger qu'il était préférable d'attendre que l'on connût « la façon de penser du gouvernement actuel ». Comme la discorde menaçait de dissocier, à ce sujet, le corps des pasteurs, un ministre de Bordeaux,

1. B. P. F., 1872, p. 81. La lettre de Voltaire du 24 juin 1774 sur cet incident est plaisante et... fautive.

2. La lettre, adressée à Bordeaux, probablement au pasteur Desmont, est du 3 juin 1774.

Olivier Desmont, qui semble avoir été l'âme de ces divers conciliabules, prit le parti d'en référer à Rabaut de Saint-Etienne et à Court de Gébelin.

Le 2 juillet, il écrivit donc à ce dernier, afin de le presser d'obtenir du roi la liberté générale pour les réformés, et il lui en donnait une raison remarquable : « Nous n'en doutons pas, Monsieur et bon ami, nos frères catholiques verraient de bon œil un édit qui nous mettrait au rang de citoyens et validerait nos mariages et nos baptêmes, du moins ceux d'entre eux qui ne sont pas animés d'un faux zèle et qui, dépouillés de tout préjugé et d'esprit de parti, ne pensent qu'à la gloire de leur patrie et au bien de l'humanité : le nombre de ceux-là est plus grand qu'on ne pense. » Desmont suggère que les temps sont venus de présenter un mémoire au roi et d'assurer « le bonheur de trois millions d'hommes ». Peut-être cependant s'abuse-t-il, car, auprès de lui, les avis sont très partagés sur le point de savoir si « les circonstances sont favorables » à une pareille démarche, mais on a confiance dans le jugement de Court de Gébelin auquel les réformés ne manqueront pas de se rallier.

Ainsi sollicité, Court de Gébelin se refusa à tenter la démarche. C'est qu'il ne partageait pas ce tranquille optimisme. Sans doute, sa situation personnelle n'a fait que grandir. Il a pu, précisément au mois de juillet 1774, intercéder auprès des ministres de Louis XVI en faveur des protestants de Béarn poursuivis. Grâce à lui, les prisonniers d'Orthez, de Berens et de Bellocq, le jurat de Castetarbe, menacés d'un procès sévère, sont rendus à la liberté et le roi signe même l'ordre de suspendre toutes les poursuites.

Cependant, Court de Gébelin ne croit pas à cet esprit nouveau que le pasteur Desmont célébrait avec enthousiasme. A-t-il voulu décourager des espérances prématurées ? S'est-il, par des vues égoïstes, surtout

préoccupé d'asseoir sur des bases solides sa situation, jusque-là précaire, « d'agent des religionnaires », en agitant le spectre de la persécution toujours menaçante, qu'il était en mesure de contenir, grâce à l'autorité de sa fonction ? Toujours est-il que sa réponse à Desmont est un singulier mélange de pessimisme, de préoccupations pécuniaires et d'apologie dissimulée. Aucun parti, dit-il, ne serait plus périlleux que celui d'adresser des requêtes au roi ; l'illusion des églises sur l'efficacité de ce moyen est générale et remplie de dangers ; les circonstances ne sont pas encore favorables ; il faut continuer d'agir. « par l'intermédiaire de quelqu'un qui représente ici les protestants ». « Je connais, ajoutait-il, divers seigneurs qui le désirent, et des ministres mêmes bien disposés pour eux. » Mais ne convient-il pas d'assurer à cet agent de suffisantes ressources ? Pour lui, sa situation pécuniaire est lamentable, parce que les églises, pour lesquelles il ne cesse de travailler, refusent de le secourir à ce point que, réduit à la dernière extrémité, il n'a été sauvé que grâce à « quatre mille livres que m'ont généreusement prêtées des catholiques de cette ville, pour lesquels je n'ai cependant rien fait ».

Cette réponse ne pouvait tendre qu'à briser l'essor de l'espérance mise par les églises dans le nouveau roi, et laisser au cœur des réformés la blessure ouverte par les paroles amères de l'agent délaissé. En somme, l'effet aurait été déprimant, si, le 7 juillet, n'était arrivée la réponse enthousiaste du pasteur de Nîmes, Rabaut de Saint-Etienne<sup>1</sup>.

A n'en pouvoir douter, disait-il, « l'instant est favorable ». Le gouvernement est animé des meilleures intentions. L'heure est proche où la liberté sera enfin

1. Fils du ministre Paul Rabaut. Voir un mémoire de Rabaut de Saint-Etienne en 1774, dans *B. P. F.*, 1882, p. 289-300 et 337-348.

conquise, en de pacifiques démarches. Pour l'instant, il suffit d'obtenir la validité des mariages. Dans ce but, il serait opportun de nommer un agent, chargé de solliciter les ministres d'Etat. Cet agent pourrait être l'ami du pasteur Broca, celui qu'on a coutume d'appeler « le libérateur », et qui est « homme bien en place pour nous rendre service », mais, comme il ne connaît pas assez « le détail de nos affaires, les besoins de notre situation et les vœux des protestants pour être en état de donner au gouvernement tous les renseignements nécessaires », il y aurait avantage à lui adjoindre « l'ami qui fait de gros et savants volumes » et un autre bon ouvrier, car « trois têtes, trois forces, trois activités réunies peuvent faire beaucoup <sup>1</sup> ».

On comprend que devant la diversité de ces jugements, les réformés soient demeurés perplexes. Mais l'intérêt était grand de confronter les deux réponses : Court et Rabaut s'accordaient sur l'immédiate nécessité de nommer un député des églises qui intercéderait pour elles auprès des ministres d'Etat, quoiqu'ils partissent de considérations diamétralement opposées. Pour Gébelin, les circonstances étant fort peu favorables, le rôle d'un intermédiaire devient nécessaire ; mais Rabaut, convaincu que l'heure est des plus propices, presse de nommer un agent qui profitera des circonstances pour affermir et multiplier les conquêtes déjà faites.

Si les protestants n'ont pas vu se réaliser aussi vite que l'espéraient ces deux grands hommes les avantages promis, une large part de responsabilité doit en retomber sur eux-mêmes. De mesquines jalousies opposèrent église à église, quand il fallut nommer le député reconnu nécessaire, et pendant les années

1. B. P. F., 1872, p. 88-90. Le libérateur serait ou le chapelain de la Broûe ou plutôt Meulh ; le savant est Court de Gébelin ; l'ouvrier serait Le Cointe.

1774, 1775 et 1776, l'activité de Court de Gébelin sera amoindrie et presque paralysée, car de nombreuses églises refuseront de lui accorder l'autorité d'un titre qui n'eût été impressionnant que par l'unanimité des suffrages <sup>1</sup>.

Il y avait donc là une faute de tactique, de la part de combattants qui, depuis 1763, avaient apporté à leur plan de marche un souci minutieux. Mais l'erreur d'observation n'était pas moins complète. Les protestants n'avaient, de la transformation profonde qui s'opérait au sein du gouvernement, qu'une vue assez peu exacte. Ils se laissèrent trop persuader que les jours favorables étaient encore lointains pour eux. Et cela, au moment même où Louis XVI avait constitué un ministère où l'on retrouvait, à côté d'hommes comme Maurepas, Vergennes ou Muy, honnêtes certes, mais attachés au passé, un homme qui, à lui seul, était tout un programme : Turgot.

Ce que signifiait la nomination de Turgot, les philosophes n'eurent garde de le méconnaître. La joie qu'en éprouva Condorcet nous instruit amplement : « M. Turgot, écrit-il à Voltaire le 22 juillet 1774, est un de vos admirateurs les plus passionnés et un de nos illustres amis ; ainsi, nous aurions des raisons particulières d'être heureux, si les raisons particulières pouvaient se faire entendre ici. Le choix de M. Turgot mérite d'être célébré par tous ceux qui s'intéressent à la bonne cause. On a pu nasillonner aux oreilles du roi quelques compliments sur les choix édifiants qu'il avait faits jusqu'ici. Il est juste qu'il s'accoutume, en récompense de celui qu'il vient de faire, à entendre une autre mélodie. » Turgot sera donc, auprès de Sa Majesté, l'écho fidèle — et assourdi — de la voix des philosophes. Il accoutumera les

1. Paul SCHMIDT, *Court de Gébelin à Paris*, Paris, 1908.

oreilles du roi à des couplets, d'abord entonnés par les « frères » que l'ombre dissimule. Il sera le précepteur, gagné aux maximes nouvelles, d'un roi qu'il s'agit de former selon le cœur des philosophes.

On attendait avec anxiété de voir le maître à l'œuvre : la question du sacre de Louis XVI mit aux prises les représentants de la tradition et le coryphée de la pensée nouvelle. Ce fut, en 1775, une question de savoir où et comment Louis XVI serait sacré roi de France. Les évêques et la grande majorité des Français insistaient pour que la cérémonie s'accomplît à Reims. La fidélité à une tradition glorieuse à l'Eglise non moins qu'à la dynastie française suffit à expliquer ce désir, où certains historiens ont prétendu découvrir l'arrière-pensée d'évêques avides de s'emparer du roi pendant plusieurs jours et d'affirmer solennellement leur suprématie politique dans l'Etat !

La cérémonie comportait en outre pour le roi l'obligation de prêter le serment de protéger l'Eglise catholique, d'exterminer les hérétiques<sup>1</sup>, etc. Que le clergé de France n'ait point songé, en 1775, à modifier la formule du serment en ce qui concerne les hérétiques, ceux-là seulement auraient le droit de s'en étonner qui pourraient expliquer comment la cour d'Angleterre n'a pas, jusqu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, modifié la formule du serment que les rois de la Grande-Bretagne prononçaient, au jour de leur sacre, contre les catholiques anglais.

Ces formules solennelles ne trompaient plus ni les catholiques, ni les évêques, ni le roi lui-même, et loin de croire que « l'extermination des hérétiques n'était pas un vain mot dans la pensée de l'Eglise », les protestants étaient convaincus à cette époque des

1. Exterminer les hérétiques, autrement dit, les rejeter hors des frontières du royaume.

sentiments bienveillants de « leurs frères catholiques<sup>1</sup> ». Turgot cependant vit là une première occasion de s'attaquer aux préjugés. Il propose que la cérémonie ait lieu à Paris. Il représente au roi l'horreur du serment contre les hérétiques. Louis XIII et Louis XIV ont dû l'éluder en déclarant qu'ils ne comprenaient pas, parmi ces hérétiques, les calvinistes de France. Ce subterfuge est indigne d'un grand roi, et le moment est venu de substituer, à une formule irrecevable, les serments généreux : « Toutes les églises de mon royaume doivent compter sur ma protection et ma justice. Je promets à Dieu et à mes peuples de gouverner le royaume par la justice et par les lois; de ne jamais faire la guerre que pour une cause juste et indispensable; d'employer toute mon autorité à maintenir les *droits* de chacun de mes sujets, de les défendre contre toute oppression et de travailler à les rendre aussi heureux qu'il dépendra de moi. »

Turgot espérait-il surprendre l'inexpérience et la simplicité du roi? Si la générosité des formules eût entraîné l'adhésion de Louis XVI, la question protestante se trouvait résolue du même coup, et la solution, mise sous la sauvegarde d'un serment solennel. L'église réformée passait sous la protection royale.

Soit que Louis XVI ait compris à quelles conséquences lointaines devaient l'entraîner les doucereuses formules de son ministre, soit qu'il ait cédé aux représentations de Maurepas et du clergé, il se rendit à Reims et prêta le serment traditionnel.

Battu de ce côté, Turgot entreprit d'éclairer sans retard la conscience du roi, et plaça sous ses yeux un *Mémoire sur la tolérance*, d'une hardiesse encore plus grande que celle du célèbre factum que Voltaire avait écrit sur le même sujet. Il y était dit que les droits de

1. Voir la lettre d'Olivier Desmont du 2 juillet 1774.



l'Eglise ne s'étendaient que sur les choses de religion et que la puissance du prince était indépendante de celle de l'Eglise; que d'ailleurs cette puissance civile s'arrêtait devant la conscience des sujets qui ne relevait que d'elle-même. « Louis XIV osa juger de la religion de ses sujets : il se croyait en droit d'ôter aux protestants la liberté de conscience que leur avait solennellement assurée Henri IV, dont ils avaient cimenté la couronne de leur sang. Il les réduisait au désespoir par une continuité de vexations exercées en son nom, dont le détail fait frémir quand on lit les Mémoires du temps, et il faisait punir les fautes où les avait entraînés ce désespoir par les derniers supplices... Déplorable aveuglement d'un prince qui n'a pas su... que s'il devait comme homme et comme chrétien se soumettre avec docilité à l'Eglise pour régler sa conscience personnelle, il n'était point en droit d'exiger, comme souverain, la même docilité de ses sujets, parce qu'il ne le pouvait sans se rendre juge de leur conscience. Mais l'intérêt des prêtres cour a toujours été de confondre ces deux choses, d'abuser, pour fonder leur crédit et servir leurs passions, de l'ignorance des princes sur ces matières.

A ces leçons, Louis XVI opposait son apathie naturelle, mais il vantait le grand cœur de son ministre qu'il assurait de sa protection indéfectible. Malgré tout, Turgot ne pouvait méconnaître qu'il remportait un succès, en faisant simplement accepter au roi ses conseils audacieux.

Au mois de mai 1775, quand la guerre des farines fut sur le point de déchaîner une nouvelle jacquerie sur toute l'étendue de la France, Turgot, qui s'appliquait à ramener la confiance dans les campagnes, par un appel, pour le seconder, aux curés du royaume, par une habile mesure, envoya les mêmes instructions aux pasteurs. A tous, il demandait de prêcher



concorde et le respect de la loi. La valeur juridique d'une pareille démarche frappa tous les yeux : elle constituait un aveu officiel de l'existence des ministres, hier encore pourchassés, et la reconnaissance d'une fonction religieuse, que les lois déclaraient abolie. Les pasteurs se hâtèrent de répondre à l'appel de Turgot. Ceux de la province de Nîmes s'assemblèrent en synode où l'on décréta que « tous les pasteurs de la province prêcheraient un discours sur l'obéissance et la fidélité que les sujets doivent au prince, ainsi que sur la justice envers le prochain <sup>1</sup> ». Mais à cette réponse à l'invitation du gouvernement, ils ajoutèrent une requête à Turgot où, l'assurant de leur inviolable fidélité au roi, ils lui rappelaient qu'ils attendaient de lui « ces grâces précieuses qui font depuis un siècle l'objet de leurs vœux », qu'ils les attendaient « avec confiance, mais avec une patience respectueuse et soumise ». Nous savons en effet que Rabaut de Saint-Etienne fit, à Nîmes, le 25 juin 1775, un sermon sur les devoirs des sujets envers le prince.

En toutes ces circonstances, à l'exception de l'affaire du sacre, le crédit de Turgot apparaissait tout-puissant. Louis XVI, que l'on avait craint de voir livré à la bigoterie se trouvait, en réalité, livré au philo-sophisme. Voltaire, qui ne s'y trompait pas, ne cessait de célébrer, avec un enthousiasme rajeuni, le nouveau monde près d'éclorre », et « l'auguste philosophie » désormais capable de « dicter ses triomphantes lois » dans un royaume où, grâce « à un seul homme

Les cris affreux du fanatique  
N'épouvantent plus la raison.

Le parti adverse se risquait parfois à la riposte,

<sup>1</sup>. DARDIER, *La guerre des farines et les pasteurs de Nîmes et du Languedoc*, Nîmes, 1889.

mais ses retours offensifs accusaient toujours davantage sa défaite. Bachaumont a signalé les cabales qui ne cessaient de se nouer contre Maurepas, Miromesnil et Turgot, accusés d'impiété. « Le dernier surtout est le plus exposé à leur rage, sur ses liaisons connues avec les coryphées du matérialisme et de l'athéisme. » Turgot ne semble pas avoir beaucoup redouté, jusqu'au mois de juillet 1775, ces attaques. Loin d'apporter quelque discrétion dans son rôle de réformateur libéral, il ne laissait échapper aucune occasion d'incliner le cœur du roi vers ses sujets hérétiques, selon un plan dont il travaillait, avec son obstination coutumière, à assurer l'entière réalisation. Autour de lui, l'opinion générale était qu'il devait réussir, « pourvu qu'on le laisse faire. Jusqu'à présent, il a toute la confiance du roi ».

Qu'était devenue, dans ce renversement des alliances, la puissance de Saint-Florentin? Essayait-il de rétablir dans sa force la loi que son collègue travaillait à miner? Fut-il, auprès de l'indécis monarque, la voix qui raffermirait les certitudes ébranlées par la dialectique du Contrôleur général? Se regardait-il encore comme le défenseur de la continuité politique en une matière où la force dissolvante des idées nouvelles exerçait ses ravages? Il ne semble pas que le vieux conseiller de Louis XV ait joui du moindre crédit auprès de Louis XVI. Ministre déchu, il concentrait sur sa personne la haine des philosophes, la rancune des victimes et le mépris des arrivistes. Lui cependant s'obstinera dans son rôle de fonctionnaire exact. Contre ses collègues qui mettent leur émulation à donner des gages à l'esprit nouveau, contre Turgot qui s'est emparé du cœur du roi, contre Maurepas qui vient d'accueillir avec une bienveillance marquée le Mémoire des protestants du 15 septembre 1775, contre Muy qui recommande à Clermont-Tonnerre la plus large tolé-

rance dans l'affaire du pasteur Charron<sup>1</sup>, contre le roi lui-même qui accorde, à la requête de Court de Gébelin, la liberté des deux derniers forçats, Antoine Réaille et Paul Achard, que Louis XV n'avait point compris dans ses ordres de libération, — contre tous, l'irréductible Secrétaire d'Etat s'obstinera dans l'application rigoureuse de lois périmées. Les derniers jours de sa longue dictature seront cruels aux réformés coupables d'imprudence. A Mauvezin, quelques protestants ont essayé de reconstituer leur église; le 5 juin 1774, Saint-Florentin envoie en exil six d'entre eux<sup>2</sup>. A Parignargues, les réformés ont repris en toute liberté l'exercice de leur culte. Le Secrétaire d'Etat se plaint sévèrement à l'intendant Saint-Priest qui n'a pas encore arrêté « une audace qui paraît mériter d'être réprimée<sup>3</sup>. » Le cas de Françoise Basset vint, à ce moment, exaspérer de vieilles colères assoupies. Cette catholique avait consenti à épouser au désert le protestant Pierre Bonnau. Depuis le procès de Marie Robequin, l'usage avait prévalu, en dépit de très rares exceptions, de déclarer valides ces mariages, qu'on s'habituaît à ne plus poursuivre. Saint-Florentin s'empresse néanmoins d'envoyer l'ordre d'enfermer la femme Basset, « car cette espèce d'apostasie pourrait être d'une conséquence trop dangereuse, si on la laissait impunie ». Mise au couvent, et sur le point d'être mère, la malheureuse femme supplia qu'on lui rendît la liberté. Elle l'obtint; mais quelques jours après ses couches, l'ordre vint de la ramener chez les religieuses, elle et son enfant. Cette sévère mesure accompagnait d'autres sanctions que les protestants ne cessèrent jamais de proclamer particulièrement douloureuses et intolérables. Au moins à trois

1. COQUEREL, II, 519-521 et 527.

2. COQUEREL, II, 524.

3. A. N. O<sup>1</sup> 470, f<sup>os</sup> 171, 191, 241, 233, 265; O<sup>1</sup> 471, f<sup>os</sup> 153, 246.

reprises, au mois d'août 1774, où il accorde au curé de Florac une lettre de cachet contre la jeune Carrière, qui fut enlevée à ses parents et mise au couvent de Mende, — au mois de mai 1775, où il écrit au curé d'Annonay de faire enfermer au couvent de Notre-Dame les jeunes filles Giscard et Marchal, âgées de vingt et un ans; — et au mois du juin 1775, où il prend des mesures pour faire transporter dans un couvent de Montpellier une certaine Jeanne Pascal, — Saint-Florentin s'est obstiné à faire revivre ces enlèvements d'enfants que le progrès des idées condamnait sans retour. Le 6 juillet, il écrivait que la fille Giscard ne devait pas être rendue à son père, même s'il la réclamait, sans « m'en avoir prévenu, disait-il, et avoir reçu ma réponse ». Cette réponse, les événements le dispensèrent de l'envoyer jamais. Il était, treize jours plus tard, brusquement renvoyé du ministère<sup>1</sup>. Mesure brutale, mais indispensable pour convaincre la France de la profonde révolution qui s'était opérée dans la politique religieuse du gouvernement. On a prétendu — sans preuves — que Louis XVI supportait avec impatience un Secrétaire d'Etat qui lui rappelait le ministère qu'avait protégé M<sup>me</sup> Dubarry. Ces souvenirs abhorrés auraient hâté la chute d'un ministre que ne recommandaient ni ses origines, ni ses mœurs, déplorablement faciles.

Peut-être le vertueux Louis XVI n'a-t-il nourri que peu de sympathies pour ce dernier « roué ». Mais n'a-t-il pas subi Maurepas, et ne subira-t-il pas Loménie de Brienne? Louis XVI n'ignorait pas que le métier de roi oblige à tirer le meilleur parti d'hommes que l'on peut juger, comme chrétien, avec sévérité. Et Saint-Florentin était en perfection l'homme de sa fonction. Ministre scrupuleux, inquisiteur et fermé à la

1. Il meurt, en 1777, à l'âge de 73 ans.

pitié, le terrible comte était encore le seul à connaître sans une défaillance chaque difficulté d'un département singulièrement complexe. Appliqué, depuis cinquante ans, à préciser, maintenir et sauvegarder la pensée politique de ses deux prédécesseurs, il apparaissait à Louis XVI comme le véritable dépositaire des volontés auxquelles il affirmait vouloir rester lui-même fidèle. Quand il jugeait l'œuvre immense de ce laborieux serviteur, le roi ne pouvait manquer d'être frappé de son honnêteté rigide. A lui était confiée la charge délicate des biens mis en régie. L'office avait passé par bien des vicissitudes, mais personne n'accusa jamais de prévarications le ministre d'Etat. Il veillait à faire retomber les sanctions légales sur tous les délinquants, quelle que fût leur situation ou leur fortune. Il savait résister aux sollicitations les plus pressantes, et refuser les faveurs qu'implorait son cher frère lui-même. Il n'était ni bas de caractère, ni flatteur auprès du roi, ni médiocre, ni faible<sup>1</sup>. Rarement ministre eut l'intelligence aussi complète, aussi précise, aussi pointilleuse, des choses de son département. Son caractère était intraitable. Non pas qu'il eût la crainte de l'équité et l'horreur de la justice, mais, fonctionnaire scrupuleux, il ramenait tout à l'application littérale de lois qui portaient en elles-mêmes les germes de l'injustice. Il eût pu dire, pour sa défense, que son rôle n'était pas de les discuter.

Au retour du sacre, Louis XVI renvoya donc ce fonctionnaire modèle, à la suite d'intrigues où Turgot a peut-être joué un rôle de premier plan. Le départ de Saint-Florentin était pour Turgot une nécessité. Son système de réformes embrassait la question reli-

1. BOISSEY D'ANGLAS, t. II, p. 23, cù l'on trouvera un jugement différent, et d'ailleurs partial.

gieuse comme les questions économiques. Et celle-là était ramenée à quelques principes essentiels qu'il avait déjà soumis aux méditations du roi : tolérance universelle, indépendance absolue de la conscience individuelle, incompétence radicale du pouvoir civil à l'égard des croyances religieuses. De ce point de vue, l'œuvre à laquelle présidait Saint-Florentin avec l'étroitesse d'esprit que l'on sait, apparaissait à Turgot comme une erreur philosophique et un crime politique. Aussitôt qu'il le put, il travailla à détruire l'erreur pour empêcher le crime. De là sa ferveur de philosophe prosélyte auprès du jeune roi ; de là son Mémoire sur la tolérance où l'on retrouve les idées qu'avait si généreusement appliquées l'intendant du Limousin ; de là surtout ses efforts pour imposer, à la tête d'un ministère discrédité par les tyranniques abus de Saint-Florentin, un homme qui fût acquis à ses idées réformatrices.

La faction de Choiseul s'agita pour prévenir les démarches du puissant ministre. Elle voulait faire agréer par le roi, Sartines. Mais Turgot avait déjà fait choix de son candidat. Lui aussi, il intrigua pour faire échouer la créature de Choiseul, qui était encore la créature de la reine. Nous pouvons croire, là-dessus, Besenval qui rappelle dans ses Mémoires comment Turgot « mit tout en usage » pour assurer le succès de son protégé. Celui-ci était le premier président de la Cour des aides et se nommait Malesherbes.

Ami d'enfance de Turgot, Malesherbes avait été pour le ministre d'un précieux concours, lors de la guerre des farines. Quand tout était contre le contrôleur des finances, quand son nom était maudit par le peuple, quand ses réformes étaient présentées au roi comme l'œuvre d'un ministre chimérique qu'il était urgent de renvoyer, Malesherbes l'avait soutenu, lui avait conquis l'appui de la Cour des aides, et s'était compromis jus-

qu'à rédiger, de concert avec le contrôleur menacé, des remontrances sur l'administration financière et l'organisation des impôts. Ils avaient mêmes idées, même désir de réformes, même amour de la liberté, même indépendance religieuse. Turgot proposa donc Malesherbes. Après quelques hésitations, Maurepas l'accepta et obtint l'agrément du roi. Besenval a raconté comment Malesherbes, après avoir opposé deux refus à l'offre de son ami, se laissa arracher son consentement, lors d'une émouvante entrevue avec Turgot qui se déclara prêt à se retirer lui-même, car, disait-il, « si la reine l'emporte dans cette occasion, tout est perdu ».

La nomination de Malesherbes fut en effet très désagréable à la reine, mais pour des motifs d'amour-propre blessé. Incapable de comprendre la portée politique d'un tel événement, elle ne voyait dans le nouveau ministre que l'heureux rival du candidat qu'elle avait protégé. Quant à Louis XVI, il allait, docilement, sur la voie où l'engageait la volonté de Turgot, et, ayant à peu près abdiqué sa personnalité, ne songeait plus à réagir.

Mais le clergé ressentit une vive irritation. S'il redoutait Malesherbes, ami des philosophes, chargé des affaires religieuses et préposé aux destinées du protestantisme (quoique, à cette date, une partie fort importante du clergé souhaitât et réclamât des mesures libérales en faveur des religionnaires), il était surtout inquiet d'entendre les clameurs de triomphe que ce choix déchaînait parmi les ennemis de toute idée religieuse, philosophes qui, à la suite de d'Alembert, adressaient à Louis XVI d'équivoques compliments, et, à la suite de Voltaire, ne se gênaient plus pour chanter à tous les échos qu'« avec Malesherbes et Turgot, on allait, grâce à Dieu, faire le contraire de ce qu'on fit jusqu'à présent ».

## II

Les espoirs de Voltaire étaient fondés : le vieux reclus de Ferney avait, de la situation politique à Paris, la vue la plus nette et la plus exacte. Le nouveau ministère eut hâte de faire le contraire de ce que l'on avait fait jusqu'à lui. Les circonstances le servirent à souhait.

Dès le début du mois de juillet 1775, l'Assemblée du clergé tenait ses séances au couvent des Grands-Augustins, sous la présidence de l'archevêque de Reims, le cardinal de La Roche-Aymon. Saint-Florentin avait été chargé de traiter avec le clergé l'affaire d'un don gratuit de 16 millions, mais, après l'avoir obtenu, il n'avait plus reparu devant l'assemblée. Turgot, secondé par Malesherbes, prétendit associer à ses projets les représentants eux-mêmes de l'Eglise de France. Nos deux ministres ne perdaient pas en effet de vue le problème de l'état civil des protestants. Ils étaient résolus à reconnaître la validité de leurs mariages, et, s'il faut en croire Bachaumont, songeaient, dès ce moment avec une grande hardiesse, à accorder aux religionnaires l'entière liberté de conscience. Aussi bien des complices, inavoués ou publics, les attendaient au sein de l'Assemblée du clergé. On citait les noms des évêques et archevêques prêts à soutenir les propositions des ministres libéraux. On savait qu'ils se grouperaient autour de l'archevêque de Toulouse « qui n'est pas entaché des préjugés de son corps et qui est fort tolérant ». Il l'était jusqu'au scepticisme, et ce fut, pour la cause de la liberté religieuse, un principe de faiblesse que de se présenter à l'Assemblée du clergé sous le patronage de ce prélat discrédité. Néanmoins, l'Assemblée fut un jour saisie de la proposition



de valider les mariages protestants. Il n'était pas difficile de deviner, derrière l'avocat de la thèse, la présence de Malesherbes et de Turgot. Nous savons en effet aujourd'hui qu'ils étaient les initiateurs secrets de la proposition. La pensée de marcher avec l'opinion publique, favorable à une mesure reconnue nécessaire, de terminer une vieille querelle qui fut néfaste aux deux belligérants, et de faire la cour à deux ministres dont tous les échos redisaient l'omnipotence et la ténacité, rallia au parti novateur un fort contingent de prélats. Un instant, Turgot crut l'emporter. Bachaumont écrit, le 29 juillet, dans ses Mémoires : « On se confirme de jour en jour dans l'espoir où l'on est que les protestants vont recevoir les avantages de la société (il veut dire de l'état civil) en France, avantage dont ils sollicitaient depuis longtemps la jouissance mal entendue. On assure que déjà des officiers, quoique protestants, ont été reçus chevaliers de Saint-Louis, sans qu'on leur ait demandé aucun certificat de catholicité. »

Mais les discussions s'aggravèrent et la scission parut bientôt complète au sein de l'Assemblée. Hésitants et perplexes, les prélats s'adressèrent à Maurepas. Ils voulaient s'assurer si, comme on le répétait avec quelque complaisance, l'unanimité était complète entre les divers ministres sur cette matière irritante, et ne furent pas peu surpris de recevoir, de la bouche du chancelier, des conseils de résistance. Loin de les engager à se rallier au projet de Turgot, Maurepas les gourmanda de leur faiblesse, se déclara personnellement hostile à ces innovations dangereuses, et, faisant un tableau pittoresque du clergé français qui, sous Louis XIV, « s'était mis à genoux devant ce monarque pour obtenir la révocation de l'édit de Nantes », auquel il opposa le clergé de 1775, tremblant devant un ministre et intrigant pour faire abolir une mesure vou-

lue par ses prédécesseurs, il leur reprocha l'inconséquence de leur conduite, et « les raffermir dans leur résistance ». Désormais, la proposition fut écartée et le silence se fit sur elle. Même l'Assemblée parut oublier qu'elle avait été sur le point de s'avouer vaincue et reprit une attitude agressive. Selon l'usage, elle réclama, dans son discours au roi, la dispersion des assemblées des protestants, leur exclusion des offices publics, l'interdiction de leurs mariages clandestins, et même qu'on leur défendit d'élever et d'instruire leurs propres enfants. D'ailleurs, l'Assemblée ne se faisait aucune illusion sur le sort de cette requête. De cinq ans en cinq ans, l'usage s'était maintenu de porter jusqu'au trône ces doléances, toujours les mêmes, auxquelles on suppliait Sa Majesté de faire droit, en reconnaissance du don gratuit que le clergé venait de voter, selon le désir du gouvernement. Mais Sa Majesté prenait l'argent, distribuait de bonnes paroles, puis les doléances allaient rejoindre, dans les cartons de la Maison du roi, celles du lustre précédent. Les remontrances du clergé en 1775 n'eurent pas un autre sort : personne ne s'en déclara surpris.

Mais Turgot n'était pas homme à se contenter d'une démonstration platonique. Abandonné par les prélats, trahi par les événements et lâché par Maurepas, il jugea l'heure venue de faire entendre la grande voix que la cause protestante semblait réchauffer, rajeunir et animer jusqu'à la rendre terrible : il s'adressa à Voltaire.

Bachaumont nous fait connaître que le gouvernement invita, vers la fin de 1775, le patriarche de Ferney à écrire sur la validité des mariages protestants. Voltaire fit donc ramasser à Paris toutes les pièces qui avaient paru depuis quelque temps sur cette matière. Turgot lui facilita toutes choses, ne cessant de le presser et de lui reprocher sa lenteur, mais Voltaire répon-

daît sagement qu'il était nécessaire de bien préparer les esprits, de les éclairer, et « de faire précéder la loi de l'humanité dans les cœurs, avant de rendre une loi décisive ».

De son côté, Malesherbes ne restait pas inactif. Dès les premiers jours de son ministère, il entreprit la chasse aux abus. Précisément, le cas de la jeune protestante Jeanne Pascal lui permit de faire connaître sa pensée<sup>1</sup>. Elle était du diocèse de Montpellier, et se disant résolue à embrasser la religion catholique, avait écrit au mois de juillet 1775 à Saint-Florentin de lui envoyer l'ordre de se rendre à un couvent de Montpellier. Pour lever les scrupules financiers du Secrétaire d'Etat, le curé de Jeanne Pascal offrait de payer la pension de cette jeune fille. Sur ces entrefaites, Saint-Florentin était tombé, mais comme l'évêque de Montpellier se trouvait à Paris, il vint solliciter de Malesherbes l'ordre que son prédécesseur était disposé à expédier. Malesherbes écrivit à l'évêque une lettre dont le sens n'était pas douteux : « Avant de rien proposer au roi à cet égard, lui disait-il, je désire savoir si vous avez connaissance de ce qui regarde cette jeune fille, et si vous jugez qu'il y ait lieu de donner des ordres pour la faire mettre dans une communauté. Vous me ferez même plaisir de me marquer si vous pensez en général que le bien de la religion exige véritablement quel'on enlève des enfants à leurs père et mère pour leur donner une instruction dont on m'assure qu'il est assez rare de les voir profiter. Je vous serai obligé de m'aider de vos lumières dans une matière qui me paraît aussi délicate qu'elle est importante. » L'évêque tint bon, affirma la sincérité de la néophyte et l'utilité de l'arracher à ses parents huguenots. Malesherbes dut expédier la lettre de cachet, après quoi il prépara sa revanche.

1. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 210, 257, 273.

L'évêque de Nîmes lui offrit, un mois plus tard, l'occasion de la prendre, non pas cependant aussi complète qu'il l'aurait désirée.

Malesherbes l'avait prié de lui faire connaître l'état du protestantisme dans son diocèse, et peut-être même ses vues personnelles sur ce qui regardait les enfants des religionnaires qui voulaient se convertir à la religion catholique. Le mémoire de l'évêque fut particulièrement bien vu de Malesherbes, et c'est ce qui augmente nos regrets de ne plus trouver trace d'un document qui serait, pour nous, si précieux. Mais aussi le ministre agréa les observations du prélat sur les conversions d'enfants. Vos vues « sont sages et éclairées, lui disait-il. Sa Majesté les a approuvées et se confie à votre prudence ». Elles devinrent même le motif d'une instruction particulière, qu'il écrivit le 27 septembre, et dont on va mesurer la portée.

« Je suis instruit, Monsieur, que plusieurs enfants de protestants parvenus à l'âge de quinze ou seize ans, où l'on commence à être en état de prendre un parti par soi-même, désirent sincèrement de se faire instruire dans la religion catholique, mais qu'ils en sont empêchés par leurs parents qui ne craignent pas d'user de menaces et quelquefois même de violences pour les en détourner. J'ai cru devoir prendre à ce sujet les ordres du Roi, et vous les faire connaître. Sa Majesté est dans la disposition de n'user que rarement, et dans le cas où Elle ne pourra s'en dispenser, de son autorité pour retirer ces jeunes prosélytes des mains de leurs parents, et les faire mettre dans des lieux d'instruction; mais Elle n'en est que plus résolue à ne pas souffrir que les parents usent de quelque moyen que ce soit pour gêner leur vocation. Comme Elle sait que votre prudence égale votre zèle, Elle croit ne pouvoir mieux faire que de vous rendre, à cet égard, le dépositaire de ses intentions et de son autorité. Elle croi

qu'il convient de commencer par employer les voies de l'exhortation, et Elle vous charge en conséquence de faire sentir aux parents des jeunes religionnaires qui veulent embrasser la religion catholique qu'ils ne doivent y mettre aucun obstacle, et même d'exiger d'eux surtout qu'ils ne les menacent ni ne les maltraitent pour raison de la religion.

« Sa Majesté est persuadée qu'ils se conformeront à ce que vous leur prescrirez, mais s'ils le refusaient, ou si, après vous avoir donné leur parole, ils venaient à y manquer, vous voudrez bien m'en faire part, et je prendrai les ordres de Sa Majesté pour soustraire ces jeunes gens à leurs persécuteurs<sup>1</sup> ».

L'essentiel de la lettre, enveloppé de précautions et d'assurances énergiques, n'en était pas moins que Sa Majesté n'userait plus que rarement, et à des conditions pratiquement irréalisables, du droit d'enlever leurs enfants aux parents réformés. Ce principe nouveau ne sera plus perdu.

Proclamé au mois de septembre 1775, nous voyons que, dans ce même mois, il se fortifie par le refus catégorique de s'immiscer dans une question de baptême, opposé par le ministre à une requête de l'évêque de Léon. Il y avait, à Roscoff, un protestant Maculoch, d'origine anglaise, qui avait refusé de porter son enfant à l'église pour le baptême catholique. Le manquement à la loi était formel, mais à l'évêque qui demandait de sévir, Malesherbes opposait une raison aussi irrésistible qu'imprévue. Tout d'abord ce sujet, d'origine anglaise, ne saurait être soumis aux lois françaises, et n'y aurait-il pas ensuite trop d'inconvénients à exiger de lui ce que l'on n'exige pas « des Juifs ou des musulmans qui viennent, attirés par le commerce, dans quelques-uns de nos ports » ?

1. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 283-284; 276; 271-272.

Mais ce fut la Picardie qui reçut les directives les plus fermes du nouveau ministre. Au village de Warlincourt, le curé, récemment nommé, avait exercé son zèle contre les protestants, qu'il vexait en refusant de consigner sur les registres baptistaires que les enfants étaient nés d'un mariage véritable, en affectant d'ignorer le nom du père, et en donnant aux baptisés la qualification d'illégitimes.

On dénonça le curé à Malesherbes qui envoya à l'intendant M. d'Agay une longue lettre, fortement motivée, où la conduite de l'ecclésiastique était, en termes formels, réprouvée et condamnée.

Malesherbes pose en principe que le curé n'est « qu'un simple rédacteur d'actes ». Ses fonctions sont celles d'un notaire, et ne lui donnent d'autre droit que celui d'énoncer dans son acte ce qui lui est déclaré, à savoir que l'enfant est fils d'un tel et d'une telle. Il excède son pouvoir, quand il prétend décider sur l'état des citoyens, prononcer si l'homme est validement marié et père au regard de la loi, et si l'enfant est ou non légitime. C'est là fonction de juge, dont le curé n'a pas à connaître, sous peine d'usurpation de pouvoir.

Pour le cas de Warlincourt, la faute du prêtre est encore plus inexcusable, car les réformés de Picardie vont, selon une vieille tradition, se marier à Tournai, dans la Flandre autrichienne. Ces mariages sont assurément reconnus en terre étrangère, et le curé n'a certainement pas le droit de juger le contraire.

« D'ailleurs, en déclarant illégitime l'enfant de Marguerite Potet, sans indiquer à quel titre il le croit illégitime, non seulement il inflige à la mère une note humiliante, puisque ceux qui verront l'acte seront fondés à croire que l'enfant est le fruit du libertinage, mais il fait à l'enfant même une injustice encore plus criante. Il serait possible que le mariage, quoique par la rigueur de nos lois il ne dût point produire d'effets

civils dans le royaume, fût néanmoins très valide et très légitime dans les Etats autrichiens. L'enfant y aurait en ce cas un état assuré que le curé de Warlincourt lui enlève en le déclarant indéfiniment illégitime. » A considérer ces principes généraux et ces circonstances particulières, le curé de Warlincourt est donc « très blâmable, et a commis une indiscretion très répréhensible ».

Ce tort, il s'agit de le réparer. Hardiment, Malesherbes suggère de s'adresser au juge du lieu pour qu'il ordonne de réformer l'extrait baptistaire et d'inscrire la sentence sur le registre avec le nouvel extrait.

Vers cette époque, Turgot et Malesherbes qui souffraient de rester sur l'échec infligé par l'Assemblée du clergé à leur projet en faveur des mariages protestants, élaborèrent ensemble un texte définitif pour la validation de ces unions <sup>1</sup>.

Mais leur ambition de réforme fut brisée en plein élan. Les intrigues de Cour avaient enfin rompu le charme qui maintenait, pour ainsi dire, Louis XVI sous la fascination de son ministre. Lassé de lutter sans espoir de vaincre, Malesherbes est résolu, au mois de mai 1776, à se démettre de ses fonctions. Turgot, que la passion du bien public retenait avec plus de force à son bureau menacé, nourrit un instant l'illusion de voir Louis XVI revenir à ses ministres, qui, seuls avec lui, prenaient à cœur l'œuvre réformatrice. Quand ils comprirent que rien ne subsisterait de leurs travaux, de leurs efforts, de leurs projets; quand ils virent que, par la perfidie de Maurepas, celui qui devait être préposé à la Maison du Roi était Amclot, créature amorphe du chancelier et

1. DUPONT DE NEMOURS, *Mémoires*, II, 173, note, et HENRI MARTIN, *Histoire de France*, XVI, p. 368.



tout prêt à activer la ruine des réformes chèrement acquises, Turgot et Malesherbes n'essayèrent plus d'échapper à leur sort. De même que, dix mois auparavant, le comte de Saint-Florentin avait été brusquement congédié aux applaudissements du parti philosophe, de même Turgot reçut, le 12 mai 1776, l'ordre brutal de résigner ses fonctions, à la grande joie des partis de réaction <sup>1</sup>.

Ceux-ci ne doutaient point que toutes les mesures prises par Turgot et Malesherbes ne fussent rapportées à bref délai. Sans vouloir partager le jugement de Condorcet sur le nouveau ministre qui, disait-il, « était d'une bêtise au-dessus de l'ordre commun », — jugement suspect d'un ennemi irrité — nous devons cependant reconnaître qu'une des raisons de l'élection d'Amelot était sa médiocrité même, qui le rendait gauche, perplexe, et faisait de lui l'homme-lige de Maurepas qui, malgré sa parenté, ne lui ménageait pas les sarcasmes et était capable, disait-on, de le faire agir selon son plaisir, et à complète discrétion.

Cependant Amelot ne tardait pas à s'apercevoir que l'esprit public ne se réformait pas à coups de sanctions, et que vouloir ranimer des lois que ses prédécesseurs avaient eux-mêmes frappées à mort, ce serait augmenter le trouble et la confusion. Cet homme « sans esprit » eut l'intelligence du moment. Ce ministre sans caractère sut résister aux excitations d'une cour infatigable à maudire les réformes de Turgot, et féroce dans sa haine. Encouragé à abuser de sa force, il se contenta de modérer l'allure des libertés. Mais il laissa, au fond de ses tiroirs, les lettres de cachet dont

<sup>1</sup> 1. Ce rôle religieux de Malesherbes et de Turgot a été un peu trop négligé par les biographes de ces deux ministres; GAILLARD, *Vie de M. de Malesherbes*, Paris, 1805; FONCIN, *Essai sur le ministère de Turgot*, Paris, 1877, surtout les chapitres ix et xiii.



on avait autour de lui la nostalgie malsaine. Quand les plaintes devenaient pressantes et qu'on sollicitait l'application rigoureuse de la loi, Amelot ne jouait qu'avec précaution des textes invoqués, et ne manquait même pas de cet art de l'interprétation qui sauvegarde les textes et en modifie l'esprit. Les évêques ne tardèrent pas à se heurter à cette force déconcertante : ils avaient espéré trouver dans le successeur de Malesherbes, l'exécuteur rigide de la loi : ils n'eurent devant eux qu'un avocat.

L'évêque de Montpellier, toujours actif à signaler les religionnaires, lui demandait de sévir contre une de ses diocésaines, nommée Poujol, qui, « après avoir été séduite par un protestant, s'est laissée entraîner à une assemblée et paraît consentir à se marier au désert ». Les cas de séductions de jeunes filles catholiques n'étaient point rares en province, et l'évêque souhaitait un acte de fermeté. Mais fallait-il punir le séducteur ou la fille séduite ? Et convenait-il de frapper celle-ci sous le prétexte qu'elle paraissait consentir à se marier au désert ? L'embarras était réel ; Amelot refusa de se jeter dans ce guêpier et écrivit à l'intendant de « se concerter avec l'évêque sur les moyens propres à empêcher que le libertinage ne conduise à l'apostasie ». Ce conseil qui, en invitant les juges à s'occuper d'une situation antérieure, les détournait de la faute elle-même ou de la cérémonie au désert, laissait en réalité les accusés hors des prises de la loi <sup>1</sup>.

Lui-même encourageait les citoyens généreux qui, pour hâter la fin d'une situation difficile aux réformés, échaffaudaient projets sur projets, qu'ils adressaient, comme au bon temps de Gilbert de Voisins, au Secrétaire d'État. Au mois d'octobre 1776, Amelot

1. A. N. O<sup>1</sup> 472, f<sup>os</sup> 238, 277, 311.

écrivait ces lignes caractéristiques à M. Binaud, lieutenant général de l'amirauté à Marennes, qui lui avait envoyé ses observations sur l'état actuel des protestants dans le royaume : « Elles m'ont paru dictées par un véritable esprit de patriotisme, et je les ai lues avec plaisir. »

Son patriotisme ne lui faisait découvrir, dans les religieux coupables, que des Français égarés, qu'il convenait de ramener par la persuasion, avant de le faire par la violence. Et quand les intendants, que la chute de Malesherbes avait incités à changer de manière, s'imaginaient faire leur cour au nouveau Secrétaire par un redoublement de sévérité, Amelot contenait sagement leur zèle et leur rappelait les règles de l'éternelle sagesse. M. d'Agay, intendant de la Picardie, avait remis en vigueur de dures sanctions contre les assemblées et sollicitait encore de nouveaux ordres. Amelot convient avec son intendant que les réformés de la Picardie ne se montrent guère sages, mais il est d'avis qu'il vaut mieux différer encore quelque temps la punition. Il suffira d'exercer une surveillance plus active, et les rebelles prendront le parti de la soumission. Pourquoi M. d'Agay voudrait-il notifier des ordres du roi pour défendre les assemblées ? Ce moyen est d'abord inutile, puisque les lois qui les prohibent sont publiques et connues, ensuite dangereux, puisque les désobéissances prendraient alors figure de rébellions. Il serait bien plus habile d'enfler la voix pour « tâcher d'effrayer », et de menacer quelques protestants seulement, choisis parmi les plus respectés ou les plus considérables. Il est, en tous cas, « à propos de ne punir que le moins de personnes qu'il sera possible. Il est principalement question d'intimider et de contenir par un exemple <sup>1</sup> ».

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>o</sup> 31, lettre du 23 janvier 1777, et f<sup>o</sup> 499, lettre du 8 décembre.

Deux mois plus tard, le village d'Uchaud ayant élu comme consul un protestant, le juge-mage de Nîmes, nommé Gautier, adressa au garde des sceaux un mémoire sur cette élection illégale et scandaleuse. Le garde des sceaux transmit l'affaire au Secrétaire d'État Amelot. Gautier n'eut pas à s'en féliciter, car le ministre, après lui avoir distribué une volée de bois vert, rappela quelques principes qu'on aurait dit échappés à la plume d'un Turgot : « Le sieur Gautier, disait-il, n'a aucune qualité pour attaquer l'élection d'un consul ni sous prétexte de protestantisme, ni sous quelque autre prétexte que ce soit, et il me paraît de même qu'à vous dans le cas d'être déclarée non recevable (*sic*). Je suis d'autant plus volontiers de cet avis qu'en prononçant contre lui par fin de non-récevoir, le juge-mage évitera d'entrer dans la discussion d'une question qui, quoique bien nettement décidée par les lois rendues à ce sujet, n'en est pas moins délicate aujourd'hui, attendu l'espèce de désuétude où ces lois paraissent être tombées <sup>1</sup>. »

Ces mêmes principes lui servirent à régler l'incident, bien autrement grave, arrivé à Saint-Jean du Bruel, au diocèse de Vabres. Deux jeunes filles, Nègre et Randon, ayant été mises au couvent de Sainte-Claire à Milhau, trois prédicants excitèrent la population de l'endroit contre le curé, que l'on accusait d'avoir provoqué ces enlèvements. Le curé fut molesté, et, à la tête de la troupe irritée, se distinguait le frère de la jeune Randon. L'intendant, M. Terray, rapporta l'affaire à Amelot, sollicitant des ordres contre les fauteurs de l'émeute, mais le ministre répondit qu'il suffirait de prévenir le frère de la demoiselle Randon de « se tenir désormais tranquille ». Amelot jugeait qu'on

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>o</sup> 123; lettre du 27 mars; f<sup>os</sup> 178 et 342.

ne saurait assez multiplier les recommandations, pour rendre inutiles toutes brutalités.

Nous avons la correspondance échangée par Amelot avec divers intendants pendant les années 1776 et 1777. C'était le moment pour lui d'arrêter ses idées, définir sa politique et faire connaître à ses subordonnés son plan d'action. Or, si les incidents qui provoquèrent ses instructions furent divers par leur malice et leur gravité, les instructions mêmes ne varièrent jamais. Elles venaient d'un homme qui ne désespérait point de la patience et de la bonté.

Voici l'intendant du Poitou, M. de Blossac, qui propose d'arrêter le prédicant Gaspard, au village de Mouchamp, où il tient des assemblées chez un nommé Paulet. Amelot n'est point d'avis de punir ces deux religionnaires : un acte de rigueur pourrait causer une fermentation trop forte parmi les protestants du canton, et il suffira d'expulser sans bruit le prédicant, mais en ce cas, « il ne saurait être question d'infliger aucune peine au nommé Paulet, parce qu'il ne serait pas conséquent que le moins coupable des deux fût puni, tandis que l'autre paraîtrait ne pas l'être; il faudrait se borner à l'intimider par des menaces<sup>1</sup> ».

Au diocèse de Dax, où les poursuites contre les religionnaires étaient tombées en complète désuétude, les progrès de l'hérésie n'avaient cessé d'alarmer l'évêque qui se décida, vers le mois de décembre 1777, à se plaindre au ministre, en faisant un sombre tableau « de l'éclat scandaleux » avec lequel s'exerçait le culte public des réformés. Amelot fut donc contraint d'exciter la vigilance de l'intendant, M. Douet de la Boulaye, mais, dans le temps même où il l'engageait à sévir, soit par la démolition du temple, soit par l'arrestation des prédicants et des plus obstinés protes-

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>os</sup> 386, 434, 455, 518, 527.

tants, il ne manquait pas de lui rappeler que « Sa Majesté désire ne donner d'ordres qu'autant qu'elle sera assurée qu'ils pourront être exécutés sans risque pour la tranquillité publique ». Les inconvénients de l'attitude des religionnaires ne devaient jamais devenir la cause d'une « fermentation qu'il serait peut-être ensuite bien difficile d'éteindre ».

Dans la généralité d'Orléans, l'intendant de Cypierre signale l'obstination des protestants de Josnes et de Guillonville que les sévères mesures dont ils ont été naguère victimes n'ont rendus ni plus circonspects ni plus modérés. Cependant Amelot répugne à recourir aux violences. Même si l'on peut être sceptique sur le résultat que pourront avoir des conseils répétés et de « simples défenses », il convient « d'en essayer » encore à l'égard des « deux principaux religionnaires de chacune de ces deux paroisses », auxquels sera infligée « une sévère réprimande ».

Les réformés de la généralité de La Rochelle s'agitent et, au village de Saint-Fort de Conac, on a élevé un temple où les habitants accourent « dans une grande fermentation ». Amelot donne pour instructions à l'intendant Meulan d'Ablois de ne pas souffrir que les religionnaires abusent de la bienveillance royale « au point de se livrer à des actes éclatants de désobéissance », et de veiller à faire démolir le temple, pourvu que « cette opération soit faite avec la prudence nécessaire » ; mais si elle devait exciter quelque émeute, il faudrait la différer.

Celui qui devait réagir contre l'intolérable condescendance de Turgot et de Malesherbes à l'égard des réformés se présente en somme aux regards de l'histoire comme le continuateur des deux ministres congédiés. Pendant les années 1776 et 1777, il s'ingénie visiblement à rassurer les esprits inquiets, à rétablir l'ordre par d'insensibles démarches, sans l'appareil

des lois ou le fracas des sanctions. De loin en loin, lui aussi signera quelques ordres rigoureux, mais il semble bien qu'on en aura vite épuisé la liste, quand on aura signalé celui contre Drancourt, accusé de prêter sa grange pour les assemblées de Templeux-le-Gué-rard et d'Hargicourt, — celui contre les fils de Louis Bas, accusés de prêter leur maison pour y recevoir le prédicant, au lieu de Nauroy, — celui contre la veuve Chapeau, de la paroisse de Mouchamp, accusée de ne pas envoyer ses enfants aux instructions du curé et à qui l'on arracha ses deux fils aînés, qu'on mit au sémi-naire de Luçon<sup>1</sup>.

Tel était l'homme que la cabale de la reine avait chargé de mettre bon ordre aux entreprises anarchiques de Malesherbes. Il paraît incontestable que les calculs de la coalition se trouvèrent déjoués. Le contact des réalités rejeta ce ministre à l'école de Turgot. Lui aussi comprit que les courants impétueux ne se remontent pas, et que la vraie façon de les maîtriser est d'endiguer leurs eaux. Pouvait-il, d'ailleurs, faire autre chose, quand la situation générale avait encore empiré<sup>2</sup>?

### III

L'activité des églises protestantes avaient en effet repris sa marche, à une allure conquérante. Les leçons que les pasteurs n'avaient pu manquer de retirer de l'attitude prise officiellement à l'égard de leurs démarches allaient porter leurs fruits.

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>os</sup> 31, 499, 281 et 371.

2. A noter que son collègue au ministère, le comte de Vergennes, n'obtenait aucun résultat dès qu'il essayait, par Mémoires ou par démarches personnelles, d'intervenir auprès de Louis XVI en faveur des protestants. Au mois de juillet 1778, il aurait désiré que deux protestants de Nîmes, ses protégés, fussent autorisés à aller se marier à Genève. Amelot appuyait la démarche. Mais Louis XVI, au Conseil, refusa la permission, en présence même de Vergennes. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>o</sup> 305.

En Picardie, les réformés ne cessaient de vivre dans l'impatience des demi-mesures. Depuis 1774, la conviction s'était répandue chez eux qu'ils étaient à l'abri des répressions. Rares en effet seront les délinquants frappés par la loi. En 1776, un Pierre Lemuc, du village d'Esquéhéries, ayant inhumé sa mère en terre profane, pour éviter de « la faire passer » à l'église, est condamné à payer 3 livres au curé de sa paroisse. mais l'arrêt fut cassé, le 11 octobre suivant, à la suite d'une intervention de Court de Gébelin.

Les protestants organisèrent donc, à l'abri de cette paix générale, leur premier colloque, qui se tint le 30 septembre 1776, et où Bellanger fut reconnu pasteur de la région. Bellanger était une âme ardente. Sur ses conseils, les assemblées reprennent dans toute la généralité, et leur régularité, leur importance, leur imprudence même deviennent bientôt si notoires que l'intendant d'Agay, après avoir vainement espéré contenir l'élan de ces fidèles, se vit obligé de dénoncer « leur obstination » au ministre Amelot. Les paroisses de Vendelles et de Jeaucourt affectèrent la soumission; celles de Templeux-le-Guérard et d'Hargicourt, la révolte. Pierre Drancourt se signalait à nouveau parmi les rebelles de Templeux. Le Secrétaire d'Etat fut d'avis « de différer encore quelque temps » les punitions. Cependant il recommandait à l'intendant de faire apparaître en ces villages la maréchaussée, dont la vue suffirait, disait-il, à calmer les esprits. C'étaient là pures illusions. Les protestants narguèrent la maréchaussée, se rirent des menaces de l'intendant, et multiplièrent leurs assemblées, sans retenue. D'Agay prétendit alors user de la manière forte et, à plusieurs reprises, informa de ses intentions le Secrétaire d'Etat, qu'il priait d'approuver ses mesures. Mais Amelot s'obstina à condamner la violence. « Le Roi, dit-il, juge inutile et peut-être même d'une conséquence dangereuse de



faire aux religionnaires de quelques paroisses des défenses locales de s'assembler. » Comme le désordre augmente, à proportion de cette faiblesse, et qu'à Nauroy, les assemblées viennent de se tenir avec un éclat provocateur, Amelot consent enfin à couvrir l'intendant. Celui-ci ordonne alors de vigoureuses poursuites. Les enfants de Louis Bas, accusés de prêter leur maison pour les assemblées, sont jetés en prison, les portes de la maison sont murées, et de nombreux réformés menacés de représailles. A Warlincourt, le fameux Catelain, encouragé par le succès de sa protestation qui avait attiré, en 1775, sur le curé de l'endroit, le blâme du Secrétaire d'Etat, apparaît comme l'âme de la résistance. Il est à son tour arrêté et mis aux prisons de Landrecies. Amelot donne même l'ordre « de s'assurer de la personne du prédicant et de le faire mettre pour quelque temps en prison ». Les réformés se tournèrent vers Court de Gébelin, qu'ils supplièrent d'intercéder pour eux. Leurs mémoires à l'agent officieux des églises de France sont véritablement un cri de désespoir. Court de Gébelin écrivit immédiatement au roi, et fut assez heureux pour obtenir un adoucissement au sort de ses protégés. Par arrêt du 8 mars 1778, le parlement de Paris ordonnait de réformer les actes de baptêmes, dans les registres des paroisses d'Hargicourt, Jeaucourt, Nauroy et Ronsoy, selon les vœux des réformés. Mais l'intendant d'Agay fit subir aux coupables son ressentiment, condamna à quinze jours de prison les enfants de Louis Bas et, par contumace, Michel Tellier, accusé d'avoir fait baptiser son fils au désert. En dépit de ce simulacre de sévérité, les réformés continuèrent leurs réunions, et jusqu'en 1780, n'auraient subi aucune autre violence si, vers le début de cette année, le gouvernement n'avait été prévenu que deux prédicants anglais parcouraient le pays, tenaient des assemblées



et haranguaient les foules. Le moment était, à vrai dire, bien mal choisi pour des exhortations de pasteurs venus d'Angleterre : nous préparions la revanche prochaine des traités de 1763. Le garde des sceaux fit surveiller de fort près les agissements de ces ministres, et l'on apprit avec stupeur qu'ils se mêlaient de marier des jeunes filles catholiques françaises à des protestants étrangers.

Les ordres les plus rigoureux furent adressés à l'intendant d'Agay afin de mettre un terme à l'activité des pasteurs. Les protestants, confiants dans leur impunité, avaient précisément convoqué, le 24 novembre 1779, une réunion synodale à Bohain, dans l'Aisne, où quatre pasteurs avaient reçu leur investiture : Bellanger pour la Thiérache, Dolivat pour la Picardie, Fontbonne-Duvernet pour le Cambrésis, Racine pour l'Orléanais et le Berry. Le synode n'avait pris fin que le 6 décembre. Le ministère du pasteur Dolivat ne devait point débiter dans le calme. Presque aussitôt, l'intendant jette à ses trousses la maréchaussée, et, longtemps traqué, Dolivat fut enfin arrêté et mis en prison. Cependant il était nécessaire d'en référer au Secrétaire d'Etat qui approuva la mesure, mais pour les motifs suivants : « La circonstance, disait-il, des deux prédicants anglais qui ont été à peu près dans le même temps dénoncés par le sieur Collet, vicaire de Bouzies, rendait cette précaution nécessaire. Mais suivant d'autres avis que j'ai reçus depuis, Oliva (*sic*) n'a rien de commun avec ces deux prédicants ; ainsi je vous prie de le faire mettre en liberté ; mais en exigeant de lui qu'il donne, et même par écrit, sa parole d'honneur de retourner sur-le-champ en Hollande et de ne plus revenir. L'on assure que cette précaution sera suffisante pour empêcher son retour ; que les ministres protestants regardent cet engagement comme sacré, et qu'Oliva, qui a de la douceur et de la prudence, sera

encore plus exact qu'un autre à n'y pas manquer. » Dolivat fut en effet relâché et se retira en Hollande.

Désormais, les religionnaires de la Picardie ne seront plus inquiétés et établiront sur de solides assises leurs églises ressuscitées<sup>1</sup>. Un témoignage frappant de ce revirement d'opinion fut donné par le Secrétaire d'Etat à l'intendant, au mois de novembre de cette même année 1780. Le fameux calviniste du Moutier, de Saint-Quentin, avait commis la bassesse de dénoncer, spontanément, au ministre d'Etat le pasteur Bellanger, qui, après avoir donné sa parole de ne plus évangéliser, commençait à reparaître aux environs de Saint-Quentin. La dénonciation était d'autant plus venimeuse qu'elle tendait à représenter l'infortuné pasteur « comme très dangereux ». Mais Amelot ne prit au tragique ni les faits invoqués ni les soupçons perfidement insinués, et Bellanger put continuer son œuvre en paix.

En Normandie, les idées de tolérance avaient réalisé d'incroyables progrès. Déjà l'intendant Fontette avait couvert de sa bienveillance les entreprises des religionnaires et s'entendait à demi avec le parlement pour arrêter toutes poursuites et toutes violences. Son successeur Esmangard, arrivé en Normandie au mois de septembre 1775, poussait encore plus loin la protection avouée des pouvoirs à l'égard des réformés. C'est lui qui, le 4 juin 1777, écrivait ces nobles paroles « Il n'est pas dans les principes de l'administration d'enlever les enfants à leurs parents. Il faut que ces enfants forment eux-mêmes la demande, ou qu'elle soit faite au nom de la plus grande partie de la famille. » Ces restrictions protocolaires ne l'empêchaient point d'assurer le respect absolu des droits des parents

1. A. N. O<sup>1</sup> 471, f<sup>os</sup> 271, 272; O<sup>1</sup> 473, f<sup>os</sup> 34, 499; O<sup>1</sup> 474, f<sup>o</sup> 60; O<sup>1</sup> 476, f<sup>o</sup> 61, 96, 174. — ROSSIER, p. 296 et suiv.; DOUEN, p. 130-150.

car, ainsi que l'a démontré M. Galland, même à des demandes « spontanées », l'intendant opposa très souvent un refus obstiné<sup>1</sup>.

Il ne put cependant empêcher le garde des sceaux Bertin d'envoyer, le 21 février 1779, des ordres rigoureux d'arrêter le pasteur Mordant, à la suite d'une très nombreuse assemblée qu'il avait tenue dans les carrières du Valasse. Mis le ministre eut tout loisir de disparaître, et quelques mois d'absence suffirent à détourner le ressentiment de Bertin<sup>2</sup>.

Les religionnaires du Poitou, après avoir traversé une période de rudes poursuites, avaient retrouvé la paix. Sous l'action du prédicant Gaspard, du lieu de Mouchamp, les assemblées s'étaient un peu partout reconstituées, et l'intendant M. de Blossac ne songeait guère à les troubler. Le curé de Mouchamp s'imagina que de prévenir le ministre d'Etat suffirait à réprimer les audacieuses tentatives du prédicant.

Mais Amelot n'accepta qu'avec la plus extrême défiance les dires du curé. Sous le spécieux prétexte que des deux protestants dénoncés, l'un, nommé Soulet qui avait prêté sa maison pour tenir les assemblées, ne devait être regardé que comme un inoffensif complice, et l'autre, le prédicant Gaspard, ne jouissait d'aucun crédit parmi ses coreligionnaires, Amelot décida de ne frapper ni le prédicant, que son humilité préservait, ni Soulet, que son caractère de subalterne rendait indigne de la rigueur des lois.

Jusqu'en 1782, les religionnaires du Poitou pourront librement s'organiser, et quand le curé de Vançais réclamera du pouvoir un acte d'autorité pour contenir les protestants de sa paroisse, Amelot répondra : « A la vérité, ils remplissent avec exactitude les exercices

1. GALLAND, p. 417-425.

2. WADDINGTON, p. 113-12.

de religion qu'ils croient que leur devoir leur impose, mais ils ne font rien capable de troubler l'ordre ni de mériter l'animadversion du gouvernement. » Par une sollicitude vraiment surprenante, Amelot s'était déjà chargé, en 1781, de rassurer les familles protestantes de la région. Un registre des baptêmes et des mariages de ceux de la R. P. R. avait disparu de Poitiers. Le Secrétaire d'Etat fit faire les plus actives démarches afin de le retrouver, car, disait-il à l'intendant, « ce registre peut intéresser plusieurs familles ». Et dans ce souci il n'y avait personne qui ne découvrit la secrète pensée d'avoir en mains le témoignage probant de l'état civil des réformés, que leurs cérémonies du désert pouvaient vicier aux regards de la loi, mais ne supprimait pas aux yeux d'un ministre, tourné vers la tolérance<sup>1</sup>.

Les protestants de la province voisine de Saintonge n'appréhendaient aucune suite fâcheuse à leurs efforts de reconstruction. Du côté du village de Saint-Fort de Conac, les espoirs s'étaient si brusquement déployés que, dans l'année 1777, il fut décidé de reconstruire un temple. L'édifice s'éleva rapidement. Amelot parut abasourdi d'une telle audace, et signifia à l'intendant Meulan d'Ablois que la volonté du roi était que le temple fut « démolí sur-le-champ », en faisant assister « les ouvriers par une main-forte suffisante pour qu'ils ne soient pas troublés dans leur travail ». Amelot se faisait-il la moindre illusion sur son ordre? L'intendant lui avait répondu que les temples s'étaient fort multipliés dans la Saintonge : n'en détruire qu'un seul serait ne rien faire, et vouloir généraliser cette mesure inexorable serait à coup sûr provoquer la fermentation dans un pays, où l'ordre avait toujours été fort long à se rétablir, et bien difficile à maintenir. La conversion

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>os</sup> 281, 371, 386, 434; O<sup>1</sup> 477, f<sup>o</sup> 126; O<sup>1</sup> 478, f<sup>os</sup> 276 et 325.

l'Amelot fut donc soudaine, et, ne voulant provoquer aucun désordre, il appela à son aide les protestants du Languedoc. Le comte de Périgord fut chargé d'obtenir la soumission, par l'intermédiaire de ses sujets réformés, des rebelles de Saint-Fort de Conac. Par cette voie détournée d'une diplomatie que rebutait la violence, le Secrétaire d'Etat put se flatter d'avoir ramené dans l'ordre un pays tout prêt à la révolte.

Deux ans plus tard, les protestants de La Rochelle se hasardent à envoyer à leur hôtel de ville des consuls religieux. Les circonstances les avaient peut-être incités à ce coup d'autorité. Nous étions à la veille d'une rupture avec l'Angleterre. Le gouvernement envisageait toujours avec effroi l'éventualité d'une défection de la part des protestants de La Rochelle. Amelot l'avoue sans détour, et aussi qu'il est d'avis, pour ce motif puissant, de fermer les yeux sur les entreprises récentes. Mais le comte de Périgord s'attacha à laver de tout soupçon injurieux l'attitude loyaliste des réformés rochelais, qui continuèrent de vivre paisiblement et de jouir des fruits de leurs conquêtes. En 1781, ils saisirent l'occasion d'affirmer hautement leur amour à l'égard de la famille royale. Une lettre pastorale, de très belle allure, fut répandue dans tout le pays, afin d'exciter les actions de grâces des fidèles sujets, à l'occasion de la naissance du Dauphin. L'évêque de La Rochelle fut sollicité par les catholiques intransigeants de prendre des mesures contre la publicité donnée à ce document religieux. Mais Amelot s'empressa de prévenir l'action de l'évêque, à qui il rappela « que tout ce qui pourrait tendre à occasionner quelque éclat ne pouvait être que désagréable au roi ». D'autre part l'intendant fut mis en garde contre son désir de traiter personnellement avec le ministre de La Rochelle. Amelot restait encore fidèle à certaines interprétations de la loi : afin de ne point paraître donner à l'état

du pasteur une reconnaissance officielle, il recommanda à l'intendant « de n'avoir que des correspondances indirectes avec les gens de cet état ». Malgré ces subtilités de juriste, la situation nouvelle frappait tous les yeux. Les réformés de la Saintonge avaient reconstruit leurs temples, s'étaient emparés de quelques municipalités, avaient fait un acte public de leur culte, en faveur de la famille royale, et n'avaient point à déplorer cependant des mises en demeure brutales de rentrer dans l'ordre<sup>1</sup>. Les seules menaces qui semblèrent annoncer de sévères mesures furent celles dont souffrirent, au mois de juillet 1777, quelques protestants de La Roche-Chalais, à la suite d'une assemblée où le pasteur, M. de Bécays, se montra en chaire, revêtu de la robe pastorale. Néanmoins les menaces ne furent suivies d'aucun effet sérieux : quelques procédures engagées tombèrent d'elles-mêmes. Et si le subdélégué de l'intendant à Saintes, M. Gaudriand, constatait, avec étonnement, qu'il y avait, en 1776, douze temples fréquentés par 11.700 fidèles, nous verrons que, grâce à la tranquillité dont ne cessera de jouir cette contrée, le protestantisme s'y organisera à loisir<sup>2</sup>.

Le Sud-Ouest de la France, après les vives alertes qui avaient jeté le trouble dans la province de Béarn, semblait avoir retrouvé le calme absolu. Jusqu'en 1777, le gouvernement n'a même point l'occasion de s'occuper des religionnaires de ces régions. C'en est pas cependant qu'ils fussent devenus moins hardis ou plus détachés. L'évêque de Dax signale au Secrétaire d'Etat vers la fin de l'année 1777, l'incroyable activité des réformés de sa ville. Ceux de la ville d'Orthez, qui s'assemblent sans aucune retenue, élèvent des temples, font

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>o</sup> 455; O<sup>1</sup> 474, f<sup>o</sup>s 20 et 91; O<sup>1</sup> 475, f<sup>o</sup> 24; O<sup>1</sup> 477, f<sup>o</sup>s 537 et 539.

2. NUSSLÉ, p. 82-89. — B. P. F., 1910, p. 334-343.

tous les exercices d'un culte public, et affectent en leur conduite « un éclat scandaleux ». Ce fut l'origine d'une répression, qui dura pendant toute l'année 1778<sup>1</sup>.

Amelot donna en effet l'ordre à l'intendant d'arrêter, à Orthez, les propriétaires des deux maisons où se tiennent les assemblées, nommés Claverie et Marsoo père, alors habitant à Saint-Jean-Pié-de-Port, et les trois prédicants Journet, Bellezène et Marsoo fils. L'ordre fut immédiatement exécuté, mais, par un concours de circonstances heureuses, les inculpés parvinrent à s'enfuir, et le seul Claverie tomba entre les mains de la maréchaussée. Quoique minime, la prise souleva les protestations des réformés du Languedoc. Nul ne voulait plus croire à des sanctions, et quand elles se produisaient, de tous côtés les clameurs montaient jusqu'au pied du trône. Le comte de Périgord se fit encore l'interprète, auprès d'Amelot, de cette consternation générale. Mais les religionnaires d'Orthez ne s'avouaient point vaincus. Chassés des deux temples dont les officiers avaient scellé les portes, ils s'étaient réunis, le jour même, en trois endroits différents et y avaient tenu trois assemblées. Le Secrétaire d'Etat avouait qu'il ne savait comment faire cesser ce désordre général, et, un instant, il semble avoir accueilli la suggestion, inspirée par l'intendant de Béarn, d'envoyer un détachement de dragons dans les villages rebelles. La peur des conséquences le retint sur cette voie dangereuse. Il préféra se confier à l'habileté du comte de Périgord, qu'il chargea d'entamer de secrètes négociations avec les révoltés, pour obtenir leur soumission volontaire. Cependant Claverie fut jeté aux prisons de la citadelle de Saint-Jean-Pié-de-Port, où il resta jusqu'au 30 novembre 1778<sup>2</sup>.

1. Sur les affaires d'Orthez en 1778, *B. P. F.*, 1892, p. 197, 279.

2. *A. N.* O<sup>1</sup> 473, f<sup>o</sup> 527; O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 81, 141, 166, 167, 502. — *B. P. F.*, 891, p. 257-259.

Les réformés de cette région ne seront plus inquiétés. L'histoire de leur relèvement s'achèvera dans le calme et ne sera plus traversée que par l'infime incident survenu en 1777. L'impôt de la capitation fut, tout d'un coup, réclamé aux femmes de vingt-cinq protestants du village de Mauvezin par les consuls de l'endroit, qui déclaraient que, les protestants n'étant pas légalement mariés, et d'autre part, les amendes encourues de ce fait par les délinquants depuis l'année 1740 s'élevant à 1.578 livres, il était juste de frapper des femmes sans état civil légitime. Cet acte fut d'ailleurs discuté par l'intendant Drouet de Laboulaye; nous ignorons quelle suite celui-ci donna à l'affaire, mais, même si les plaignants avaient été déboutés, l'incident resta une affaire locale, sans influence sur l'allure générale du protestantisme dans la région <sup>1</sup>.

Les protestants du Midi avaient d'ailleurs le grand avantage d'être, en ce moment, sous la protection avouée du commandant de Languedoc, le comte de Périgord.

Leur inquiétude, au début du règne de Louis XVI, s'était subitement développée, quand ils avaient appris la décision du gouvernement de faire le dénombrement général des protestants du royaume. Dans cette mesure, ils virent le prélude d'une nouvelle persécution. Mais sur les conseils de Paul Rabaut, et encouragés par le comte de Périgord, ils adressèrent à Louis XVI un *Mémoire des protestants de Languedoc*, où ils affirmaient leurs sentiments de parfaite soumission et se confiaient à la bonté royale. La démarche ne resta pas sans effet. Maurepas, qui reçut le *Mémoire*, le remit entre les mains du roi; touché par cette grande misère, Louis XVI fit savoir que son intention était de traiter avec douceur ses sujets réformés. La nouvelle fut aus-

1. DE BARJEAU, p. 52.



sitôt transmise en Languedoc et en Dauphiné, ramenant partout le calme et la confiance.

Les bons offices de Périgord ne suffisent pas cependant à assurer la tolérance dans sa province. Celle-ci a toujours comme intendant M. de Saint-Priest, dont les idées ne s'accordent guère avec celles du gouverneur militaire. Quand Périgord s'ingénie à arracher les religionnaires aux griffes de la justice, l'intendant s'applique à les signaler aux coups de Saint-Florentin. Jusqu'à la fin de son gouvernement, Périgord conduira cette lutte sourde et cette secrète offensive contre son collègue.

A l'intendant remontera la responsabilité des multiples mesures vexatoires dont les protestants de Languedoc eurent à se plaindre jusqu'en 1783.

Pendant l'année 1774, les protestants du pays de Castres tinrent une grande assemblée au lieu appelé Ferrières. L'habitude avait prévalu de laisser s'accomplir ces réunions religieuses, sans immixtion des gens de justice. Toutefois, les magistrats vinrent jeter le trouble au milieu de l'assemblée de Ferrières qui fut dispersée, à la consternation générale des réformés de la région. L'intendant, qui avait couvert cet acte d'autorité, affecta, presque à la même époque, de traiter avec une rigueur inaccoutumée le cas d'une demoiselle Daluzico de Natte, mise, depuis l'année 1764, au couvent de Mirepoix. Après une séparation de dix ans, le père de la recluse se hasarda à réclamer son enfant, devenue catholique. L'intendant refusa de laisser sortir la jeune fille de son couvent.

A Privas, une affaire analogue soulevait les colères des réformés. Une jeune orpheline, nommée Lafond, avait été recueillie par son tuteur, M. de Mauves, qui, zélé protestant, élevait sa pupille dans sa foi. Il fut dénoncé à l'intendant. Affolé de terreur, de Mauves fit disparaître l'enfant; par étapes secrètes, de sûrs

complices la conduisirent jusqu'à Genève. Le tuteur fut alors mis aux prisons de Joyeuse, mais, grâce à l'habileté d'un notaire de Privas, nommé La Crote, il put s'évader. Evasion inutile, car l'intendant avait obtenu de Saint-Florentin l'ordre de s'emparer du fils de Mauves et de le mettre aux Barnabites du Bourg-Saint-Andéol, afin de servir d'otage pour la conduite de son père, qui serait ainsi contraint de dévoiler le lieu où se cachait la fugitive. M. de Mauves restait lui-même introuvable et l'intendant l'accablait de décrets.

Cette constance dans la poursuite n'eut d'autre effet que d'exciter une émotion générale. Les protestants du canton devenaient menaçants : il y avait si longtemps qu'ils s'étaient persuadés de leur impunité ! Les choses risquaient de devenir tragiques, quand la démarche d'un certain Paul Mariton, négociant de Valence et lui-même parent de la fugitive, révéla à Saint-Florentin la retraite. Mariton s'offrait même de ramener l'enfant qu'il confierait aux sœurs de Notre-Dame à Valence, chez lesquelles il avait mis ses filles en pension. Saint-Florentin, que cette affaire avait fort ennuyé, se hâta d'informer l'intendant qu'il priait en même temps d'assoupir toute effervescence, de rendre la liberté au fils de Mauves, de révoquer les ordres contre son père, et de se montrer plus généreux<sup>1</sup>.

Jusqu'en 1777, les protestants du Languedoc ne furent plus molestés. De grands événements s'étaient passés : Saint-Florentin chassé du ministère, Males-

1. A. N. O<sup>1</sup> 470, f<sup>os</sup> 9, 61, 150, 158. Cette affaire se continuera en 1776. A Valence, Mariton essaie d'accaparer la demoiselle Lafond, et est accusé de la maintenir dans ses convictions protestantes; de connivence avec M. de Mauves, il sollicite la faveur de transférer la jeune fille à un couvent d'Annonay, mais la demoiselle écrit au ministre qu'elle ne désire pas quitter Valence. Saint-Priest arrange tout, en la faisant transporter au couvent du Bourg Saint-Andéol, où elle reste jusqu'au mois de novembre 1779. Elle est alors convertie. Amelot donne l'ordre de la mettre en liberté « sans délai ». A. N. O<sup>1</sup> 472, f<sup>os</sup> 39, 240, 439; O<sup>1</sup> 475, f<sup>o</sup> 395.

herbes appelé à prendre sa succession, et, quelques mois plus tard, contraint lui-même à passer la main à Amelot. D'autres influences imprimaient au ministère une allure singulière, dont les protestants du Midi ne pouvaient pas ne pas s'apercevoir. Le comte de Périgord tenait à sa discrétion le ministre, qui s'était confié à lui. Une ère nouvelle semblait s'ouvrir; à son éclosion, le gouverneur conviait les énergies de tous ses subordonnés religionnaires. Elles ne lui firent jamais défaut.

Car la rivalité allait s'exaspérer, dans une opposition muette, entre l'intendant et le gouverneur. Egalement sollicité par ces deux officiers de punir les rebelles et de leur pardonner, le ministre ne pourra cacher à ses propres yeux qu'il était, au vrai, livré aux forces contraires de la loi et de la liberté. De son attitude à l'égard des solliciteurs dépendait la fortune des idées qui s'affrontaient silencieusement. L'intendant semblait fort décidé à maintenir la vigueur de la jurisprudence, telle que les événements l'avaient modifiée au cours du siècle, et qu'il s'entêtait à vouloir figer dans ses formules.

Il continuera donc à sévir, à requérir des ordres, à dénoncer et à jeter l'alarme dans les consciences. Au mois de mars 1777, c'est M. de Saint-Priest qui dénonce au Secrétaire d'Etat les « entreprises » des protestants de Coffinhal, accusés de ne plus conserver de réserve dans l'exercice de leur culte, et qui sollicite des ordres de répression. Mais c'est le comte de Périgord qui sera secrètement prévenu par Amelot de la démarche de l'intendant, et chargé de ramener, par ses moyens personnels, la paix et la modération dans une église en vérité tumultueuse<sup>1</sup>. Périgord obtint aisément que les réformés de Revel, de Sorèze, de

<sup>1</sup> 1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>o</sup> 122.

Puylaurens, de Saint-Paul, incriminés par l'intendant, devinssent plus circonspects. Leurs assemblées, qu'ils tenaient trop près des églises, furent désormais convoquées avec plus de discrétion. L'intendant dut remettre à plus tard ses menaces.

En 1778, M. de Saint-Priest revint à la charge. Dans un minutieux rapport, il énumérait toutes les hardiesses des protestants de sa généralité, qu'il n'avait jamais vus aussi peu soucieux de discrète modération : leurs assemblées se tiennent avec un éclat scandaleux, leurs mariages se multiplient et ne sont plus régularisés à l'église, leurs ministres s'installent ouvertement dans tous les centres et semblent ne redouter aucune poursuite. Amelot parut décontenancé par ces précisions, dont son ami le comte de Périgord ne l'avertissait point, apparemment. Il exigea des renseignements, que l'intendant fournit, en abondance et plus venimeux, le 9 octobre 1779. Toutefois les ordres de sévir, que l'officier royal pouvait espérer à la suite de sa pressante démarche, n'arrivèrent jamais<sup>1</sup>.

Les enlèvements d'enfants avaient en effet repris avec une recrudescence singulière. Au mois de juillet 1778, c'est une jeune fille, nommée Bonnet, qui a fui la maison paternelle et s'est réfugiée à Montpellier, sous le prétexte qu'elle veut se faire catholique. C'est, vers le même temps, une demoiselle Perrier, qui accuse ses parents de la maltraiter, parce qu'elle veut se convertir, et que l'on « tire des mains de sa famille ». C'est, au mois d'août, une demoiselle Fabrègues, « qui paraît être dans le dessein d'embrasser la foi catholique », et que le curé de Saint-Gilles recommande au ministre d'Etat, afin qu'il envoie des ordres pour la faire mettre dans un couvent<sup>2</sup>. Mais

1. Philippe CORBIÈRE, *Histoire de l'Église réformée de Montpellier* 1861, p. 483.

2. Le curé s'appelait Boissières. M. Corbière, qui signale cet incident

Amelot ne se range plus docilement aux avis de M. de Saint-Priest. Ces enlèvements provoquent des résistances que le ministre déclare dangereuses. « Je ne vous dissimulerai pas, écrit-il à l'intendant, que la difficulté avec laquelle je vois que le roi se porte à user de son autorité dans des cas pareils, fait que j'ai moi-même une sorte de répugnance à le lui proposer. Je crois que lors même qu'il peut y avoir lieu de donner des ordres, ce ne doit être que pour faire recevoir les prosélytes dans le couvent, mais non pour les faire arrêter et les y faire conduire de force. »

Au mois de mai 1779, les protestants de Caussade sont dénoncés à la colère d'Amelot : ils ont bâti un temple. L'intendant n'eût écouté que son ressentiment ; mais le comte de Périgord se hâte, en sourdine, d'obtenir la soumission des rebelles qui s'inclinent à sa voix<sup>1</sup>.

Cette dualité de directions qu'il est possible de retrouver dans presque tous les actes du gouvernement concernant les protestants du Languedoc restera néanmoins inconnue au moins de l'un des deux rivaux. L'intendant fut-il découragé de voir se dresser contre lui la volonté du Secrétaire d'Etat, si souvent hostile à ses suggestions ? Il est, en tous cas, fort curieux de constater que son rôle, jusque-là si actif dans les affaires des religionnaires, va, à partir de 1779, tous les jours s'effaçant davantage. Ses interventions se raréfient ; ses rapports dénonciateurs s'espacent ; les mesures vexatoires qu'il prône et exécute sont de plus en plus anodines. Mais, au fur et à mesure que son rôle

a cru que c'était là le nom de la jeune protestante ; p. 483. Voir A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>os</sup> 304, 338, 372 et 395. — Le 27 janvier 1780, Fabrègues fut mise aux Ursulines de Nîmes, où elle reste jusqu'au 19 mai, date de sa liberté, car son père a promis de lui laisser « entière liberté de professer la R. C. ». O<sup>1</sup> 476, f<sup>os</sup> 32 et 192.

1. A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>o</sup> 192.

s'ensevelit dans l'oubli, celui du comte de Périgord grandit en importance.

Une fois cependant, les deux rivaux auront connaissance de leur collaboration à l'œuvre commune. C'était au mois de mars 1779. Amelot avait reçu de Nîmes un mémoire très circonstancié où l'on faisait valoir les avantages qu'il y aurait à ne point renouveler la déclaration du roi qui défendait aux nouveaux convertis d'aliéner leurs biens sans permission. Amelot, que ce mémoire avait séduit, voulut connaître l'avis du comte de Périgord et celui de l'intendant Saint-Priest. Comme il pouvait le prévoir, l'intendant donna un avis peu conforme à celui du gouverneur ; il n'est point téméraire d'imaginer que l'un réclamait la liberté et l'autre le maintien d'une ancienne coutume <sup>1</sup>. Amelot ne vit, en cette occasion, nul inconvénient à mettre aux prises ses deux conseillers : Saint-Priest eut connaissance de la réponse de Périgord. Il fallait sans aucun doute aboutir à une entente. Les deux collaborateurs s'accordèrent à penser qu'il y avait intérêt à laisser tomber la loi, mais inconvénient à la révoquer publiquement et que le mieux était « d'attendre que le temps en fût expiré, pour ne pas la renouveler <sup>2</sup> ».

Les protestants du Languedoc ont dû à cette discorde secrète, et dont probablement ils n'eurent même pas le soupçon, de vivre les années les plus tranquilles de leur histoire. Non pas que les mesures de répression aient totalement disparu de cette province ; nous verrons, en étudiant le rôle joué par le gouverneur du Languedoc, que les motifs d'inquiétudes rallumèrent plusieurs fois des colères à peine assoupies. Mais le comte de Périgord sut assurer la marche paisible d'événements qui consacraient la fail-

1. A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>os</sup> 104, 153.

2. A. N. O<sup>1</sup> 477, f<sup>o</sup> 421.

lite de la politique religieuse de l'ancien régime.

Les religionnaires de l'Orléanais faisaient preuve de moins de docilité et d'une moindre enurance. Particulièrement ceux des paroisses de Josnes et de Guillonville affectaient la rébellion complète. Durement frappés en 1769, ils avaient vite oublié leurs terreurs et inspiraient à leur intendant, M. de Cypierre, les plus vives appréhensions. Les juges ordinaires se moquaient ouvertement des instructions de leur chef, et mettaient, à acquitter les délinquants, une telle régularité que M. de Cypierre songea à évoquer devant lui les délits toujours absous par d'infidèles subordonnés. Les subdélégués de Châteaudun et de Beaugency agitèrent vainement le spectre des sanctions : les protestants ne se souciaient plus de cet épouvantail fripé. Les juges avertirent l'intendant de l'insuccès de leurs démarches. M. de Cypierre implora du ministre Amelot l'autorisation d'en venir aux voies rigoureuses. Il voudrait rendre une ordonnance qui défendrait aux religionnaires de s'assembler, et qu'il ferait publier et afficher. Les délits seraient, à la suite de cette publication, impitoyablement réprimés<sup>1</sup>.

Amelot ne dissimula pas ses craintes : l'audace de l'intendant lui parut propre à ranimer le trouble parmi les sujets réformés. Car, lui disait-il avec raison, « on ne peut douter que presque tous les religionnaires du royaume n'entretiennent entre eux et surtout avec ceux du Languedoc des correspondances suivies » qui les avertissent assez promptement de ce qui se fait à leur égard dans les autres provinces. L'étincelle allumée à Guillonville peut déterminer un immense incendie au fond du Languedoc, et, de proche en proche, embraser des foyers que l'on peut considérer au-

1. A. N. O<sup>1</sup> 473, f<sup>o</sup> 318. Voir B. P. F., 1886, p. 3, 7, et Jules DOINEL, p. 50, 57.

jourd'hui comme éteints. L'imprudence du procédé ne saurait donc échapper à l'homme politique. Il convient de n'afficher aucune ordonnance nouvelle. Reviendrait-on aux lois générales sur cette matière ? Elles sont tellement sévères que l'usage les a reléguées dans l'oubli, et ce serait un très grand danger que de vouloir en reprendre l'exécution. On a songé à les renouveler, à les adapter aux circonstances présentes, mais les adoucir ne serait point en amortir l'odieux, car elles « annonceraient encore de nouvelles rigueurs qui feraient craindre aux protestants » le retour des heures cruelles. Que n'emploie-t-on le procédé dont les intendants du Béarn et de Picardie disent le plus grand bien ? Là, on a muré les portes des temples ; ici, on s'est contenté d'y mettre les scellés. Les édifices sont restés fermés pendant environ les quinze jours que l'on a gardé en prison leurs propriétaires. Ces exemples ont ramené une paix relative. L'important est de tout régler sans faire appel aux troupes, et avec le secours de la seule maréchaussée.

Cette lettre, d'un ton si embarrassé sous son apparente décision, est du 2 avril 1778<sup>1</sup>. Pendant deux mois, les réformés ne voulurent pas croire au danger : les menaces étaient à leurs yeux tellement émoussées ! Mais le curé de Guillonville veillait, et réitérait ses plaintes. M. de Cypierre fut poussé à l'action. Le Secrétaire d'État lui demandait de faire quelques exemples. L'intendant préféra user de négociations, et par de véritables ouvertures de paix, fit connaître aux réformés ses conditions et ses exigences. Le procédé n'était pas sans danger ; surtout il avilissait l'autorité de l'intendant, « un homme du Roi », comme l'écrivait avec fierté le ministre Amelot, que cette condescendance scandalisait. Cypierre exigea donc la soumission

1. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 144-145, 222, 359, 373.



de trois principaux réformés de Guillonville, qu'il déclara responsables de la conduite de leurs coreligionnaires. Ces mesures n'avaient de terrible que l'apparence. Les protestants oublièrent fort vite leur sévérité empruntée et, pendant les mois de juin, juillet et août, reprirent leurs assemblées, avec une audace croissante.

M. de Cypierre se vit alors contraint d'appliquer ses menaces. Trois réformés de Guillonville furent arrêtés, Jean Guiraud et Cyprien Morisse qui restèrent huit jours en prison, et Etienne Chrétien que l'on enferma douze jours. Battus en un endroit, les protestants se reformaient ailleurs, et la justice semblait frappée d'impuissance. Les fidèles de la paroisse de Neuville-aux-Loges entrèrent subitement dans l'agitation. Au hameau de Roulin, ils avaient disposé une maison, où ils s'assemblaient en grand nombre pour les exercices du culte. Amelot, que cette poursuite sans cesse renaissante jetait dans une sorte d'énervement, se décida à envoyer des ordres d'une extrême rigueur. La maison devra être démolie « jusqu'aux fondements » par des ouvriers que soutiendront des cavaliers de la maréchaussée. Cette expédition sera cependant exécutée « avec assez de précaution et de secret pour qu'elle ne soit pas troublée », et les matériaux seront laissés sur place.

Cette rigueur, fort insolite en l'année 1779<sup>1</sup>, n'eut d'autre effet que de surexciter les réformés de Guillonville, où un certain Julien Piau, malgré les avertissements qu'il avait reçus en particulier, ouvrit une école publique et reprit son office de prédicant.

Le ministre Amelot envoya l'ordre de se saisir de Piau et de le mettre à Bicêtre. La vigueur des représailles jeta dans la consternation les réformés de la

1. Connue, la menace de démolition ne fut pas cependant exécutée. M. de Cypierre trouva « cet acte de sévérité peu nécessaire ».

généralité. L'intendant put croire que les audacieux étaient eux-mêmes matés. Piau faisait savoir qu'il se repentait et donnait toutes sortes d'assurances qu'il serait désormais tranquille. M. de Cypierre obtint donc sa liberté.

Cependant, les protestants de Chatillon-sur-Loire menaçaient à leur tour de continuer l'agitation. Sous la conduite d'un nommé Quetin du Marois, qui faisait office de prédicant et prêtait sa maison pour les assemblées, ils affectaient de reprendre avec éclat l'exercice de leur culte. Par une hardiesse dont nous trouvons à cette date, encore assez peu d'exemples, ils manifestaient l'intention de rendre leur ancien cimetière à son véritable usage, et l'avaient déjà fait entourer de haies et de fossés, pour bien délimiter le terrain sacré dont ils reprenaient possession <sup>1</sup>.

Mais ces mouvements ne tardèrent pas à tomber. Les protestants de l'Orléanais, après un essai de vive reprise, rentrèrent dans les voies d'une soumission où les religionnaires du Languedoc discernaient la meilleure garantie de leur victoire.

#### IV

Cette continuité d'efforts de l'Église réformée n'avait pas suscité la moindre émotion au temps de Malesherbes. Ce ministre eut volontiers célébré cette résurrection comme l'ouvrage de ses mains. Son successeur Amelot mettra la plus grande discrétion à contenir cet afflux de vie protestante, au moins jusqu'à la fin de l'année 1777. Les événements cependant marchaient avec une rapidité déconcertante. De tous côtés, les plaintes des intendants montaient jusqu'au ministre

1. A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>os</sup> 345, 370, 410, 437; O<sup>1</sup> 476, f<sup>os</sup> 36, 38, 100.

D'Agay en Picardie, Blossac en Poitou, Terray dans le Montalbanais, d'Aine en Limousin, Cypierre à Orléans, étaient unanimes dans leurs doléances et leur appel à la fermeté du pouvoir. Ceux même que la propagande philosophique avait profondément touchés vers 1763, et dont nous avons entendu les protestations libérales, reviennent à résipiscence. On dirait que la tempête, qu'ils avaient aimée pour sa violence, et qui les avait arrachés au service d'une législation verroulée, après les avoir portés en plein courant de libéralisme et de philosophisme, où ils sont restés quelque temps submergés, les rejette enfin sur la rive, avec l'horreur du danger auquel ils viennent d'échapper<sup>1</sup>.

Tel M. de Blossac qui, libéral en 1763, ne cesse, en 1777, d'éperonner le ministre Amelot afin d'obtenir que les réformés de sa province soient enfin contenus selon les rigueurs de la loi. En vain Amelot oppose-t-il à l'intendant qu'il faut redouter une « fermentation trop forte qu'il sera difficile d'apaiser » ; celui-ci, désormais sourd au danger, brûle du désir de frapper les rebelles et surtout le prédicant Gaspard. — Tel encore M. de Cypierre qui, furieux et honteux de voir son autorité, hostile aux protestants, bafouée par les simples juges de sa province, nettement favorables aux religionnaires poursuivis auxquels ils assurent l'impunité, se tourne vers Amelot pour crier son indignation. Mais le ministre, qui paraît tout d'abord agréer la plainte de son subordonné, l'engage, en manière de conclusion, à user « de simples défenses », « de sévères réprimandes » qu'il pourra faire suivre de menaces — verbales — « de sévèrement punir »

1. L'intendant du Dauphiné, Pajot de Marcheval, écrit en 1778 un Mémoire sur la situation du Dauphiné, où la question religieuse tient si peu de place que rien, — preuve que les soucis de ce côté-là sont bien clos, à cette date. Voir *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme*, t. LV, 1921, p. 131-141.

« deux religionnaires » de deux paroisses, où les assemblées sont fréquentes et où ont été ouvertes des écoles. Toute l'énergie du ministre s'était épuisée en ces paroles, et Cypierre n'obtint jamais les lettres de cachet sollicitées.

D'autres intendants continuent leur protection plus ou moins ouverte aux religionnaires de leur généralité. L'indolence à s'informer de leurs progrès cache en vérité la ferme intention de n'avoir plus à les connaître pour n'avoir plus à sévir. Ceux-là doivent être stimulés, avec assez d'autorité pour les arracher à leur torpeur, mais assez de prudence pour éviter les éclats d'un zèle surexcité. Quand Douet de la Boullaye feint d'ignorer la situation des réformés du Béarn, principalement à Orthez, et qu'animé par les reproches d'Amelot, il se décide à agir, passant de l'extrême indulgence à l'extrême rigueur, le danger n'échappe pas au ministre. Il avait demandé de sages répressions; or, l'intendant que presse le zèle, réclame de nombreux détachements de dragons pour les envoyer partout où sont tenues les assemblées et les loger chez les seuls réformés. Mais Amelot s'indigne. « Il serait à craindre, dit-il, qu'une telle expédition ne réveillât l'idée des anciennes dragonnades qui n'ont, dans le temps, que trop fait de bruit dans la France et dans toute l'Europe. »

Les intendants de la Normandie s'étaient, depuis longtemps, signalés par leur incroyable hardiesse d'esprit. Esmangart, qui, en 1775 a succédé à Fontette, inaugure son administration, en retirant sa protection aux Nouvelles-Catholiques de Caen. Malgré de pressantes démarches, il refuse de laisser agrandir la maison : « Le fanatisme, écrit-il à Paris, n'est plus le même, et le nombre des sujets du roi qui sont dans le cas d'être placés par son autorité dans cet asile devient chaque jour moins considérable. » En 1777, il fait savoir qu'il se refuse à enlever les enfants à leurs pa-

rents, sous le vain prétexte d'une conversion. En 1782, une enfant de dix ans, Madeleine Villain, demande à entrer aux Nouvelles-Catholiques. L'intendant s'y oppose : « Il est impossible, dit-il, qu'elle ait des motifs de décision. Attendons qu'elle ait mûrement réfléchi. » Sa résistance n'était d'ailleurs pas moindre, devant des désirs de personnes en état de « mûrement réfléchir ». Une jeune fille de vingt et un ans, Madeleine Costel, le prie, en 1780, de la laisser entrer aux Nouvelles-Catholiques. Il s'y refuse, car, dit-il, c'est là « un coup d'autorité d'où résulte une sorte de trouble dans les familles ». Ces raisons, diverses selon les cas, mettaient l'unité dans sa jurisprudence : la liberté y trouvait toujours son compte. Il le fit bien voir à son subdélégué de Vire, qui, au mois de décembre 1780, sous le prétexte que « l'affaire était régulière », avait arraché sa fille, âgée de douze ans, à un certain La Fontenelle, journalier de Fresne. Esman-gart lui enjoignit sèchement de la « relâcher sur-le-champ<sup>1</sup> ».

En Saintonge, l'intendant Meulan d'Ablois a laissé les événements se développer en toute liberté, si bien qu'au mois de novembre 1777, Amelot doit le prévenir que, malgré sa patience, « Sa Majesté est cependant fort éloignée de souffrir que les protestants en abusent au point de se livrer à des actes éclatants de désobéissance ». Ils ont édifié, avec des gestes provocateurs, un temple au lieu de Saint-Fort : ne conviendrait-il pas de le démolir, de le fermer à tout le moins ? Mais l'intendant ne se soucie guère de reprendre les voies de rigueur, et fait au ministre le tableau du désordre qu'excitera cette mesure, en un pays où les temples ont été tellement multipliés que les répressions y sont devenues à peu près impossibles. Meulan d'Ablois eut

<sup>1</sup> 1. ARDASCHEFF, p. 312-320.

beau jeu à convaincre un ministre tout disposé à se laisser persuader. C'était un véritable repli stratégique qu'opérait le Secrétaire d'État. Il a pour nous un intérêt de premier ordre. Il nous révèle à quelles directions secrètes obéissait ce chef.

Quand Amelot fut donné pour successeur à Malesherbes, les courtisans ne doutaient pas qu'il réglerait ses actes d'après les désirs de la cabale victorieuse, à laquelle il devait son élévation, et selon les ordres de Maurepas, qui lui prêtait trop peu d'esprit pour le croire capable d'agir en dehors de sa tutelle. Amelot trompa les uns et déçut les autres. Non pas qu'il se soit refusé à reconnaître la nécessité pour lui de se soumettre à un conseiller, mais il eut la sagesse d'échapper aux gens d'intrigue, qui, dans la question protestante, se flattaient de devenir des artisans de réaction. Convaincu de la gravité de l'heure, et décidé à apaiser les inquiétudes, à restaurer les lois sans compromettre la liberté, à ramener par la persuasion les esprits que la violence eût révoltés, ce ministre « imbécile » fut assez circonspect pour découvrir loin de la cour, l'homme le plus apte à seconder ses desseins et faire aboutir ses projets, tout en demeurant lui-même caché dans une ombre discrète : le comte de Périgord.

Jusqu'en 1783, le comte de Périgord va jouer le rôle de ministre sans portefeuille. Il sera l'ouvrier principal de la politique d'Amelot, à l'égard des réformés. Par son souci d'apaiser avec de flatteuses paroles et de cordiales avances les irritations des protestants, Périgord rappellera la tentative du duc de Mirepoix<sup>1</sup>. Tous deux gouverneurs du Languedoc, tous deux ouvriers de la paix à une heure de crise, tous deux

1. Le comte de Périgord est gouverneur du Languedoc, depuis 1776 il a été nommé commandant en chef, le 20 août 1771.

soutenus par l'unanime affection de leurs subordonnés, catholiques et protestants. Mirepoix devait échouer parce que sa tentative généreuse, loin de trouver un soutien auprès du pouvoir central, y était incomprise, désapprouvée et blâmée. Comme il disparut d'ailleurs trop tôt pour assurer le bien qu'il commençait à réaliser, son œuvre n'eut pas de lendemain. Le comte de Périgord, au contraire, agissait en plein accord avec son ministre. Avaient-ils concerté et minutieusement préparé un plan général, comme Gilbert de Voisins l'avait fait avec Choiseul et le prince de Beauvau? Rien ne permet de l'affirmer, mais assurément ils n'eurent tous deux qu'un but : obtenir la soumission des religionnaires, par les religionnaires eux-mêmes, et substituer aux ordres du gouvernement, toujours un peu pénibles aux susceptibilités des réformés, les exhortations de groupes fraternels, dont ce fut l'habileté de Périgord de s'assurer le concours fidèle.

On voudrait connaître à la suite de quels incidents l'entente s'établit entre ces deux hommes. A défaut de date précise, la correspondance du ministre nous apprend que l'accord existait, avant le 8 septembre 1777, car, ce jour-là, fatigué des démarches de l'intendant Blossac qui réclamait l'ordre d'arrêter le prédicant Gaspard, Amelot s'adresse au gouverneur du Languedoc afin d'avoir son avis sur ce cas embarrassant.

Dès l'année 1778, les relations deviennent intimes et presque de chaque jour. Au mois de janvier, à l'occasion du temple élevé à Saint-Fort, dans la province de Saintonge, Amelot se confie totalement à l'habileté de Périgord. « Je vous serai très obligé, lui écrit-il, de me marquer ce que vous en pensez, et dans le cas où vous ne croiriez pas qu'il fût à propos de risquer un coup d'éclat, vous voudrez bien me mander s'il ne serait pas au moins possible, au moyen des corres-

pondances que les religionnaires du Languedoc entretiennent sûrement avec ceux de la Saintonge, d'amener ces derniers à se réformer en quelque sorte d'eux-mêmes, en cessant de donner à l'exercice de leur culte une publicité aussi contraire aux vues du gouvernement qu'elle est scandaleuse pour la religion<sup>1</sup> ».

On voit l'intrigue. Périgord jouit, auprès des réformés du Languedoc, d'une autorité merveilleuse. Il a réussi à avoir bien en mains leurs directeurs. Ceux-ci manœuvrent la masse<sup>2</sup>. C'est leur influence qu'il s'agit de tourner au profit des vues du gouvernement. Les réformés du Midi sont chargés d'amener les rebelles de la Saintonge « par voie d'insinuation à démolir d'eux-mêmes le temple qu'ils ont construit ». En février, le ministre donne sa complète approbation à un procédé « qui lui paraît préférable à celui de faire détruire le temple d'autorité ». Mais à Saint-Fort, les exhortations des coreligionnaires languedociens provoquèrent quelque surprise, et de nombreux conciliabules furent nécessaires avant qu'un accord ne s'établît sur le sens de la réponse qu'il convenait de faire à des ouvertures aussi imprévues. Les négociateurs du Midi attendaient avec angoisse. Au mois de juin, la réponse enfin arriva, alors que l'impatience ayant gagné protestants, gouverneur et ministre même, Périgord avait cru nécessaire de rassurer Amelot sur les dispositions de ses collaborateurs, plus que

1. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 20, 91, 231, 277.

2. C'est surtout Paul Rabaut qui entretient avec Périgord des relations cordiales et se fait l'exécuteur de ses désirs. Au reste, Périgord trouvait parfois devant lui des résistances tenaces; ainsi à Castres, où le Consistoire décide, le 1<sup>er</sup> janvier 1781, de transférer les assemblées du bois de Massy à la ville même, et où le pasteur Bonifas Laroque préfère aller en exil que de se soumettre à l'ordre de Périgord. Paul Rabaut ne fut pas davantage écouté. Périgord menace alors et obtient la soumission, 1<sup>er</sup> avril 1783. Par représailles, Périgord ordonna à son subdélégué de Lavaur d'obliger les protestants de Revel et de Puy-laurens de retourner au désert. Voir M. LEVY-SCHNEIDER, *ouv. cité*, p. 27-32.



jamais disposés à « engager les protestants des autres provinces à se conduire avec modération », de façon à « éviter au gouvernement des ordres et des punitions qui, toutes légères et toutes nécessaires qu'elles sont, ne sont cependant pas sans inconvénients ». L'espérance ainsi ranimée n'était pas vaine. Les réformés de Saint-Fort déclaraient leurs sentiments de soumission parfaite, et promettaient de faire ce que souhaitait de leur générosité le ministre Amelot.

Vers le même temps, les religieux d'Orthez, intransigeants dans leur conduite, fermes à rejeter les ordres de l'intendant, et sûrs d'échapper dans le dédale des montagnes aux officiers lancés à leur poursuite, causaient à la Cour de graves soucis. Le roi avait même signé, le 13 février, l'ordre d'arrêter les prédicants et leurs complices. Et l'intendant avait lancé contre les prévenus un détachement de dragons. Les prédicants Berthezène, Journet et Marsoo fils purent échapper, et des deux complices décrétés, Marsoo père ayant réussi à s'évader, Claverie seul fut arrêté et conduit aux prisons de Saint-Jean-Pied-de-Port. L'expédition jeta le pays dans l'alarme. Les protestants de Nîmes s'effrayèrent de cette violence et se tournèrent vers le comte de Périgord, comme vers un sauveur. Périgord fait aussitôt connaître au ministre l'imprudence de cette conduite : le Midi témoigne de l'inquiétude et l'on doit redouter un mouvement d'émigration qui rappellera celui de l'année funeste de 1752; l'intérêt commande le retour immédiat à la douceur<sup>1</sup>.

Amelot essaya bien, tout d'abord, de justifier les mesures dont il rejetait la responsabilité sur l'intolérable audace des réformés, mais un mois lui suffit à reconnaître que ces violences n'arrêtaient point les assemblées et que, d'autre part, le zèle de l'intendant

<sup>1</sup> 1. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 166, 231, 253, 502.

prenait des proportions inquiétantes. Alors, renonçant aux tentatives d'apologie, il se jette dans les bras du gouverneur et se rend à merci : « Je désirerais bien, lui écrit-il, qu'il vous fût possible de profiter de l'ascendant que vous avez sur les religionnaires du Languedoc, pour faire inspirer par eux à ceux du Béarn de se conduire plus sagement. » Pourquoi même ne pas lui révéler, en veine de confidences, tous les soucis qui l'assiègent en ce jour ? Il lui expose donc comment les religionnaires de l'Orléanais entreprennent « des mouvements » et les expédients ou les sanctions imaginés par l'intendant de Cypierre, sur lesquels il voudrait connaître l'avis de son conseiller.

Nous connaissons seulement celui qu'il émit sur les troubles de Béarn. Grâce à lui, les violences furent arrêtées, et Claverie qu'on avait jeté en prison, ne tardait pas à être rendu à la liberté, à la suite d'une démarche personnelle du comte de Périgord.

Un incident survenu sur ces entrefaites mit en évidence l'autorité dont jouissaient les conseils du gouverneur. Le fameux capitaine et gentilhomme de M. le prince de Conti, Le Cointe de Marcillac, se mêlait, avec une activité brouillonne, d'endoctriner au sujet des réformes qu'il convenait de faire pour l'état civil des protestants, Rival de Court de Gébelin qu'il s'efforçait de faire tomber par de multiples crocs-en-jambes, il s'était avisé, au mois de mai 1778, d'écrire à Amelot pour lui recommander ses projets. Bonnement, le ministre avait encouragé cet ouvrier de la paix : « Je suis persuadé, lui écrivait-il, que vous y avez acquis des connaissances particulières, et je recevrai bien volontiers les éclaircissements et les mémoires que vous m'annoncez. » Bienveillance imprudente, car Le Cointe ne garda plus ni discrétion ni réserve. Il écrivit aux protestants du Languedoc — ses compatriotes — en faisant miroiter à leurs yeux la situation qu'il s'ima-

ginait avoir conquise auprès du ministre, et les engagea à se ranger résolument à sa suite, pour accroître l'autorité de sa mission<sup>1</sup>. Joignant les actes aux promesses, il agissait à Paris, intriguant dans tous les milieux et n'hésitant même pas à engager les membres du parlement à prendre connaissance de ses projets, et plus généralement des réformes que l'opinion publique attendait de leur initiative.

Pour donner encore plus de poids à ses interventions officieuses, il aurait beaucoup souhaité avoir l'approbation et le concours de Joly de Fleury. Il lui écrivit donc, le 13 juillet, et prétendit que l'objet de sa lettre devait justifier, aux regards d'un magistrat « aussi éclairé que juste » la démarche d'un inconnu. « J'entends dire, lui disait-il, que le parlement projette de prendre en considération l'état fâcheux des protestants de France. Comme j'ai travaillé aux affaires de cette partie des sujets du roi depuis 1755, d'abord avec feu M. le prince de Conti, puis avec M. le duc de Choiseul, et depuis encore avec la Cour, si vous vouliez bien me permettre, Monsieur, de vous communiquer quelques observations sur les lois pénales, qui sont le fruit de vingt-cinq ans d'exercices et d'étude, je serais enchanté de m'éclairer de vos lumières et de vous prouver mon zèle pour le roi et pour la patrie<sup>2</sup>. »

Joly de Fleury ne goûta pas l'irruption de cet importun. Non seulement il ne lui permit ni de venir s'éclairer auprès de lui ni de lui communiquer ses pensées, mais encore il fit connaître au Secrétaire d'Etat l'existence de ce fâcheux. Le comte de Périgord n'ayant pas les mêmes raisons que le prince de Beauvau de patronner, auprès des grands, le gentilhomme du prince de Conti, la disgrâce que nul n'écartera de sa tête ne tar da

1. Voir ses trois lettres du 28 juin, 2 et 4 juillet 1778 à la B. N. Ms. f. 10.628 (f<sup>os</sup> 67 à 72).

2. B. N. Ms fr. 1673, f<sup>o</sup> 54.

pas à frapper le sieur Le Cointe. Les protestants du Languedoc ne se laissèrent point, d'autre part, surprendre par ses belles paroles. Le 18 juillet, ils lui écrivirent une lettre que le ministre jugea « sage et fondée sur de bons principes », par laquelle ils l'abandonnaient à son sort. Renié par ses compatriotes, l'intrigant, pour comble de mésaventure, reçut, de la part du roi, l'ordre de « partir sur le champ » pour se rendre, en Languedoc. Mais Amelot restait inquiet. Que feraient les protestants de cette province? La présence de Le Cointe, qui n'a pas cessé d'y avoir des « correspondances » et des « liaisons », ne va-t-elle pas « produire quelque effet » sur l'esprit des réformés, qui marqueront leur mécontentement? La chose était d'importance, en ces jours où l'Église du Languedoc constituait la force principale du gouvernement, dans ses difficultés religieuses. Amelot écrivit donc avec une crainte réelle au comte de Périgord. Mais celui-ci décida les protestants de la région à reprendre la réponse qu'ils avaient adressée le 18 juillet à Le Cointe, et à « l'envoyer dans toutes les provinces », afin de donner le coup de grâce à cet allié dangereux<sup>1</sup>. Amelot ne cacha point sa satisfaction de voir ainsi annihilé l'esprit d'intrigue, et il engagea même le comte de Périgord à venir le « revoir ici bientôt ; nous pourrions conférer plus en détail sur cet objet intéressant<sup>2</sup> ».

Malgré ces nombreux sujets de satisfaction pour le ministre qui trouvait dans l'appui de ce conseiller une force étonnante, et pour le conseiller dont l'intervention hâtait le triomphe d'idées regardées jusque-là

1. Paul Rabaut reconnaissait avec joie que la R. P. R. jouissait « du calme et de la tranquillité ». Le 16 mai 1781, il écrit au pasteur Née : « Grâce à Dieu, nous jouissons d'une douce tranquillité depuis plus de vingt ans, et si personne ne nous croise, nous avons lieu d'espérer que tout ira de mieux en mieux. » B. P. F., 1880, 516-518.

2. A. N. O<sup>1</sup> 474, f<sup>os</sup> 254, 483 et 530.

comme dangereuses, les incidents ne cessaient de surgir, où l'ingéniosité de l'un et la patience de l'autre étaient mises à rude épreuve.

Quand les religionnaires de Caussade se proposent, en 1779, de rebâtir leur temple; ceux de Guillonville, de recommencer l'agitation, après un an de calme; ceux de Saverdun, de négliger, en 1781, les protestations de l'évêque de Rieux et de reprendre tous les actes du culte public; ceux de Cette, de passer outre à toutes les défenses, en 1782 et de grossir la phalange des révoltés pour la foi, Amelot ne s'émeut plus de cette écume qui, sur les flots irrités, annonce la poussée des lames de fond dans une mer démontée. Tranquillement, il rappelle au gouverneur du Languedoc que l'heure est venue de s'adresser à la garde fidèle, à ce groupe important de réformés qui, sur un signe de leur maître, engageront ceux de Caussade et les autres à « abandonner d'eux-mêmes un projet dont ils doivent bien sentir qu'on ne souffrira pas l'exécution <sup>1</sup> ».

Même les cas où le texte de la loi française demeurerait sauf, mais où des esprits malveillants auraient pu juger avec rigueur les sentiments intimes du protestantisme français, ne se décidaient point en dehors des conseils du comte de Périgord. En 1782, un incident caractéristique fit bien voir ce que pouvait le prestige de cet homme. Les protestants de Vienne, à qui l'empereur Joseph II venait de restituer la liberté du culte, projetèrent d'élever un temple au centre de la capitale que l'on regardait comme le boulevard du catholicisme. Ils demandèrent aux protestants français de Nîmes de participer à cette manifestation : leur obole servirait à marquer la victoire de la liberté sur la tyrannie romaine. Mais les Français ne voulurent se décider qu'après avoir sollicité l'avis de Périgord,

1. A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>os</sup> 192, 345; O<sup>1</sup> 477 f<sup>o</sup> 50; O<sup>1</sup> 478, f<sup>o</sup> 314.

qui n'eut pas de peine à les convaincre de l'inconvenance de la demande. Amelot fut très sensible à cette marque de loyalisme : « Leur conduite, écrivait-il, a été sage et prudente, et leur refus est fondé sur des motifs louables, qui font honneur à leur fidélité, et dont on ne peut que leur savoir beaucoup de gré<sup>1</sup>. »

La question des mariages n'avait rien perdu de son acuité, et, après les tentatives multipliées de Gilbert de Voisins, de Target, de Malesherbes, de Turgot, les difficultés n'avaient fait que croître en nombre comme en gravité. L'évêque d'Uzès et celui de Rieux se plaignaient que les « protestants ne gardaient plus aucune mesure<sup>2</sup> ». Les mariages au désert avaient rendu inutile la bénédiction des curés qui, après avoir éprouvé tant de répugnance à la considérer comme nécessaire pour des hérétiques endurcis dans leur erreur, découvraient soudain que c'était un délit grave de vouloir y échapper. On vit des chevaliers de Saint-Louis, au mépris du serment de catholicité qu'ils avaient prêté, recourir publiquement aux bons offices des pasteurs, comme le chevalier de Courtade de Clairac qui, au diocèse de Rieux, s'était marié au désert.

A la vérité, le ministre Amelot consentait à fermer les yeux sur les mariages, ainsi célébrés, « de ceux qui sont généralement reconnus pour protestants », mais la fréquence des mariages mixtes, dont l'évêque d'Alais déplorait l'impunité, le mit dans l'alternative ou de sévir contre les catholiques, coupables d'une espèce de « parjure », ou de paraître assimiler ces unions à celles de conjoints protestants. En 1780, après avoir mainte fois éludé toute réponse précise, il dut enfin consulter son ami<sup>3</sup>.

Précisément, celui-ci avait conclu, l'an passé, avec

1. A. N. O 1 478, f° 225.

2. A. N. O 1 475, f°s 277, 417.

3. A. N. O 1 476, f°s 229, 267, 352, 410, 432, 433.

les protestants du diocèse d'Uzès, une sorte de contrat par lequel le gouverneur continuerait à tolérer les mariages protestants, célébrés au désert, mais d'autre part, les pasteurs s'engageaient à ne plus bénir de mariages mixtes, et à subir, s'ils violaient leur promesse, la rigueur des lois. La tranquillité était ainsi revenue dans ce diocèse bouleversé. Périgord songea à généraliser cette mesure locale. Les pasteurs du diocèse d'Alais souscrivirent au contrat, et, d'un commun accord, il fut décidé que cette discipline nouvelle serait communiquée à toutes les églises du Languedoc, et aux autres provinces du royaume<sup>1</sup>. Certaines la reçurent avec déférence, quelques-unes avec une réelle sympathie. Le pasteur de Ganges qui s'était chargé de l'adresser aux ministres des Basses-Cévennes, renommés pour l'intransigeance de leur piété, reçut une réponse tout à fait conciliante. Les pasteurs du Vivarais promirent d'appliquer avec soin les instructions du gouverneur et, ajoutaient-ils, « de se conformer aux intentions du roi ». Le cauchemar parut évanoui, comme par enchantement. Plus de doléances, plus de mariages mixtes, plus d'aigreur dans les rapports des catholiques avec les protestants. Amelot ne pouvait taire son admiration, et, s'étant fait envoyer ce règlement magique, il s'empressait de le communiquer au garde des sceaux, devant qui il eut la petite faiblesse de s'attribuer, comme un succès personnel, l'habile manœuvre du comte de Périgord : « Pour ce qui regarde, disait-il, les mariages entre deux personnes de communion différente, qui étaient l'objet des plaintes de M. l'Evêque d'Alais, j'ai, sans employer ni l'autorité du roi ni les voies de la justice, pris vis-à-vis des protestants eux-mêmes des mesures qui me donnent

1. Entre l'évêque d'Alais et Périgord, les relations étaient particulièrement cordiales, depuis 1772. Voir *B. N. Ms. 7047, f<sup>os</sup> 496-503.*

tout lieu de présumer qu'aucun de leurs ministres ne se prêtera à l'avenir à bénir de pareils mariages, au moyen de quoi je pense qu'il est inutile et qu'il ne serait peut-être pas sans inconvénient de les rechercher pour le passé » (12 novembre 1780).

Que d'ailleurs ce ministre se soit légèrement abusé sur l'efficacité de l'expédient, un avenir prochain se chargera de l'en instruire.

Dès 1781, les serments solennels échangés en 1779 et 1780 souffrent de graves accrocs. Au diocèse d'Alais, un pasteur s'enhardit à bénir le mariage du catholique Mourgues avec une religionnaire d'Anduze; au diocèse de Castres, le chevalier d'Isarn épouse, au mépris de toutes lois, sa cousine germaine; le pasteur de la Voulte bénit deux mariages mixtes; aux environs de Dunkerque un ministre anglican assume le rôle de bénir tous les mariages des Françaises catholiques avec des protestants étrangers. Amelot signale toutes ces défaillances au comte de Périgord : « Les ministres protestants n'ont donc pas tenu leur promesse du mois d'octobre dernier ! » Cependant, il ne cède pas au désir de se venger d'un manque de foi aussi absolu, et se laisse, derechef, facilement persuader par son ami, dont l'indulgence est inépuisable, que ces manquements sont sans aucune gravité, que le ministre de la Voulte « a été induit en erreur » et « mérite l'indulgence », de telle sorte que l'oubli s'étendit, sans secousses, sur ces délits pardonnés<sup>1</sup>.

L'influence bienfaisante du comte de Périgord continua à s'exercer jusqu'en 1783, jusqu'au dernier jour du ministère d'Amelot<sup>2</sup>. Le 11 août 1782, Amelot écrit à l'évêque de Poitiers, afin de se plaindre du curé de

1. A. N. O<sup>1</sup> 477, f<sup>os</sup> 273, 507; O<sup>1</sup> 478, f<sup>os</sup> 443, 481.

2. DESGENETTES, *Souvenirs de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1835, t. II, p. 49, n'a que quelques mots sur cet aspect de l'activité de Périgord.



Vançais qui dénonce à tout bout de champ les religieux de sa paroisse : « A la vérité, dit-il, ils remplissent avec exactitude les exercices de religion qu'ils croient que le devoir leur impose, mais ils ne font rien capable (*sic*) de troubler l'ordre ni de mériter l'animadversion du gouvernement. »

Ce même jour, ayant à répondre à l'évêque d'Uzès qui sollicite l'ordre de prendre les deux filles de Pierre Salles, élevées par leurs parents dans la religion protestante, il glisse dans sa réponse — hélas ! affirmative, une leçon de tolérance qu'il saura bientôt non seulement affirmer, mais faire encore passer dans la vie : « Le Roi n'est pas dans l'usage de donner des ordres en pareil cas, pour enlever les enfants à leurs parents ; ces ordres sont regardés par les religieux comme des actes de violence, et ils en prennent occasion de se plaindre qu'on les persécute <sup>1</sup>. »

Il savait apaiser les intendants moins patients que lui devant les progrès que les protestants ne cessaient de réaliser dans la composition des conseils paroissiaux. Vers 1780, ces progrès furent particulièrement sensibles sur toute la France. A La Rochelle, la municipalité accueille, pour la première fois, en 1779, des consuls religieux. A Sabarat, au diocèse de Rieux, les protestants décident en 1781, d'emporter de haute lutte le conseil d'où ils sont exclus, provoquent « de la fermentation » et présentent à l'intendant une requête où ils demandent que le conseil politique actuel soit réformé et qu'un nouveau soit composé dans lequel on leur donnera quelques places. Amelot fut d'avis de fermer les yeux. Sans doute l'innovation de La Rochelle est absolument contraire à la règle, mais il convient de se

<sup>1</sup> A. N. O<sup>1</sup> 478, f<sup>os</sup> 276, 325, 326.

plier aux circonstances actuelles : il y a menace de rupture avec l'Angleterre et « la situation de La Rochelle, son port, le grand nombre de protestants dont elle est peuplée » sont des raisons qui permettent au législateur de voiler la loi... De même à Sabarat, l'insubordination est sans doute grave et la requête très indiscrete, mais il est vrai que les protestants y sont plus nombreux et plus riches que les catholiques, qu'ils y sont chargés d'impôts dont ils s'acquittent loyalement, et que ce serait une mesure « juste » de les faire participer à l'administration d'une commune dont ils forment les principaux éléments. Enfin « ils méritent des ménagements ». Pour concilier la loi qui les exclut et ces ménagements qu'ils ont mérités, Amelot se sert d'une fiction légale : on appellera les nouveaux élus pour « renforcer » le conseil ordinaire, mais on évitera de « les appeler comme protestants ». Par cette casuistique innocente, le conseil de Sabarat fut peuplé de consuls et de juges réformés <sup>1</sup>.

Nous avons même trouvé la preuve que ce ministre, dont Condorcet raillait lourdement la « bêtise », a été le premier à vouloir régler dans toute son ampleur et avec une hauteur de vues admirable, le difficile problème des « biens en régie des religieux fugitifs ». La déclaration du roi faisant défense aux nouveaux convertis d'aliéner leurs biens sans permission, et que l'on renouvelait de trois ans en trois ans, devait l'être au mois d'avril 1781. Dès 1779, Amelot s'inquiète de savoir s'il ne serait pas opportun d'abroger immédiatement une loi périmée. Elle est, dit-il, sans objet : promulguée pour retenir en France par les liens du sol des protestants trop empressés à émigrer, elle a pour résultat inat-

1. A. N. O<sup>1</sup> 475, f<sup>o</sup> 24; O<sup>1</sup> 477, f<sup>os</sup> 238, 239.

tendu d'empêcher les réformés d'acquérir des fonds, c'est-à-dire, de multiplier précisément les gages de leur fidélité au sol de la patrie. Cet effet est « contraire aux vues que l'on s'est proposées en la portant et que l'on se propose encore en la renouvelant ». De toutes façons, une loi convaincue de travailler contre son but est une loi condamnée. Cependant, comme son abrogation immédiate pourrait « faire un éclat dangereux » et confirmer les idées de tolérance « dont les protestants ne se réclament déjà que trop », il conviendra de ne rien proclamer, et de laisser passer le mois d'avril 1781, en gardant un silence complet sur un texte qui doit périr. On augmentera d'ici là les permissions données aux protestants de vendre, d'acheter ou d'échanger. On liquidera, avec une certaine hâte, les questions en litige, en un domaine qui fut si fertile en querelles ! Jusqu'en 1781, les cartons de la Maison du Roi montrent qu'en effet les permissions se multiplièrent sans arrêt. Avril passa, sans que personne eût songé à faire revivre le décret condamné. La chose alla au point qu'un intendant, M. de Saint-Priest, qui avait été consulté, en 1779, sur l'opportunité de l'abrogation, se plaignait, au mois de septembre 1781, que certains notaires du Languedoc recevaient des actes de ventes faits par des protestants, sans en avoir obtenu la permission. Amelot dut expliquer au peu clairvoyant officier la politique prudente, quoique rectiligne, du gouvernement. Depuis le mois d'avril, il ne subsiste aucune défense aux protestants d'aliéner leurs biens. Si le roi a continué néanmoins à expédier des permissions de ventes, quand on les sollicitait, c'était pour préparer la période de liberté qu'il eût été imprudent d'ouvrir par un acte subit. Aussi le roi n'a-t-il jamais refusé de permettre toutes ventes purement et simplement, parfois contre l'avis des intendants, « parce

qu'il eût été inconséquent d'ajouter des entraves à une permission dont au fond on n'avait nul besoin ». Mais l'usage s'établira de n'en plus solliciter, et la conviction se répandra que l'ère de la liberté est ouverte. Déjà les protestants de Guyenne se regardent comme libres à cet égard, et l'on peut prévoir que ceux du Languedoc ne tarderont pas à partager cette conviction. « Lorsque les choses en seront venues à ce point, je vous serai même fort obligé de m'en instruire, afin que je cesse d'expédier des permissions, même dans le cas où quelques personnes plus difficiles à convaincre que les autres ne cesseraient pas de m'en demander<sup>1</sup>. »

Il se trouva que parmi ces personnes « plus difficiles à convaincre », Amelot eut la surprise de compter Joly de Fleury lui-même. Ce haut magistrat n'ose croire, au mois d'avril 1782, que la décision du ministre soit définitive et songeant, lui aussi, à débayer le terrain de cette épineuse question des biens en régie, il suggère l'idée de vendre ceux qui restent en régie pour en employer « le prix en contrats sur le roi ». Ce juriste délié tentait la cupidité du trésor royal, vide d'argent. Amelot repoussa, avec une singulière énergie, le tentateur. Cette opération, lui écrivait-il, ne serait pas conforme aux règles de la justice. Les finances de la Régie sont absolument étrangères aux finances du roi, et nul ne pourrait sans faire tort aux ayants-droit, absorber les unes dans les autres. Même si la fusion s'opérait, le trésor royal serait contraint à la restitution, car le prix des biens vendus doit être un jour rendu aux parents des fugitifs, et « ce revenu a une destination que l'on ne peut se dispenser de remplir ». Les avantages de cette vente apparaissent ainsi sans valeur réelle. D'autre

1. A. N. O<sup>1</sup> 477, f<sup>o</sup> 421.

part, la vente elle-même est impraticable. Les biens-fonds possédés par la Régie sont afferméés à des prix dérisoires, qui sont l'indice sûr de leur réelle valeur marchande. Encore sont-ils presque tous l'objet de demandes en mainlevée de la part des parents des religionnaires fugitifs, et bien que l'issue de ces procès soit très douteuse, « il ne serait pas juste » de priver les plaideurs « d'un droit » qui leur sera rendu, car l'exercice n'en est que suspendu <sup>1</sup>.

Ces considérations ne sont pas d'une âme vulgaire. Le cours de l'histoire a souvent ramené, sous des formes identiques, la question des biens d'église que d'adroits spoliateurs ont successivement confiés soit à la régie, soit à la nation, soit au séquestre. Il n'est pas sans intérêt de constater que, sous ces différents régimes, si les appétits furent semblables, le souci du droit, de la justice, de la restitution intégrale, et le respect de la destination essentielle des biens confisqués, c'est dans les ordres d'un ministre de Louis XVI que nous les découvrons — et d'un ministre odieusement décrié par ceux dont la rancune aveuglait l'équité.

Le rôle joué par Amelot ne nous paraît pas indigne de celui joué par Malesherbes — voire par Turgot — dans l'histoire de la liberté religieuse. Depuis 1763, la carence des pouvoirs n'a fait que s'aggraver, sans espoir d'un redressement désormais impossible. Sur la scène de la vie, les décors se multiplient, les personnages évoluent, variés et tout en contrastes, l'un accablé par une vieillesse sur laquelle pèse l'inévitable, l'autre fier de sa jeunesse et au verbe autoritaire, le troisième, d'apparence modeste, volontiers effacé et qui s'entête à poser ses pas, prudemment comptés, sur les traces de ses devanciers, — mais les spectateurs,

1. A. N. O<sup>1</sup> 478, f<sup>os</sup> 147, 148.

sans cesser de s'intéresser à ces décors mouvants ou à ces personnages bariolés, comprennent que derrière cette fantasmagorie, c'est une vieille tragédie qui s'apaise et se précipite vers son dénouement.

## CHAPITRE V

### DE LA TOLÉRANCE A LA LIBERTÉ

1783-1789

#### I

Les jours décisifs vont s'ouvrir. Les longs efforts des ouvriers de la liberté ont secoué les apathies et vaincu les résistances. La politique de bienveillance dissimulée que le gouvernement avait, en somme, maintenue depuis le règne de Louis XVI, aboutissait à l'exaltation des désirs. Les réformés, venus par étapes ininterrompues à une situation de fait qu'ils jugeaient tolérable, mais à laquelle manquait la sanc-

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT. 463. — O<sup>1</sup> 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 617; — G<sup>8</sup> 701, 702, 703, 704, 705, 706; — K, 677; — KK, 1326.

B. N. Mss. fr. 4675 et 7047.

LAFAYETTE, *Mémoires*; MALESHERBES, *Mémoire sur le mariage des protestants*, en 1785, *Second Mémoire sur le mariage des protestants*, Londres. 1787; DE BRETEUIL, *Mémoire sur la situation des calvinistes en France, sur les causes de cette situation et sur les moyens d'y remédier*, octobre 1786 (dans les *Eclaircissements historiques* de M. de Rulhière); DENYS BUIRETTE, *Les questions religieuses dans les cahiers de 1789*, Paris, 1919;

Sur le rôle de Lafayette, voir p. 253; RABAUT DE SAINT-ETIENNE, *Le Vieux Cévenol*, 1774, et *Réflexions impartiales d'un philanthrope sur la situation présente des protestants et sur les moyens de la changer*, 1787; GUSTAVE FAVRE, *Trois manuscrits de Rabaut de Saint-Etienne*, Paris, 1894. Sur l'Edit de 1787, voir p. 267.

tion de la loi, croyaient n'avoir plus longtemps à l'attendre<sup>1</sup>. Les forces conjurées de l'opinion publique, des chefs réformés, des officiers royaux et du gouvernement s'unissaient dans une victoire qui, pour n'être pas encore définitive, n'en était pas moins une œuvre commune. A cette heure décisive, un grand événement se produit : le baron de Breteuil est appelé à prendre la succession d'Amelot, à la tête de la Maison du Roi.

Désormais, on en a bien fini avec toutes ces fictions légales sous lesquelles un pouvoir indécis abritait sa clémence et dissimulait ses palinodies. Le baron de Breteuil ne fut pas long à faire connaître sa ligne de conduite. Le 16 décembre 1784, il écrivait au comte de Périgord : « Ce serait s'aveugler volontairement que de soutenir qu'il n'y a plus de protestants en France. Si l'on a voulu, dans de certaines circonstances, se donner les apparences de le croire, c'était par des raisons politiques que le temps a bien affaiblies et auxquelles, comme vous le savez, le gouvernement est bien éloigné de donner actuellement la même importance que dans le commencement du siècle. Mais si l'on ne peut s'empêcher de convenir de l'existence des protestants, il pourrait y avoir du danger à le reconnaître d'une manière trop authentique, et dont ils pussent se prévaloir pour sortir des bornes dans lesquelles il est encore nécessaire de les renfer-

1. Voir le « Mémoire sur la situation actuelle des protestants de France » écrit le 17 septembre 1783 par le pasteur Olivier Desmont, de Bordeaux, en réponse, dit-il, « aux questions qui m'ont été faites par M. Gibert, pasteur réfugié à Londres ». — « On ne peut trop se louer de la tolérance du gouvernement. Nulle part, on ne trouble le culte, ; moins qu'on y mette trop d'éclat... On jouit d'une liberté indéfinie... On ne s'en tient pas aux plaintes faites par les ennemis des protestants. Soit pour les mariages, soit pour les baptêmes, Desmont reconnaît qu'on agit avec la plus grande liberté. Sans doute, il cite quelques cas de poursuites, mais, à Paris, ces attentats contre la liberté ont trouvé un défenseur officiel, qui est M. de Vergennes, auprès duquel M. Desmont a pu plaider tout à son aise. — Voir DOUMERGUE, *La veille de la loi de l'an X*, Paris, 1879, p. 107, 130.



mer. » Cette nécessité ne saurait d'ailleurs entraîner la liberté de punir selon la rigueur des lois. Le bon administrateur, dira-t-il un jour à l'intendant de Cypierre, est celui qui cherche à arrêter le progrès du mal sans avoir recours à des partis violents, et sans employer d'autres moyens que ceux que la prudence peut avouer. En tout ce qui regarde les protestants, il ne saurait convenir d'en employer d'une autre espèce, car si le juge veut appliquer la loi, il ne trouve devant lui que des textes, comme ceux de 1724, si rigoureux, qu'en poursuivre l'exécution serait réveiller les vieilles haines, fort apaisées « depuis que l'on a commencé à regarder ces objets d'un œil plus tranquille et plus sain ». Il serait à souhaiter que le progrès des idées permît l'abrogation de lois généralement condamnées, mais l'heure n'est pas encore venue. M. de Breteuil doute même qu'elle vienne de longtemps. « Ces lois ne seront, suivant les apparences, jamais révoquées expressément, il pourrait y avoir des inconvénients à le faire, mais elles tomberont insensiblement, ou plutôt elles sont déjà tombées dans une désuétude qui produira le même effet. » Comme il se trouve encore des juges qui, esclaves de leur conscience professionnelle et des seules lois écrites, « pourraient donner à celles dont il s'agit une valeur et une exécution qu'elles ne doivent plus avoir », les intendants n'hésiteront pas à soustraire à leur juridiction les affaires religieuses. Dans les circonstances actuelles, seul « le gouvernement peut s'en mêler avec fruit », c'est-à-dire de façon à assurer l'impunité des délinquants et sauver néanmoins cette espèce de légalité que l'on travaille à revivifier par l'infusion d'un esprit nouveau<sup>1</sup>.

Vers cette même époque, l'intendant du Languedoc

1. Lettre du 22 janvier 1784.

ayant eu à dénoncer les entreprises des religionnaires du pays de Castres, sollicita des sanctions, car « leur multiplicité et leur publicité faisaient présumer, disait-il, qu'elles étaient l'effet d'un accord général ». Les directives du baron de Breteuil permirent à l'intendant de mieux juger des changements survenus en haut lieu. Sans doute, le nouveau Secrétaire d'Etat concède qu'il y a des bornes au delà desquelles on ne doit pas permettre aux protestants de passer, mais encore est-il difficile de les fixer avec précision, et mieux vaut, dans l'incertitude, s'abandonner au fil du courant qui emporte vers l'apaisement et l'indulgence. Que les intendants n'ignorent surtout point que « les dispositions du gouvernement sur ce qui regarde les protestants ne sont plus les mêmes qu'elles étaient au commencement et vers le milieu du siècle ». Lorsque les réformés sont tranquilles, ou qu'ils suivent d'anciens usages établis et soufferts depuis longtemps parmi eux, il convient de fermer les yeux et de tolérer même les abus auxquels ces usages pourraient avoir donné naissance. Les mesures de rigueur ne seront employées que si, non contents de leur situation acquise, les religionnaires essayent d'entreprendre des nouveautés ou de se soustraire aux lois communes à tous les sujets du roi. Même en ce cas, il sera sage de ne sévir qu'avec prudence et tact : là où il n'y aura pas eu « d'éclat », là où les conséquences d'un acte de vigueur pourront être dangereuses, les innovations elles-mêmes seront tacitement tolérées<sup>1</sup>.

Dépouillée de toute phraséologie vaine, la politique du baron de Breteuil n'était même pas celle de l'incertitude, ou des compromissions ou des renoncements équivoques : elle inaugurerait la politique d'abdication. Il est défendu aux officiers royaux d'attenter aux

1. A. N. O<sup>1</sup> 480, f<sup>os</sup> 33, 34, 388, 389, 532.

conditions présentes de la religion protestante, dont on proclame l'existence réelle, en attendant qu'elle soit reconnue par la loi; mais, — et l'innovation est d'importance, — il est encore recommandé de n'appliquer la loi que dans des cas tellement individuels que les répercussions en seront aussitôt circonscrites, et n'empêcheront pas les conquêtes vigoureuses d'églises résolues. Ce sera le côté fâcheux dans la vie de ce ministère que l'on puisse dire qu'il éleva à la hauteur d'un principe le procédé le moins digne d'un vrai gouvernement: être dur aux faibles et doux aux violents.

Une demoiselle Marie-Anne Mondon, de Valence, désirant se convertir à la foi catholique, demandait au ministre, par l'intermédiaire de l'évêque, de pouvoir se retirer au couvent de Tournon. Le baron de Breteuil exigea d'abord des explications, mais, avant toute réponse, l'évêque fit conduire la jeune fille à un couvent de Valence. Le père déposa une plainte : deux individus furent accusés d'être les complices de l'enlèvement. Le juge du lieu, zélé protestant, promettait d'instruire l'affaire avec vigueur. Le baron de Breteuil tout d'abord manifesta son mécontentement à l'évêque, mais n'osa pas pousser sa pointe. L'ordre de libérer la jeune Mondon ne fut pas accordé; même l'évêque sollicita avec instance le départ de la maîtresse d'école de La Mastre, religionnaire obstinée, coupable d'avoir manifesté sa sympathie au père Mondon.

Quelques mois plus tard, une affaire semblable éclate au diocèse de Saintes : l'évêque demande des ordres pour mettre au couvent de l'Union chrétienne de Saint-Pons une demoiselle Marie-Anne Guillard, et, docilement, le ministre les envoie. Un mois après, l'affaire de mademoiselle de Roquemaure fit apparaître encore davantage cet inexplicable abandon.

Cette jeune personne vivait avec sa mère, zélée protestante, mais quelques parents prétendirent qu'on devait l'arracher à celle-ci « ignorante et grossière » et la mettre au couvent pour y être instruite de la foi catholique. La raison invoquée était d'une candeur suspecte, et l'on connaît des cas où un Amelot ripostait par de véritables réquisitoires à de pareilles demandes. Néanmoins, le baron de Breteuil envoya l'ordre « de faire conduire cette jeune personne au couvent de Sainte-Claire de Lavaur, ainsi que sa famille le propose ».

Prévenu, au mois d'octobre 1784, par le fameux du Moutier, négociant à Saint-Quentin, qu'un prédicant de Bohain, nommé Née, venait de se fixer dans cette ville, comme professeur de français, le baron se hâte d'écrire à l'intendant pour lui signaler le danger, et le prier « de surveiller secrètement » le prétendu professeur. Si sa conduite le rendait suspect, il enverrait tous ordres nécessaires.

Comme avait dû plusieurs fois le faire Amelot, Breteuil eut à s'occuper des cas de jeunes filles catholiques séduites par des protestants et entraînées à se marier au désert. Son prédécesseur n'avait point toujours brandi la loi sur la tête des coupables, mais nous voyons Breteuil sévir coup sur coup, inexorablement contre Jacques Bonfils, séducteur d'une fille Gajon, contre Galibert et la fille Marie Palaisy, du diocèse de Castres, contre Guitard et Louise Lapierre, de Florac. La sévérité du ministre n'épargnait ni les protestants ni les filles catholiques. Elle frappait avec une brutalité calculée. Dans le cas de Louise Lapierre, le curé, le juge, les officiers municipaux de Florac implorèrent la pitié du ministre : le comte de Périgord lui-même appuya leur demande, mais en vain. Breteuil refusa de « fermer les yeux », déclara en outre coupables les pasteurs qui s'étaient, disait-il, engagés

à ne point bénir ces sortes de mariages, et poussa le comte de Périgord à frapper le séducteur en faisant intervenir, s'il le fallait, l'autorité du roi. Le pasteur imprudent fut condamné à sortir de la province et on le prévint « que s'il tenait la même conduite dans quelque autre partie du royaume, il serait traité suivant la rigueur des lois ».

Le crime d'apostasie fut un de ceux que le baron de Breteuil poursuit d'une rigueur tenace. Les apostasies « ne doivent certainement pas être souffertes, écrit-il le 9 septembre 1784 à l'intendant de Saint-Priest, et le moyen le plus régulier comme le plus sûr de les arrêter est d'en laisser la poursuite au parlement, sauf à employer, s'il était nécessaire, le concours de l'autorité pour faire exécuter les arrêts; mais je ne sais si le gouvernement ne pourrait pas même y prendre une part plus directe, par des punitions particulières que leur éclat rendît capables d'en imposer. » Et comme il apprend que plusieurs chevaliers de Saint-Louis ont été vus à des assemblées, il écrit sans une hésitation qu'« un chevalier de Saint-Louis qui se rend coupable d'un pareil délit doit certainement être regardé comme un apostat; l'ordre dont il est décoré le soumet toujours à un certain point à la justice militaire, lors même qu'il a quitté le service. Je voudrais donc qu'il fût possible de découvrir avec certitude le nom et l'état actuel de quelques-uns de ces chevaliers<sup>1</sup> ». Cette sévérité dans la répression ne s'était jamais exprimée avec une telle véhémence dans les ordres de cet Amelot lui-même, que l'on a coutume d'écraser entre les deux fameuses colonnes de la liberté protestante : Malesherbes et le baron de Breteuil.

1. A. N. O 1 479, f<sup>o</sup> 475; O 1 480, f<sup>o</sup>s 33, 34, 195, 218, 273, 339, 343, 388, 389, 457, 532; O 1 481, f<sup>o</sup>s 229, 234, 294, 308.

Ce n'est là toutefois qu'un aspect de la politique religieuse de Breteuil. Ce ministre que l'on pourrait croire, à en juger par ces citations, hostile à l'élément huguenot, travaillait, en réalité, à assurer son expansion. Il était dans la nécessité d'employer une politique de double jeu, dont seuls les initiés connurent les subtiles ramifications, mais que la correspondance officielle de 1784 à 1787 nous permet de suivre, comme à la trace.

Vers l'année 1784, les protestants menaient grand bruit autour de la question des sépultures. Les cimetières catholiques leur étaient fermés, et la loi leur interdisait d'avoir des terrains spécialement réservés à leurs inhumations. Les réformés subissaient ainsi de continuelles vexations, soit qu'ils prétendissent échapper aux exigences de la loi, soit qu'ils voulussent se constituer des terrains sacrés. Or, les protestants de Nîmes firent, en 1784, une demande officielle pour être autorisés à avoir un cimetière hors de la ville. Il fallait éluder la loi : ce fut le Secrétaire d'Etat qui suggéra la conduite à suivre. On chargera un protestant de faire l'acquisition du terrain; il paraîtra alors en faire don à la ville même, en consentant que l'on y enterre ceux à qui la sépulture ecclésiastique est refusée. D'autre part, le roi autorise le gouverneur du Languedoc à exiger des juges qu'ils indiquent ce terrain, à l'exclusion de tout autre, dans toutes les ordonnances qu'ils rendront pour l'inhumation d'un non catholique. Ainsi toutes les lois se trouvent tournées, et Breteuil fut si satisfait de cette solution qu'il l'imposa « pour tous les autres lieux où l'on pourra engager les protestants à se procurer un terrain hors l'enceinte de la ville <sup>1</sup> ».

Les assemblées ne cessaient pas de préoccuper vivement le ministère. Bien que l'usage se fût établi de fermer les yeux toutes les fois que ni l'ordre public

1. A. N. O<sup>1</sup> 480, f<sup>o</sup> 532.

ni la susceptibilité des catholiques n'étaient en jeu, cependant les plaintes étaient encore nombreuses contre les réunions que les réformés inauguraient, en plein centre des villes, et dans des maisons qui, pour n'être pas de véritables temples, n'en servaient pas moins uniquement de maisons de prière. Mais, en dépit des réclamations, ces édifices se multipliaient sans cesse et le baron de Breteuil jugea opportun de faire connaître ses vues. Il faudra fermer les yeux sur les assemblées peu nombreuses et tranquilles. Il n'y a même pas affectation répréhensible si les religieux s'assemblent au son de la cloche, comme le font les catholiques. Il suffira d'éviter que le lieu de leur assemblée soit si rapproché de l'église que les deux cultes ne s'en trouvent gênés. Quant à vouloir fermer les maisons de prière, sous le prétexte qu'elles sont récentes et que les protestants devraient être tenus à revenir au désert, le gouvernement s'y oppose aujourd'hui de toutes ses forces. Et voici pourquoi.

Les assemblées du désert, qui peuvent être fort nombreuses et donner lieu à des abus, sont plus dangereuses que celles qui se tiennent dans une maison particulière, où pénètrent moins de personnes, où le bon ordre est plus facile, et où il est plus aisé de surveiller les fidèles. Sans doute, des intendants trop zélés s'acharnent à vouloir fermer ces temples que la loi proscriit. Il faut donc s'ingénier contre leur vigilance. Aussi le Secrétaire d'Etat recommande-t-il aux protestants de laisser toujours dans ces salles « quelques barriques, ballots ou autres effets de pareille nature » qui donnent à ces lieux l'apparence d'un magasin. Les officiers royaux sont d'ailleurs invités à ne pas entamer d'indiscrètes enquêtes, car c'est le désir de Sa Majesté même que cet expédient soit employé<sup>1</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 480, f<sup>o</sup>s 33, 34, 388, 589; O<sup>1</sup> 483, f<sup>o</sup> 434<sup>c</sup>. A noter cependant que Breteuil oblige en 1785, les protestants d'Annonay à ne plus s'assembler

Plus catégoriques encore furent les instructions du ministre relativement aux baptêmes des protestants. Bien que les derniers incidents survenus au temps d'Amelot eussent déterminé ce ministre à faire paraître la déclaration du 12 mai 1782, qui défendait aux curés de donner aux baptisés aucune qualification injurieuse, les réformés s'abstenaient, plus que jamais, de présenter leurs enfants aux fonts baptismaux de l'église catholique. L'évêque de Chartres s'en plaignit en 1784, mais Breteuil lui signifia sa volonté. Sans doute, il est de l'intérêt des religionnaires de faire baptiser leurs enfants à l'église, puisque c'est pour eux le seul moyen d'assurer leur état civil, mais s'ils refusent, il ne convient pas d'employer les voies de l'autorité pour les y contraindre. L'ordre général serait gravement compromis, car les rebelles sont fort nombreux. Qu'on les laisse donc tranquilles !

Le danger n'était pas moindre dans toutes les communes où, la population étant en majorité protestante, la loi s'obstinait à récuser les élus religionnaires dans la composition du conseil politique. Les colères grondaient ; les élections se faisaient au milieu du tumulte et la vie municipale souffrait de l'anarchie. Le baron de Breteuil résolut de faire céder la loi devant cette autre loi du nombre : ses instructions sont, à ce point de vue, fort curieuses. A Florac, il ordonne au juge de cette ville de « consentir tacitement » à l'élection d'un tiers de protestants ; à Orthez, il est d'avis de conserver aux protestants les places, qu'ils ont déjà acquises au conseil ; à Montaren, où les catholiques avaient été seuls jusqu'à à composer le conseil politique, il n'ose déclarer illégale l'élection de quelques religionnaires ; et trois années plus tard, comme l'intendant du Languedoc est

dans leur temple de la ville et « à retourner dans les champs. » O<sup>1</sup> 481, f<sup>os</sup> 259 et 360.

1. A. N. O<sup>1</sup> 480, f<sup>os</sup> 33, 31.



d'avis de casser l'élection de certains consuls protestants de Bréau et de Saint-Félix de Palières, sous prétexte de leur religion, il lui répond avec fermeté : « Ce n'est pas une raison suffisante, et puisque malgré leur protestantisme connu, ils ont bien été nommés consuls, je ne vois pas trop pourquoi il empêcherait de les continuer, surtout dans les circonstances actuelles que vous connaissez <sup>1</sup>. »

C'est ce mélange de condescendance et de sévérité, cette recherche de l'équivoque, qui rendent si difficile de porter un jugement équitable sur l'œuvre de ce ministre. Le jour même où il accorde volontiers aux réformés de Castres de s'assembler dans une maison de la ville, il refuse cette même faveur à ceux d'Annonay. Ceux-ci s'assemblaient dans les champs d'où le froid les avait chassés : ordre est intimé à leur pasteur de « retourner dans les champs comme il le faisait auparavant ». La raison de cette brusque offensive n'est pas moins inattendue. Breteuil voit dans la tentative des protestants d'Annonay l'intention d'avancer des jalons, pour risquer une étape nouvelle, en cas de réussite. « C'est l'esprit général des protestants, écrit-il, qui se trouvent enhardis par l'opinion qui s'est répandue parmi eux que le gouvernement s'occupait de leur assurer bientôt une existence légale. Mais quand cette opinion aurait quelque fondement, il n'en serait pas moins de leur devoir d'attendre dans un silence respectueux la déclaration de la volonté du roi, et il n'en serait que plus nécessaire de veiller à ce qu'en attendant, ils ne sortent pas des bornes déjà assez étendues dans lesquelles ils ont été contenus jusqu'à présent <sup>2</sup>. »

1. A. N. O<sup>1</sup> 479, f<sup>o</sup> 317; O<sup>1</sup> 480, f<sup>o</sup> 271, 331; O<sup>1</sup> 483, f<sup>o</sup> 244.

2. A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>o</sup> 360.

\*  
\* \*

Le baron de Breteuil recommandait la patience et la maîtrise de soi-même à des églises que l'approche de la liberté jetait dans une sorte d'exaltation. Admirablement secondé par les dirigeants des réformés et par d'habiles gouverneurs de provinces, il fut généralement compris et écouté. Les incidents seront rares, entre 1783 et 1787, où le gouvernement devra sévir sans pitié. A l'exception de certains cas individuels, que nous avons vus résolus avec l'astucieuse fermeté du Secrétaire d'Etat, la conduite des églises redevient généralement calme.

En Picardie, les esprits, naguère si turbulents, semblent s'être assagis. La paroisse d'Equeherries, la région du Hainaut et l'élection de Guise, restent seules comme les derniers îlots secoués par une agitation qui tarde à s'apaiser. A Equeherries, le prédicant La Sayne entretient l'effervescence. Les admonestations indulgentes de l'intendant ne purent rien sur ce croyant obstiné. Elles ne pouvaient guère davantage sur les religionnaires du Hainaut ou de la région de Guise. Ils avaient eu raison des menaces de Maurepas ; ils prétendirent tenir en échec la volonté de Breteuil. Et malgré les rapports des divers intendants, malgré l'intervention du maréchal de Ségur, malgré les conférences qui réunirent à plusieurs reprises le Secrétaire d'Etat et le garde des sceaux, disposés à mettre un terme à une agitation insolente, malgré les bons offices du fameux du Moutier, ce négociant de Saint-Quentin dont nous connaissons le rôle officieux pour l'apaisement des esprits, les protestants picards ne cessèrent pas d'être un objet d'inquiétude pour un gouvernement que cette obstination desservait, à une heure critique.

Bien plus habiles furent les protestants du Languedoc. Sous l'impulsion de leur gouverneur, le comte de Périgord, ils semblaient aller au-devant des désirs du Secrétaire d'Etat. Les erreurs de conduite y étaient si rares qu'elles étonnaient, et n'avaient aucun lendemain. Ainsi à Mazamet. Les ministres protestants y avaient tenu un synode le 1<sup>er</sup> mai 1783, où il avait été décidé que l'on construirait un temple, au mépris des lois. Un simple avertissement ramena l'ordre général. A Revel et Puylaurens, on était passé à l'action. On avait ouvert des temples « garnis de trois rangées de bancs à dossier où chaque particulier avait mis son nom » : on avait vu même des chevaliers de Saint-Louis participer à ce culte public. M. de Saint-Priest proposa d'arrêter quelques meneurs et de faire cesser l'éclat. Mais le baron de Breteuil, avant de se rendre aux propositions de l'intendant, écrivit en secret au comte de Périgord : il lui demandait de « s'ouvrir avec lui en toute confiance ». Périgord fut d'avis qu'on devait punir les deux propriétaires, Jean Rigaud et Isaac Bonhoure, des deux maisons érigées en temples, mais faisait en même temps prévenir les réformés de Revel et de Puylaurens qu'ils devraient se soumettre, afin d'éviter tout conflit. La soumission fut immédiate. Cependant, à Najac, le nommé Gineste, qui avait manifesté sa foi avec trop de violence, devint une espèce d'otage dont on se servit pour contenir les religionnaires de l'endroit, « à cause de son état et de sa fortune, qui lui donnent assez d'ascendant pour les contenir ».

A Florac, les réformés ont fait élire comme consul, greffier et conseiller politique, trois protestants. L'élection ne pouvait être ratifiée, mais le baron de Breteuil, jugeant qu'en raison de leur grand nombre et de leur richesse supérieure à celle des catholiques de Florac, il était convenable de laisser les réformés

participer à l'administration municipale, consent à ce qu'ils entrent, pour un tiers, dans la composition du conseil politique. La même chose s'était passée à Ganges, où la marquise de Ganges fut assez heureuse pour obtenir la démission volontaire des élus, et éviter tout acte d'autorité « qui aurait excité des troubles <sup>1</sup> ». Quatre ans après cet incident, les réformés de Ganges affectent d'exercer leur culte dans une remise, où le ministre convoque même les enfants qu'il instruit. L'intendant est d'avis de « fermer les yeux », mais on est surpris de voir que ce sont les instances du comte de Périgord qui obtiennent du Secrétaire d'Etat, d'abord disposé à excuser, « car il vaut mieux, disait-il, qu'ils s'assemblent en un endroit clos et connu qu'en plein champ, où il est plus difficile de les surveiller », les mesures de rigueur contre le ministre « blâmable » de « ne point se conformer, pour l'instruction des enfants, à l'usage d'aller chez leurs parents <sup>2</sup> ».

Au pays de Castres, les réformés de plusieurs paroisses, surtout celles de Castenau, Brassac, Vianne et Espérou, affectent de violer les jours de fêtes et de dimanches en travaillant aux champs. Le procureur juridictionnel n'ose entamer aucunes poursuites, tant les contrevenants sont nombreux, et l'intendant lui-même ne sait qu'imaginer. Mais l'intervention habile du procureur général du parlement de Toulouse ramena le bon ordre, sans fracas.

Dans la généralité d'Orléans, les protestants de Guillonville donnent toujours beaucoup de mal aux officiers royaux. Ce n'est pas qu'il y ait recrudescence de sévérité à leur égard. Sur les conseils explicites du Secrétaire d'Etat, l'intendant M. de Cypierre affecte de fermer les yeux, et de soustraire aux juges

1. A. N. O<sup>1</sup> 479, f<sup>os</sup> 230, 277, 290, 297; 235. 304, 314, 395; 232, 275, 317.

2. A. N. O<sup>1</sup> 483, f<sup>os</sup> 148, 151, 209.

ordinaires toutes les affaires qu'ils pourraient instruire selon le texte de lois « qui ne doivent plus avoir » leur valeur originelle. D'autre part, l'évêque de Chartres, désireux de ramener la concorde, fait une obligation au curé de Guillonville d'accepter les enfants des religieux à l'école de la paroisse « sans exiger d'eux aucunes démarches contraires à leurs principes ». Néanmoins, et peut-être à cause même de cette faiblesse, les réformés s'agitent fort : leurs assemblées ne connaissent aucune discrétion, et dans une maison de la ville, toute voisine de l'église, ils viennent exercer leur culte au nez des catholiques. Le baron de Breteuil ne pouvait plus se taire ; il pria l'intendant de menacer d'arrêter le nommé Dolbans, et de murer les portes et fenêtres du temple. La réprimande suffit à ramener la tranquillité <sup>1</sup>.

A Nanteuil-les-Meaux, à Vuarloy, à Pulchevillers, à Pousanges, à Amiens, des incidents semblables reçoivent un solution rapide et pacifique. La cause de la libération prochaine trouvait une force nouvelle dans la stabilité de l'ordre public, maintenu par l'entente générale des esprits <sup>2</sup>.

Ce qui se passe à La Rochelle, en 1785, montre à quels compromis devaient en venir les réformés et le pouvoir central, afin d'assurer le passage insensible de l'hostilité à la tolérance officielle. Dans le courant de l'année 1784, les protestants décident d'ériger un temple dans un quartier de la ville où ils n'ont pas encore restauré leur culte, et, d'après les recommandations venues du ministère même, laissent dans la salle qu'ils ont aménagée pour leurs assemblées « des barriques vides et des ballots de marchandises qui peuvent faire croire qu'elle sert aussi de maga-

1. A. N. O<sup>1</sup> 480, f<sup>os</sup> 339, 388, 389; 33 et 34.

2. B. N. Mss. fr., 1675 : ces incidents y sont longuement racontés.

sin ». Mais leurs assemblées se font « très publiquement » : le 25 septembre 1785, ils ont osé proclamer « qu'ils continueront de s'y assembler avec la même publicité », parce qu'ils « étaient assurés qu'ils ne seraient pas désapprouvés par le gouvernement ». Au vrai, l'intendant, M. de Reverseaux, affectait de tout ignorer, et bien que le baron de Breteuil l'eût convoqué, à ce sujet, au mois de février 1785, les choses ne continuèrent pas moins d'aller, comme si de rien n'était, jusqu'au mois de novembre. A ce moment, Breteuil, poussé par l'évêque de La Rochelle, se rejette sur l'intendant qui affirme qu'en tout cela, les exagérations sont grandes. Le Secrétaire d'Etat écrit à l'évêque un discours mielleux, afin d'apaiser ses alarmes, mais, le lendemain, il écrit aussi à l'intendant, pour le féliciter de « sa prudence », lui recommander « de laisser les religionnaires tranquilles tant qu'ils le seront eux-mêmes », et d'obtenir qu'ils s'abstiennent de s'assembler dans leur nouvelle salle pendant quelque temps et soient désormais mesurés dans leurs discours. « Vous ne sauriez trop, lui dit-il, leur faire sentir combien il est de leur propre intérêt de se conduire avec toute la réserve et toute la modération possibles. » Les réformés s'excusèrent et promirent obéissance <sup>1</sup>.

Nous avons là un exemple frappant de la conduite réciproque du gouvernement et des églises. Parfois celles-ci se laissent emporter par leur ardeur à devancer la liberté qui lentement se lève à l'horizon ; mais les intendants les invitent avec indulgence à s'armer de patience, et voilent autant qu'ils le peuvent leurs graves défaillances ; le pouvoir, à son tour, met en œuvre une politique double destinée à rassurer le clergé et contenir les rebelles par la promesse implicite que leur tranquillité servira la cause de leur liberté pro-

1. A. N. O<sup>1</sup> 481, f<sup>os</sup> 48, 62, 418, 453, 455.

chaîne. Cette politique ne pouvait durer qu'un temps ; on ne réprime pas les passions avec des promesses dont on prévoit la faillite. On ne joue pas avec le feu qui couve sous la cendre chaude. Aussi le baron de Breteuil se hâtait-il d'amener à sa conclusion le projet minutieusement élaboré dans de mémorables conférences.

## II

En réalité, tout se perpétra en petit comité. Les complices y furent appelés à voix basse, et quelques-uns en catimini. Leur œuvre qui s'ébaucha dans le secret et presque dans les ténèbres, éclata soudain et jeta autant de stupeur chez les protestants qu'elle couvrait de sa protection, que chez les catholiques qui se virent mis tout à coup en face du fait accompli. Ce fut le baron de Breteuil qui lia la partie, mais son meilleur lieutenant, le plus actif et le plus pressé d'aboutir, fut Malesherbes.

Depuis qu'il avait quitté la direction de la Maison du roi, Malesherbes n'avait cessé de s'intéresser à la situation des protestants français. Mais sa voix, réduite à gagner par son charme ce qu'elle avait perdu en crédit, n'avait point suscité un réel et profond mouvement d'opinion. Cet homme généreux, que les déceptions de la vie avaient rendu à la fois ardent au bien et désabusé, n'attendait aucun progrès de son successeur Amelot. L'heure de l'action ne lui paraissait pas encore venue. Eut-il connaissance de la sympathie qu'éveilla la cause protestante au sein du nouveau ministère, en 1784 ? Au moment où le baron de Breteuil dirige la nef, qu'il lance tantôt par de brusques coups de barre sur des flots irrités, et tantôt abandonne au gré des vents, le ministre Vergennes prend en plein Conseil la défense des réformés. Quand

son collègue louvoie, lui, marche d'un pas décidé vers la liberté. Il n'était pas inutile que ce secours inespéré vint raffermir, à cette date, une thèse encore fort discutée, et dont Breteuil lui-même disait qu'elle n'arriverait sans doute jamais à prévaloir<sup>1</sup>.

L'année suivante, Malesherbes s'enhardit et fait paraître un premier *Mémoire sur le mariage des protestants*. La partie théorique de ce mémoire ne manquait point d'audace. L'auteur y dénonce les méfaits de la législation en vigueur : c'est elle qui décourage les sujets non-catholiques français et les contraint à s'exiler. Cependant l'étranger s'enrichit de nos meilleurs éléments, dont la fuite appauvrit la France. Mais le législateur affecte de ne point s'apercevoir de ces conséquences néfastes. Par une fidélité coupable à des textes de lois que l'on a détournés de leur but originel, on continue à « condamner des races entières à la bâtardise, pour les punir de l'hérésie de leurs pères ». On prétend réaliser les vues de Louis XIV. Malesherbes assure avec force que jamais erreur historique ne fut ni plus certaine ni plus cruelle. Car Louis XIV n'eut jamais l'intention de frapper ses sujets religieux en les condamnant à la mort civile. « Je soutiens même, ajoute-t-il, que sous le règne de Louis XV, ce ne fut point l'intention de ses principaux ministres, ni des magistrats qui ont été quelquefois consultés sur les affaires de la R. P. R. » Tout le mal vient de la fiction légale qu'on a introduite de force dans un règlement qui ne la supposait point : « Il n'y a plus de protestants en France. » De cette affirmation audacieuse et mensongère découlent les ordres persécuteurs : tous les sujets du roi, considérés comme fidèles catholiques, contraints à adapter leur existence

1. Voir Henri DONIOL, *Le ministère des affaires étrangères en 1784*, et article de M. A. LODS, dans *B. P. F.*, 1895, p. 47-51.



aux rites de l'Eglise ; tous les enfants obligés à recevoir le baptême de la main du prêtre ; tous les futurs époux, la bénédiction de l'Eglise catholique ; tous les défunts à passer par les suprêmes cérémonies romaines.

Toutefois, la fiction légale, source de si grands maux, n'a jamais avili la jurisprudence réelle, voulue et maintenue par les deux rois qui ont spécialement légiféré sur la question protestante. Or, de cette législation, il est impossible d'extraire un texte interdisant aux protestants, considérés comme tels, le mariage légitime. Ni Louis XIV, ni Louis XV n'ont jamais voulu empêcher les réformés de fonder des foyers légitimes, eux-mêmes protégés par la loi. Les difficultés n'ont apparu que lorsque les magistrats et les officiers royaux ont refusé de reconnaître la qualité des religionnaires, qu'ils ont violemment assimilés aux catholiques. Il suffirait donc de supprimer cette fiction légale, dont tout le monde est aujourd'hui d'accord à déclarer l'absurde fausseté, et à revenir aux lois véritables, aux textes authentiques, sanctionnés par l'autorité de deux grands rois.

Malesherbes se jette alors avec une brillante ardeur en plein maquis législatif. Sous ses analyses magiques, disparaissent les cruelles dispositions prises contre les réformés pendant deux règnes, qui, à tout prendre, furent durs aux hérétiques. Le roi prend parfois figure de prince débonnaire. Louis XIV nous apparaît rempli de sollicitudes pour établir une situation convenable à ceux de ses sujets qui persisteront à demeurer de la R. P. R. Pour eux, il ira jusqu'à faire décréter une loi dont l'objet précis est d'assurer la forme et la valeur civile de leurs mariages. Cette loi, pas plus que les autres décrets relatifs à l'existence légale des réformés, ne fut jamais abrogée. Il n'en paraît que plus surprenant d'assister aux tentatives boiteuses qui, sous le règne de Louis XV, seront

tour à tour prônées par le gouvernement, les magistrats et le clergé. Jusqu'en 1752, il semble que personne ne se soit avisé du moyen extrêmement simple de donner à la question protestante une issue à la fois légale et favorable. Aucune voix n'a rappelé les lois de Louis XIV, oubliées, mais qui toujours conservaient leur force. De cet oubli inexplicable, Malesherbes prétend que ceux-là furent responsables qui s'attachèrent à un système nouveau pour assurer aux protestants un état civil. Les lamentations étaient unanimes, mais le clergé en rejetait la faute sur l'administration royale, et celle-ci incriminait l'intolérance et les incertitudes de l'épiscopat français. Il y eut rivalité de vues, et désaccord de tendances. On le vit bien, lors de la conférence que le maréchal de Richelieu convoqua, en 1752, dans son palais de Montpellier. Les évêques étaient divisés d'opinion. Le gouverneur fut réduit à l'impuissance. L'évêque d'Alais proposait un essai d'union. Les évêques de Languedoc firent bloc pour envoyer au roi un mémoire, où, sous prétexte de donner des directions, étaient pulvérisées toutes les tentatives d'union. D'autre part, le magistrat Joly de Fleury rédigeait un autre mémoire, pour le Conseil du roi, où circulait un esprit absolument contraire.

Louis XV a été la victime de ces tiraillements. Convaincu qu'il était urgent d'aboutir, il s'est abandonné aux espoirs chimériques de cabales qui, pour des intérêts divers, furent incapables d'assurer un état civil. Tenu dans l'ignorance des événements antérieurs, le roi n'a point soupçonné que, pour réaliser l'œuvre compliquée à souhait, il eût suffi de remettre en action une loi de Louis XIV reléguée dans l'ombre. Ce que ce gouvernement ne sut pas exécuter, les ministres de Louis XVI, mieux instruits et ramenés dans la ligne véritable de la tradition royale, peuvent aujourd'hui l'accomplir en toute sécurité.

Il était nécessaire de rappeler la position de l'avocat Malesherbes. C'est en se tenant ferme sur ces principes, qu'il dirigera, pendant près de trois ans, l'assaut livré à la Déclaration de 1724. Il en fera l'essentiel argument de sa polémique. A cette thèse vont se rallier les nouveaux défenseurs de la liberté religieuse, qui viendront se grouper, comme autant de fidèles disciples, autour du subtil magistrat. L'importance historique de ce premier mémoire ne saurait donc être assez mise en lumière.

Or, tandis que Malesherbes inaugurait, par des armes nouvelles, une tactique pleine d'imprévus, il se trouva qu'auprès de lui, le marquis de Lafayette se faisait le champion de la même cause.

Dès le 11 mai 1785, il écrivait à son ami Washington : « Je voudrais amener un changement dans la situation des protestants. Pour cet objet, je vais, sous quelque prétexte, avec le consentement de Castries et d'un autre, visiter leurs principales résidences. Je tâcherai ensuite d'obtenir l'appui de M. de Vergennes et du parlement avec celui du garde des sceaux qui fait les fonctions de chancelier... Je cours ma chance<sup>1</sup>. »

Ces lignes, que l'on voudrait plus explicites, nous laissent comprendre qu'il y eut des conciliabules entre Lafayette, le marquis de Castries et un troisième, qui ne peut être que Malesherbes<sup>2</sup>. L'intrigue se noua en ces conférences du début de l'année 1785.

Lafayette invoqua pour prétexte de son voyage à Nîmes la nécessité de traiter avec les principaux com-

1. Voir BARDOUX, *La jeunesse de Lafayette*; Charles READ, *Lafayette, Washington et les Protestants français* (1785-1787), Paris, 1893; Etienne CHARAVAY, *Le général Lafayette*, p. 117 et 199; B. P. F., 1854, p. 340; 1893, p. 225-241; BONIFAS, p. 140-147.

2. Rabaut de Saint-Etienne dit en effet que Lafayette était venu à Nîmes « d'accord avec la personne qui rédigeait la loi ». C'était Malesherbes. DARDIER, *Lettres de Paul Rabaut*, t. II, p. 394.

merçants du Midi l'affaire des relations commerciales avec les États-Unis. Pendant l'été de l'année 1785, il quitta donc son château de Chavaniac. Ce n'étaient point seulement des hommes de commerce qu'il allait endoctriner de ses théories économiques. Le vieux pasteur Paul Rabaut fut l'un de ses hôtes les plus assidus. Lafayette lui révéla le plan concerté à Paris. S'il fallait en croire les souvenirs de Rabaut de Saint-Etienne, Lafayette n'aurait découvert l'intrigue qu'à celui-ci seul, à qui il aurait recommandé « de garder, même vis-à-vis de son père, le secret qu'il lui avait confié ». Mais les mémoires du général ne sont pas moins précis ni affirmatifs. C'est avec le vieux ministre que Lafayette dressa les plans de la dernière heure. Il devait, à son retour à Paris, « préparer les voies » par où l'on entendait que les conjurés seraient mis au courant des suprêmes dispositions. Il s'agissait enfin d'attirer à la capitale le fils même de Paul Rabaut, ce jeune ministre qui passait pour être la gloire de l'église nîmoise, Rabaut de Saint-Etienne<sup>1</sup>. Rentré à Paris, Lafayette instruisit de son voyage le duc de La Rochefoucauld et Malesherbes. Le baron de Breteuil fut alors sollicité d'appuyer le complot. Quel accueil le ministre d'Etat réserva-t-il aux conjurés ? De quelle espérance emplit-il leurs cœurs soucieux de l'avenir ? Les textes sont muets sur ces premières entrevues, mais il est fort probable que, suivant le penchant de sa nature ouverte à la tolérance, comme les événements depuis 1783 nous ont appris à le reconnaître, M. de Breteuil salua avec reconnaissance ces collaborateurs généreux, surgissant à l'heure critique de son ministère. Comme il avait, sur ces matières, accordé sa confiance à un ami, M. de Rulhières, Breteuil adressa les conjurés à son homme de confiance. Le complot

1. LAFAYETTE, *Mémoires*, t. II, p. 182.

entrait dans sa phase active : il enveloppait les hommes du gouvernement lui-même.

Lafayette ne tardait point à en informer son jeune complice de Nîmes, Rabaut de Saint-Etienne, qui lui répondait, le 22 juin 1785 : « Monsieur le marquis, je ne tarde guère à profiter des offres infiniment honorables que vous avez daigné me faire, relativement au procès que quelques-uns de mes amis ont en ce moment à Paris. » Sous ces formules de sens à peine hermétique, il est aisé de comprendre que Lafayette pressait son ami d'arriver, pour entamer la grande affaire. Mais Rabaut, qui ne crut pas l'heure propice, se contenta d'adresser à Lafayette M. de Poitevin, « célèbre astronome, qui s'intéresse lui-même au succès de ce procès », et sera très heureux de s'entendre avec « le célèbre magistrat » dont le général a livré le nom. Lafayette agit aussitôt et M. de Malesherbes recevait, le 10 juillet, l'astronome promu agent des réformés. Les événements avaient marché au gré des conjurés, car Malesherbes assura son hôte qu'on pourrait lancer « le procès » à la fin du mois d'octobre, et qu'il serait utile d'avoir à Paris un représentant attitré des religionnaires. Le nom de Rabaut de Saint-Etienne fut sans doute prononcé, et Poitevin chargé de presser son ami.

Celui-ci se hâta de répondre à l'appel. Au mois de décembre, il quitte Nîmes et son vieux père, que ce voyage jetait dans d'inexprimables angoisses. Il avait appris en effet que ses ennemis, ayant eu vent des tractations en cours, se proposaient d'en arrêter le principal acteur, et de susciter à son fils de dangereux obstacles. En vain Rabaut de Saint-Etienne avait-il répandu le bruit qu'il serendait à Paris pour veiller à la publication de son livre *Sur l'histoire primitive de la Grèce*<sup>1</sup>.

1. Voir sur Rabaut de Saint-Etienne, M. Armand Lods, dans B. P. F.,

Les prétextes de librairie n'avaient trompé personne et Paul Rabaut se vit obligé d'écrire à Lafayette, le 11 janvier 1786, pour lui signaler que son fils était en chemin et le prier « de mettre le voyageur sous la protection de quelqu'un des ministres de Sa Majesté ». Sur les routes du Languedoc, une protection puissante ne cessait de veiller sur le fils du pasteur. Le comte de Périgord, qui était certainement au courant de l'intrigue, avait donné des ordres pour assurer son passage. Son concours actif accompagnait le voyageur qui, à sa première rencontre avec Lafayette, se recommanda du gouverneur du Languedoc. Le général avait trop de raisons de savoir que M. de Périgord « était toujours l'organe naturel des intérêts » protestants.

Malesherbes témoignait une vive impatience de recevoir le fils de Paul Rabaut. Lafayette se chargea de le lui présenter. Les relations devinrent très vite cordiales, et Rabaut de Saint-Etienne, sollicité de rédiger notes et mémoires sur les difficultés de l'heure présente, venait les discuter avec son hôte illustre, en des conférences prolongées à plaisir. Ainsi se passa l'été de l'année 1786.

Or, tandis qu'il réclamait les lumières du réformé, Malesherbes continuait d'après discussions avec son ami le baron de Rulhières. Il l'avait chargé d'élucider les origines de la déclaration de 1724, qui, dans son système de critique juridique, prenait une valeur essentielle. Les deux magistrats s'accordaient pour réhabiliter les intentions du cardinal de Fleury, opposées à la procédure inquisitoriale d'où sortit la politique religieuse de Louis XV. Mais Malesherbes prétendait, en s'appuyant sur un mémoire de Joly de Fleury

que la déclaration avait été rendue « fort de son gré », et qu'elle avait même été rédigée, sous les regards complaisants du ministre, par le magistrat janséniste, dans le but de « mettre le clergé entre les mains du roi<sup>1</sup> ». La controverse n'était point vaine. De sa réponse dépendait le sort du second mémoire que Malesherbes élaborait en ce moment en faveur des mariages protestants, et où il reprenait, en la renforçant, la thèse singulière qu'il avait déjà développée dans son premier mémoire. L'impatience de la victoire avait exacerbé ses rancunes. Ses recherches prenaient une allure agressive, qu'il ne dissimulait plus. En demandant à Rulhières son avis sur un chapitre de son futur ouvrage, il lui écrivait : « Ce morceau fait partie d'un plus grand mémoire que je veux tenir tout prêt, pour le cas où quelques dévots représenteraient au roi qu'en rendant aux protestants leur état civil, le roi très chrétien ne doit pas abandonner les soins qu'ont toujours pris ses prédécesseurs pour la conversion des hérétiques<sup>2</sup>. » Malesherbes cependant n'omettait pas de faire entrer dans ses vues le fameux défenseur de la marquise d'Anglure, dont le *Mémoire sur le mariage et l'état des protestants*, paru le 20 juin 1787, avait fait une si profonde sensation. L'avocat Target fut sollicité, le 25 juillet, par le garde des sceaux, « de travailler à la rédaction de la loi sur les protestants ». Aussitôt Target se mit à l'œuvre et s'adressa à Rabaut de Saint-Etienne, lui demandant un résumé de la situation du protestantisme, suivi d'un projet de déclaration à soumettre à l'examen du roi. Le surlendemain, le travail était rédigé, et Rabaut prenait rendez-vous avec l'avocat, afin de discuter tous les termes de sa déclai-

1. Les sources pour un récit circonstancié de ce curieux incident, se trouvent à la B. N. Ms. fr. 7.047, f<sup>os</sup> 646-655.

2. B. N. Ms. fr. 7.047, f<sup>o</sup> 654.



ration. Quelques mois plus tard, l'Edit sera promulgué<sup>1</sup>.

L'heure paraissait donc propice à un assaut vigoureux. Malesherbes engagea le sort. Fort de l'appui de Lafayette, de Rulhières, de Rabaut de Saint-Etienne et de l'avocat Target, il soumit au baron de Breteuil une requête pressante, pour établir la situation des mariages protestants. Le Secrétaire d'Etat consentit à recevoir la démarche et fit entreprendre de minutieuses enquêtes dans toute la France. Nous connaissons le résultat de ces travaux : les mémoires écrits par tous ceux, avocats, officiers royaux et membres du clergé, qui s'intéressèrent à cette question irritante, sont aujourd'hui conservés à la Bibliothèque Nationale. Pages flétries, dont l'intérêt ne cesse pas d'être poignant. Malesherbes espérait-il dresser un horrible réquisitoire contre les cours de justice et la juridiction ecclésiastique, de manière à enlever, sous l'indignation, l'arrêt de mort d'une jurisprudence détestable ? Il fut, en ce cas, parfaitement déçu. L'avocat du parlement de Paris, Robin de Mozas, ne dissimule pas sa sympathie aux tentatives récentes, mais lave la Cour suprême de toute accusation de cruauté. A Montauban, Lefranc de Pompignan, premier président de la Cour des aides, prend nettement la défense des réformés, que son frère l'évêque est accusé de poursuivre avec fureur.

En Provence, le comte de Thiard, commandant de la province et M. de Castellane, procureur général au parlement, ne peuvent citer aucun cas de violence contre des foyers protestants. A Toulouse, l'avocat Furgole répond que, jusqu'à la mort de Louis XIV, les mariages protestants ont toujours été déclarés valides et que l'arrêt du 7 septembre 1781, rendu par le parle

1. B. P. F., 1894, p. 599, 608, article de M. A. Lods sur l'avocat Target.



ment, les reconnaît encore non moins certainement. A Dijon, nous entendons une déclaration identique. A Sedan, ce sont des protestants eux-mêmes qui ont écrit la note suivante : « On n'a aucune connaissance à Sedan qu'il y ait eu quelque mariage entre protestants cassé par arrêt de Cour souveraine. Il y a des tracasseries, mais elles partaient de l'administration. Jamais il n'y a eu dans cette ville de successions contestées sous le prétexte de nullité de mariages. » En Dauphiné, l'abbé d'Agoult n'a pu retrouver, entre 1685 et 1715, aucun arrêt contre les mariages des réformés. De même, en Bretagne; de même à Pau. A Bordeaux, où l'on a prétendu qu'un arrêt du 22 septembre 1714 avait annulé l'un de ces mariages, le correspondant déclare que cet arrêt constitue un faux, et que la première sanction date du 21 mai 1749<sup>1</sup>.

L'unanimité des réponses était impressionnante. Malesherbes s'empessa de publier le *Second mémoire sur le mariage des protestants*. Il y établit avec force que « le système d'une tolérance tacite » auquel on s'est résigné depuis près de quarante ans doit être aujourd'hui dépassé, car il est « l'aveu formel du vice des lois, n'ayant été imaginé que pour les éluder ». Les réponses données à l'enquête lui permettent alors de justifier, sur pièces officielles, sa thèse favorite concernant la vraie politique religieuse de Louis XIV, qu'il déclare opposée aux voies de rigueur. Reste l'exemple de la jurisprudence suivie pendant le règne de Louis XV. Malesherbes recherche le bouc émissaire, qu'il chargera des péchés d'Israël... et signale le cardinal de Fleury. « Très attaché aux prérogatives du clergé », il n'a pas toléré qu'on modifie la loi en faveur des réformés. Il a poussé Joly de Fleury à construire la déclaration de 1724. Mais ce magistrat n'a plus songé qu'à défaire

1. B. N. M. fr. 7047, f<sup>o</sup>s 553 à 644.

l'œuvre de ses mains, et ce fut la suprême torture de sa vie. Ce qu'il ne put exécuter, Malesherbes s'offre à le faire : « Je remplis, dit-il, les intentions de ce magistrat. » Et patiemment, il met sur pied la loi que les événements rendent nécessaire, car leur complexité va tous les jours s'aggravant. Ses premières dispositions régleront l'état des mariages non-catholiques, qui seront validés ; les deuxièmes, l'état des naissances des sujets non-catholiques, qui seront légitimés ; les troisièmes, l'état des ministres protestants, qui seront tolérés et parfois même encouragés.

Quand Malesherbes se décida à frapper ce grand coup, le gouvernement venait d'entrer résolument dans l'action. Pressé par Malesherbes, le baron de Breteuil pressait à son tour son ami M. de Rulhières d'apporter un document décisif en faveur de la thèse nouvelle. Lui-même, apparemment secondé par Malesherbes, se risquait à mettre sous les yeux du roi, au mois d'octobre 1786, un *Rapport général sur la situation des Calvinistes en France, sur les causes de cette situation et sur les moyens d'y remédier*<sup>1</sup>. M. de Breteuil parlait hardiment à Louis XVI, et, dans la crainte que ses objurgations ne fussent arrêtées par l'indolence naturelle du roi, il ajoutait « le projet d'un nouvel édit, pris tout entier dans le premier plan de Louis XIV ». On tenait à bien persuader à Louis XVI qu'il continuait ainsi l'œuvre interrompue de ses devanciers, et se rattachait à la tradition royale, méconnue et trahie par des magistrats intéressés.

Ce projet était l'œuvre de M. de Malesherbes. Il visait à « donner aux non-catholiques un état civil ».

Le 26 octobre 1786, Lafayette écrivait à Washington sa certitude de voir bientôt annulées « les absurdes et cruelles lois de Louis XIV ».

1. Se trouve dans RULHIÈRES, *Eclaircissements historiques*, t. II, p. 15, 82.

## III

Les prévisions du général devançaient de quelques mois à peine les événements décisifs. Son accord avec Rabaut de Saint-Etienne était complet. Tous deux admettaient qu'il ne doit pas y avoir dans une même patrie deux peuples, si l'on ne veut pas qu'il y ait deux partis. Il était donc nécessaire d'abattre le mur de séparation que l'on avait élevé entre catholiques et protestants. L'Etat renoncera enfin à avoir « sa religion », par la raison qu'il ne sauvegarde que des intérêts civils.

Au parlement, les voix amies augmentaient en nombre et en puissance. Le 2 février, un vœu avait été émis, qui suppliait le roi de prendre en considération l'état des non-catholiques. Le conseiller de Brétignières avait chaleureusement plaidé leur cause, et ouvert la voie à l'avocat Robert de Saint-Vincent. Les historiens ne manquent jamais de rappeler la profonde émotion provoquée par ce discours, que les protestants affectèrent de saluer avec des cris d'enthousiasme. Il eût été juste cependant de remarquer l'extraordinaire indigence des arguments personnels à l'avocat, et que tout son discours est le simple démarquage du premier mémoire de Malesherbes. On y trouve les mêmes exemples, les mêmes citations, la même suite dans les idées, et parfois le même mouvement de la phrase. Saint-Vincent adjurait, en paroles pathétiques, Louis XVI de suivre « la route qui lui a été tracée par Louis XIII ; il acquittera la promesse faite par Louis XIV ; il entrera dans les vues pacifiques du feu roi, et l'acquiescement de cette parole royale, qui portera le calme et la tranquillité dans le cœur de trois millions de sujets, sera une des époques les plus brillantes et les plus mémorables du règne de Louis XVI ». Il n'y avait point

de doute que les arguments imaginés par Malesherbes avaient fait la conquête de la tribune, comme celle des ministères<sup>1</sup>.

Sur ces entrefaites, l'Assemblée des Notables prépare ses assises<sup>2</sup>. De divers côtés, on incite à poser devant ce tribunal la cause si brillamment défendue au parlement. Mais Lafayette se défie encore de l'opinion publique, et n'est pas d'avis de livrer aux juges un procès aussi incertain. « Il pourrait y échouer », avoue-t-il. Le 22 février, Louis XVI préside à l'hôtel des Menus de Versailles, l'Assemblée des Notables. Calonne y débita un long discours, et s'enhardit à plaindre cette époque du règne de Louis XIV où « le royaume se dépeuplait par l'intolérance ». Cette manifestation oratoire n'eut d'ailleurs aucune suite. Mais le dernier jour de la session, Lafayette présenta deux motions : l'une en faveur des protestants, l'autre pour une révision des lois criminelles. Le bureau approuva cette initiative, et ce fut le comte d'Artois lui-même qui se chargea de présenter au roi les vœux de l'assemblée<sup>3</sup>. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que la victoire de Lafayette n'avait été possible qu'avec le concours du clergé. L'évêque de Langres, M<sup>sr</sup> de la Luzerne, neveu de Malesherbes, avait « libéralement secondé » les efforts du général. « Sans son appui, dira plus tard Lafayette, la motion aurait vraisemblablement échoué. » Quand le général eut fini son discours, l'évêque ne voulut point rester en marge de l'élan général. « J'ai parlé en philosophe, dit-il, je parlerai en évêque, et je dirai que j'aime mieux des temples que des prêches

1. B. P. F., V, p. 423 et suiv. Le discours de Saint-Vincent est du 9 février 1787.

2. Le procès-verbal de l'Assemblée des Notables de 1787 est au A. N. K. 677, n° 39. Voir les *Mémoires* de LAFAYETTE, t. II, p. 179 B. P. F., III, p. 343.

3. Sur le rôle du comte d'Artois et de son bureau à l'Assemblée des Notables, voir à la Bibliothèque de l'Arsenal les mss. 4546 et 4547.

et des ministres que des prédicants. » Ces paroles décidèrent du vote unanime.

Le rôle de Rabaut de Saint-Etienne prenait enfin une importance capitale. Malesherbes avait été rappelé au Conseil du roi. L'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, affectait une bienveillance absolue aux efforts de la liberté. Rabaut recevait les confidences de son protecteur, devenu son ami<sup>1</sup>. Le projet d'un édit de tolérance flottait dans l'atmosphère. Malesherbes recueillit ces aspirations éparses et s'attacha à leur donner un corps. Il appelait chez lui le protestant désormais honoré, lui communiquait ses idées, lui soumettait ses ébauches et discutait les difficultés d'ordre juridique ou d'ordre religieux capables de retarder l'acceptation du grand acte qu'il méditait.

Nous avons même la preuve que, mis au courant des projets élaborés par l'archevêque de Toulouse, Rabaut de Saint-Étienne ne craignait pas de les analyser en de substantiels et hardis mémoires. Il avait appris que l'archevêque songeait « à faire constater l'état civil des protestants par le ministère des curés » qui seraient considérés, en ces fonctions, non comme prêtres, mais comme magistrats. Rabaut écrivit aussitôt un long mémoire. Il y critiquait la distinction que l'archevêque prétendait établir entre la fonction sacerdotale et la fonction civile du même individu, distinction trop subtile, disait-il, pour les protestants et qui, d'ailleurs, ne tarderait pas à disparaître, la première ne pouvant manquer d'absorber bientôt la seconde. Alors, les mêmes difficultés reparaîtraient : les réformés iront retrouver leurs ministres. La suite lamentable des abus reprendra son cours, un instant interrompu. Pour

1. M. A. Lods, qui est si admirablement documenté sur l'histoire des protestants au XVIII<sup>e</sup> siècle, possède une lettre inédite de Rabaut de Saint-Etienne, dans laquelle, le 9 mai 1786, ce conseiller secret résume déjà l'état des négociations avec le gouvernement.

éviter ces fatales conséquences, Rabaut demande que les mariages protestants soient tous déclarés devant la seule juridiction civile<sup>1</sup>.

Ce conseiller secret reprenait avec vigueur ses habitudes de polémiste. Il s'agissait de faire la conquête de l'opinion publique. Rabaut de Saint-Etienne réédite son *Vieux Cévenol*, et publie, sous l'anonymat, les *Réflexions impartiales d'un philanthrope sur la situation présente des Protestants et sur les moyens de la changer*. L'auteur réclame pour les protestants « un état civil et un état religieux » ; le droit d'avoir des temples et des ministres, des écoles, de tenir des synodes, et même l'entière liberté du culte. « Je suis persuadé, dit-il, qu'il n'est aucun évêque qui ne pense au fond du cœur qu'il est de l'honneur de la nation de leur accorder le libre exercice de leur religion. Notre clergé n'est point animé d'un esprit persécuteur. » C'étaient là des exigences qu'il convenait de maintenir, face au public ; mais, quand Malesherbes, qui raisonnait en homme d'Etat, demanda à son conseiller dissimulé des projets concrets, capables d'affronter l'opinion publique, Rabaut jeta du lest au plus vite et revint, à peu de chose près, aux sentiments de son puissant collaborateur.

Cette attitude est visible dans le projet d'Edit qu'a publié M. Gustave Favre<sup>2</sup>. Rabaut y pose trois principes : 1° les non-catholiques ne feront pas un parti dans l'Etat ; 2° en accordant la liberté du culte, on doit distinguer la liberté de la publicité, et maintenir le respect dû à la religion nationale ; 3° il n'y aura que peu ou point de lois prohibitives, qui nécessitent les sanctions et font fuir les sujets.

1. B. N. Ms. fr. 7.047, f° 633-639. Ce mémoire a été écrit vers le mois d'août 1787.

2. Gustave FAVRE, *Trois manuscrits de Rabaut de Saint-Etienne*, Paris, 1894, p. 34-40.

Il sera donc suffisant de laisser aux non-catholiques « un culte non public » et des maisons de prière qui n'auront « aucune décoration extérieure ». On fixera l'état des naissances, des mariages et des sépultures, de façon à faire disparaître l'horrible état de 1.200.000 enfants déclarés bâtards, et de 400.000 foyers où la loi ne voit que concubinages : mais l'incapacité civile des réformés à l'égard de certaines charges et dignités pourra être réservée à « la sagesse » du roi. Les ministres du culte doivent enfin être reconnus par la loi. « Nous pensons, écrit Rabaut, qu'il ne faut pas les reconnaître comme ministres, mais simplement comme citoyens. Ceci nous paraît très essentiel, car la loi les met ainsi dans la douce nécessité de se bien conduire, et hors d'état de se plaindre. » Par tous ces avantages, on « aura l'air de satisfaire assez » les aspirations des réformés. M. Favre, qui s'étonne devant ces restrictions, dont le texte de l'Edit portera la trace visible, ne songe pas à les confronter avec l'état des esprits qui, soit au gouvernement, soit dans l'opinion publique, rendait nécessaires ces réciproques concessions. Rabaut de Saint-Etienne ne pouvait exiger davantage, sans compromettre une situation encore instable <sup>1</sup>.

1. Des historiens protestants affectent de croire que les restrictions de l'édit de tolérance ont pour origine les intrigues du clergé. M. Weiss accuse bravement l'archevêque de Toulouse et l'évêque d'Alais. A ces mystérieux négociateurs nous devrions que « l'édit de 1787 n'ait été qu'une demi-mesure. » *B. P. F.*, 1887, p. 541. L'évêque d'Alais avait adressé deux mémoires à M. de Malesherbes qui lui rendait ce témoignage que, même dans les « quelques points » où ils différaient, ils seraient bientôt d'accord, et il recevait du baron de Breteuil le compliment « d'être plein de lumière et de bonne foi, et exempt de toute obstination ». *A. N.* O<sup>1</sup> 482, f<sup>o</sup> 451.

Avec beaucoup plus de raison pourrions-nous incriminer Rabaut de Saint-Etienne d'avoir suggéré au ministre les « restrictions » de l'édit. Mais ce reproche — justifié sur des textes précis — serait aussi vain qu'est injuste et vaine l'accusation de M. Weiss. Moins qu'aux évêques ou à Rabaut, c'est à une force extérieure qu'obéissait le ministre,

L'édit est enfin complètement rédigé, après avoir subi les multiples retouches que les Rulhières, les Breteuil, les Lafayette, les Rabaut de Saint-Etienne n'ont cessé de suggérer à l'attention du rédacteur. Louis XVI a apposé sa signature au texte définitivement adopté. Deux jours après, le parlement est saisi du projet, mais témoigne d'une telle froideur que l'on est contraint de reculer, de séance en séance, la discussion au fond de chacun des articles.

Autour du parlement, les intrigants se lèvent, décidés à faire échouer la suprême tentative d'un ministère dénoncé comme athée. Des abbés s'attellent à la besogne de morigéner, par des opuscules anonymes, le Conseil du roi, à qui l'on fait entendre de prétendus discours d'un ministre patriote. De grandes dames se chargent du soin de répandre le libelle, de le glisser sous les portes, de l'adresser à chaque membre du parlement, et d'ameuter les salons. La maréchale de Noailles, la marquise de Sillery mènent le combat et prêchent la croisade. Leurs folles équipées contribuèrent à ridiculiser la résistance plus sûrement que n'avaient fait, pour la vouer à la défaite, les pamphlets maladroits des abbés Beauregard, l'Enfant, Bergier et Pey<sup>1</sup>.

Au parlement, quand vint, le 7 décembre, la discussion, M. d'Esprémesnil observa que l'Édit ouvrirait la porte à toutes les sectes, mais les ducs de Mortemart et de Luynes félicitèrent chaleureusement le ministre pour son initiative.

Les résistances tombèrent. La volonté du roi s'affirma avec une fermeté et une obstination qu'il semblera avoir désappries, aux jours prochains de l'émeute. L'Édit fut enregistré, le 19 janvier 1788.

occupé à mettre sur pied l'édit libérateur, à la force de l'opinion publique.

1. Voir *B. P. F.*, III, 330-547; V, 423; VII, 158; IX, 254; XXIII, 257-272; XXXI, 241, 289; XXXIII, 360; XXXIV, 244; XXXVI, 314, 377.



Il assurait l'état civil des non-catholiques en France. Leurs mariages auront les mêmes effets civils que ceux des catholiques. Ils échappent à l'enquête des curés. Même pour la publication des bans, les parties contractantes sont libres de les confier aux curés ou aux officiers de justice. Elles peuvent aussi faire la déclaration de leur mariage, assistés de quatre témoins, à la maison du curé ou à celle du premier officier de la justice. Il leur suffit de déclarer qu'ils se prennent en légitime mariage. Le rôle du curé ou du juge se borne à déclarer alors aux parties, au nom de la loi, qu'elles sont unies, et à inscrire ces déclarations sur le registre destiné à cet effet, où signent les parties et les témoins. Il demeure d'ailleurs interdit aux pasteurs « des s'ingérer à délivrer aucuns certificats de mariages », à peine de nullité ; mais il ne leur est pas défendu de tenir des registres de mariage.

Quant aux unions, contractées avant la promulgation de l'Edit, elles pourront être régularisées dans le délai d'une année. Assistés de quatre témoins, les époux déclareront devant le curé ou le juge royal depuis quand ils sont unis, en apporteront la preuve, déclareront le nombre, l'âge et le sexe de leurs enfants. Tous les droits attachés aux mariages légitimes leur seront alors acquis <sup>1</sup>.

Ainsi finit le terrible cauchemar qui durait depuis près de cent trois ans. Les réformés s'empressèrent de recueillir le fruit de leur victoire. Sur toute l'étendue de la France, les juges royaux voyaient affluer devant eux les protestants qui s'étaient mariés au désert, et souhai-

1. *Edit du Roi concernant ceux qui ne font pas profession de la R. C.* Paris, chez Nyon, 1788. Le texte de l'Edit se trouve aussi dans la *France protestante*, t. X, p. 459. — Voir A. LODS, *La législation des cultes protestants*, Paris, 1887 ; G. BOURGEOIS, *Etude sur l'Edit de tolérance*, dans la *Revue de droit et de jurisprudence à l'usage des églises protestantes*, t. V, p. 3 ; BONIFAS, *ouv. cité*, p. 157-168 ; ANGER, *ouv. cité*, p. 100-118.

taient régulariser leur union. Le gouvernement fit tout ce qui dépendait de lui afin de faciliter toutes les démarches. Dans les Cévennes, à cause de la rigueur de la température et de l'éloignement des tribunaux, les protestants se plaignaient de ne pouvoir que difficilement faire devant le juge royal la déclaration exigée par l'édit. M. de Breteuil écrivit aussitôt à l'intendant de rassurer les timorés. Les juges seront priés de se transporter eux-mêmes sur les lieux où ils recevront les témoignages. Et, après une entente facile avec le garde des Sceaux, dès le début du mois d'avril 1788, les réformés des Cévennes reçurent satisfaction <sup>1</sup>.

Le baron de Breteuil songea alors à consacrer la victoire chèrement acquise par un monument officiel. Il avait confié à son ami M. de Rulhières le soin de rechercher dans les diverses archives les textes capables de servir de base indestructible à la téméraire et séduisante hypothèse de Malesherbes. L'œuvre aurait dû paraître au moment où les mémoires du Président excitaient l'émotion et piquaient la curiosité. M. de Rulhières ne fut pas prêt assez tôt pour apporter au chef du complot le secours de ses recherches. Mais, en 1788, l'ouvrage allait vers sa fin. L'auteur venait de s'assurer la collaboration de Rabaut de Saint-Etienne. Celui-ci avait couvert de louanges la première partie des *Eclaircissements*, et, fidèle à la pensée maîtresse de Malesherbes, accordait à Rulhières que Louis XIV avait été la victime des intrigues de Louvois et de Madame de Maintenon, lors de la Révocation, et que « ses intentions avaient toujours été éloignées de la violence ». Au mois de février 1788, Rabaut tient en mains le manuscrit de la deuxième partie, que Rulhières vient de lui remettre. Il n'est pas étranger à quelques modifications

1. A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>os</sup> 129, 143.

que l'auteur apporte à son texte primitif. Au mois de juin, les dernières épreuves sont corrigées. Rulhières remercie son ami de l'avoir maintenu dans la certitude de « la grande et belle cause » dont il s'est chargé. Son œuvre contribua à mieux faire aimer les efforts du ministère en vue d'établir l'Edit <sup>1</sup>.

## IV

Louis XVI avait espéré clore la période des remontrances, et faire succéder au malaise général qui depuis 1774 n'avait cessé de grandir, une époque de tranquillité et de concorde universelle. Il se trompait fort. La liberté redoutée par les uns et attendue par les autres anima les colères sans apaiser les exigences. L'incertitude continuera, en dépit des nobles efforts de quelques ouvriers, ligués en vue de pacifier les esprits qui, de la vie politique, ne comprenaient que les situations brutalement définies, complète servitude ou liberté sans entraves, et jugeaient l'œuvre de transition, soit comme un compromis décevant, soit comme une lâcheté coupable.

Le clergé fut le premier à souffrir de ce malaise intérieur. On a trop beau jeu à répéter qu'il fut hostile à l'Edit de 1787 et ne le reçut qu'avec des réticences hargneuses. Il y eut chez lui la plus grande diversité d'attitudes et de sentiments <sup>2</sup>.

Les assemblées du Clergé avaient commencé à s'é-mouvoir des projets officiels. vers 1775. Nous savons que les conférences tenues cette année-là mirent aux prises les évêques que n'effarouchait point l'idée

1. B. P. F., 1884, p. 243-227.

2. Voir I. BOURLON, *Les assemblées du clergé et le protestantisme*, Paris, Bloud, assez bonne étude de vulgarisation. — Les documents se trouvent aux A. N. G<sup>9</sup> : Actes des Assemblées du clergé concernant les protestants (1561-1790); voir B. N. Ld<sup>5</sup> : n<sup>os</sup> 556 à 604.

d'apporter leur concours aux efforts de Turgot et de Malesherbes, et ceux qui refusaient de pactiser avec des ministres, suppôts et coryphées du philosophisme triomphant. Le rôle que joua Maurepas afin de rabattre l'empressement des « tolérants » nous a été révélé par Bachaumont, peu suspect de chercher une excuse à l'intransigeance des prélats. On vit l'archevêque de Toulouse, qui, en raison de son scepticisme léger, méritait sa réputation de « philosophe », remettre au roi, le 24 septembre, un *Mémoire* où la voix du clergé condamnait les actes des religionnaires, baptêmes, mariages, assemblées du désert et érection des temples, que le tolérantisme du gouvernement affectait d'ignorer. « Nous vous en conjurons, Sire, ne différez point d'enlever à l'erreur l'espoir d'avoir parmi nous des temples et des autels; achevez l'ouvrage que Louis le Grand avait entrepris, que Louis le Bien-aimé a continué; il aurait eu la gloire de le finir, si les ordres qu'il ne cessait de donner avaient été mieux exécutés. L'hérésie serait entièrement éteinte dans ce royaume, ou, si elle y respirait encore, ce ne serait que dans le silence. Il vous est réservé, Sire, de porter ce dernier coup au calvinisme dans vos Etats. Ordonnez donc, Sire, qu'on dissipe les assemblées schismatiques des protestants, excluez les sectaires sans distinction de toutes les branches de l'administration publique. » Le roi devait à l'assemblée qui venait de voter un don gratuit de 16 millions, d'écouter ces adjurations avec certaines marques de sympathie. Il promit même de se faire instruire en détail de ces faits, — qu'il entendait exposer à chacun de ses Conseils par un ministre rempli d'indulgence, — mais la promesse vécut le temps de l'audience. Le 26 octobre, le président de l'Assemblée du clergé, cardinal de la Roche-Aymon, fut donc chargé de renouveler, à l'audience d'adieu, les doléances du 24 septembre, de

« réclamer les remèdes les plus prompts et les plus efficaces », et de rappeler à Sa Majesté « l'engagement qu'elle a pris le jour de son sacre » et qui ne peut être tenu que si les prédicants sont enfin éloignés de leurs églises. Louis XVI avait délégué le garde des sceaux pour recevoir les nouvelles plaintes et répondre que Sa Majesté ne songeait « à accorder aucune faveur ou protection à la R. P. R., et les bruits qui peuvent courir à ce sujet sont sans fondement ». Sur ces assurances, le cardinal fut congédié. Or, à ce moment même, Turgot et Malesherbes, non contents d'imprimer aux affaires protestantes l'allure que nous avons eu l'occasion de décrire, s'entendaient avec Voltaire pour entraîner l'opinion publique, et avec un groupe de parlementaires pour élaborer une loi en vue de valider les mariages protestants.

L'assemblée du clergé se réunit à nouveau en 1780. L'archevêque d'Auch, Jean-Marie du Lau, s'éleva contre l'hérésie, « ses accroissements sensibles, sa progression effrayante », et fit entendre des plaintes amères, car « sous Louis XV, l'administration prévoyante et ferme avait, par des voies purement réprimantes, contenu et même éclairé nos frères errants » ; mais « des vues différentes relâchèrent insensiblement les ressorts salutaires d'une police combinée avec tant de sagesse ». Le résultat de ces abandons successifs a été le recul général des positions catholiques. Les protestants étaient exclus des charges publiques ; aujourd'hui ils les occupent sans difficultés et l'on a vu des ministres même réformés. Les assemblées étaient alors secrètes : aujourd'hui elles sont « régulières et notoires ». On peut craindre que le pire ne se produise : « l'Eglise est menacée de partager l'empire avec une orgueilleuse rivale, et la patrie aura la douleur de voir encore s'élever dans son

sein autel contre autel <sup>1</sup> ». L'Assemblée arrêta donc les termes de nouvelles *Remontrances* qu'elle présenta au roi, le 31 juillet. On y insistait particulièrement sur les poursuites qu'il était urgent de prescrire contre les pasteurs. Mais Louis XVI évita de s'engager en termes trop précis. Seules, les bonnes paroles affluèrent : « C'est avec raison, disait-il, que le clergé rend hommage à l'attention que je donnerai toujours au maintien de la religion catholique, apostolique et romaine. Je favoriserai toujours les vues pacifiques et charitables du clergé, pour ramener à l'unité ceux de mes sujets qui ont le malheur d'en être séparés. Je ferai toujours usage de mon autorité pour empêcher dans mes Etats l'établissement d'un culte différent de celui de l'Eglise. Je continuerai de me faire rendre compte des revenus de l'économat destinés au soulagement des nouveaux convertis, et ma libéralité ainsi que mes soins à cet égard ne céderont en rien à ceux des rois mes prédécesseurs <sup>2</sup>. » Or, cette même année, le ministre Amelot se vantait d'avoir, contrairement aux désirs de plusieurs évêques, établi des règles pacifiques concernant les mariages mixtes « sans employer l'autorité du roi ». L'Assemblée du clergé ne se leurrait donc pas de vaines espérances, à savourer l'onctueuse réponse du roi, mais s'inquiétait de l'inaction du ministre. Aussi, le 7 septembre, décide-t-elle de tenter une démarche auprès du roi lui-même, qu'il s'agit d'instruire de la réalité et de ramener à une ligne politique moins sinieuse. Le cardinal de La Rochefoucauld est chargé de « prier Sa Majesté qu'elle veuille bien faire savoir ses intentions aux gouverneurs et commandants des provinces, aux procureurs généraux des cours souve-

1. A. N. G<sup>8</sup>, 701, p. 613-630.

2. A. N. G<sup>8</sup> 702, p. 1282

raînes, aux commissaires départis dans les provinces et à tous autres chargés de l'exécution de ses ordres, afin de faire disparaître entièrement les vaines espérances des protestants et de calmer une fermentation qui multiplie et envenime leurs entreprises <sup>1</sup> ».

De 1782 à 1787, les assemblées du clergé deviennent subitement muettes sur un problème qui les avait naguère si vivement émues <sup>2</sup>. Les historiens modernes, qui ont recherché les motifs de ce silence, ont trouvé que d'obscurs conseillers avaient déterminé le gouvernement à se garder de l'ingérence du clergé, des intendants et des magistrats dans l'élaboration du projet destiné à donner l'état civil aux protestants. C'est ainsi qu'un mémoire, intitulé *Observations sur les préjugés ou les affections des différentes personnes qu'on pourra consulter*, dénonce l'hostilité des clercs et la jalousie des officiers publics dont le pouvoir arbitraire sur les réformés va se trouver contenu et annihilé par la loi nouvelle <sup>3</sup>. Tout se fit donc en dehors et peut-être à l'insu du clergé. Nous avons cependant la preuve que le gouvernement reçut des mémoires du clergé, qu'on les discuta en conseil et que les auteurs de l'édit de 1787 ne se désintéressèrent pas des doléances un peu vives qui y étaient exprimées.

Quand il apprit que la loi allait être promulguée, le clergé fit connaître qu'il voyait dans la liberté de conscience générale une cause de prochaines et nombreuses apostasies. « La plupart des chrétiens indécis qui n'auraient pas eu le courage d'embrasser ouvertement l'impiété, nous aurons la douleur de les voir désertier

1. A. N. G<sup>8</sup> 702, p. 4280.

2. A. N. G<sup>8</sup> 703, 704, 705. Les papiers de l'Agence du clergé sont muets, eux aussi.

3. A. N. O<sup>1</sup> 617. Ce Mémoire est de 1785 à 1787. Il est remarquable que, dans son Mémoire d'octobre 1786, le baron de Breteuil insère précisément deux longs paragraphes pour détourner le roi de consulter les officiers royaux et le clergé (dans RULHIÈRES, p. 78-80).

en foule la religion catholique. Si on ne prend pas toutes les précautions nécessaires pour prévenir la propagation de l'erreur, avant vingt ans, la moitié de la France sera protestante. » Vaut-il vraiment la peine de courir ce danger, pour le maigre résultat que l'on prétend obtenir? Car le protestantisme agonise; « plus de noblesse huguenote, mais quelques maisons de banque et de commerce »; « plus de grands pasteurs, mais seulement quelques prédicants sans crédit et sans réputation ». On trompe le roi, quand on affirme qu'il y a dans ses états trois millions de religionnaires; peut-être y en a-t-il le quart de ce nombre. Mais si des efforts inouïs ont été renouvelés sans trêve jusqu'à ce jour, il faut en dénoncer l'origine : ce n'est pas le désir humain d'affranchir quelques fidèles d'une imaginaire persécution, mais un calcul de l'impiété « qui a pris le parti de protéger contre la religion véritable toutes les fausses religions », afin de les conduire ensemble à leur perte <sup>1</sup>.

Cette hostilité devait se manifester encore avec plus de force, l'année suivante. L'édit avait été enregistré au mois de janvier; quelques mois après, l'assemblée du clergé ouvrait ses séances. Des plaintes fort vives s'y firent entendre; les évêques parlèrent de « leurs alarmes » en présence de l'effervescence provoquée par l'application de l'édit, et firent imprimer des *Remontrances*, qu'ils présentèrent au roi le 27 juillet <sup>2</sup>. Ils s'étonnaient de n'avoir pas même été avertis : « C'est sans avoir consulté le Souverain Pontife, ni les évêques de France dont l'assemblée était déjà convoquée, que tous les curés du royaume ont été délégués pour, concurremment avec les magistrats, publier les bans des non-catholiques, les marier dans une forme purement

1. A. N. TT. 463, f° 91, portefeuille Gilbert de Voisins. Ce Mémoire est de 1787.

2. Imprimées en 1788, 48 p. — A. N. G<sup>8</sup> 706, p. 751, et B. N. Ld<sup>3</sup>, 601.



civile, avec obligation de déclarer expressément et par acte public, aux parties contractantes, qu'elles sont unies en légitime mariage<sup>1</sup>. »

Les hasards de la politique opposèrent à la protestation du clergé celui-là même qui, treize ans auparavant, avait été chargé par l'assemblée de faire entendre à Sa Majesté des doléances non moins vives. Loménie de Brienne, ancien porte-voix de l'opposition épiscopale, se trouvait, en 1788, solidaire et collaborateur de ceux qui protégeaient l'éclosion de la liberté contre les mêmes adversaires. A-t-il intrigué pour accroître, parmi ceux-ci, les dissensions déjà visibles en 1775 ? En tous cas, en même temps que les évêques ne cachaient pas leurs alarmes, ils laissaient encore entendre qu'ils n'étaient point ennemis d'adoucissements nécessaires : ils veulent bien qu'on abolisse les lois de rigueur, qu'on donne un état assuré aux naissances, aux mariages, aux décès, aux biens des religionnaires, qu'on ouvre même à ceux-ci les métiers, arts et autres professions, à la condition toutefois que l'on proscrive l'exercice de toute autre religion que la religion catholique, et qu'on exclue les non-catholiques de l'exercice des droits de patronage et des charges ou emplois liés à l'ordre public. Même l'archevêque de Narbonne n'hésite pas à féliciter le roi, à Versailles, d'avoir sagement ramené la justice et la paix : s'il a le mérite d'avoir conservé à la religion catholique seule « le droit de l'enseignement religieux dans le royaume, d'avoir seule des temples, des ministres, des rites et des cérémonies », il a la gloire non moins précieuse d'avoir éloigné des autels, par son édit de tolérance, « le danger du mensonge et du parjure, et d'avoir rétabli

1. Les évêques partageaient donc les mêmes répugnances que Rabaut de Saint-Etienne, sur l'obligation de faire constater l'état civil des protestants par le ministère des curés. Voir Mémoire de Rabaut d'août 1787. B. N. Ms. 7.047, f<sup>os</sup> 656-659.

l'harmonie qui doit toujours régner entre la loi et les droits de la nature ». « Retranchez, Sire, de vos ordonnances, ce sont les évêques de votre royaume qui vous en conjurent au nom de la religion, retranchez les peines rigoureuses que désavouent également la raison, la justice et l'humanité. »

Louis XVI affecta de ne voir parmi les évêques que des approbateurs de sa politique : « Je vois avec satisfaction, répondit-il à l'archevêque de Narbonne, que le clergé rend hommage aux vues humaines qui ont dicté mon édit concernant les non-catholiques; en leur accordant l'état civil, j'ai eu soin de maintenir l'unité du culte public dans mon royaume; la foi que j'ai reçue de mes pères sera toujours la foi nationale et dominante dans mes États <sup>1</sup>. »

Le clergé n'était pas si conquis ! Combien d'évêques ne voulurent pas être compris dans ce groupe de prélats tolérants que l'abbé Bergier croyait stigmatiser quand il écrivait d'un des plus considérables, de l'évêque de Langres, qu'il était « grand étourdi de son métier <sup>2</sup> » ? Sans vouloir passer en revue les écrits des évêques inspirés par la colère ou par la douleur, pendant les années 1787 et 1788, il nous suffira de rappeler le plus célèbre d'entre eux, ce mandement de l'évêque de La Rochelle, écrit le 26 février 1788, et qui parut si violent que le présidial de la ville le déséra, le 6 mars, au parlement qui le condamna à être supprimé. L'évêque déclarait scandaleux que les non-catholiques fussent tous admis au rang de citoyens, et faisait à ses curés une obligation de n'exercer, à l'égard des non-catholiques, aucune fonction, de ne point publier leurs bans, de ne leur délivrer aucuns certificats, de ne jamais recevoir leurs déclarations de mariage, de ne point

1. A. N. G<sup>8</sup> 706, p. 472 et 477, et B. N. Id<sup>5</sup>, 604.

2. C'était M<sup>sr</sup> de La Luzerne.

assister à leurs sépultures, de n'inscrire aucuns de leurs actes sur leurs registres, et de les renvoyer, pour tous ces cas, à l'autorité séculière <sup>1</sup>.

Si les évêques fulminaient de platoniques remontrances, d'autres travaillaient à soulever les passions de la clientèle ecclésiastique. Ceci présentait une réelle gravité. Déjà en 1784, le célèbre prédicateur Pey condamnait les efforts en vue d'établir la tolérance, sous le prétexte qu'ils procédaient « d'un tolérantisme philosophique », source de toutes les erreurs et menace pour toutes les religions. En 1787, l'abbé Proyard tâchait de convaincre l'opinion publique, dans une *Lettre à un magistrat de province*, de l'inutilité d'accorder l'état civil aux réformés. La thèse fut reprise, avec une vigueur passionnée et un incontestable talent pamphlétaire, par le P. Bonnaud, qui, pour détourner Louis XVI de son projet, faisait passer sous ses yeux en de frappantes mais tendancieuses études historiques, ce qu'avaient fait les protestants français avant la révocation de l'Edit de Nantes, ce qu'ils faisaient depuis cette époque, ce qu'ils feraient si le gouvernement sanctionnait leur état. Le protestant est, pour cette catégorie de polémistes, un républicain que ses principes destinent à devenir l'ennemi naturel de la monarchie. Il se dissimule aujourd'hui, mais une fois arrivé à ses fins, se retrouvera ce qu'il a toujours été. Un mémoire du duc de Bourgogne, perfidement ramené à la lumière afin d'ébranler la volonté de Louis XVI; la fameuse lettre de l'évêque d'Agen en 1751, que l'on invoque à l'appui de la thèse; et un prétendu plan de gouvernement républicain qu'avaient élaboré les protestants de 1621 et par lequel on veut écraser les réformés de 1787, terminaient ces *Dis-*

1. B. P. F., 1858, p. 157-169. Les réponses à ce mandement de M<sup>sr</sup> Crusol d'Uzès furent fort vives : voir B. N. Ld<sup>s</sup>, 727, 728 et 729.

*cours à lire au Conseil en présence du roi, dont l'effet fut si profond*<sup>1</sup>. L'abbé Bergier lui-même, que l'on considérait comme le seul défenseur du Christianisme capable de faire reculer l'irrégion du siècle, refusait son approbation à l'édit de tolérance. Non pas que son hostilité ait été belliqueuse ou haineuse : en réalité, il est opposé à cette mesure parce que, menée à grand fracas, elle ne servira de rien aux protestants : « ils jouissent déjà par le fait de tout ce qu'on pourrait leur accorder, et l'on ferme absolument les yeux sur leur conduite ». C'est encore l'unique reproche qu'il lui adressera, quand, le parlement l'ayant « corrigé, modifié et presque refondu », il constatera que l'édit ne contente « ni les catholiques, ni les protestants. Ceux-ci espéraient davantage : plusieurs ont poussé la sincérité jusqu'à dire que l'on aurait beaucoup mieux fait de les laisser tels qu'ils étaient ».

Mais on ne connaîtra la véritable pensée du clergé français à l'égard de l'édit que si l'on examine la conduite du bas-clergé lui-même, de celui qui, étranger aux tractations secrètes des assemblées des évêques à Paris, et réduit à s'adapter aux situations nouvelles créées par une loi dont les répercussions étaient immenses, va tout d'un coup se trouver aux prises avec les éléments de trouble apportés à la vie de ses paroisses. Or, il était vrai que l'édit avait déchaîné la crise, en faisant remonter des bas-fonds populaires les passions depuis longtemps contenues. Grisés par la liberté, indociles aux conseils de modération que les grands chefs ne cessaient de leur donner, les protestants faisaient, de leurs jeunes forces, un indiscret emploi.

A Bouresches, auprès de Château-Thierry, un reli-

1. Sur ce volume, voir *B. P. F.* : articles de MM. Armand Lods et Charles Read, 1892, p. 449-465 et 611-616. Sur l'abbé Bergier, *B. P. F.*, article de M. A. Lods, 1892, p. 367-374. Sur le mémoire du duc de Bourgogne, *B. P. F.*, 1892, 337-353 et 448-465.

gionnaire, Pierre Huot, vient à la messe de minuit, le 25 décembre 1787, où son attitude révolte les fidèles; il tourne en dérision le prêtre à l'autel, répand injures et blasphèmes, et, dans le bassin du quêteur, jette, en guise de monnaie, « un oiseau pourri ». Les habitants murmurent, faisant retomber sur l'édit la responsabilité d'une pareille audace. A Chatillon-sur-Loire, la population comprend environ 600 protestants, dont l'attitude avait été jusqu'alors fort tranquille. Mais depuis le début de l'année 1788, ils n'ont plus de retenue. Leurs assemblées publiques se tiennent sans « aucun scrupule »; leur pasteur agit avec « autant de liberté que les ministres de la vraie religion », mariant et baptisant avec « toute la solennité » du culte public. « Toutes ces choses, écrit le curé, excitent dans ma paroisse la plus grande sensation, et nous menacent de suites très fâcheuses, si on n'y porte remède. Les protestants commencent à se prévaloir grandement de la liberté qu'on leur laisse. » Ce n'est point d'ailleurs pour s'élever contre les bienfaits de l'édit que ce curé révèle le mal : il demande simplement qu'on oblige les protestants à exécuter « les ordres de Sa Majesté et à se conformer à l'édit que le roi a bien voulu leur accorder », et où l'on ne trouve point que le culte public leur ait été concédé (24 avril 1788).

Il en coûtait parfois de s'élever contre ces abus : les protestants ne supportaient plus d'être gênés dans leur liberté. Le curé de Châtillon demandait en grâce que son nom ne fût pas livré, car il redoutait des « violences ». Deux mois après, à Templeux-le-Guérrard, un maréchal-des-logis, venu pour chercher des recrues, eut la fâcheuse inspiration d'aller appréhender ces hommes au beau milieu d'une assemblée de quinze à vingt réformés qui se tenait dans la maison d'Henri Caron; il y fut littéralement assommé. A Montbrehain, village voisin de Saint-Quentin, les protestants ne se

sentent plus d'aise, et se moquent de tous les avertissements. Le curé s'en déclare scandalisé, mais il a bien soin de définir sa position : « J'ai reçu, dit-il, avec joie l'Edit du roi... Je désirerais que tous les anciens et nouveaux protestants veuillent s'y conformer, mais je vois, avec tout le chagrin possible, que bien loin d'obéir aux ordres de Sa Majesté, ils y prévariquent plus que précédemment » (4 août 1788). A la Chapelle-Onzerain, près de Châteaudun, mêmes plaintes, fondées sur les mêmes motifs. Le curé signale l'effervescence des réformés de sa paroisse qui, sous la conduite d'un pasteur entreprenant, reprennent tous les exercices du culte public, font les prosélytes, convoquent les enfants de plusieurs paroisses « comme pour triompher » et déclarent au curé « que le gouvernement les soutient et les approuve ». « Ils ne sont peut-être pas les seuls qui tiennent de si mauvais propos », ajoute le curé avec mélancolie. Cependant il ne souhaite pas leur perdition, mais seulement leur respect du texte législatif, car « ils contreviennent à l'édit des non-catholiques qu'ils n'ignorent pas, puisque cet Edit déclare que la religion catholique jouira seule des droits et honneurs du culte public<sup>1</sup>. »

Ces exemples, qu'il serait aisé de multiplier, nous révèlent que dans la masse du bas-clergé, un courant de sympathie s'était formé à l'égard de l'Edit. Néanmoins les curés demeurent inquiets. Ils appréhendent surtout l'interprétation de plus en plus large que les protestants sont en train de donner à l'édit, et qui menace de se substituer à un texte bientôt défail-  
lant.

Cet état d'esprit est parfaitement visible dans les cahiers du clergé rédigés en 1789. Il faut prendre, écrit le rédacteur de la province d'Orléans, « des

1. B. N. Ms. 1.675, f<sup>os</sup> 154, 155 à 160, 161.

précautions contre l'abus que les protestants commencent à faire de l'édit qui leur rend l'état civil ». Il faut surtout « qu'ils soient tenus de faire porter leurs enfants à l'église pour y être baptisés ». Le clergé de Blois et de Romorantin se plaint aussi des abus plutôt que de l'édit lui-même : « Nous avons été vivement alarmés de l'abus qui a été fait dans divers cantons de ce bailliage de l'édit en faveur des non-catholiques. Nous supplions Sa Majesté d'interpréter cet édit afin qu'on ne puisse en abuser, de ne lui donner aucune extension et de statuer que les non-catholiques ne puissent avoir aucun droit de patronage sur les bénéfices. »

On trouve assez rarement des cahiers qui réclament l'abrogation de l'édit : c'est surtout dans les provinces de l'Est que ce courant d'hostilité s'est le plus manifesté. Ainsi les cahiers de la paroisse d'Aval, en Franche-Comté, de Metz et de Besançon ; ainsi encore les cahiers d'Alençon<sup>1</sup>.

D'une façon générale, le clergé se rallie à une proposition intermédiaire, assez modérée. Celui de Bourg-en-Bresse demande que « la nouvelle législation concernant les non-catholiques ne puisse dans aucun temps préjudicier à la religion et au culte national ». Celui de Coutances souhaite « que l'édit concernant les protestants soit pris en considération et qu'on y ajoute les modifications dont il paraît susceptible ». Celui de Troyes ose émettre le vœu que « l'édit de 1787 concernant les non-catholiques sera révisé par les Etats généraux », et ce langage paraissait fort hardi. Le clergé de Paris « ne peut dissimuler les vives alarmes que cet édit lui inspire », et en réclame aussi la révision. Mais celle-ci ne mettra pas en cause

1. B. P. F., 1887, p. 653 ; A. Lods, dans *La Révolution française*, XXXIII, p. 428-433.



l'existence même de l'édit : si l'on ne peut accepter d'un cœur enthousiaste la faveur faite à la religion protestante, du moins convient-il de s'y résigner, pour éviter de plus grands maux. Toutefois, l'Edit a donné naissance à certains abus, notamment dans la manière de constater la naissance, le baptême des enfants, et les empêchements de mariages et d'accorder les dispenses. Ces abus seulement devront retenir l'attention d'une prochaine assemblée. A Evreux, les sympathies s'expriment en de nobles paroles : « Nous ne pensons pas qu'on doive refuser à nos frères errants le rang qu'ils réclament dans la société au nom de la nature ; beaucoup d'entre eux le méritent par leurs vertus morales et civiles. » Cet acte de libéralisme n'empêchera d'ailleurs pas de s'élever contre les abus auxquels l'Edit a donné naissance, de la part de « ces frères errants », et de solliciter un supplément de déclarations pour mettre toutes choses au point. Le clergé de la sénéchaussée de Saintes, après quelques observations sur l'édit de 1787, ajoute : « Nous considérons les protestants comme des frères qu'il faut chérir. Nous ne cesserons de réclamer la modération, de demander même l'abolition des lois pénales portées durant les deux derniers règnes. » A Marseille, ville où les protestants étaient fort nombreux, le clergé fait des vœux pour « la continuation de la protection de Sa Majesté envers ceux de ses sujets, dont le nombre est considérable dans cette ville, que nous ne laissons pas que d'embrasser dans nos cœurs, comme nos frères, quoiqu'ils ne professent pas une même religion avec nous et que nous ne cesserons pas d'y appeler à bras ouverts et de toutes nos forces, par nos vœux et nos prières » En termes moins ampoulés, le cahier du clergé de la paroisse de Saint-Paul, à Paris, n'hésite pas à réclamer « que l'état civil des non-catholiques soit favorisé », sous la seule réserve qu'aux diverses assem



blées ces citoyens ne puissent être qu'électeurs, non éligibles<sup>1</sup>.

De cet ensemble de témoignages, il ressort que l'on ne saurait sans injustice incriminer le clergé « d'avoir sollicité l'abrogation de l'édit de 1787 », afin de poursuivre l'écrasement de l'hérésie. Si le clergé des paroisses, plus encore que le haut clergé, affirme son intransigeance contre ceux qui mettent en question le privilège de l'Eglise catholique d'être le seul culte public, il ne refuse point sa pitié, ni ne ménage sa sympathie aux protestants, mais, désireux de contribuer à l'application intégrale de l'Edit, il se déclare à la fois contre les interprétations abusives et contre les retours vers un passé aboli.

\*  
\* \*

Les protestants paraissent avoir été, eux aussi, fort divisés sur l'accueil qu'il convenait de faire à l'édit du mois de novembre. Leurs espoirs avaient porté si loin ! Ils avaient mis une telle confiance en tous ces ouvriers qu'ils savaient attachés à leur libération ! Malesherbes surtout, dont ils connaissaient, sans nul doute, le rôle prépondérant dans la rédaction de l'édit, leur paraissait un garant si sûr de leur prochaine victoire !

Cette fièvre générale dont les manifestations furent si frappantes pendant les années 1783 à 1787, tomba soudain. Après la séance du parlement du 19 novembre 1787, les directeurs de l'église protestante sont en proie à la déception. Une longue lettre de Rabaut de Saint-Etienne du 6 décembre 1787, trouvée ces dernières années aux archives du consistoire de Paris,

1. DENYS BUIRETTE : *Les questions religieuses dans les cahiers de 1789*, Paris, 1919.

nous fait assister à cet effondrement de trop magnifiques espoirs <sup>1</sup>. Elle est adressée, fort probablement, au rapporteur de l'Edit ou à un rédacteur du ministère chargé d'y mettre la dernière main. L'agent des protestants ne peut taire sa douleur et énumère ses griefs : On a retranché, dit-il, des articles celui concernant « le culte public, mais on a inséré à la fin du préambule que la religion catholique jouira seule des droits et des honneurs du culte public, et comme il n'est fait mention dans l'Edit d'aucun culte pour les non-catholiques, il est évident que les lois pénales concernant le culte des protestants subsistent toujours ». En subtil avocat, Rabaut tirait le plus de conséquences possibles de prémisses bien innocentes. Car l'Edit avait pour but avoué de supprimer les peines afflictives. Mais pour ôter même la possibilité d'une interprétation malicieuse, il fallait convaincre le magistrat de la nécessité d'expliquer en termes précis que si le culte protestant ne pouvait être public (et de cela Rabaut convient sans hésiter), il devait cependant être *libre*. Le législateur ajoute que les non-catholiques ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel ne permet pas de leur refuser, c'est-à-dire, les effets civils. Rabaut s'empresse d'argumenter sur l'expression et la portée du « droit naturel ». On sait aujourd'hui, affirme-t-il, ce qu'il est et certainement il donne aux hommes bien plus que l'édit n'accorde aux protestants. « Le temps est venu où il n'est plus permis à une loi de choquer ouvertement les droits de l'humanité très bien connus de tout le monde. » Les protestants auront beau jeu, à partir de 1787, à protester contre une loi qui ne cessait de léser les droits de l'humanité, le droit naturel, chez ceux-là

1. B. P. F., 1884, p. 358-364. Lettre trouvée par M. Paul Jalaguier. Voir aussi 1864, p. 342-352.

mêmes qu'elle prétendait incorporer à un certain droit commun.

Rabaut s'élève enfin contre la dernière disposition de ce préambule, par laquelle les sujets non-catholiques demeurent privés de toute influence sur l'ordre établi dans la nation, ce qui signifie l'exclusion absolue des réformés de toute administration.

Puis il signale les articles qui ont provoqué parmi les protestants les plus graves inquiétudes. Tout d'abord l'article premier, qui leur permet de « jouir dans nos États de tous les biens et droits qui pourront leur appartenir ». Ce qui leur appartient, riposte la voix protestante, ce sont tous les droits de citoyens et de sujets. Et si la loi laisse supposer que certains leur sont déniés, que ne les énumère-t-elle? Cette lacune livre les réformés à l'arbitraire des juges : l'ère des tracasseries n'en sera pas de sitôt fermée! Puis l'article quatrième, où l'on a supprimé depuis peu (ce qui laisse croire qu'une influence contraire a détruit ce qu'avait obtenu du ministre la supplication de Rabaut) une phrase qui permettait aux pasteurs « de jouir de tous les effets civils comme tous les autres sujets non-catholiques ».

Cette suppression inattendue a provoqué chez tous les réformés de graves inquiétudes. « J'ai cru devoir les rassurer », ajoute-t-il. Cependant, si cette garantie fait défaut, les protestants verront « toute la nudité d'une loi annoncée depuis longtemps et qui se borne à permettre aux protestants d'être orfèvres et perruquiers, et à leur promettre que leurs enfants ne seront point bâtards. Cette faveur est grande sans doute relativement à la portée des esprits de notre pays, mais elle n'est point grande en elle-même ». Et, non sans courage, Rabaut plaide la cause de ces ministres sur la tête desquels on veut que plane l'éternelle menace de la prison, du gibet ou des galères. Moyen

néfaste de s'aliéner le cœur de 500 personnes, qui sont de « bons sujets » et tout disposés, si on les honore, et si on « les y incite par des bontés assurément très bornées, à être chez les protestants des trompettes d'union, de concorde et de soumission au gouvernement qui les protège ».

Cette voix éloquente resta sans écho : du moins, la lettre que Rabaut écrivit le 9 janvier 1788, sur le même sujet, et en termes presque identiques, et sans doute au même destinataire, laisse comprendre qu'on ne voulut point modifier un texte déjà livré à la publicité.

Cependant les menaces d'orage grandissaient à l'horizon. D'un côté, les protestants réfléchis se laissaient envahir par le découragement, et, dans cette victoire, ne voulaient voir qu'une victoire à la Pyrrhus. D'un autre côté, la masse des fidèles que les mots avaient grisée allait, d'un mouvement impétueux, vers l'action désordonnée. Il y avait des âmes prostrées à relever et des esprits exaltés à contenir. Rabaut de Saint-Etienne est le soutien des unes et le sage conseiller des autres.

Les fidèles se plaignent de l'article premier, mais ne vaudrait-il pas mieux en épuiser la riche substance, par une habile utilisation ? Car cet article nous laisse « continuer le culte dans les mêmes formes et sur le pied où il est maintenant établi ». Et d'ailleurs « cette manière indéfinie d'autoriser civilement les diverses professions de foi nous favorise plus qu'on ne pense, puisque, ne prescrivant rien, elle nous laisse la liberté de nous étendre peu à peu, pourvu que ce soit sans ostentabilité (*sic*) et avec prudence ». Bien loin d'incriminer la loi, Rabaut engage ses lecteurs à féliciter « la sagesse du ministère », et à compter sur la bienveillance acquise de la Cour, des intendants et des commandants de province,

pour obtenir toutes les permissions particulières.

Les fidèles se plaignent encore d'être exclus de toutes les fonctions. Aucun reproche ne pourrait être plus injuste, car, si l'on excepte les charges de judicature, les municipalités ayant fonctions de judicature et les professorats, « ils sont admis à tout le reste, et peuvent être avocats, chirurgiens, médecins, apothicaires, notaires, être reçus dans les corps des métiers, être ministres des finances, commandants et gouverneurs de provinces, obtenir par conséquent tous les grades militaires ». Quant aux plaintes si vives que l'on fait entendre à l'occasion de l'article 4, elles sont vaines, et le fruit de terreurs imaginaires. « Les protestants peuvent avoir des ministres pour leur culte religieux, en observant ce qui est prescrit à ceux-ci dans ledit article. » Le législateur a reconnu le culte — du moins privé — des protestants; on ne saurait lui faire l'injure de croire qu'il proscriit le ministre nécessaire à ce culte. Que la confiance règne donc, car l'édit se présente, en son ensemble, comme un ouvrage « très sage », et le roi a tenu à manifester avec encore plus de force ses bonnes dispositions envers les réformés dans sa réponse au parlement de Paris. Il est tout prêt, dit-il, à « abroger les lois pénales qui blessent les droits de l'humanité » et a promis de régler successivement tous les cas particuliers<sup>1</sup>.

Et comme d'impatients fidèles ne veulent plus attendre pour « élever des maisons d'oraisons dans d'autres lieux que les lieux accoutumés et dans la forme ordinaire, ni faire des demandes nouvelles pour étendre notre liberté religieuse », Rabaut donne le conseil de « se tenir strictement attachés aux termes de l'édit », de se conduire avec prudence et modestie,

1. Voir les sentiments du pasteur Olivier Desmont. *B. P. F.*, 1805, p. 330-332; de GAL-POMARET, *ibid.*, 646-650; et pour l'application de l'édit, *Nouvelle revue historique du droit*, 1911, n° 4.

et de ne point s'écarter du respect dû à la religion du prince<sup>1</sup>.

Il fallait surtout calmer les inquiétudes et assoupir les désillusions des réformés du Languedoc<sup>2</sup>. Rabaut de Saint-Etienne se hâta d'envoyer aux pasteurs de cette région une circulaire qui était un mot d'ordre. Quatre-vingts la reçurent et il faut déplorer que nous ne connaissions pas quel accueil firent à la voix de Rabaut ces pasteurs et leurs églises. Il leur recommandait de s'abstenir de parler en chaire de l'édit, de donner des marques publiques de joie pour éviter de paraître satisfaits ou, au contraire, ingrats et ambitieux; d'exécuter l'édit sans éclat, en sorte que personne n'ait lieu de se plaindre des protestants; d'en faire valoir le côté bienfaisant, car « la classe du peuple n'est pas généralement satisfaite; elle ne croit pas que cette loi lui donne autre chose que ce dont elle est en possession depuis de longues années<sup>3</sup> ».

Les conseils de Rabaut de Saint-Etienne furent trop bien suivis : les pasteurs s'abstinrent de parler de l'édit, ou, s'ils le firent, ce fut si rapidement et avec si peu de solennité que la trace de leur parole semble à jamais effacée. On ne connaît guère en effet que trois ou quatre sermons relatifs à l'édit de tolérance. Celui de Jeanbon Saint-André ne manque pas d'intérêt; celui de Rabaut Pommier établit un parallèle bien venu entre la situation des protestants avant et depuis l'édit et exhorte à remercier Louis XVI, « ce roi que nous ne saurions trop tendrement chérir..., qui n'exige de nous rien qu'il ne soit en droit d'exiger et que nous

1. B. P. F., 1864, p. 342-352; 1887, p. 548-550.

2. Rabaut de Saint-Etienne essayait aussi d'apaiser le Comité de Bordeaux. Voir son Rapport, du 12 février 1788, publié par Ch. DARDIER, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, II, p. 393.

3. C'est là exactement ce qu'avait déjà dit l'abbé Bergier, voir plus haut, p. 278.

ne devons faire ». Rabaut de Saint-Etienne parla lui aussi à Nîmes sur le texte : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », mais son discours est perdu <sup>1</sup>.

Les protestants écoutaient-ils avec docilité de si sages conseils? Il semble bien que si le découragement s'était abattu sur les ministres, la masse des fidèles était livrée à l'exaltation et pour ainsi dire à l'ivresse de la liberté. Les réformés de Vauvert décident immédiatement de construire un temple, de formes recherchées, « près de l'église catholique et du presbytère ». Le baron de Breteuil dut les prévenir que ce bâtiment ne devait pas annoncer un culte public, « qui n'est point accordé à la religion protestante ».

Dans plusieurs diocèses, notamment à celui de Noyon et à celui de Nîmes, les réformés installent de très nombreux maîtres d'écoles protestants. L'abus alla si loin que les intendants, les gouverneurs et le Secrétaire d'Etat lui-même jugèrent impossible de réagir. Le baron de Breteuil devait reconnaître « combien il serait dangereux, dans l'état de fermentation où sont les esprits, de prendre les voies de rigueur ». A Marvéjols-les-Gardons, la population s'était soulevée et menaçait d'en venir aux extrémités si l'on touchait au maître d'école qu'elle avait installé au mépris de la loi.

Comme elle se moquait de l'Edit, quand il lui refusait la liberté de l'instruction, la masse protestante affectait de l'ignorer quand il la déclarait incapable des charges municipales ayant fonctions de judicature.

1. B. P. F., 1887, p. 593-604. Le Synode du Haut-Languedoc, du 1<sup>er</sup> mai 1788, déclare : « L'édit du mois de novembre 1787, par lequel notre monarque bienfaisant nous assure un état civil, nous pénètre de reconnaissance... Les différents points de vue sous lesquels l'Edit pourrait être envisagé nous engagent à modérer la joie indiscrete des uns et à réprimer le mécontentement des autres. » Il ajoute : « Attendre et être prudent jusqu'à ce qu'on sache ce qui est permis. »

A Saint-Mamert, au diocèse d'Uzès, à Miallet, au diocèse d'Alais, les protestants se sont installés consuls, et l'intendant n'ose les frapper, car, écrit-il, « ils dominent dans les assemblées des sénéchaussées et leurs ministres ne cherchent qu'à les animer ». Ils ont agi de même à la ville de Nîmes, et le baron de Breteuil doit les rappeler au respect de l'Edit. Enfin, au lieu de Lézan, ils ont réussi à se maintenir au conseil politique, parce que Rabaut de Saint-Etienne s'est constitué leur avocat auprès du ministre, duquel il a obtenu qu'il serait sage « de laisser les choses dans l'état où elles étaient avant l'Edit du mois de novembre dernier, c'est-à-dire de tolérer l'admission des protestants aux charges municipales, dans les communautés où cet usage s'est introduit <sup>1</sup> ».

Cette conduite ne laissait pas de devenir un grave sujet d'inquiétudes pour tous ceux qui, préoccupés d'échapper à l'hostilité d'un groupe important du clergé, sentaient encore peser sur eux la lourde menace d'une animosité plus dangereuse : celle des parlements.



Les parlements regimbaient en effet devant l'acte d'autorité que le gouvernement prétendait leur imposer. Le baron de Breteuil a décidé Louis XVI à venir, le 19 novembre 1787, en personne, présenter au parlement l'Edit relatif aux non-catholiques. L'affaire, engagée d'enthousiasme, prit une tournure fâcheuse dès le premier jour de sa réalisation. La lecture de l'Edit jeta les parlementaires dans une sorte de stupeur<sup>2</sup>. Leur désir humanitaire se trouva en

1. A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>os</sup> 210, 323, 349, 480; O<sup>1</sup> 485, f<sup>os</sup> 231, 377.

2. Cette séance du 19 novembre a été racontée par un contemporain : A. N. KK. 1.326, *Troubles de France*, p. 363-372.



conflit avec des textes législatifs dont ils aperçurent, immédiatement, les prolongements politiques auxquels ils répugnaient. On exigea des modifications. Il était indispensable de spécifier que les religieux demeuraient exclus de toutes places de judicature, et ne pouvaient exercer aucune charge ayant quelque lien avec l'instruction publique; qu'ils ne sauraient entrer dans les municipalités auxquelles sont attachées des fonctions de judicature; qu'ils étaient incapables d'exercer les droits de patronage; que la religion catholique, apostolique et romaine devrait avoir, seule, le culte public; que, d'ailleurs, toutes les lois pénales rendues contre les protestants seraient abolies, et que les biens leur seraient restitués.

Le roi n'ayant pas cru devoir répondre à cette mercuriale inattendue, le parlement écrivit, le 18 janvier 1788, des *remontrances* à la fois respectueuses et fermes. Il s'excuse d'abord d'avoir différé d'enregistrer l'édit, non point parce qu'il lui semble être une mesure regrettable, mais parce que « l'examen de la loi la plus *attendue*, la plus *utile*, la plus *nécessaire*, doit le trouver aussi impartial, aussi impassible qu'elle ». Il ne serait point juste de l'accuser d'une opposition systématique, lui qui a, précisément, souhaité l'un des premiers qu'on donne un état civil aux protestants, mais le préambule de l'édit est rempli d'équivoques. On y parle de leur rendre « les prérogatives de l'état civil ». Que sont ces prérogatives? Et faudra-t-il les entendre comme étant des privilèges? C'est là un abus de mot lourd de conséquences, car si la Cour applaudit à « l'acquiescement d'une dette du droit naturel », elle se refuse à concéder aux protestants « une prééminence » quelconque. De même on prétend leur accorder « tous les droits qui pourront leur appartenir »; concession imprudente, puisqu'ils auraient

ainsi le droit de patronage, dont ils ne jouissaient même pas avant la Révocation. Il faudrait aussi établir des textes précis qui les excluraient des places de judicature, de l'instruction publique et des municipalités faisant fonctions de judicature. L'édit est peu précis en ce qui concerne les bans et la déclaration de mariage devant le juge royal, et les déclarations de naissance par les actes de baptême.

Le parlement s'empresse d'ailleurs de déclarer « sage et religieuse » la mesure qui dénie aux non-catholiques le culte public, mais il serait utile d'assurer explicitement l'exercice de ce culte à la seule religion catholique. Enfin il renouvelle ses pressantes instances en vue d'abroger les lois pénales et de restituer les biens encore en régie.

Le 27 janvier, Louis XVI répondit qu'il ne perdrait point de vue ces observations, et, ayant donné l'assurance qu'à la religion catholique seule serait maintenu le culte public, ajouta qu'il pourvoierait au fur et à mesure aux cas particuliers qui se présenteraient et dont l'édit n'avait point parlé : « Je veux, disait-il, pour terminer, que le parlement procède sans délai à son enregistrement<sup>1</sup>. »

Le parlement enregistra donc l'édit, forcé et contraint. Encore vingt-quatre membres proposèrent-ils de faire de nouvelles remontrances, et huit autres quittèrent la salle de dépôt.

L'attitude du parlement de Paris fit une vive sensation sur les autres parlements et provoqua des résistances, à Rennes, où le parlement s'obstina à insérer dans le texte du gouvernement les modifications mêmes que celui de Paris avait proclamées néces-

1. Le texte des *Remontrances* fut imprimé en une plaquette de 46 p. in 8. B. N. Ld<sup>217</sup>, 725. Ont été réimprimées dans *Remontrances du parlement de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. III, p. 694. La *Réponse du Roi* fut imprimée en une plaquette de 4 p. in 8. B. N. Ld<sup>127</sup>, 726.

saïres, et à Besançon, où les magistrats ne consentirent à enregistrer l'édit que sur les injonctions menaçantes de l'intendant et du commandant de la Franche-Comté, et, ayant plié sous l'orage, adressèrent au roi une requête où ils demandaient l'abrogation de la loi <sup>1</sup>.

Les protestants ne pouvaient se dissimuler qu'une pareille hostilité mettait leur cause en pénible posture. Les résistances de ces Cours pouvaient déterminer elles-mêmes de forts courants de haine, dans tous les milieux de la société. L'édit pacificateur allait-il devenir l'origine de troubles nouveaux? L'inquiétude était donc grande, d'autant que, par une hardiesse sans exemple, le parlement de Toulouse s'armait de l'édit lui-même pour mettre en discussion les prérogatives royales. Et le roi aurait-il un caractère assez trempé pour résister à tant d'assauts et affronter de si rudes batailles?

A Toulouse, en effet, le parlement résolut, par arrêt du 23 février 1788, de modifier l'article premier de l'édit, par la restriction suivante : « sans qu'on puisse induire de l'article premier du présent édit que les non-catholiques puissent être nommés aux places de maire, lieutenants de maire, capitouls, jurats ou échevins ». Mais le roi déclara, le 7 mars, « nulle et non avenue » cette disposition et le comte de Périgord fit enregistrer, d'autorité, l'ordre du roi, à la séance du 17 mars. Aussitôt, le parlement délibère et décide d'envoyer au roi « de très respectueuses remontrances ». Mais le respect n'exclut pas l'indépendance et nos parlementaires instituent une discussion où est en question l'autorité même du roi. Les parlements, disent-ils, doivent vérifier les ordonnances, et c'est même « un principe constitutif de la monarchie française ». Or, Sa Majesté n'a pas laissé le temps de faire

1. A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>os</sup> 86, 98 et 101.

le plus léger examen de ses ordres. L'enregistrement a été obtenu par violence et « précipitation inouïe ». Ce sont là des actes « du pouvoir arbitraire », dont on rappelle que Montesquieu fit une critique si pleine, que l'on ne manque pas de servir aux oreilles du monarque. Dans un gouvernement modéré, « le prince ne se livre pas tellement à un petit nombre d'hommes, qu'il ferme l'oreille à la voix libre et généreuse de son Conseil public et légal ». Aussi bien, ne font-ils pas difficulté de reconnaître « la justice et l'humanité » de l'édit, la nécessité même où l'on peut être de tolérer que des « protestants occupent les municipalités », mais est-il légal de dénier aux parlements la possibilité et le droit d'interpréter sagement un texte où ils découvrent, avec d'autres bons esprits, des contradictions funestes ?

Le roi ne crut pas utile de prolonger une querelle où la stricte légalité n'était certes pas de son côté. Ses ministres jugèrent prudent d'imposer silence à l'opposition grandissante. Ce fut peut-être d'une tactique habile, mais qui laisse trop voir que l'édit de 1787, s'il fut trouvé l'ouvrage d'un ministre résolu, loin d'avoir un accueil enthousiaste, fut imposé par un coup d'autorité, après que l'on eut bâillonné le parti de la résistance.

\*  
\* \*

Ce n'est point tout que de faire voter une loi, même bienfaisante; il faut la faire accepter de l'opinion publique. Dans la mesure même où l'œuvre du législateur est accueillie ou combattue par la masse de ceux qui en doivent profiter, elle doit être dite conforme ou contraire aux vœux de la nation. L'Edit de 1787 était trop important, mettait fin à une situation politique trop décriée et ouvrait des espérances trop grandes

pour que, parmi les historiens, les uns n'y aient vu le triomphe — retardé mais nécessaire — des volontés de l'opinion, et les autres, l'acte de violence suprême imposé par une minorité agissante à une majorité hostile. Il est toujours fort difficile d'apporter en preuve d'une thèse les témoignages de l'opinion publique. Il convient donc, pour ne pas affaiblir un genre de preuves si délicat et d'ailleurs si plein d'intérêt, de ne retenir que des témoignages où s'exprime directement cette opinion.

L'attitude de la masse française à l'égard de l'Edit de 1787 est l'un de ces rares événements que l'historien peut élucider, grâce à des documents qui lui permettent de pénétrer l'âme populaire, de la voir avec ses préjugés et ses passions, et d'en saisir l'ébranlement profond. Les rapports des intendants nous font, en effet, connaître avec soin et impartialité l'accueil que le peuple réserva aux innovations de l'édit fameux et, d'autre part, le peuple lui-même ayant été invité à préciser, en des cahiers où sa rude franchise n'a point édulcoré la vérité, quelles étaient ses pensées intimes sur la réforme de 1787 et sur les réformés en général, nous a laissé de lui-même une image fidèle.

A peine l'Edit fut-il enregistré que les difficultés s'aggravèrent par l'hostilité flagrante de certaines communautés<sup>1</sup>. Le syndic de la paroisse d'Hargicourt était sollicité pour donner un terrain qui servirait de cimetière à l'usage des non-catholiques. Mais, fort de l'article 27 de l'édit, le syndic ergote, et renvoie les solliciteurs, qui implorent alors le secours de M. La Chatellenie du Ronsay. Celui-ci enjoint au syndic de céder un terrain appartenant à la communauté; le syndic

1. Voir une courte étude sur la façon dont fut reçu l'édit en Normandie, dans *B. P. F.*, 1877, p. 220-238.

refuse, proteste auprès du baron de Breteuil lui-même qui se garde d'entrer dans le conflit et prie l'intendant, M. d'Agay, de concilier l'affaire. L'hostilité du paysan tint en échec l'autorité et même la loi. A Saint-Jean-de-Gardonnenque, en plein pays cévenol, les officiers municipaux désirent acheter un terrain dont les protestants feront leur cimetière. En vain s'adressent-ils aux différents propriétaires de l'endroit. L'animosité paysanne est encore si vive « qu'ils n'ont pu déterminer personne à leur vendre de gré à gré », et qu'ils en sont réduits à conter leur mésaventure au baron de Breteuil, qui chargea l'intendant Ballainvilliers d'« engager ces propriétaires à s'en désister ». Dans l'intendance de Poitiers, au lieu de Foussay, près de Fontenay-le-Comte, les protestants ont encore été impuissants à se faire céder un terrain pour leur cimetière, et c'est l'intendant, M. de Nanteuil, que le baron de Breteuil charge d'apaiser la rancune populaire. A la paroisse de Nauroy, au bailliage de Saint-Quentin, cette affaire de terrains à céder pour devenir cimetières huguenots suscite une querelle que M. d'Agay tâchera d'assoupir. A Guillonville, l'hostilité est si profonde et si générale que les protestants, exaspérés, se livrent à des actes de violence « pour l'inhumation de l'un d'entre eux, qu'ils ont enterré dans le cimetière des catholiques ». A Courbehaye, un scandale semblable éclate, provoqué par une animosité pareille. Les protestants de ce dernier village se plaignaient même avec amertume « qu'il y aurait un petit terrain convenable pour cet objet », mais le propriétaire refusait obstinément de le leur vendre.

L'évêque de Chartres blâme les gens de Guillonville et de Courbehaye, et propose de céder aux protestants un coin du cimetière catholique, mais l'opposition fut telle que le prélat n'osa pas insister.

Au lieu de Marsilly, diocèse de La Rochelle, les pro-

testants voient avec désespoir toutes leurs démarches en vue d'acquérir un terrain pour leur cimetière, éprouver refus sur refus; mais le curé de l'endroit prit leur cause en mains et fit habilement valoir à l'intendant, M. de Reverseaux, que la Régie possédait en séquestre un emplacement sur lequel était jadis construit un temple, et que l'équité demandait de restituer aux religionnaires, aujourd'hui fort embarrassés, ce lieu inutilisé. Les protestants eurent ainsi leur cimetière.

D'ailleurs, à relever ces témoignages de l'opinion publique, dont la spontanéité n'a d'égale que l'obstination particulière à l'âme populaire, le lecteur sera sans doute frappé de voir qu'ils se sont tous produits dans des régions où la vie réformée était singulièrement prospère. Si l'animosité fut à ce point tenace en Picardie, en pays cévenol, en Poitou, en Saintonge, au pays d'Alençon, que devait-elle être, là où les catholiques n'avaient jamais cessé d'affronter, en de cruelles inimitiés, les représailles huguenotes<sup>1</sup>?

L'Edit avait, à la vérité, permis aux protestants de ne plus fréquenter les instructions religieuses des curés, mais non d'avoir des écoles particulières et des maîtres à eux. Cependant, l'usage s'était très vite établi de fonder des écoles réformées et d'établir, un peu partout, des maîtres religionnaires. La chose n'alla point sans incidents, où l'on vit les catholiques s'insurger contre l'abus, maltraiter les pédagogues et les disciples, vouloir, en somme, l'exécution stricte d'un texte législatif, qui ne les satisfaisait déjà qu'à demi.

A Saint-Geniès-de-Magloire, au diocèse d'Uzès,

1. Voici un exemple de l'ingéniosité mise au service de la haine. Au lieu de Buc, aux environs de Paris, les protestants avaient essayé de récupérer leur ancien cimetière. La communauté s'y oppose, alléguant « qu'on ne peut gagner ce cimetière qu'en passant devant l'église! » A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>o</sup> 559.

l'incident prit des proportions tragiques. Un nommé Brunel y avait ouvert une école. Il ne paraît pas douteux que la hardiesse de ce pédagogue tenait surtout à l'assurance qu'il pouvait avoir que le comte de Périgord, commandant de la province, le couvrait de sa protection puissante. Le comte, en effet, prenait la défense du protestant devant le curé qui perdait patience. Bref, l'intendant, négligeant d'en référer au comte de Périgord, voulut faire arrêter le sieur Brunel. L'émeute gronda dans le bourg. Catholiques et protestants en vinrent aux mains, et depuis lors « les esprits furent tellement échauffés qu'il n'y eut plus de sûreté pour les catholiques, en très petit nombre dans cette paroisse ». Mais la légalité eut, en cela, gain de cause, car les protestants, doucement convaincus par Périgord d'avoir outrepassé leurs droits, écartèrent d'eux-mêmes le sieur Brunel. L'Edit n'en fut ni plus aimé par eux ni moins détesté par leurs adversaires<sup>1</sup> (mai 1789).

A cette date, le Tiers Etat finissait de rédiger ses cahiers de doléances. Ils nous permettent de pénétrer intimement dans cette âme que nous venons d'apercevoir livrée, en beaucoup d'endroits, à ces éternelles passions d'où procèdent les guerres religieuses. Toutefois l'utilisation de ces cahiers exige une critique préalable. Les uns furent rédigés par des municipalités entièrement ou en très grande partie composées de réformés. Ceux-là sont l'émanation de la pensée protestante, d'une opinion publique qui, il est superflu de le noter, est absolument en faveur de l'édit et vibre d'enthousiasme. Mais la valeur probante de ces cahiers doit être réduite à d'infimes proportions.

Les cahiers de la région de Nîmes expriment une

1. A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>os</sup> 72, 168, 214, 228, 237, 298, 371, 485, 492, 559, 643. — O<sup>1</sup> 485, f<sup>os</sup> 153, 181, 215, 341, 364, 446.



satisfaction générale pour les résultats acquis, mais sont ardents à vouloir davantage. A Bourdie, on crie après la liberté complète : « Que Sa Majesté soit suppliée de laisser à chacun la liberté de professer le culte qu'il jugera le meilleur, afin de faire germer dans tous les cœurs les instructions qui rendent les hommes propres à remplir leurs devoirs et à servir utilement la patrie. » La paroisse de Bagard demande l'admission des protestants aux charges publiques ; celle d'Uchan la suppression de toutes les mesures contre les non-catholiques. Beaucoup d'autres cahiers laissent entendre qu'on se contenterait de la liberté de conscience avec l'exercice privé du culte, le culte public étant réservé à la seule Église catholique, mais on réclame l'admission des protestants à tous les emplois.

Le cahier général de l'ordre du Tiers État de la généralité de Nîmes, où sont condensés les remerciements, les vœux et les griefs des diverses paroisses rend hommage au roi, à sa sagesse qui « a permis la libre profession de toute religion fondée sur la saine morale », mais l'engage à poursuivre « l'ouvrage sagement commencé par l'édit de novembre 1787 qui attend son complément des vues supérieures de Sa Majesté et du progrès des lumières de la Nation ».

D'autres cahiers ont été rédigés en des paroisses où l'élément huguenot est clairsemé. Les préoccupations confessionnelles y tiennent peu de place, et rares y sont les avocats de la cause protestante. Ce qui se passa à Bar-sur-Seine est tout à fait caractéristique. Un timide essai d'apologie fut inséré dans le cahier : « C'est l'intérêt de la France d'offrir à tous les sectateurs des diverses religions un asile et des privilèges semblables à ceux que l'édit de novembre 1787 accorde aux non-catholiques. » Mais, de toutes les paroisses formant ce petit bailliage, pas une ne

consentit à joindre sa voix à celle du chef-lieu, et si, au bailliage voisin de Troyes, le Tiers État consent à accorder les droits civils aux non-catholiques, il réserve strictement le culte public à la religion catholique. Dans la région de Honfleur, on fait circuler un modèle où l'on demande le retour des protestants réfugiés auxquels seront restitués « tous les droits de la cité » ; une demi-douzaine de paroisses ont adopté le modèle sans restriction, mais à Ablon, la municipalité, qui ne s'intéresse nullement aux réfugiés, biffa l'article et le remplace par un autre où l'on demande le rachat des corvées féodales. Caen se contente de réclamer pour les réformés le droit « d'être élus juges consuls et officiers municipaux ». Dans la région de Blois, le cahier d'Aunay émet le vœu que soit intégralement restauré l'Édit de Nantes, et, dans le Maine, le Tiers de Pruillé-le-Chétif espère que les protestants seront admis « dans toutes les classes des sujets du royaume ». Mais ces faibles revendications n'éveillèrent aucun écho dans les communautés voisines.

On trouve enfin un certain nombre de cahiers où les sentiments d'hostilité ne cherchent même plus à se dissimuler. L'opinion publique était fort éloignée de s'accorder dans la reconnaissance au Souverain, pour l'acte de 1787. A Rhodes, en Lorraine, on exprime le désir « que jamais il ne soit permis aux non-catholiques d'avoir ni temples ni ministres ». Le cahier de Livré, en Bretagne, est plus violent, car on y demande que l'Édit de 1787 soit révoqué, sous le prétexte que « les différentes religions ont causé des désordres affreux qui pourraient encore renaître par leur tolérance ». Les habitants de Champs, en Auvergne, voulant faire connaître « la réclamation la plus importante et la plus chère à leurs cœurs », demandent « avec ardeur, la révocation de l'édit du mois de novembre

1787 ». Le mélange des hérétiques avec les catholiques, expliquent-ils, « est trop propre d'altérer peu à peu les vrais principes de la foi et de la vraie religion... Une innovation serait un vrai malheur pour toute la nation ' ». A Besançon, on supplie Sa Majesté « de ne point envoyer dans la Franche-Comté l'édit des non-catholiques ».

Quand on a fait, entre les cahiers du Tiers État, la discrimination nécessaire, et restitué à leurs véritables origines les sentiments si divers qui s'y expriment, on voit qu'en dehors des cahiers remplis d'allégresse au souvenir de l'acte de 1787 et qui furent rédigés par des municipalités protestantes, l'opinion publique est livrée à des tendances qui se contrebalancent avec une force sensiblement égale. Sans aucun doute, la masse de la nation est bien disposée pour les individus, pour les citoyens, et répugne aux mesures de violence. Elle souhaite qu'on laisse les protestants jouir de la tranquillité et de la possibilité de se développer en tout ce qui ne trouble pas l'ordre public. Il est juste de leur accorder l'état civil. Nul ne doit désormais instituer des tracasseries sur des questions personnelles. Mais le gouvernement arrêtera là ses concessions : tout ce qu'il accorderait à ces hérétiques, de nature à froisser la conscience religieuse encore très susceptible du paysan français, soulèverait l'indignation. On le voit bien dès qu'il s'agit de définir l'attitude du Tiers État à l'égard de la religion protestante elle-même. Les religionnaires veulent rentrer dans le droit commun ? Qu'on leur concède l'état civil, et la satisfaction est à peu près unanime. L'église réformée prétend-elle reconquérir sa liberté complète avec l'exercice du culte public ? Le Tiers État s'effarouche. Il croit sincèrement, que « ce serait un

grand malheur pour la France ». Puisque les protestants se séparent de la nation par des croyances et des pratiques hérétiques, qu'ils se cachent pour les exercer et soient protégés, dans leur discrète retraite, contre toute agression et tout arbitraire.

Tel est à peu près le schéma des désirs politiques et religieux de la masse populaire de 1787 à 1789. L'acte de 1787 n'avait pas comblé de prétendues aspirations jaillies du cœur de la France. L'immense majorité des cahiers révèle une indifférence extraordinaire à l'endroit de l'Édit. Celui-ci restait un acte politique, élaboré par quelques esprits généreux, en dehors de toute pression extérieure. L'opinion publique l'accepta avec une sympathie un peu froide, et s'en contenta. Les protestants ne le considérèrent que comme le prélude de mesures plus larges. La Révolution survint qui surexcita, avant de les réaliser, toutes leurs espérances.

## CHAPITRE VI

### LE PROTESTANTISME ET LA RÉVOLUTION

1789-4 juin 1794.

#### I

A grand'peine l'agitation produite par la mise en vigueur de l'édit de 1787 commençait à s'apaiser, quand les protestants durent, pour la première fois, faire de leurs droits politiques l'usage le plus inattendu et le plus grave. Le roi appelle ses sujets à élire des Etats Généraux, et à faire connaître leurs désirs de

**BIBLIOGRAPHIE** — A. N. O<sup>1</sup> 485; F<sup>7</sup> 3677. B. N. Ms fr. 1675; *Moniteur Bulletin de la Convention*.

Ch. DERAND, *Histoire du protestantisme français pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, 1902; DOUMERGUE, *La veille de la loi de l'an X (1763-1802)*, Paris, 1892; de PRESSENSE, *L'Eglise et la Révolution*, Paris, 1890; GAZIER, *Histoire religieuse de la Révolution française*; ROUVIÈRE, *Les religieux de Nîmes, Alais et Uzès et la Révolution française*, Paris, 1889; A. LODS, *Le pasteur Rabaut-Pomier (1744-1820)*, Paris, 1893; LÉVY-SCHNEIDER, *Le conventionnel Jeanbon Saint-André*, Paris, 2 vol.; Camille RABAUD, *Lasource*, Paris, 1895; BARTIGUE, *Rabaut de Saint-Etienne à l'Assemblée Constituante*, Paris, 1903; DIÉNY, *La prédication de Rabaut Saint-Etienne*, Paris, 1907; LÉON PEXIDE, *Le rôle religieux des pasteurs dans les Assemblées politiques de la Révolution française*, Cahors, 1902; C. RABAUD, *Donifas-Laroque*, Paris, 1889; AULARD, *Etudes et leçons sur la Révolution*, 2<sup>e</sup> série, Paris, s. d.; DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1910; Ed. GASC-DESFOSSÉS, *L'Agonie de l'Ancien Régime*, Paris, 1923; POUGET DE SAINT-ANDRÉ, *Les auteurs cachés de la Révolution française*, Paris, 1924. (Ces deux volumes doivent être lus avec précaution.)

réformes qu'il promet d'étudier attentivement. Sur toute la France, des cris d'acclamation s'élevèrent. Les protestants enfin revêtus de la dignité de citoyens, comprirent que l'heure venait où ils arracheraient, de haute lutte, aux législateurs attardés les dernières libertés qu'on leur avait parcimonieusement dispensées.

Au reste, ils acclamaient, comme les autres Français, moins les promoteurs de la Révolution que Louis XVI lui-même. Le roi vit sa popularité soudain grandie jusqu'aux proportions d'un culte. Ses sujets lui prêtèrent la volonté et la force de renouveler les rouages usés d'un mécanisme dont personne ne voulait encore la disparition. Les pasteurs avaient si souvent entretenu leurs fidèles de « leurs devoirs envers le roi », de « l'accord de la religion et des lois », que les idées républicaines dont on avait fait jadis un si fréquent usage pour rappeler aux religionnaires leurs origines suspectes et leur habituelle manière d'être, avaient elles-mêmes disparu de la mentalité protestante. Le pasteur Rabaut de Saint-Etienne déclarait dans un sermon que la royauté était de droit divin<sup>1</sup>; que « l'oint » demeurait ainsi au-dessus des critiques humaines, serait-il même « coupable et vicieux »; que l'on devait respecter en lui « l'image de la divinité », et qu'ainsi fondée sur l'amour de la société, sur le besoin du peuple et sur la force des lois, la famille de France avait droit à une soumission absolue et à un amour sincère.

C'est animés de ces sentiments que les réformés entrèrent dans la tourmente.

Cependant, leur activité politique en province ne tarda pas à singulièrement dépasser leur importance numérique. A Nîmes, l'action du pasteur Rabaut Saint-

1. Georges DIÉNY, *Essai sur la prédication de Rabaut de Saint-Etienne*, Paris, 1907.

Etienne avait littéralement canalisé toutes les aspirations de la province. C'est lui, comme le reconnaît un bon juge, qui a principalement organisé le mouvement des esprits dans la sénéchaussée de Nîmes; c'est lui qui l'a fait aboutir, en lui imprimant un caractère spécial<sup>1</sup>. Dès 1788, cet entreprenant pasteur répandait dans le public ses *Considérations très importantes sur les intérêts du Tiers Etat*. Il lançait, la même année, une *Exhortation pressante aux trois ordres de la province de Languedoc*, où il réclamait l'application de la Constitution accordée au Dauphiné le 22 octobre 1788. Ces écrits, où la foi démocratique ne rappelle cependant pas la foi républicaine d'un Jurieu, étaient éloquentes. Ils firent l'effet d'une trainée de poudre. Or, en dépit de son éloquence, cette voix ne répercute certainement pas en un fidèle écho les aspirations de la contrée. Les protestants y étaient, après de longues années de douleurs, passés au rang de bourgeois, fort attachés à l'ordre des choses existant. Ils remplissaient les corporations de la sénéchaussée. Celles-ci étaient riches, considérées et jouissaient d'une grande liberté. Elles avaient l'appréhension de toutes les nouveautés que de hardis pionniers commençaient à colporter. La richesse et la tranquillité les maintenaient fidèles à l'ancien régime. Même elles avaient manifesté une mauvaise volonté évidente à remplir les prescriptions officielles pour la convocation des Etats Généraux. Quand elles eurent nommé leurs députés pour concourir à la rédaction des cahiers, elles retournèrent à leur indifférence, n'ayant point de doléances à faire valoir. Mais Rabaut de Saint-Etienne travaillait sans relâche auprès des communautés. Les mois de novembre et décembre 1788, de janvier 1789,

1. BLIGNY-BONDURAND, *Cahiers de doléances de Nîmes*, 1909, p. XXVIII-XXXI, et ROUVIÈRE, *Les religionnaires de Nîmes, Alais et Uzès et la Révolution française*, Paris, 1889.

se passèrent en délibérations, en assemblées des trois ordres, en projets de rédaction des cahiers de paroisse. Quand ils furent tous rédigés, ce fut à Rabaut de Saint-Etienne, qui avait réussi à se faire élire le premier des députés de Nîmes, que l'on confia la charge de les fondre en un rapport synthétique, monument remarquable où le Tiers Etat de la sénéchaussée s'accorda enfin à reconnaître l'expression autorisée de ses meilleures espérances. Mais il est non moins remarquable de constater que l'intervention de ce pasteur actif donna au mouvement de 1789, à Nîmes, une allure particulière, où l'on peut retrouver l'empreinte de la Réforme dans la façon, soit d'établir les principes politiques, soit de réclamer les libertés religieuses.

Or, tandis que Rabaut de Saint-Etienne fait les affaires de la Révolution à Nîmes, son frère, le pasteur Rabaut-Pomier travaille à la même œuvre, et presque avec le même bonheur, à Montpellier. Il y répand les idées nouvelles, pousse à l'action, organise le club de la ville, où il prend fréquemment la parole, et y acquiert une influence si prépondérante qu'en réalité le club vit des idées mêmes du pasteur. Un an après, Rabaut-Pomier est élu membre de la municipalité, en attendant qu'il soit envoyé par le département du Gard, comme député à la Convention <sup>1</sup>.

A la même époque, les protestants de Montauban sentent s'éveiller en eux le goût très vif du pouvoir, et leur pasteur Jeanbon Saint-André suit ses ouailles, pour n'avoir pas à les désavouer. Car ce fut la singulière fortune de ce futur conventionnel d'avoir été le pasteur longtemps timide devant les événements nouveaux, et qui se laisse manœuvrer par des fidèles impatients de reprendre le pouvoir en une ville où leurs ancêtres avaient été les maîtres, sous Louis XIII.

1. A. 1.008, *Le pasteur Rabaut-Pomier (1744-1820)*, Paris, 1893.



M. Lévy-Schneider a parfaitement suivi cette évolution des âmes protestantes à Montauban, qui, à l'approche des Etats Généraux, sont agitées d'une fièvre sourde, présentent des réclamations, multiplient leurs doléances, parlent haut devant une municipalité catholique qu'une longue paix a déshabituée de la lutte, se déclarent les défenseurs de la Révolution naissante, fondent alors un Comité patriotique, administrent au moyen de cet organe révolutionnaire une ville que les consuls réguliers perdent par l'abandon bénévole de leurs prérogatives, recrutent une garde nationale, chargée de maintenir la police, et, par étapes insensibles, installent les idées, les mœurs et les procédés révolutionnaires dans une cité qu'elles ont arrachée à sa tranquillité provinciale<sup>1</sup>. Leur ministre Jeanbon suivait cette course révolutionnaire avec un entrain modéré, mais sans oser la ralentir. Après les événements du mois de juillet, à Paris, il prononce un sermon d'actions de grâces pour remercier Dieu « de la fin des troubles », et il adjure ses fidèles de maintenir la concorde avec leurs concitoyens catholiques. Lui, s'enferme aussitôt dans une inaction prudente et attend, pour s'embarquer décidément, de voir vers quels rivages le vent poussait l'esquif.

Dans les Cévennes, les pasteurs s'agitaient, sans crainte de se compromettre. Le vieil esprit cévenol ressuscitait. Les appels de la liberté faisaient naître dans l'âme de ces fils des Camisards des enthousiasmes ardents. Il est certain que le pays s'armait en silence pour la défense des conquêtes récentes, et peut-être en vue de tenter l'assaut de positions nouvelles. Mais tout se passait en silence, et il ne semble pas que, dans le courant de l'année 1789, les catho-

1. LÉVY-SCHNEIDER, *Le conventionnel Jeanbon Saint-André*. t. II, p. 46-170.

liques de la région aient manifesté de grosses inquiétudes. Entre tous ces pasteurs, le ministre Pierre Soulier exerçait une influence considérable. Acquis au mouvement de la Révolution, il se dépensait pour sa foi républicaine. Ardent prosélyte, il agissait sur les esprits de ces montagnards qui, à l'entêtement de leur race, joignaient l'exaltation de leur piété. Au mois de mars 1789, c'est le pasteur Soulier que les habitants de Sauve délèguent comme député à l'assemblée tenue à Montpellier pour la rédaction des cahiers et doléances. Il y rencontre son collègue Rabaut-Pomier et leur fougue démocratique ne fut pas sans peser sur l'orientation des délibérations du Tiers Etat<sup>1</sup>.

Au pays de Castres, les nouvelles idées avaient trouvé un fougueux prosélyte dans le pasteur de Roquecourbe, Alba-Lasource. Il y avait dans cette région, un groupe d'ardents ministres, curieux et hardis. A Castres, Bonifas Laroque, à Puylaurens, Mingaud, qui s'échauffent à la lecture des nouvelles politiques et s'appliquent à endoctriner leurs collègues Crébessac et Nazon. Lasource ne tient plus en place, et son cœur agité cherche de nouveaux théâtres à son apostolat républicain. Il a secoué dans leur sommeil ses paisibles fidèles de Roquecourbe qui ne songent désormais qu'à s'unir en sociétés populaires. Il est l'orateur de ces clubs; il communique sa flamme à ses ouailles épouvantées et séduites. Aussi souvent qu'il le peut, il accourt à Castres, où se réunissent, en plus grand nombre, de fidèles adeptes de la *Société des amis de la Constitution*. Il y prononce de véhémentes harangues : cet orateur sacré est devenu le tribun populaire qui déchaîne les colères de la foule. Les révolutionnaires de la contrée mettent

1. B. P. F., 1894, article de D. Benoît, p. 561-594.

en lui leur confiance, et s'organisent d'après ses conseils. Lasource travaille à former les recrues de l'armée populaire, qui s'imaginera tenir en ses mains le sort de la Constitution. Ces foules enivrées de paroles obligent leur orateur à presser le pas, s'il ne veut point être dépassé ou écrasé par les hurleurs. Plus loin qu'il n'avait, sans doute, rêvé d'aller, Lasource fut ainsi porté par le flot populaire. Il entre au Comité de salut public départemental, et passe bientôt — dange-reux honneur — au comité de surveillance. Près de lui, les pasteurs qu'il pousse de la voix et du geste, se jettent, eux aussi, dans la ruée montante : le doux Nazon deviendra procureur syndic du département du Tarn, et Crébessac entrera au Comité révolutionnaire de Castres. — Quand il sera élu député à la Convention, Lasource ne cessera d'exciter ses compatriotes. La Révolution avait saisi l'âme de ce pasteur, qui travaille désormais avec fureur pour elle, et sera bientôt dévoré par elle<sup>1</sup>.

Malgré cette activité prodigieuse déployée par un grand nombre de pasteurs au service de la Révolution, et malgré certains échos où des spectateurs attentifs percevaient déjà les cris déclamatoires des anciens théoriciens huguenots de la démocratie, l'union restait à peu près parfaite entre catholiques et protestants, sur toute l'étendue du royaume. Le spectacle n'était pas rare de curés et de pasteurs, se réconciliant par de solennelles accolades, devant leurs ouailles attendries, et laissant échapper des serments lyriques de « leurs âmes sensibles ». L'idylle révolutionnaire commençait par ces démonstrations naïves : nul n'eût osé prévoir que quelques mois après ce baiser d'amour, la haine jetterait à nouveau les uns contre les autres les frères réconciliés qui se déchireront jusqu'au jour où le même

1. C. RABAUD, *Lasource*.

couperet sanglant s'abattrait indistinctement sur eux et les unira dans la mort<sup>1</sup>.

A peine quelques incidents marquent-ils les derniers soubresauts de l'inimitié religieuse. Il ne convient pas de faire état des querelles locales de Saint-Geniès dans l'Aveyron, de Nîmes, de Noyon, de Saint-Mamert ou de Miallet, à l'occasion de pédagogues religieux que les uns veulent imposer, en invoquant l'édit de tolérance, et que les autres veulent expulser, en interprétant à la rigueur cet édit de demi-liberté<sup>2</sup>. — Quand ces émeutes se produisent, la nation n'a pas encore affirmé l'union de ses pensées aux Etats Généraux, et la politique religieuse de l'Assemblée nationale n'a pas encore dissipé les dernières illusions de ceux qui s'attardent à espérer un retour à la stricte exécution d'un édit que les événements ont déjà dépassé. — Mais, depuis le mois de juin 1789, la France a fini ou croit avoir fini son éducation de la liberté religieuse. Bien rares sont ceux qui s'obstinent en des procédés périmés. Rappelons toutefois le grave incident qui, au mois de juillet 1789, passionna la ville de Luçon. Une jeune fille de seize ans, nommée Sarrazin, après avoir vainement imploré de ses parents protestants la permission de passer au catholicisme, s'évade un jour de chez elle et se réfugie à l'Union chrétienne de Luçon. Son père arrive, plein de fureur, au couvent, et, après une scène de violence, devant les religieuses effrayées, veut reprendre son enfant. Celle-ci résiste, refuse à son père de le suivre, proclame sa volonté de se convertir, et, pour échapper aux efforts d'un homme hors de lui, s'accroche à tout ce qu'elle peut saisir, autour d'elle. Le scandale est énorme; au bruit de la querelle, la population s'ameute

1. B. P. F., 1896, p. 544-549. Sur ces relations en Languedoc, Velay et Gévaudan, voir *Histoire de Languedoc*, t. XIV, col. 2535, 2557, 2559, 2603.

2. A. N. O 1 485, f<sup>os</sup> 231, 341, 364, 377, 435, 446.

Des deux côtés, on met en branle la justice : le père faisant valoir ses droits naturels, les religieuses invoquant la liberté que la loi concédait à cette catéchumène. L'évêque, le vicaire général accablèrent de lettres le procureur général Joly de Fleury, qui, fort ennuyé de cette histoire à un moment où se discutait le droit pour chaque citoyen de n'être pas inquiété pour ses opinions religieuses, écrivit à la fois à l'évêque et au substitut royal de Luçon de laisser la jeune fille au couvent et de « concilier cette affaire<sup>1</sup> ».

En dehors de ces suprêmes convulsions où s'agitent les derniers forcenés, le calme continue à s'étendre sur toutes les classes de la société. L'aristocratie avait donné les meilleures preuves de son dévouement à la cause de la tolérance ; le peuple ne souhaitait que de poursuivre son labeur dans la concorde et la paix ; le clergé s'était presque partout adapté sincèrement à l'état de choses nouveau.

## II

Les réformés attendent que l'Assemblée nationale mette le point final à la querelle qui, depuis 1685, avait provoqué leur exclusion des fidèles sujets du roi de France. Par étapes douloureuses, mais dont l'allure s'était singulièrement accélérée depuis 1763, ils avaient reconquis leur titre de citoyens libres. Les événements avaient même permis que, dans cet assaut livré à la liberté, les persécutés fussent encouragés par les gardiens eux-mêmes des lois inquisitoriales, et soutenus par la voix publique. Ces complicités latentes étaient, avec le temps, devenues des complicités officielles. La liberté religieuse se présentait, à la fin de

<sup>1</sup> A. B. N. Ms. fr. 4.675, f<sup>os</sup> 164-176.

l'ancien régime, comme un fruit depuis longtemps mûri et prêt à tomber dans les mains de quiconque voudrait le cueillir. C'est pour cette universelle entente que les protestants avaient, presque tous, abdiqué toute haine contre la société catholique et renoncé aux pensées de révolte contre la royauté. Or, du mois de mai au mois de décembre 1789, leurs espérances les plus vives se trouvent subitement dépassées. Un ordre nouveau se lève pour eux.

Jusqu'alors la bienfaisance de Louis XVI avait touché les réformés. Ils avouaient, en leurs sermons et leurs livres, que d'elle seule ils attendaient avec confiance l'exécution des dernières mesures capables d'améliorer leur état encore précaire; trop heureux, d'ailleurs, de jouir de la tolérance que les pouvoirs manifestent à leur égard. L'œuvre de la Constituante dériva ce flot de la reconnaissance. Au mois de janvier 1790, les non-catholiques de Montauban envoyèrent une adresse à l'Assemblée pour la remercier du décret du 24 décembre 1789. Ils y énuméraient, en phrases pompeuses, tous ceux qui s'étaient révélés les bons ouvriers de cette liberté : « Pontifes, ministres des autels, philosophes, jurisconsultes, tous ceux qui composent le corps législatif de la France ont honoré leur caractère en accédant à la même décision. Preuve touchante que les âmes commencent à se rapprocher et que l'effet inévitable des discussions qu'autorise la liberté est de conduire à la vérité. » Sans doute, « le monarque restaurateur de la liberté française » reçoit sa ligne d'hommages, mais il est évident qu'il n'est plus, à leurs yeux, le suprême ouvrier de leur bonheur. Des dieux nouveaux retiennent les regards de la foule <sup>1</sup>.

Les protestants seront, en effet, dans la presque unanimité de leurs membres, rivés à la fortune des Assem-

1. Publié par M. Galabert, dans *B. P. F.*, 1902, p. 151-157.

blées politiques, jusqu'au jour où ils en seront eux-mêmes les victimes.

De cette docilité, qui devint par la suite une espèce de servilité, les pasteurs sont sans doute responsables qui ne cessaient d'affirmer à leurs fidèles que les élus de 1789 aux États Généraux, de 1791 à l'Assemblée Législative, de 1792 à la Convention, s'attacheraient à rétablir l'église dans son ancienne splendeur.

L'Assemblée Constituante comprenait déjà une quinzaine de réformés. Le plus intelligent, le plus actif, le plus ambitieux était Rabaut de Saint-Etienne, député de la sénéchaussée de Nîmes.

Il arrivait à Versailles, le 23 avril 1789, précédé d'une grande réputation de savoir et d'éloquence. Les flatteurs allaient jusqu'à le comparer, et à le préférer, au fougueux Mirabeau. Le pasteur s'attacha à justifier ce renom, par une activité audacieuse<sup>1</sup>. C'est lui qui obtient, le 25 juin, qu'une députation sera envoyée au roi, afin de réclamer le départ des soldats qui interdisent au public l'entrée de la salle des séances, concession démagogique qui livrait l'Assemblée à la tyrannie de la foule.

Cependant l'Assemblée choisit Rabaut, le 6 juillet, pour faire partie du comité chargé d'élaborer un projet de Constitution, et où il fit immédiatement adopter son programme des travaux.

Un comité de cinq membres avait été chargé, le 2 août, de présenter à l'Assemblée une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Au sein du comité de constitution, Rabaut avait déjà lu trois Mémoires, où il marquait la nécessité de cette Déclaration.

1. Une de ses lettres, du 9 mai, nous fait connaître ses impressions sur les premières séances des États Généraux. Publiée par M. A. Lods, *P. F.*, 1904, p. 256.

Une généreuse émulation emportait alors les constructeurs de l'humanité nouvelle. L'Assemblée ne savait fixer son choix parmi les nombreux projets qui, de toutes parts, affluaient sur son bureau. Mais si les droits du citoyen et de l'homme sollicitaient tant d'efforts, il ne semble pas que les droits de la conscience religieuse aient inquiété pour autant ces assembleurs de nuages. Rabaut comprit aussitôt le danger et réveilla les sollicitudes assoupies : la malheureuse condition des protestants d'avant 1787 hantait sa pensée. Il déclara donc se rallier à la motion présentée par l'abbé Siéyès, à laquelle il demandait que l'on ajoutât l'article suivant : « Nul homme n'est responsable de sa pensée et de ses sentiments, et personne ne peut lui en demander compte. Les consciences sont parfaitement libres, nul n'a le droit de les gêner et chacun à celui de professer librement la religion qu'il croit la meilleure. Hors ce en quoi il pourrait nuire à autrui, la société ne peut contraindre aucun homme dans ses pensées, dans ses opinions, dans sa religion, dans ses discours, dans ses actions. » L'Assemblée rejette le projet de Rabaut.

Stimulé par l'échec, le pasteur s'entend immédiatement avec le chevalier Alexandre de Lameth, avec le comte de Castellane lui-même, et leur confie la liberté des protestants. Le 21 août, en effet, Lameth demande que la liberté religieuse en faveur des non-catholiques soit proclamée. Une partie de l'Assemblée éclate en applaudissements ; cependant la motion ne fut pas adoptée. « Les Français, écrivait Rabaut au pasteur Marron, n'ont pas encore secoué tous les préjugés<sup>1</sup>. » Le 22 août, au moment où l'on allait aborder la discussion de la liberté religieuse, le comte de Castellane se leva : « Il est vrai, dit-il, que la France est en majorité

1. Armand LODS, *Rabaut de Saint-Etienne dans la Révolution française*, 1898, p. 159.



catholique, mais tous les Français ne le sont pas, et pourtant ceux-ci doivent posséder les droits qui appartiennent aux autres hommes. » Aussi propose-t-il un article unique : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, ni troublé dans l'exercice de sa religion. »

L'attaque avait été bien concertée et habilement lancée. A ce moment, l'évêque de Clermont tâche d'arrêter net l'offensive, en faisant reconnaître par l'Assemblée que la religion catholique doit être la religion d'Etat. M. de La Borde lui-même, qui pourtant plaide en faveur de la tolérance, combat l'initiative de Castellane. Et malgré la vive intervention de Mirabeau, impatient d'enlever le vote, la droite fait voter le renvoi au lendemain. Le 23 août, la tactique de la droite consista à diviser les articles, et à faire voter sur celui-ci, à l'exclusion de tous autres : « Tout citoyen qui ne trouble point le culte établi ne doit pas être inquiété. » Mirabeau monte à la tribune et refuse de reconnaître un culte dominant ; après lui, Castellane vient soutenir la liberté pour chacun de rendre à Dieu le culte qu'il croit lui devoir, et comme l'Assemblée paraît de moins en moins disposée à jeter par-dessus bord l'antique privilège de l'Eglise catholique, Castellane propose habilement de ne voter que sur la première partie de la motion : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses. » Mirabeau se rallie à cette motion et propose d'y ajouter ces mots : « ni troublé dans l'exercice privé de sa religion. » Le tumulte est alors déchaîné dans l'Assemblée. Sur ces entrefaites, l'abbé Dillon, curé du Vieux-Pouzanges, lance sa motion : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, pourvu qu'elles ne troublent pas l'ordre public. »

Rabaut de Saint-Etienne crut l'heure venue de dissiper l'équivoque et de faire entendre la voix des

revendications protestantes. « Je suis, dit-il, le représentant d'un grand peuple... Je remplis une mission sacrée, j'obéis à mon cahier, j'obéis à mes commettants. C'est une sénéchaussée de 360.000 habitants, dont plus de 120.000 sont protestants, qui a chargé les députés de solliciter auprès de vous le complément de l'Edit de novembre 1787. » Alors, entrant dans le vif du sujet, l'orateur s'attache à réfuter les principes dangereux que l'on a soumis à l'Assemblée. N'a-t-on pas prétendu qu'il était du devoir des pouvoirs publics, sinon de pénétrer dans les pensées intimes des hommes, du moins de surveiller la manifestation de ces pensées... par quoi s'établissent les religions nouvelles? « Je dis à mon tour que cette opinion serait propre à nous jeter de nouveau sous le despotisme de l'Inquisition. A la faveur de ce principe, les intolérants se sont fait accorder cette puissance d'inspecter, qui durant tant de siècles a soumis et enchaîné la pensée. » Les non-catholiques ont certes assez souffert de ces procédés auxquels l'édit de 1787 a péniblement apporté quelque remède. Cette loi elle-même « plus célèbre que juste » a créé, avec un peu de liberté, de grands maux et un grand désordre « dans les provinces où il existe des protestants ». Ceux-ci peuvent, sans doute, enregistrer leurs naissances, leurs mariages et leurs morts, jouir ainsi des effets civils et exercer leur profession, mais ils demeurent toujours incapables de recevoir « cette croix, prix du courage et des services rendus à la patrie » ; ils sont toujours privés de la liberté de professer leur culte ; toujours soumis à de dures lois pénales. « Les protestants font tout pour la patrie, et la patrie les traite avec ingratitude. Ils la servent en citoyens, ils en sont traités en proscrits... » Puis, en appelant à la nation française en faveur des deux millions de protestants, Rabaut s'écrie qu'il attend d'elle non point

la tolérance, mais la liberté, non point la pitié comme pour des coupables auxquels on pardonne, mais l'égalité des droits qui les rendront semblables, en tout, à tous les autres citoyens. L'Assemblée se souviendra qu'elle doit donner l'exemple à toutes les nations : si quelques-unes pratiquent encore l'intolérance contre les catholiques, il sera généreux que la France montre comment elle assure la liberté complète à tous ses enfants. Rabaut finissait en demandant aux députés d'insérer dans la Déclaration des droits cet article : « Tout homme est libre dans ses opinions ; tout citoyen a le droit de professer librement son culte et nul ne peut être inquiété à cause de sa religion <sup>1</sup>. »

Cette éloquence enflammée avait remué les cœurs ; mais les interventions violentes reprirent de plus belle et la discussion se poursuivit au milieu d'un tel tumulte, que le président, M. de Clermont-Tonnerre, offrit deux fois sa démission. Cependant l'abbé Dillon proposait un article modifié : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public. » La droite, dans un suprême assaut pour conserver les situations acquises, fit adopter en dernier lieu cette addition : « l'ordre établi par les lois », et malgré les furieuses invectives de Mirabeau, l'amendement fut voté <sup>2</sup>.

Il n'est pas douteux que ce texte contenait à la fois l'affirmation du droit des consciences errantes, et la négation de la liberté des cultes. Les vigoureux efforts de Rabaut n'avaient pas, en somme, assuré le succès de son principal objectif.

1. *Opinion de M. Rabaut de Saint-Etienne sur la motion de M. de Castellane*, Versailles, 1789, in-8°, 15 pages.

2. *B. P. F.*, novembre 1889, article de M. Weiss sur les séances des 22 et 23 août 1789.

Les critiques ne tardèrent pas à s'élever. Si le synode des Basses-Cévennes se déclare satisfait, certains pasteurs, à la suite de Gal-Pomaret, font entendre de sévères protestations. Pomaret déclare que l'article X n'assure pas la liberté du culte aux réformés et se plaint à son ami Rabaut de Saint-Etienne qu'il relance pour l'action. De son côté, le conseil d'Anduze fait parvenir à l'Assemblée nationale, le 29 septembre, une lettre de calme et triste déception.

Mais il ne faudrait point se laisser tromper par ce mince courant d'opposition. Rabaut de Saint-Etienne connaît le secret d'apaiser ces ombrageuses défiances. Il écrit à Pomaret que ses soupçons ne pouvaient tomber plus mal, car « les protestants gagnent beaucoup dans l'Assemblée de la nation et peuvent se promettre une liberté très étendue..... Les prélats et les prêtres, ajoute-t-il, y ont perdu beaucoup de leur influence. »

Les protestants devaient savoir gré à Rabaut d'avoir rallié, sur son nom, et malgré sa qualité de réformé, les sympathies de l'Assemblée nationale. Elles retombaient naturellement sur eux-mêmes. Ils espéraient, de ces dispositions bienveillantes, tirer le plus large profit.

Au reste, Rabaut s'appliquait à proclamer sa fidélité au principe monarchique, comme à la séance du 1<sup>er</sup> septembre 1789, où il affirmait que le gouvernement français ne pouvait être que monarchique, et terminait son discours en demandant l'ajournement de la discussion sur la sanction royale jusqu'à ce que fût décrétée la permanence du corps législatif. Mirabeau, Dupont de Nemours, Pisson, député du clergé, soutinrent sa motion, qui cependant ne fut pas adoptée. Cette question de la sanction royale, du veto suspensif, et de la permanence d'une Chambre législative retint l'attention de Rabaut qui, les 8 et 11 septembre, intervint à l'Assemblée, où les sympathies ne lui

manquèrent pas, à défaut des voix <sup>1</sup>. — Cependant, le 15 septembre, il fut choisi pour faire partie du nouveau comité de constitution, où il devait rencontrer Thouret, l'abbé Siéyès, Target, Talleyrand-Périgord, Demeunier, Tronchet et Chapelier.

Son rôle fut encore important dans les débats qui, le 22 septembre, avaient pour objet la reconstitution des assemblées provinciales et des municipalités, et la nouvelle division du royaume. C'est à lui qu'on doit le décret autorisant les établissements départementaux à s'installer dans divers lieux du département.

Mais, au milieu de tous ces travaux, le député de Nîmes n'oubliait par les intérêts directs de la sénéchaussée dont il était le représentant. A la séance du 21 novembre, il fit nommer un comité de quatre membres, chargé de s'assurer de l'envoi des décrets, dans les provinces, de l'Assemblée nationale. Le 24 décembre, l'Assemblée déclara enfin les non-catholiques admissibles à tous les emplois civils et militaires. Et le 30 décembre, Rabaut pouvait écrire à son vieux père en lui envoyant ses souhaits de bonne année : « Prenez patience et laissez-nous le choix du moment et le soin de disposer les esprits à chaque chose ; elles seront proposées séparément et sans affectation. » Cette réponse laisse supposer entre le vieux pasteur et son fils une active correspondance.

Or, le 15 mars 1790, Rabaut de Saint-Étienne fut élu président de la Constituante par 293 voix contre 200 à Lachèze. Le protestant Rabaut remplaçait l'abbé le Montesquiou. Les commentaires des journaux du temps nous font comprendre à quel point l'opinion publique fut frappée de cette élection, et quel sens

1. *Opinion de M. Rabaut de Saint-Etienne sur la motion suivante de M. le vicomte de Noailles : Qu'est-ce que la sanction royale ?* 1789.

elle attacha à un choix aussi imprévu. « Plus de superstition, écrivait le *Journal des Etats*. Elle es pour jamais anéantie chez une nation qui élève indifféremment un prêtre de Rome et un prêtre de Luther (*sic*), à la place du président, dès qu'elle reconnaît en eux la vertu du mérite. » Ces enthousiasmes vicièrent un triomphe, que de belles vertus civiques auraient pu faire accepter de tous. Les catholiques se crurent provoqués par cette élévation du trop fameux réformé. À Nîmes, les murs de la ville se couvrirent d'un placard : « L'infâme Assemblée, y était-il écrit, vient de mettre le comble à ses forfaits, en élevant pour la présidence... un protestant. » En même temps, on organisait une vaste pétition ayant pour but de rétablir l'ancien culte, exclusivement catholique. Les huguenots étaient, à nouveau, l'objet de sévices. Et le chef du parti catholique de Nîmes, Boyer-Brunet comparait Rabaut à un monstre et l'accusait d'avoir été complice des massacres d'Avignon.

Il est vrai que le Conseil général de la commune déclarait « qu'il n'existait aucun citoyen qui ne fût pénétré de respect pour l'Assemblée nationale et qu'on rendait à Rabaut la justice qu'il méritait ».

Le 21 mars, Rabaut fut chargé de présenter au roi et à la reine, à la tête d'une délégation, les condoléances de l'Assemblée, à l'occasion de la mort de Joseph II, frère de Marie-Antoinette. Le président assurait Louis XVI que l'Assemblée lui « offrait en tribut des consolations dignes de son cœur sensible, le crédit public rétabli, un empire rajeuni, un ordre nouveau sortant des ruines, et les peuples heureux sous le gouvernement du meilleur et du plus généreux des rois ». Le 30 mars, Rabaut, arrivé au terme de sa quinzaine, céda sa place au fauteuil à M. de Menou.

1. DARTIGUE, *Rabaut de Saint-Etienne à l'Assemblée Constituante*, Paris 1903.

Le rôle de Rabaut de Saint-Etienne ne mériterait, en somme, que l'approbation générale, si, en même temps qu'il parlait avec une si magnifique confiance de la liberté, ce député n'avait, en sous-main, travaillé à écraser l'Eglise catholique. C'est dans le projet qu'il écrivit à l'intention « d'un homme d'Etat désintéressé, exempt de préjugés », que nous surprendrons la pensée véritable de ce député. Il semblerait tout d'abord qu'il n'ait en vue que le pouvoir exorbitant des prêtres, qu'il s'agirait de réduire. En réalité, sa pensée va plus loin. N'imites pas, dit-il à son correspondant, les erreurs de ceux qui ont attaqué la religion : « On ne doit point espérer de voir déraciner cette plante funeste du champ de l'humanité », et, si la religion est un besoin de l'âme, le véritable politique sera celui qui saura se servir d'une « religion simplifiée ». Celle-ci sera d'autant mieux simplifiée que son pouvoir moral passera plus vite aux mains du gouvernement. Les prêtres catholiques sont précisément assez préoccupés, en ce moment, de sauvegarder leurs dogmes : ils pensent moins à conserver leur autorité morale. « Il faut profiter de leur sommeil pour les dépouiller peu à peu de ce dernier empire. » Le gouvernement n'hésitera pas. « Il faut commencer avec quelque vivacité », travaillant toujours « sourdement » à ruiner tout le prestige du sacerdoce. Quand l'autorité civile aura dans ses mains la « surintendance des vertus, le reste de l'empire religieux sera peu de chose ». La tâche essentielle pour l'autorité est que « personne ne puisse deviner son dessein ». Il conviendra de cheminer dans l'ombre à la conquête des âmes. A cet effet, un excellent moyen sera de proclamer vertus ce que les prêtres appellent vices, et vices ce qu'ils nomment vertus : au célibat, opposons le mariage, aux fêtes, l'industrie, au vœu de pauvreté, le travail. Toutes les autres vertus, modestie, tempérance, pudeur, « vont se réfugier dans

la bouche des prêtres, où elles achèvent de se discréditer, en passant par un organe méprisé ». Satisfait de cette basse injure, Rabaut de Saint-Etienne adjure alors le gouvernement « d'encourager les mœurs » de telle sorte que « l'on puisse être vertueux sans les prêtres ». Par un effort parallèle, le gouvernement travaillera à la ruine de l'Eglise catholique. D'abord, en la mutilant : plus de processions, plus de confréries, plus de cérémonies publiques ; les prêtres « seront renfermés dans leurs églises ». Ensuite, en la désorganisant : il sera nécessaire d'intriguer afin de créer un patriarche, en France. Rabaut se promet, avec cette création, de voir l'Eglise de France s'abîmer dans le schisme. Un bon moyen d'avilir le sacerdoce sera « d'intriguer pour marier les prêtres », « ces ennemis nés de l'Etat ». Le temps viendra où il sera opportun d'abolir les dîmes ; il faut se contenter, pour l'instant, d'abolir « peu à peu » les revenus ecclésiastiques, et de « rogner les bénéfices vacants ». Quant aux moines, on travaillera à les atteindre par une loi touchant l'âge de faire les vœux : « Vous parviendrez ainsi à les détruire, en feignant de les respecter. » Et, pour terminer ce programme d'une sournoise malfaisance et où il est impossible de ne pas retrouver le programme de la politique religieuse suivi par l'Assemblée Constituante, Rabaut prophétise : « Le temps viendra, après avoir subordonné le clergé au gouvernement, de rendre la religion civile, de la faire concourir avec les lois, et de joindre ces deux ressorts dans la même main. La puissance civile sera pour lors dans son plus grand état de force <sup>1</sup>. »

Il serait vraiment surprenant que l'Assemblée Constituante, dont on peut dire qu'elle a réalisé, selon la

1. GUSTAVE FAVRE, *Trois manuscrits de Rabaut de Saint-Etienne*, Paris, 1894.



gradation prévue par Rabaut, la complète désorganisation de l'Eglise catholique, eût encore emprunté à notre pasteur l'idée de la Constitution civile du clergé. Mais nous avons mieux qu'une hypothèse sur ce plan concerté d'action anticatholique. Nous avons l'aveu explicite de Rabaut de Saint-Etienne lui-même. Le 4 novembre 1789, il écrit à son ami le pasteur de Ganges, Gal-Pomaret, que l'Assemblée a décrété, le 2, la reprise des biens ecclésiastiques, et il se félicite de cette victoire. Les prêtres ne sont plus rien dans l'Etat, dit-il : « Il ne reste plus qu'à les marier. Espérez, sans vous en vanter et sans le dire, que notre cause est gagnée dans le gouvernement. Ils intrigueront et crieront encore : mais ce sera sans effet... Nous laisserons cependant cicatriser la plaie, et nous attendrons qu'ils ne puissent plus crier qu'on en veut à la religion, quand on veut leur rendre les mœurs privées et publiques. »

Le protestantisme avait, à cette date, pris conscience de sa force. Il assistait à l'ébranlement de l'Eglise catholique, assaillie de tous côtés par des ennemis résolus. Le plaisir des vengeances lointaines ne pouvait manquer d'exercer sa séduction sur quelques âmes, que la puissance grisait. Il est regrettable de constater que l'ex-pasteur Rabaut de Saint-Etienne ne sut pas résister à cette joie malsaine et brutale.

### III

De leur côté, les catholiques n'étaient pas encore tellement acquis aux desseins antireligieux de la Révolution qu'ils acceptassent sans révolte les mesures qu'ils voyaient se succéder, en une gradation savante, contre les biens et les personnes d'Eglise. Cette double persécution, incessamment poursuivie, révélait un dessein dont les circonstances seules ne suffisaient pas

à expliquer la marche inexorable et sûre. Tout d'abord les biens ecclésiastiques sont frappés : on espère allumer la convoitise et la cupidité du peuple. Cependant, le décret du 2 novembre les confie d'abord à la nation, sans en dessaisir l'Eglise, et celle-ci, laissée en jouissance, peut conserver l'illusion d'une demi-possession tranquille, en attendant les jours meilleurs. Mais bientôt les biens nationaux sont eux aussi frappés de suspicion : on insinue qu'il y aurait intérêt à ce qu'ils soient minutieusement connus des législateurs, sans doute pour être plus sûrement conservés à la nation. On rassemble donc les états statistiques et l'on inventorie. Entre temps, le législateur s'est inquiété des moines et des religieuses, dont l'état civil et religieux lui paraît digne de pitié. Ne veut-il pas protéger les faibles et détruire les servitudes imméritées ? Il ouvre donc les portes des monastères à ceux qui désirent reprendre leur liberté, mais rassure en même temps ceux qui veulent y demeurer.

Alors, l'heure semble venue de retirer au clergé l'administration des biens dont il n'est plus que le l'usufruitier. Du principe proclamé, et qu'on avait affecté de regarder comme inoffensif, les audacieux s'empressent de tirer pièce à pièce les conséquences. On avait inventorié les biens ; on avait chassé le plus grand nombre possible de propriétaires, et les richesses étaient ainsi retombées dans l'incertitude du légitime possesseur. Du mois de novembre 1789 au mois de mars 1790, les aliénations partielles avaient commencé, et si les profiteurs d'affaires s'en déclaraient enchantés, la masse catholique faisait entendre ses premiers murmures d'indignation et de colère. Non pas qu'elle eût à cœur de conserver à leurs anciens possesseurs des biens qu'elle-même ne se défendait point de convoiter ardemment, mais le subit exil des moines, la brutale expulsion des religieuses heurtait

le sentiment populaire. En plusieurs endroits, les femmes du peuple, couchées en travers des portes des monastères, refusèrent d'y laisser pénétrer les magistrats publics : de graves émeutes ensanglantaient déjà les provinces.

Or, en même temps que l'Assemblée Constituante votait par acclamation le projet Chasset qui dépouillait pour toujours l'Eglise de France (9 avril 1790), elle faisait à la motion Gerle, d'après laquelle « la religion catholique, apostolique et romaine était et demeurerait toujours la religion de la nation et son culte seul serait autorisé », une telle opposition que, pour ne pas être ridicules dans leur défaite, les membres de la droite sortirent de la salle des séances. L'affront fut ressenti ailleurs qu'autour d'une Chambre exaltée. Beaucoup se prirent à mesurer le chemin parcouru par les passions anti-chrétiennes, et à calculer la gravité des défaites successives infligées à la foi catholique. Ce ne furent point les orageuses controverses sur la *Déclaration des droits de l'homme* ou sur le projet de reconnaître aux non-catholiques du royaume le droit d'accession à tous les emplois civils et militaires, qui attisèrent le plus les rancunes d'un grand nombre de catholiques<sup>1</sup>. Mais la nomination, le 15 mars 1790, de Rabaut de Saint-Etienne à la présidence de l'Assemblée leur parut un véritable défi porté à l'opinion publique.

Leur ressentiment s'aggrava quand ils virent que ce député avait fait voter l'organisation de la force publique, confiée aux gardes nationales. Rabaut de Saint-Etienne avait, en effet, présenté un projet de loi le 19 juillet, et lu son rapport le 21 novembre.

1. Ni même la loi du 13 décembre 1790, qui restituait les biens aux réfugiés, car l'œuvre d'Amelot et du baron de Breteuil avait déjà porté ses fruits. B. P. F., 15 mars 1891, un article de Paumier sur cette loi, p. 113-138; 188-200; 328-337.

Celui-ci fut vivement applaudi et l'Assemblée en ordonna l'impression. Mais ce succès lui-même déclencha dans le pays un mouvement de révolte. Les catholiques étaient actifs à dénigrer les démarches de celui qu'ils regardaient toujours comme un ennemi dangereux. Dans le Languedoc, circulait une lettre faussement attribuée à un ministre protestant des Cévennes, qui félicitait Rabaut d'avoir obtenu la création d'une force publique qui serait, disait-il, au service des protestants contre les catholiques. Et l'on n'ignorait point que d'Antraigues représentait Rabaut comme « un hypocrite, un intrigant, un vil flatteur affamé de sang, ayant l'habitude de ces caresses de tigre qui semble vous sourire au moment qu'il veut vous déchirer ».

Plus que les misérables questions de domaines convoités, ou de traitements auxquels on s'acharne à donner des garanties illusoires, ce qui consternait prêtres et fidèles, c'était le projet, affiché dès le mois de mars 1790, de remanier les diocèses<sup>1</sup>. Ceux-ci étaient assimilés à l'administration civile. D'autre part, le projet du représentant Martineau, publié le 21 avril, prétendait épurer l'Eglise de France, en la réduisant à n'être plus qu'une association, librement soumise à des fonctionnaires moraux élus au suffrage.

Le clergé s'agitait en province. Du haut des chaires, il dénonçait l'impiété triomphante, exhortait les fidèles à se fortifier en vue des épreuves prochaines. De toutes parts, les clubs des *Amis de la Constitution* se remplissaient de citoyens, qui cachaient sous leur titre de patriotes leurs passions antireligieuses. Les catho-

1. Dans tout ce mouvement d'idées qui explique l'attitude des catholiques, M. Franck Puaux s'est obstiné à ne voir que les questions d'intérêt matériel. L'histoire devient alors un pamphlet, deux fois injuste. Voir son *Histoire du Protestantisme*, t. VII, p. 322. Voir une appréciation contraire, et plus exacte, dans LEVY-SCHNEIDER, *Jeanbon Saint-André*, loc. cit.

liques, en beaucoup d'endroits, sentirent la nécessité de s'opposer au flot montant de la haine : ils organisèrent des compagnies. Prêtres inquiets du lendemain, moines dépossédés et jetés sur les routes, attisaient la flamme qui, jour par jour, envahissait l'âme d'un peuple irrité. Au premier rang de leurs adversaires, les catholiques voulurent reconnaître les protestants, plus que jamais abhorrés pour leur insolente prospérité.

Ce qui s'est passé à Montauban est tout à fait caractéristique du mouvement des passions populaires, au début de la Révolution<sup>1</sup>. Cette ville possédait 25.000 habitants, dont environ 4.000 protestants, négociants et bourgeois, qui, tout de suite, avaient affirmé leur attachement au mouvement révolutionnaire.

Après les événements du 14 juillet, les négociants et le peuple assemblés le 22 juillet envoyèrent à l'Assemblée et au roi une adresse de fidélité. On décidait en même temps de nommer un comité patriotique, chargé d'assurer, d'accord avec la municipalité, « la tranquillité et la sûreté publique ». Sur ses 22 membres, 10 étaient protestants, dont le président lui-même, ardent religieux. Jusqu'au mois de février 1790, ce comité fonctionna, jalouse par les catholiques, soupçonné par les royalistes, et rendu plus hardi par l'indolence même d'une municipalité sans vigueur. Non content d'assurer l'approvisionnement de la ville, le comité s'occupa d'organiser une garde nationale, composée de 1.600 hommes, dont le rôle paraissait être de maintenir l'ordre. Mais bientôt à la garde nationale, presque tout entière composée de protestants, vint s'adjoindre une compagnie de dragons où les religieux formaient encore la grosse majorité. Les catholiques s'effrayèrent. Ils résolurent de

1. Voir, sur les troubles à Montauban, LÉVY-SCHNEIDER, *Jeanbon Saint-André*, t. I, p. 67-70.

ressaisir vigoureusement en mains le pouvoir en train de leur échapper. L'élection des nouvelles municipalités était fixée au 1<sup>er</sup> février 1790. Leur triomphe y fut complet : la municipalité se trouva, sauf deux « patriotes » dont un protestant, composée entièrement de privilégiés.

Profitant de la jacquerie qui, pendant les mois de janvier et de février, avait ravagé le Quercy, la municipalité organise une troupe de volontaires royalistes qui réprime les pillages, assure l'ordre et ranime la confiance des habitants. Ce corps demande alors à être incorporé dans la garde nationale où il formera un bataillon spécial, ayant ses chefs particuliers. Mais l'Assemblée Constituante fit savoir qu'elle désapprouvait cette organisation. — Au mois de mars 1790, la garde nationale demande à conclure avec les gardes nationales des villes voisines un pacte fédératif pour former une ligue destinée à assurer à tous les patriotes de la région, en cas de danger, des secours efficaces « contre les ennemis du bien public ». La municipalité s'opposa à ce projet, mais la Constituante autorisa la fédération.

L'effervescence à Montauban devint extrême. Les prières des quarante heures furent ordonnées par les vicaires généraux. Les libelles se multipliaient « pour exciter le peuple contre les protestants » représentés comme « des factieux qui voulaient détruire la monarchie et la religion », et qu'il convenait « d'éloigner de toutes les places ». On accusait les industriels protestants d'affamer de propos délibéré les ouvriers catholiques, et pour ceux-ci on organisa des ateliers de charité. On répétait que l'Assemblée nationale était calviniste, qu'un ex-pasteur, devenu son président, assurait à sa secte la plus grande influence et que, par ses correspondances avec d'autres ministres en province, il dirigeait tout, perpétrant un

complot et sans doute le massacre des catholiques.

De tout le Midi, comme autant de rumeurs sinistres, arrivent les nouvelles des préparatifs d'une nouvelle guerre de religion : à Nîmes, rixes entre protestants et catholiques les 29 mars et 6 avril ; réunions en vue d'appuyer la motion de Dom Gerle, le 18 avril, à Castres ; d'autres à Moissac, à Toulouse, à Cahors. L'esprit de la province restait le jouet d'une épouvante grossie tous les jours au moyen des plus ridicules récits. Malgré un décret du 30 avril défendant aux municipalités de modifier la composition des gardes nationales, la municipalité de Montauban avait ordonné, le 6 mai, à la sienne, de reconnaître le quatrième bataillon, composé de catholiques. L'agitation fut alors à son comble. Les 8 et 10 mai le pain manqua dans la ville. Le 10 mai était précisément le jour des Rogations et, pour comble de maladresse, les officiers municipaux avaient choisi cette date pour faire l'inventaire des cinq communautés religieuses condamnées à être supprimées.

L'exaspération du peuple ne se contient plus. Les femmes s'entassent aux portes des couvents ; la maison du colonel de la garde nationale est cernée par une foule menaçante ; les dragons de la garde se rendent à l'hôtel de ville où ils s'installent. Ce mouvement, ou plutôt ce coup de force, fut l'occasion du choc irréparable. A cette nouvelle, la populace qui était aux Cordeliers se porte en masse devant le corps de garde, et se servant des armes qui lui étaient, a-t-on dit sans preuves, distribuées par la municipalité elle-même, assiège les dragons protestants. Un coup de fusil part on ne sait de quel côté, la foule crie à la trahison des dragons, et, dans une poussée formidable, s'engouffre dans l'hôtel de ville. Cinq dragons sont tués, deux autres grièvement blessés. Après trois heures d'émeute sanglante la municipalité requiert la maréchaussée



et le régiment de Languedoc. Les 55 dragons survivants sont contraints de se rendre et conduits en prison, au milieu des troupes, afin de les dérober à la fureur des assaillants.

Le soir même du 10 mai et les jours suivants, les réformés émigrèrent en masse. Le peuple, cependant, n'était point apaisé et non content de conserver en prison les dragons huguenots, mit à prix la tête de plusieurs réformés et celle du ministre lui-même, Jeanbon Saint-André. En vain la municipalité fait-elle, le 11 mai, un appel à la concorde. Les passions déchaînées veulent aller jusqu'au bout de leurs forces. D'ailleurs, les protestants, dans leur épouvante, se tournèrent vers la garde nationale de Bordeaux, fédérée avec celle de Montauban. Un détachement de 1.500 hommes fut donc envoyé de Bordeaux à Moissac, avec ordre de s'y arrêter et d'attendre les décisions de l'Assemblée nationale. Devant ces renforts, qui venaient grossir l'armée des réformés, la municipalité de Montauban songea à lever une troupe catholique. « Nous ne songions, dira l'un de leurs chefs, qu'à nous défendre d'une attaque injuste et illégale. » Certains esprits semblent avoir voulu profiter de cette échauffourée pour rallumer les guerres de religion et former « le noyau d'une armée libératrice ».

Mais l'Assemblée constituante mit, le 17 mai, les non-catholiques de Montauban sous la protection de la loi, et le 19, elle approuva la démarche des Bordelais. Le 28 mai, Mathieu Dumas, nommé par le roi chef d'état-major du lieutenant général de Verteuil, qui était chargé de pacifier le Sud-Ouest, entra dans Montauban où, à force d'habileté, il rétablit une concorde apparente. Le détachement de Bordeaux fut arrêté dans sa marche sur Montauban; les dragons furent remis en liberté; les quelques protestants demeurés dans la ville signèrent avec la municipalité un acte de



concorde aussi peu net dans la forme que peu sincère dans le fond.

Cette journée du 10 mai eut un retentissement immense dans tout le Midi. Elle montra à l'évidence la solidarité des protestants, qui se croyaient dès lors investis du rôle de veiller au salut de la Révolution. Par contre-coup, elle révéla aux soutiens de l'ancien régime la nécessité de s'unir, afin d'éviter le retour des sanglantes échauffourées où la force des révolutionnaires était apparue de beaucoup supérieure. Dans tout le Midi, chacun prit parti. La discussion de la constitution civile du clergé, commencée le 28 mai par l'Assemblée constituante, augmenta la colère. Si les municipalités de Toulouse et de Bordeaux offraient « asile, sûreté et protection » aux proscrits de Montauban, les nobles et les prêtres, sous la conduite du fameux agitateur Froment, se concertaient en vue d'amoindrir l'influence que les protestants avaient insensiblement acquise dans les corps administratifs et les gardes nationales.

Au mois de juin, éclatèrent des troubles à Toulouse, Perpignan et Nîmes. A Toulouse, le comte de Toulouse-Lautrec était accusé par les patriotes et les protestants de recruter dans les environs des fanatiques pour une nouvelle Saint-Barthélemy, et était même arrêté par ordre de la municipalité. Mais l'Assemblée constituante, au nom de l'inviolabilité des députés, ordonna de le relâcher. Les légions de la garde nationale, composées, à Toulouse comme à Montauban et à Nîmes, de révolutionnaires et de réformés, décidées à empêcher cette mise en liberté, entourèrent l'hôtel de ville, où se trouvait M. de Lautrec, avec clameurs menaçantes, tandis qu'une autre légion, recrutée parmi les soutiens de l'ancien régime, se disposait à le libérer par la force. Or Dumas affirme que le pasteur de Montauban, Jeanbon Saint-André, était alors

au milieu des protestants, excitant leur zèle. M. de Lautrec fut, non sans peine, délivré par Dumas qui reçut précisément la visite de Jeanbon : « Il venait me demander, écrit Dumas, d'assurer la tranquillité des « patriotes » en faisant dissoudre la légion parlementaire et arrêter les chefs qu'il me désignait. J'eus beaucoup de peine à retenir ce ministre furibond.... C'est le jour de la vengeance, me dit-il, et nous l'attendons depuis plus de cent ans. »

Ce cri de passion vindicative, nous l'entendrons à nouveau parmi les bagarres qui vont ensanglanter les villes du Midi. Mais il nous aide à comprendre que la plus déplorable conséquence de ce crime du 10 mai, fut la résurrection chez les réformés d'un fanatisme qu'ils croyaient eux-mêmes disparu de leur conscience. Désormais leur cause religieuse se confondra à leurs yeux avec les intérêts d'un parti politique. Dans les rangs de leurs ennemis héréditaires, ils aperçoivent moins des catholiques que des réactionnaires désireux, de leur côté, d'écraser moins des armées protestantes que les soutiens naturels de la Révolution. Cette fusion des idées politiques et religieuses soulèvera dans leurs âmes des passions deux fois inexorables. Les uns et les autres se lanceront à corps perdu dans l'aventure formidable. Les protestants s'appelleront « les premiers martyrs de la liberté française », et s'imagineront que de leur activité dépend son succès définitif.

Désormais, les passions sont débridées. Catholiques et protestants se mesurent du regard, et l'union, que les efforts combinés de tant d'admirables ouvriers avaient réalisée depuis 1763, sous un régime de tyrannie, allait de nouveau sombrer, grâce à la politique religieuse d'une assemblée qui s'était flattée d'établir le régime de la liberté.

L'explosion de haine que la politique religieuse de

la Constituante avait provoquée dans la région montalbanaise allait, en effet, jeter encore dans le désordre la région nîmoise <sup>1</sup>. La ville de Nîmes, en 1789, comptait 40.000 catholiques, 13.000 calvinistes. La Révolution y avait paru d'abord unir dans une même foi patriotique les deux confessions. Les élections aux Etats Généraux s'étaient accomplies en un grand calme. « On ne voyait plus sur les bords du Gardon qu'une seule famille », dit une brochure contemporaine. L'élection de Rabaut de Saint-Etienne n'avait soulevé aucune protestation sérieuse de la part des catholiques de l'endroit. Les grands événements des premiers mois de la Révolution apparurent aux catholiques comme aux protestants annonciateurs de la liberté. Ensemble, les deux partis rendirent les mêmes actions de grâces au ciel. A Vauvert, après le 14 juillet, ils s'unirent pour le *Te Deum* chanté à l'église, puis entonnèrent avec le pasteur, sur la place publique, un psaume d'allégresse. Comme à Montauban, la formation de la garde nationale suscita les premiers désaccords. Soit que leur empressement ait été spontané, soit qu'il y ait eu, parmi eux, une sorte de mot d'ordre qui circulait de région en région, les protestants se hâtaient un peu partout de se faire inscrire en ce corps de police. Ils commirent même l'imprudence, à Nîmes, d'organiser, à eux seuls, un petit corps de dragons qui, rapidement, compta 1.500 hommes environ.

Quand ils virent que la force armée était tout entière passée aux mains des protestants, les catholiques prirent peur. Eux aussi formèrent à la hâte des compagnies complémentaires. Les deux partis préparaient ainsi leurs armes et recrutaient leurs troupes. Vienne l'occasion, et le choc ne pourra manquer de se

1. Le dossier de cette affaire est aux Archives Nationales, F<sup>7</sup> 3677. Voir aussi M. Pierre DE LA CORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. I<sup>er</sup>, p. 232-248.

produire. Les débuts de l'année 1790 furent assez agités. Les protestants, conviés à une entente préalable au sujet des élections municipales, réclamèrent la moitié des sièges et en outre le droit de choisir le maire. Ces prétentions rendaient la rupture inévitable. Certains catholiques y poussaient, disant des huguenots qu'il fallait « n'avoir rien de commun avec ces gens-là ». Quoique les élections eussent assuré l'unanimité, moins une voix protestante, au conseil catholique, le 28 mars 1790, à l'installation de la municipalité, le maire fit un appel chaleureux à l'union.

Décus du côté du pouvoir, les protestants se retournèrent vers la force et l'intrigue. Sous le nom d'*Amis de la Constitution*, ils créèrent un club, chargé de faire échec à la municipalité, et entreprirent une active propagande dans le régiment de Guyenne, qui tenait garnison à Nîmes.

Sur ce foyer tout prêt à s'allumer, chaque courrier venu de Paris jetait son étincelle. On en voulait aux protestants du crédit politique acquis par quelques-uns de leurs membres, et sur eux tous on faisait retomber la rancune qui s'amoncelait, après chacune des lois religieuses votées par la Constituante. Les protestants de Nîmes, soulevés par de grandes espérances, déclaraient ouvertement qu'ils s'empareraient bientôt de l'église des capucins de la ville, dont ils feraient leur temple. Les moines ripostaient par de violents pamphlets, et, dans les églises, les prédicateurs oubliaient toute charité. On glissait vers l'abîme. Le dimanche 20 avril 1790, un groupe de catholiques rédigea une adresse à l'Assemblée constituante. On y réclamait que la religion catholique fût seule déclarée religion de l'Etat, qu'elle jouît seule du culte public, qu'il ne fût fait aucun changement dans la hiérarchie ecclésiastique sans le concours d'un concile national, et que le

pouvoir exécutif fût rendu dans sa plénitude au roi qui examinerait à nouveau tous les décrets rendus depuis le mois de septembre dernier. L'adresse fut publiée, le 29 avril, dans le *Journal de Nîmes*, imprimée en un grand nombre d'exemplaires et envoyée aux principales villes du Midi. — Il est incontestable qu'un coup direct y était porté à la situation nouvelle des religionnaires qui, à Nîmes, demandèrent au chef des *Amis de la Constitution* de dénoncer à la Constituante les agissements des fanatiques. Il est, d'autre part, non moins certain que les protestants affectèrent de redouter l'explosion d'un complot catholique et que leurs émissaires s'employèrent dans le Gardonnenque et la Vaunage à s'assurer des auxiliaires.

Le dimanche 2 mai, une bagarre stupide s'éleva entre quelques légionnaires catholiques et quelques soldats du régiment de Guyenne, appuyés de gardes nationaux protestants. Ceux-ci prétendaient obliger les légionnaires à détacher leur cocarde blanche. Le lendemain, des coups de feu retentirent : il y eut plusieurs blessés, un soldat fut atteint mortellement. Grâce à l'intervention énergique du maire, tout sembla s'apaiser, et le soir, aux lumières d'une illumination générale, catholiques et protestants gaiement dansèrent.

Le hasard voulut que le 5 mai fût le jour fixé pour l'inventaire du couvent des Capucins. De bonne heure, les abords de la maison se remplirent de monde, et les femmes se montrèrent menaçantes. Les événements politiques et la discussion de la constitution civile du clergé étaient, pour les catholiques, autant d'injures qui redoublaient leur fureur. Leur haine contre les lois impies retombait, à défaut des législateurs lointains, sur les ennemis de la foi catholique tout proches. Les huguenots amassaient ainsi sur leur tête des ressentiments inexorables. Or, le 4 juin, l'assemblée

électorale se réunit à Nîmes pour élire les administrateurs du département. Les « patriotes » paraissaient devoir l'emporter. Les commissaires du roi, chargés d'assurer le scrutin, firent parcourir la ville par des patrouilles. On commit l'erreur de faire appel, pour cette œuvre de police, aux dragons nationaux, presque tous protestants. Ceux-ci ne mirent aucune discrétion ni aucune sagesse dans leur mandat. Deux ou trois personnes furent renversées sous les pas de leurs chevaux. La municipalité interdit alors les patrouilles et laissa vingt dragons en permanence à l'évêché, prêts à monter à cheval.

Les colères sourdes grandissaient au cœur des légionnaires catholiques, de voir leurs rivaux, qui étaient en outre les ennemis de leur foi, chargés d'assurer l'ordre, à leur détriment. L'un d'eux se chargea d'exprimer son ressentiment. Le dimanche 13 juin il se rendit à l'évêché et exigea que les dragons évacuassent l'édifice. « L'évêché, disait-il, n'est point un corps de garde. » Il eût suffi de mépriser une pareille mise en demeure; les dragons retinrent l'homme. A cette nouvelle, les légionnaires s'attroupent, deviennent menaçants, lancent des pierres contre le poste, réclamant leur camarade. Bientôt, poussés par on ne sait quel ordre, les dragons ripostent à coups de feu et tuent ou blessent plusieurs manifestants. Le signal de l'émeute fut ainsi donné. En vain, quelques officiers municipaux accourent-ils aussitôt pour s'interposer entre les combattants; en vain la loi martiale est-elle proclamée. Les protestants s'armaient et ralliaient les compagnies de la garde nationale. De leur côté, les légionnaires catholiques parcouraient la ville, animés de fureur. Une légère bagarre mit aux prises quelques exaltés, mais la nuit tombait et tout rentra dans le calme.

Cependant, le lendemain, dès la pointe du jour,

des bandes d'hommes apparurent qui se hâtaient vers la ville. C'étaient les contingents protestants de la Gardonnenque et de la Vaunage. Accourus de sept à huit lieues, ils entrèrent, menaçants, armés de fusils, de sabres et de bâtons, et, vers six heures, avaient déjà pris en pleine ville leurs positions de combat. Durant toute la matinée, ne cessèrent d'arriver de nouveaux contingents. Les guerres de religion s'étaient, subitement, rallumées dans tout le pays : c'étaient les anciennes haines qui soulevaient encore ces troupes violentes et ces âmes frustes ; c'étaient les armes, longtemps dissimulées, que l'on retirait en hâte de leurs cachettes ; c'étaient les cadres d'une armée qui se révélaient, immédiatement, après avoir été l'objet d'une longue et secrète préparation.

Les catholiques nîmois, même si l'histoire a le droit de leur reprocher une haine et une violence au moins égale à celles de leurs adversaires, n'étaient certainement pas de taille à affronter la lutte que, dès le matin du 14 juin, venaient leur proposer ces troupes entraînées. Ils avaient donc, en toute hâte, envoyé un message à Montpellier, afin d'obtenir l'envoi d'un régiment de dragons. Dans l'attente du secours, conscients de leur infériorité, ils évitent de paraître en ville, et sous la direction d'un chef dont le rôle a été diversement apprécié, François Froment, se retranchent dans une tour attenante aux remparts. Au reste, leur nombre est singulièrement réduit : sur les sept compagnies de légionnaires, Froment n'a pu en rassembler que trois, et les hommes sont médiocrement armés.

Un déplorable incident décida du massacre. Dès le matin, les gardes nationaux des campagnes avaient visité le couvent des Capucins, où ils soupçonnaient que l'on cachait des combattants et des armes. Mais ils n'avaient rien trouvé, et campaient,



pleins de sécurité, à proximité du monastère. Cependant, vers le milieu du jour, un soldat fut blessé mortellement d'un coup de feu. Les protestants ont affirmé, en invoquant de nombreux témoignages, que le coup fut tiré de la maison des Capucins. Mais les catholiques ont non moins vivement prétendu que l'accident était dû à la maladresse d'un garde national qui aurait laissé partir son arme. La responsabilité demeure à nos yeux, fort incertaine. Aussitôt les calvinistes, se groupant en masse compacte, se précipitent vers le couvent. Sous leurs efforts, la porte cède. Ils se répandent dans le monastère, massacrent cinq capucins, deux jeunes clercs et un jardinier, pillent, détruisent ou volent les meubles, les livres, les ornements sacerdotaux, les ostensoirs, les vases sacrés.

L'instinct de la férocité était déchaîné. Ayant vidé le couvent, la troupe se lance à l'assaut de la tour où François Froment et ses fidèles avaient juré de mourir. Cependant, l'assemblée électorale, pour prévenir une tuerie désormais certaine, s'empressait de demander aux assiégés de se rendre, de mettre bas les armes, de se placer sous la sauvegarde du conseil municipal. Froment refusait de capituler, et cette résistance exaspérait les protestants, qui réclamaient sa tête. On avait amené de l'arsenal quelques pièces de canon que l'on avait tournées contre la tour. A ce moment, un coup de feu partit du groupe des assiégés. Le canon tonna. Après une courte lutte, le refuge fut emporté. Tous ceux qu'on put saisir parmi les combattants furent mis à mort. François Froment parvint à s'enfuir. La ville fut alors livrée à une bande de forcenés qui, pendant toute la soirée, s'acharna sur les vaincus. Le collège est envahi, et six hommes y sont massacrés. Le couvent des dominicains est entièrement détruit. Le lendemain matin, de nouvelles colonnes de pro-



testants arrivent des Cévennes. Ils sont là près de quinze mille hommes, auxquels on a fait croire que les catholiques avaient voulu égorger leurs coreligionnaires. Ces exaltés rendus plus furieux, se laissèrent aller à tous les excès d'une sauvagerie démente. Les légionnaires catholiques étaient pourchassés, traînés, au milieu des coups, jusqu'à la maison commune où ils étaient jetés en prison et sauvagement massacrés. Mais on n'oubliait pas le fructueux pillage. Une centaine de maisons furent vidées, même celles des plus humbles artisans.

Enfin, vers cinq heures du soir, arrivèrent les gardes nationaux de Montpellier. Grâce à eux, vers la fin du jour, l'ordre commença à se rétablir. On avait massacré plus de trois cents personnes.

Une indicible terreur s'empara des catholiques nîmois. Environ douze cents familles s'enfuirent, afin d'échapper à un massacre que l'on croyait imminent. Cependant les hordes sauvages des assassins jouissaient de l'impunité. Loin de subir un châtiment, leurs chefs étaient flattés et purent s'éloigner, couverts des éloges que la peur arrache aux pouvoirs débilés. Mais on frappa les vaincus <sup>1</sup>. Les compagnies de légionnaires catholiques furent désarmées; sur vingt-quatre, vingt-deux furent commandées par des protestants. On jeta en prison 149 individus : tous étaient des catholiques, et, dans le même temps, on rendait à la liberté, complimentés, couronnés et fêtés publiquement, les perturbateurs qui, les premiers, avaient provoqué les légionnaires catholiques. L'Assemblée Constituante enfin, accorda, au mois de février 1791, l'amnistie à tous les prévenus, sauf à ceux qui avaient

1. Voir les deux factums, *Le massacre de la Saint-Antoine de Padoue à Nîmes*, et *l'Adresse du Directoire du département du Gard à ses commettants*, Nîmes, 1790. Réimprimés dans le B. P. F., 1896, p. 545-548.

abattu le drapeau rouge, c'est-à-dire à une quinzaine de catholiques<sup>1</sup>.

Le sang appelle le sang ! Les catholiques ne surent pas toujours résister au désir des représailles. Entre Nîmes et Beaucaire, ils massacrèrent sept calvinistes.

Tandis qu'au cours des années 1790, 1791, 1792 et 1793, se multipliaient les décrets et les lois dont le but était de ligoter et d'étrangler l'Eglise catholique, le protestantisme mettait avidement à profit la liberté reconquise. Le catholicisme resta longtemps aux yeux des révolutionnaires le seul ennemi, qu'il importait d'abattre. Peut-être ces furieux démolisseurs ne nourrissaient-ils, à l'égard de la religion réformée, aucun sentiment de particulière estime ou de pitié sympathique. Leur athéisme farouche ne s'inquiéta probablement pas d'assurer la floraison d'une superstition sur les ruines de la superstition rivale. Mais leur haine était aveugle. Ménagés dans leurs sentiments religieux, les protestants n'éprouvaient aucune gêne à accueillir les nouveautés politiques. La frayeur d'un schisme ne hantait point les ministres de leur foi. Aussi manifestent-ils, sur tout le territoire de la France, leur joie sans mélange, devant les successives conquêtes de l'esprit démocratique. Les divers synodes font acclamer des vœux explicites pour le salut de la République. Leurs membres, alors qu'aucune loi ne les y oblige encore, tiennent à honneur de prêter le serment civique. Jean Rabaut de Saint-Etienne, qui préside le synode du Bas-Languedoc en 1790, rend grâces « pour le bonheur que l'heureuse Constitution promet aux Français ». Cette même

1. C'était Rabaut de Saint-Étienne qui fit le discours, à la séance du 24 février. Il y soutenait hardiment que l'affaire de Nîmes était une émeute politique, non pas entre protestants et catholiques, mais entre défenseurs de la révolution et contre-révolutionnaires, décidés à empêcher les élections et l'établissement de la Constitution.

année 1790 jette l'Église catholique sur la montée du calvaire qu'elle gravit sans arrêts. Les réformés cependant activent leur réorganisation religieuse<sup>1</sup>.

Partout leur culte s'établit publiquement. Dès le 7 juin 1789, il avait réapparu dans un local de la rue Mondétour, à Paris. Le pasteur Marron, dont les circonstances aiguillonnent le zèle, cherche aussitôt à ouvrir un second temple, et doit être contenu par Rabaut de Saint-Etienne lui-même, alors député à l'Assemblée, qui, le 14 octobre 1789, lui écrit : « Je pense que les amis de Paris doivent, moins que les autres, se mettre en ostentation avant d'avoir obtenu ce que tous ensemble désirent. Je vous prie donc de faire que l'on renvoie cette idée à un autre temps. » Six mois suffirent pour juger suffisante l'attente des jours propices, et, dès le mois de janvier 1790, le culte était célébré dans un local de la rue Dauphine. On avait confisqué aux catholiques l'église Saint-Louis du Louvre. Les réformés de Paris la louèrent au gouvernement contre une redevance de 16.500 livres par an, et cette somme considérable prouve à quelle prospérité était déjà parvenu le protestantisme à Paris. Sa victoire même ne sut pas rester discrète, car, au fronton du nouveau temple, on inscrivit : « L'an de Jésus-Christ 1791 et l'an II de la Liberté. — Édifice consacré à un culte religieux par une société particulière. — Paix et Liberté. » Personne n'eut alors le sentiment que, pour être incomplète, cette inscription n'en rappelait pas moins que cet édifice, avant d'être consacré « à un culte religieux », l'avait été au culte catholique. A la cérémonie de la dédicace, qui eut lieu le 22 mai 1791, Marron prononça un long et

1. B. P. F., 1904, p. 549-559. A Caen, le conseil général du Calvados, dont le président est un prêtre, Le Moine du Gassel, attribue aux protestants l'Église des Carmélites ; le Directoire de la Haute-Vienne déclare, le 10 juin 1791, que les cultes sont libres.

emphatique discours où l'esprit de Rousseau est beaucoup plus sensible que l'esprit du Christ. A cette consécration, le maire de Paris lui-même, Bailly, assista accompagné de douze membres du corps municipal<sup>1</sup>.

A Dieppe, les religionnaires se sont constitués, en 1792, en « Société religieuse ». Ils ont un culte, un pasteur, une école enfantine, un conseil de paroisse.

A Castres, la grange où l'on s'assemblait encore est définitivement délaissée pour un grand local que l'on aménage dès le mois de décembre 1789; et le 1<sup>er</sup> janvier 1790, un règlement est adopté qui détermine toute l'organisation intérieure de l'église ressuscitée. A la tête de la *Commission permanente*, le pasteur Crébessac s'occupe de réorganiser les églises de la contrée, et moins d'un an après, les besoins sont tels qu'on installe trois nouveaux ministres : Job Jaffard, J. Fabre et P. C. Verger.

Ces témoignages d'une sympathie agissante, au moment même où les forces publiques s'acharnaient contre la grande rivale, ne pouvaient manquer de réchauffer l'enthousiasme. Aussi, les protestants entrent-ils un peu partout, dans les sociétés populaires, clubs jacobins, amis de la constitution, où s'élaboreront insensiblement tant de mesures de violence et d'oppression anticatholique. Dans les départements des Charentes et de la Gironde, le synode du mois de mai 1791 prête avec enthousiasme le serment civique, et invite deux des membres du corps municipal de Gensac à assister aux séances. Au mois de juillet, des scènes semblables se renouvellent au synode de la ci-devant province du Dauphiné, et, à Vervins, le synode proclame avec solennité son attachement à la Révolution.

Les témoignages de la bienveillance officielle encouragent l'ardeur qu'on éprouve à reconstruire. Presque

1. B. P. F., 1889, p. 357.

partout, les pouvoirs publics se font les auxiliaires des bons ouvriers. Aux protestants du pays de Montbéliard, l'Assemblée constituante restitue elle-même les presbytères, les écoles et les lieux de sépulture. A Metz, le corps municipal cède aux protestants le temple des Dames de la Propagation de la Foi. A Uzès, les réformés acquièrent, en 1791, l'ancien couvent des Cordeliers; à Alais, ils entrent en possession, en 1792, de la chapelle de la Confrérie des pénitents.

#### IV

L'année 1790 n'a vu cependant que des crises sporadiques. S'ils avaient été de perspicaces observateurs, les hommes du gouvernement auraient aperçu, à la clarté de ces incidents, les passions qui agitaient l'âme populaire et menaçaient de la précipiter en de furieuses tempêtes. Mais leur imprévoyance politique était aussi grande que leur passion irréligieuse, et, dès l'année 1791, la guerre se développe, impitoyable, sous leur impulsion, contre l'Eglise catholique.

L'origine en fut la Constitution civile du clergé, discutée, pour la première fois au fond, le 1<sup>er</sup> juin 1790. Parmi les responsabilités de la guerre religieuse allumée par ce projet de loi, il faut rappeler celle du protestant Barnave. Elle est prépondérante. Ce froid calviniste a sauvé le projet qu'une majorité était décidée à rejeter, soit au sein du Comité ecclésiastique, soit à l'Assemblée constituante. Comme si elle avait eu le pressentiment des malheurs infinis que cette loi allait déchaîner sur la France, l'Assemblée était d'avis, aux séances du 1<sup>er</sup> et du 9 juin, de modifier dans un sens libéral le texte de la commission, établi par Martineau. Celui-ci avait assez volontiers consenti aux amendements proposés. La menace de la persécution religieuse

semblait évanouie, lorsque Barnave monte à la tribune. Après deux heures d'une âpre éloquence, il ressaisit l'Assemblée hésitante et fait adopter, intégralement, le projet primitif.

Les difficultés qui s'élevèrent aussitôt rendirent évidentes à tous les yeux les complications où s'acheminait la politique révolutionnaire. Beaucoup jugèrent l'heure venue de faire une halte sur cette voie périlleuse. Mais les violents obtinrent que l'Assemblée discuterait, le 27 novembre, l'application immédiate de la loi. Le plus ardent fut Barnave. Les prêtres obtinrent à grand'peine un délai de huit jours pour prêter le serment civique : tout devait être consommé le 4 janvier. L'Assemblée manifesta une lassitude profonde, à la séance du 3 janvier, à la pensée de déclarer forclos les ecclésiastiques qui n'avaient pas juré.

Celui qui se chargea de vaincre les dernières hésitations, fut encore Barnave. Agissait-il, comme quelques-uns l'ont cru, pour assouvir sa rancune de calviniste ou pour neutraliser l'influence de Mirabeau qu'il enviait et détestait ? En un langage précis, sans flamme, mais sans pitié, il adjura l'Assemblée de ne rien ajouter à cette huitaine stricte qui devait décider du sort de l'Eglise catholique en France, et du sort de la France elle-même. En vain Cazalès demanda-t-il, en termes suppliants, de ne point mettre des citoyens « dans l'alternative d'être impies ou rebelles » ; l'Assemblée suivit les rudes objurgations de Barnave.

Le lendemain, les membres ecclésiastiques de l'Assemblée devaient donc se soumettre ou abdiquer leur ministère. A deux heures, l'abbé Grégoire gravit la tribune et, dans un discours volontairement obscur, s'appliqua à donner à son adhésion un caractère purement politique : l'obéissance légale ne se confondait point avec la foi à des vérités religieuses, qui restaient hors des prises de la loi. Mais Barnave veillait. Il

renouvella son impérieuse mise en demeure, somma ses collègues de mettre fin aux paroles et d'en venir aux actes, puis requit du président l'appel nominal de tous les membres ecclésiastiques de l'Assemblée. Les députés obéirent à l'injonction de l'orateur; ils adoptèrent encore la seconde partie de sa proposition, par laquelle tous les ecclésiastiques dont le serment ne serait pas consigné dans les procès-verbaux de l'Assemblée seraient remplacés, aux termes du décret du 27 novembre.

Le vote du 4 janvier inaugurait l'ostracisme pour le clergé de France, la scission de l'Eglise catholique, le schisme constitutionnel, l'hostilité des deux Eglises, et, suprême danger, le déchaînement des passions populaires qui renouvelleront en notre pays les plus affreux épisodes des guerres religieuses. Barnave s'était attaché, avec une ténacité farouche, à faire aboutir l'œuvre désorganisatrice. Peut-être sa joie fut-elle alors sans mélange. Mais le triomphe de son âme calviniste devait être de courte durée. Jusqu'à cette date, l'église protestante n'avait eu rien à redouter des entreprises religieuses de l'Assemblée. Toutes les mesures prises avaient frappé l'Eglise catholique : elle, cependant, avait puisé dans la liberté une force nouvelle. Le serment à la constitution civile du clergé allait déterminer un schisme au sein de l'Eglise catholique; elle, cependant, restait à l'écart des préoccupations inquisitoriales du pouvoir public. Barnave n'avait point prévu que le jour viendrait où le législateur voudrait contraindre les prêtres à abjurer leur caractère sacré, et que, dans cette poursuite des « déprêtrisations », les pasteurs protestants seraient à leur tour impitoyablement frappés. Ce danger pouvait paraître en ce moment imaginaire. Devenu favori du pouvoir, le protestantisme profitait de cette fortune inespérée.



\*  
\* \*

A côté de lui, le catholicisme semblait agoniser dans un schisme douloureux <sup>1</sup>. Le clergé constitutionnel faisait les affaires de la République, mais compromettait la foi. Le clergé réfractaire était dénoncé comme le pire adversaire des idées modernes et s'enfermait, malgré son prestige, dans les sombres retraites. Soit sincérité dans leur sympathie, soit calcul dans leur protection, les pasteurs révolutionnaires se déclarèrent, parfois très chaleureusement, en faveur du clergé constitutionnel. Jeanbon Saint-André défend à la Convention nationale, le 26 juin 1793, l'existence des vicaires épiscopaux, que Malarmé propose de supprimer, dans la proportion de deux sur trois. A la séance du 25 mars, Lasource s'oppose à une répression pénale, qu'exigent quelques membres de l'Assemblée contre l'évêque des Ardennes, coupable d'instructions pastorales jugées répréhensibles. « C'est en criant sans cesse contre les prêtres, déclare-t-il, qu'on a aliéné les esprits d'une très grande partie des habitants des campagnes. Vous en avez une preuve dans les mouvements fâcheux qui désolent quelques départements où les paysans crient : « Rendez-nous « nos prêtres ! » Je ne veux pas vous engager à faire un pas rétrograde, mais je soutiens que lorsqu'un prêtre vous a été dénoncé, vous ne devez pas sévir contre lui, tandis que beaucoup d'autres coupables du même délit

1. Il y eut, à l'Assemblée législative et à la Convention, une vingtaine de protestants députés, dont 9 ministres présents à la Convention : Rabaut de Saint-Etienne (Nîmes), Rabaut-Pomier (Montpellier), Bernard Saint-Affrique, Lasource (Castres), Julien (Toulouse), Jeanbon Saint-André (Montauban), Jay (Sainte-Foy), Lombard-Lachaux (Orléans), Dentzel Landau). Le pasteur Grimmer (Wissembourg) viendra à la Convention à partir du 10 ventôse an III.



n'ont pas été punis. Plusieurs fois on a fait le plus grand mal à la République en criant ici contre les prêtres. Lorsqu'on est venu vous proposer ici la suppression du salaire des prêtres, on vous a fait plus de mal que les armées autrichiennes; lorsque Jacob Dupont a fait ici sa profession d'athéisme et que, par une fausse philosophie, une partie de cette assemblée a applaudi, on vous a fait le plus grand mal<sup>1</sup>. » Lui-même, Julien de Toulouse, demande le 17 mars que l'on protège les édifices consacrés au culte catholique et obtient le décret suivant : « Tout citoyen qui se permettra des indécences dans les lieux consacrés à la religion ou sera convaincu de profanation de quelque genre que ce soit, sera dénoncé et livré aux tribunaux pour y être poursuivi selon la gravité du cas<sup>2</sup>. » Il fait aussi relâcher deux prêtres du district d'Orléans, prévenus de complicité dans les violences commises sur la personne du représentant Léonard Bourdon<sup>3</sup>. Et un autre jour, prononçant un éloge — dont la sincérité paraît fort douteuse — du clergé constitutionnel, il laisse échapper cet aveu : « Ne vous le dissimulez pas, citoyens, si au moment où l'Assemblée Constituante exigea de tous les fonctionnaires publics ecclésiastiques le serment qui fait une époque si remarquable dans les fastes de la Révolution, vous n'aviez eu à opposer à cette coalition sacrilège les prêtres constitutionnels, c'en était fait de la patrie, la France serait encore esclave<sup>4</sup>. »

On a cru faire honneur au libéralisme de Jeanbon Saint-André, en rappelant qu'il avait courageusement pris la défense, du haut de la tribune à la Convention, des vicaires épiscopaux menacés de dis-

1. *Moniteur*, réimpression, XVII, 790 et 791.

2. *Moniteur*, réimpression, XV, 742.

3. *Moniteur*, réimpression, XVII, 292.

4. *Moniteur*, réimpression, XVII, 381.

paraître. Mais pouvait-il ignorer que ces auxiliaires avaient été imposés aux évêques par la constitution civile du clergé : douze ou seize, suivant l'importance du diocèse ? Beaucoup de ces vicaires, retirés des bas-fonds de la politique et ramenés des tribunes des clubs où ils pérorent, pour être installés dans les évêchés, étaient pour le pouvoir civil d'utiles surveillants et de subtils délateurs. A Autun, Victor de Lanneau est président de la Société populaire et l'on retrouve sa main dans tous les actes de violence ; à Blois, Colin s'ingénie à préconiser le mariage des prêtres ; dans l'Orne, Polart abuse du droit de la chaire pour amener les passions populaires contre les nobles et les prêtres insermentés ; à Soissons, Colnet justifie la Convention qui vient d'assassiner Louis XVI ; au Puy-de-Dôme, Ysabeau, Laplanche, Monestier préparent et organisent la Terreur sanguinaire<sup>1</sup>. Que tous les vicaires épiscopaux n'aient pas jeté aux pieds des Assemblées leur dignité sacerdotale ou leur honneur d'honnête homme, il n'est que juste de le reconnaître, mais il suffit que sur tous ces singuliers auxiliaires des évêques ait plané le soupçon qu'ils étaient gens à promouvoir les affaires de la Révolution au détriment de leurs convictions religieuses, pour réduire à ses justes proportions la démarche de Jeanbon en leur faveur.

Doucereux en face des prêtres assermentés, ces pasteurs politiques seront féroces à l'égard des prêtres réfractaires. Lombard-Lachaud écrit de Toulouse à la Convention pour demander la déportation dans l'île Saint-Vincent des réfractaires arrêtés et emprisonnés dans la Haute-Garonne<sup>2</sup>, et Dentzel estime qu'« un ci-devant capucin qui a été arrêté au moment où il

1. M. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, t. III, p. 18.

2. *Bulletin de la Convention* du 22 avril 1793.

portait des vases sacrés, tels que calice, patène, ciboire, dont il se servait dans les réduits de tous les lieux qu'il parcourait pour fanatiser », doit être considéré « comme un émigré pris les armes à la main <sup>1</sup> ». A Orléans, Julien de Toulouse ne parlait pas différemment, ni Jeanbon Saint-André, en Bretagne.

Serait-on fondé à soutenir que, dans cette poursuite implacable, ces ministres ne virent en leurs victimes que des fauteurs de désordres politiques, des agents contre-révolutionnaires au service des émigrés? Mais les cas étaient trop fréquents où de pauvres prêtres étaient envoyés à la mort, lorsque les accusateurs s'étaient révélés impuissants à les convaincre de l'un quelconque de ces crimes. Il est toutefois juste de reconnaître les efforts généreux déployés par Rabaut de Saint-Etienne et Lasource pour arracher les prêtres non-assermentés à la déportation. A la séance du 25 août 1792, Lasource s'éleva avec indignation contre une mesure inhumaine. Sans doute il reconnaît à l'Assemblée le droit de chasser de la France les individus qui troublent la paix, mais non celui de les déporter en un endroit déterminé. Ces malheureux, chassés de la société, ne sont plus soumis aux lois françaises. Ils iront où ils voudront. « Il y aurait de l'inhumanité à les priver d'un asile où on voudrait les recevoir. Il y a parmi ces prêtres non assermentés des vieillards septuagénaires, des octogénaires : irez-vous les forcer à cet âge à travailler de leurs bras dans une île, et dans quelle île! Faut-il vous rappeler que, sous Louis XV, il fut envoyé des Français pour peupler la Guyane et que 12.000 de ces malheureux y périrent? Il est de l'humanité, de la justice de l'Assemblée de se borner au projet de décret de Benoiston. Abandonnez-les au mépris de toute l'Eu-

1. *Bulletin de la Convention* du 29 janvier 1793.

rope, s'ils le méritent : laissez-les même encourir le supplice, mais n'excédez pas vos droits, mais ne violez pas l'humanité. J'ajoute une considération, c'est que dans cette île où l'on veut transporter 50.000 ou 60.000 prêtres, il y n'a pas plus de 18.000 habitants blancs ou noirs, et qu'ils ne peuvent se procurer leur subsistance : ils sont obligés d'avoir recours aux îles voisines. Ce serait donc envoyer ces malheureux à la mort. Au nom de l'humanité, au nom de la justice, je demande la question préalable sur l'amendement de M. Cambon. »

Lasource n'avait pas toujours consacré une si belle vaillance à la défense des opprimés. Quand, au mois de décembre 1791, les discussions soulevées par le *veto* royal à la loi qui frappait des plus dures sanctions les prêtres insermentés eurent jeté une sorte d'inquiétude sur le sort de la loi persécutrice, ce fut Lasource qui se précipita à son secours. Vainement les promoteurs de la loi avaient-ils entrepris, sur toute la France, une campagne de pétitions contre les prêtres réfractaires. Ces pétitions arrivaient sur la tribune de l'Assemblée si pauvres d'arguments, si légères de signatures, que, pour dissimuler cette faiblesse, les orateurs la couvraient sous les termes pompeux et autoritaires de « la volonté du peuple français ». Mais le 12 décembre 1791, le député Chéron prétendit connaître les noms des pétitionnaires, et dévoiler à l'Assemblée le frauduleux abus que l'on faisait d'un mot prestigieux. Ce jour-là, la liberté et le bon sens auraient remporté un beau triomphe si, concurremment avec l'ex-capucin Chabot, l'ex-pasteur Lasource, que des passions religieuses semblent bien avoir poussé, n'avait fiévreusement réclamé l'ordre du jour s'opposant à la divulgation de la vérité. Les révélations accusatrices furent donc bâillonnées, et cette tyrannie assura le triomphe de la loi.

Lasource put mesurer la malfaisance du décret qu'il avait travaillé à faire proclamer. Il en fut écoeuré. Moins d'un an avait suffi à lui en faire détester les résultats.

\*  
\* \*

C'est que l'excès du mal était en train de provoquer, parmi les protestants députés à la Convention, un mouvement de courageuse réaction. Beaucoup voyaient avec crainte l'allure nouvelle de doctrines politiques qu'ils avaient d'abord saluées d'enthousiasme. L'idéal girondin auquel ils s'étaient ralliés semblait dans la tristesse de la guerre extérieure et la honte des émeutes populaires. Rabaut-Pomier se vantera, plus tard, d'avoir deviné « les abominables projets » de Philippe d'Orléans. Il ne craignit pas de le signaler nominativement, car « tout alors se faisait pour lui et par lui », et fit distribuer à tous les députés une sorte de profession de foi, par laquelle ce girondin sincère mettait en garde contre le jacobinisme montant <sup>1</sup>.

Rabaut-Pomier ne réagit que lorsque le mal apparut aux plus aveugles. Mais son frère Rabaut de Saint-Etienne avait accentué son opposition, depuis déjà le mois de juillet 1791. C'était à l'occasion de « la Société des Amis de la Constitution ». Insensiblement, cette Société, où n'entraient d'abord que des membres de l'Assemblée nationale, admit toutes sortes de recrues nouvelles. Créée pour y discuter paisiblement des objets qui devaient être portés à l'Assemblée, la Société se transforma en un club tumultueux où l'on prenait à partie les députés sur leurs votes et leurs

1. B. P. F., 1895, p. 542. Sur l'élection de Rabaut de Saint-Etienne à la Convention en 1792, voir B. P. F., 1898, p. 57-67.

décrets. La tyrannie populaire commençait à y exercer ses ravages. Rabaut se plaignit. Après la fuite du roi, le club déclara « que le trône était vacant, qu'il ne fallait plus obéir à Louis XVI »; on vit même des Français « passionnés pour je ne sais quelle république », ne plus dissimuler leurs projets antidynastiques. Rabaut de Saint-Etienne comprit ce jour-là, à quelles extrémités l'on voulait entraîner la Révolution. Il refusa de la précipiter dans ces aventures, et comme le club des Jacobins accueillait avec faveur les exaltés, il se détacha de ses amis. « Frères et amis, écrivait-il aux diverses sociétés de Nîmes, nous vous avertissons du piège qui vous est tendu. » En même temps il cessait toute collaboration aux organes jacobins, comme la *Feuille villageoise*. Il songea même à retourner dans sa ville d'origine. Au mois d'août 1791, il ne cachait plus l'amertume de son cœur : il ne fréquentait ni les Jacobins, qui l'indignaient, ni les Feuillants qu'il trouvait sans courage.

Il eut néanmoins la noble ambition de continuer à la Convention nationale l'opposition aux « fous et mauvais sujets » qui, voulant imposer une nouvelle Constitution, allaient « perdre » la patrie. Elu par le département de l'Aube, le 7 septembre 1792, Rabaut promit à ses électeurs de se consacrer « à la cause de la liberté et de la souveraineté de la nation<sup>1</sup> ». Il n'en eut ni le temps, ni le loisir, ni la puissance. La Convention courait à grands pas vers la tyrannie. Avec son frère Rabaut-Pomier, Rabaut de Saint-Etienne esquissa un mouvement de résistance. A l'occasion du procès de Louis XVI, tous deux votèrent l'appel au peuple<sup>2</sup> « et l'on sait ce

1. B. P. F., 1898. Il ajoutait : « J'ai juré une haine immortelle au roi et à la royauté. C'est ma profession de foi civile. »

2. Voir son discours courageux au *Moniteur*, n° 365. Cependant, Rabaut avait été l'un des premiers, après le 10 août 1792, à accepter la forme républicaine du gouvernement. Il s'éleva avec force « contre les trahi-

que ce vote valut de dangers », comme le rappelait plus tard avec une fierté légitime Rabaut-Pomier. Au 31 mai, tous deux s'opposèrent « à la faction des tyrans », mais la cause girondine était condamnée. Les deux frères, qui avaient toujours voté avec les Girondins, que l'on pouvait accuser d'avoir entretenu avec Dumouriez des relations d'amitié, furent déclarés traîtres à la patrie et mis hors la loi, le 28 juillet 1793. Déjà, le 2 juin, la Convention avait voté leur arrestation, mais ils s'étaient échappés, et cachés aux environs de Versailles. C'est de cette retraite que, le 20 juin, Rabaut de Saint-Etienne adressa, « aux citoyens du département du Gard », une superbe protestation contre « les tyrans qui tiennent la Convention asservie » et « veulent ensevelir la liberté sous les décombres de l'anarchie ». Que d'illusions soulevaient encore le cœur de ce proscrit ! « La liberté triomphera », proclame-t-il, et la France saura « secouer le joug de ces sociétés extravagantes où le fanatisme aveugle est aux gages de l'anarchie ». Rabaut de Saint-Etienne croyait que le peuple, jeté imprudemment dans la licence, reviendrait d'un élan spontané à cette sagesse et cette maîtrise de soi-même qui remettent dans l'ordre les éléments déchaînés.

Au Comité de sûreté générale le sinistre Amar se chargea de le détromper. Successivement, Amar prononce son acte d'accusation, le 3 octobre 1793 contre les Girondins, le 30 octobre contre Dulaure, le 28 novembre contre Chabot et Julien de Toulouse, le 15 frimaire contre les deux frères Rabaut. Ceux-ci avaient commis l'imprudence, au début du mois d'octobre, de revenir à Paris, où ils restèrent cachés dans l'appartement de Payssac; mais Fabre d'Eglantine

sons » de Louis XVI. « Une année de perfidies a plus fait, disait-il, qu'un siècle de raisonnements pour détruire la royauté. »



découvrit leur retraite et, en compagnie d'Amar, de Jagot, de trois secrétaires du Comité de sûreté générale et de deux gendarmes, assura leur arrestation, dont les circonstances furent dramatiques. C'était le 5 décembre 1793, à 4 heures du matin. Le même jour, Rabaut de Saint-Etienne montait sur l'échafaud et mourait avec courage <sup>1</sup>.

Avec encore plus de véhémence que les frères Rabaut, l'ex-pasteur Lasource s'éleva contre ses anciens amis. Nous savons avec quelle audacieuse imprudence il s'était engagé à leur suite. Actif et brouillon, il a, plus qu'un autre, compromis le sort de la Gironde. Quand le département du Tarn l'eût envoyé comme député à la Convention nationale, il aperçut bien vite que son parti était dépassé. Il crut pouvoir provoquer la lutte et ne pas l'attendre. Au reste, il le fit avec une farouche grandeur, sinon avec une réelle adresse. Il subissait avec impatience « la domination des intrigants », de « cette faction qui travaille à dissoudre la Convention et à élever la dictature sur ses ruines ». Il attaqua d'abord Marat, puis Danton, puis Robespierre lui-même, et mit dans son assaut une ardeur qui jeta hors de lui le furieux Danton. Mais son talent n'était pas à la hauteur de son courage. La bestialité de Marat, la fougue de Danton et l'hypocrite douceur de Robespierre eurent raison, devant l'Assemblée, de ses forces trop vite épuisées. A partir de ce jour, Lasource eut le sentiment très net de l'avenir. Son ami Nazon, le pasteur de Castres, osait lui reprocher, dans sa naïve ignorance des événements, d'avoir brisé avec les Jacobins. Il faut lire la lettre d'indignation que Lasource lui écrivit, et où il stigmatise les « scélérats » qui « règnent despotiquement », et dont la faction « est tombée dans l'état d'avilissement le plus profond »,

1. B. P. F., 1893, p. 469; 1893, p. 843.



mais demeure si dangereuse que la République est perdue « si elle tombe entre ses mains ». « Nous sommes, ajoute-t-il, sous le couteau des assassins <sup>1</sup>. » Avant de tomber sous leurs coups, Lasource se laissa entraîner au régicide. Il aurait pu, se trouvant, au moment du procès du roi, dans le Var, afin d'y surveiller les préparatifs militaires, ne point participer au crime de la Convention. Il lui écrivit cependant, le 1<sup>er</sup> janvier 1793, fit connaître sa volonté de voter pour la mort, et se hâta de quitter son département afin d'assister à la séance du 16 janvier, où se décida le sort de Louis XVI.

Le 1<sup>er</sup> avril, il reprit son attaque contre Danton, « d'une foudroyante invective, d'une attaque à bout portant dont, étourdi, effarouché, terrassé presque, Danton n'eut d'autre défense que d'étrangler qui l'étranglait » (Michelet). Le duel était engagé à mort : la Gironde fut vaincue. Le décret d'arrestation contre les députés girondins ne tarda pas à suivre l'offensive de Lasource, mais celui-ci, comme les frères Rabaut, s'était soustrait par la fuite aux recherches. Alla-t-il à Evreux, ou revint-il dans son pays d'origine ? En tous cas, le 8 juin, il écrivait, de sa retraite, une virulente protestation au président de la Convention. Il fut activement recherché et arrêté, vers la fin du mois de juin. Jusqu'au 31 octobre, la Convention le garda en prison, et après une sommaire enquête, le tribunal révolutionnaire, l'ayant déclaré traître à la patrie, le condamna à la peine capitale. Le soir même, Lasource était exécuté.

Les pasteurs qu'avaient tentés l'aventure politique avaient ainsi trouvé, dans les Assemblées, le double châtiment de leur abdication : ils avaient perdu, dans de successifs compromis sans gloire, l'honneur de

1. Lettre du 14 novembre an I<sup>er</sup>.

leur caractère et, quand, au souvenir de l'idéal qu'il avaient contribué à ravaler, ils voulurent réagir, ils furent à leur tour jetés à l'échafaud. Combien de pasteurs, à la suite des Rabaut, des Lasource, des Ribes, des Hervieux, songèrent-ils à retourner en arrière et rejoindre leurs premières troupes ? Il est tout à fait regrettable que l'incertitude des documents ou leur pauvreté ne permette pas d'établir cette statistique. Nous savons cependant qu'ils furent assez nombreux, et disséminés sur toute la France. L'un des plus curieux est assurément Pierre Soulier, pasteur à Sauve<sup>1</sup>.

Il avait embrassé la cause nouvelle avec l'enthousiasme de ses coreligionnaires. Mais, dès 1790, nous le trouvons assagi et comme déçu. Il a entendu les échos de la bagarre de Nîmes : il a même redouté les répercussions, dans son pays, des haines si brusquement soulevées, et, sans retard, il prêche un long et touchant discours, dans lequel il adjure ses fidèles de travailler à maintenir la paix. Sa tristesse est grande. Cependant le calme a paru revenir, et ses paroissiens ne se sont livrés à aucun excès. Aussi, en 1792, il plante avec joie, sur la place publique de Sauve, l'arbre de la liberté, consent même à devenir le président de la *Société des amis de la Constitution*, et, certain jour, y prononce, en présence des membres de la *Société populaire*, dont les tendances sont plus hardies, un discours patriotique d'union et de concorde. Le mouvement politique l'a saisi : il s'abandonne au fil de l'eau. Il est ainsi élu, le 16 novembre 1792, à Uzès, membre du Conseil administratif du département du Gard. Dès le 29 novembre, le Conseil forme un comité de surveillance générale et de sûreté publique, composé de dix membres. Son rôle s'annonce comme fort déli-

1. Sur le pasteur Ribes, *B. P. F.*, 1891, p. 97-104 ; sur le pasteur Hervieux, *B. P. F.*, 1890, p. 320-325.

cat et peu compatible avec l'esprit de charité d'un ministre du Christ : il fallait assurer la délation et les cruelles représailles. Soulier cependant ne refuse pas de concourir à une œuvre où la Révolution a plus de part que la patrie : le voilà chargé de veiller aux destinées de la pure doctrine des clubs avancés. C'est le moment où il s'efforce de sauver son idéal girondin. S'il travaille à écraser les contre-révolutionnaires de l'Ardèche, il ne s'oppose pas moins vigoureusement aux amis de Marat et de la Montagne. Avec ses collègues, il organise dans la région ce fédéralisme, dont le but précis est de soutenir la fortune de la Gironde, déjà sur son déclin. Soulier ne craignit pas de se compromettre dans l'action des armées fédérées. Mais il fut vaincu. Le général Carteaux fut chargé de réprimer l'émeute : la citadelle du Pont-Saint-Esprit fut enlevée aux rebelles. La soumission fut générale. Alors s'abattirent sur la contrée les représentants du peuple en mission qui, sous le prétexte d'apaiser, saccageaient, ruinaient et massacraient. Les cruautés de Borie sont restées fameuses dans cette contrée. Soulier s'était retiré à Sauve : la politique l'avait déçu ; il revenait à ses fidèles. Borie le fit arrêter et enfermer, le 23 mars 1794, à la citadelle de Nîmes. Accusé devant le tribunal d'avoir favorisé la contre-révolution, Soulier se défendit sans courage et eut la faiblesse de détourner les coups sur d'autres têtes. Mais cet abandon de soi-même ne lui servit de rien : avec l'ancien pasteur Pierre Ribes et six autres protestants, il fut condamné à mort le 3 juin 1794 et exécuté le même jour sur la place de l'Esplanade, à Nîmes<sup>1</sup>.

1. B. P. F., t. XLIV, p. 560-594, article de D. Benoît.

\*  
\* \*

Tandis que ces honnêtes gens sacrifiaient leur vie à un idéal qui les avait trompés, d'autres de leurs collègues accepteront de collaborer avec les maîtres du jour, avec la bande féroce des Hébertistes et des déchristianisateurs<sup>1</sup>. On éprouve quelque peine à les voir, trop humbles aux pieds de ces bourreaux. « A des degrés divers, ils s'accommodèrent fort bien des nouvelles tendances. Nul d'entre eux ne sut, en tout cas, élever la voix pour légitimer son ministère passé, en attestant la valeur de la révélation chrétienne : Julien de Toulouse, Lombard-Lachaud et Grimmer se rattachèrent, d'une manière tapageuse, au mouvement hébertiste<sup>2</sup> » ; Jeanbon Saint-André fut de ceux qui, avec Robespierre et Danton, se lamentaient sur la marche de l'athéisme et fortifiaient cependant l'idée de la déchristianisation ; il ne resta que Bernard de Saint-Affrique et Jay de Sainte-Foy à ne pas imiter leurs collègues empressés à abdiquer leurs fonctions pastorales.

A la fameuse et triste séance du 17 brumaire an II (9 novembre 1793) où l'évêque Gobel avec onze de ses vicaires et presque tous les ecclésiastiques membres de la Convention, abdiqua ses fonctions devant l'Assemblée, deux pasteurs suivirent le mouvement : Julien de Toulouse et Lombard-Lachaud.

« Citoyens, déclara Julien, je n'eus jamais d'autre ambition que de voir régner sur la terre la raison et la philosophie. Je m'attachai toujours, comme homme et comme ministre d'un culte longtemps proscrit, à resserrer entre les hommes les liens de la fraternité et

1. Sur la période du « culte protestant libre », c'est-à-dire pendant les années 1791 à 1793, voir un article dans le *B. P. F.*, 1904, p. 549-559.

2. LÉON PEYRIC, p. 51.

à les porter à ne faire tous qu'une même famille. J'ai prêché hautement les maximes de la tolérance et je m'honore de l'avoir fait avec tant de zèle. Les prêtres catholiques de la Haute-Garonne, d'où j'ai été député à la Convention; ceux du département de l'Hérault, où j'ai vécu pendant quinze ans; ceux du département du Gard, où j'ai pris le jour; tous déclarèrent que je professai toujours le tolérantisme le plus étendu, que je prêchai toujours que la même destinée attendait tous les hommes de quelque culte qu'ils fussent.... On sait que les ministres du culte protestant n'étaient guère que des officiers de morale; mais, il faut en convenir, il y a eu dans tous les cultes plus ou moins un peu de charlatanisme.... J'ai exercé pendant vingt ans les fonctions de ministre protestant; je déclare que je ne les professerai plus, que je n'aurai désormais d'autre temple que le sanctuaire des lois, d'autre divinité que la liberté, d'autre culte que celui de la patrie, d'autre évangile que la Constitution républicaine. Voilà ma profession de foi politique et morale. »

De son côté, Lombard-Lachaud jura qu'il n'avait qu'un désir, celui « de contribuer au bien des sans-culottes ». L'ancien pasteur de Wissembourg, le ministre luthérien Jean Gotthard Grimmer, se hâta d'écrire à l'Assemblée le 12 frimaire an II : « ... Citoyens, je renonce avec le cœur le plus républicain à ce nom odieux de ministre des autels et à tout ce qui peut avoir rapport à la prêtrise, à ses opinions théologiques en général ridicules, au fonctionnement et à l'erreur de toute Eglise. Je ne connais qu'une famille, celle des républicains, qu'une divinité, celle de la raison et de la vérité : c'est à elle que j'ai rendu hommage depuis longtemps, c'est elle que j'adorerai et que je propagerai jusqu'au terme de ma vie. »

Ces lamentables élucubrations, où la peur dictait

les formules outrancières, finirent par provoquer une sorte de dégoût chez les maîtres eux-mêmes de cette politique antichrétienne. Tant de bassesse révéla soudain la profondeur du mal où s'énervait l'âme française. Robespierre bafoua « l'athéisme aristocratique » et les « fanatiques » dénonciateurs de prêtres. Danton demandait à son tour qu'il n'y eut « plus de mascarades antireligieuses » au sein de la Convention. « Que les individus, dit-il, qui voudront déposer sur l'autel de la patrie les dépouilles des églises, ne s'en fassent plus un jeu ni un trophée. Il est un terme à tout, même aux félicitations. Je demande qu'on pose la barrière. »

Les timorés reprirent cœur, et se crurent protégés par les déclarations d'un accent si nouveau. Mais l'habitude qu'ils avaient des décrets impies et sanguinaires était trop forte. Ils n'ont pas été de ceux qui purent et voulurent « poser la barrière ».

Le pasteur Jeanbon Saint-André avait été envoyé en mission en Bretagne et à Cherbourg. Il y avait apporté une telle désinvolture que « les citoyens de la commune de Brest » lancèrent contre lui une « dénonciation », où ils l'accusaient « d'insulter aux rites catholiques, et d'être venu à Brest prêcher l'athéisme ». En vain Jeanbon se déclarait-il vexé de ces imputations calomnieuses; en vain niait-il avoir manqué de respect aux rites d'aucune secte religieuse et protestait-il qu'il avait, au contraire, maintenu « le libre exercice » partout où il avait été. Dans la proclamation elle-même où il s'indignait si vertueusement, il conjurait les citoyens de Brest de « briser avec mépris ces honteuses entraves » que « le fanatisme » avait opposées à l'exercice naturel des facultés de l'homme ». « Le règne de la raison, disait-il, s'avance à grands pas; le peuple, fatigué des impostures grossières par lesquelles on avait trop longtemps abusé de sa crédulité ne veut d'autre despote que la loi, d'autre guide que

la morale, d'autre sacerdoce que celui de ses magistrats... » Toutefois Jeanbon veut bien concéder que pour l'avancement des idées nouvelles et de la « morale sociale », il convient de n'employer d'autres armes que celles de la raison<sup>1</sup>.

A l'autre bout de la France, le pasteur Bonifas-Laroque met au service des Jacobins toute son activité. Il était pasteur de Castres, et si la Révolution lui permit d'abord de rétablir le culte protestant dans la ville même, le 1<sup>er</sup> janvier 1790, elle ne tarda pas à l'accaparer pour des besognes différentes. Dès le 15 novembre 1791, nous savons qu'il est, avec son collègue Crébessac, membre du Conseil général de la commune de Castres, où les idées révolutionnaires sont hardiment soutenues. Crébessac faisait déjà partie du Comité révolutionnaire de Castres, dont il avait été nommé secrétaire, le 12 décembre 1790. Près d'eux le pasteur Lasource n'avait pas tardé à courir la chance politique, et le pasteur Nazon était si ardemment entré dans le mouvement révolutionnaire que, vers la fin de l'année 1792, nous le rencontrons procureur syndic du Tarn.

Tout ce monde va directement aux idées jacobines. Quand Lasource est nommé député à l'Assemblée législative, Nazon ne cesse de lui reprocher l'indécision de son attitude et se déclare contristé d'apprendre que son ami s'est enfin décidé à rompre avec les Jacobins. Bonifas est l'un des premiers membres du Club jacobin de Castres, et ses lettres à Lasource révèlent bien qu'il avait le goût et le sens des aspirations de ce groupe. Elles n'étaient rien moins que favorables aux « superstitions » et aux représentants des « superstitions ». Docilement, Bonifas vint déclarer, le 28 no-

1. M. Lévy-Schneider a montré avec quelle fureur Jeanbon excitait, le 15 mai 1792, ses coreligionnaires de Montauban contre les « malintentionnés », prêtres et aristocrates. *Révolution française*, t. XXIV, p. 427.

vembre 1793, devant l'administration départementale, « qu'il quittait sa place de pasteur de Castres, après vingt-trois ans de ministère ». Son châtimement fut de devenir le collaborateur du sinistre montagnard Chabot, ex-capucin, promu aux fonctions de *représentant en mission* de la Convention ; du représentant Baudot qui justifiait ses procédés expéditifs par cette maxime : « Les phrases longues appartiennent aux monarchies : le laconisme est le propre d'une république » ; des représentants Bô et Paganel, enfin, dont les méfaits dans les départements du Tarn et de l'Aveyron s'exerçaient d'abord sur les jurés, qu'ils jetaient en prison, pour n'avoir pas à se débattre contre leurs tentatives d'opposition. Bonifas devient l'actif collaborateur de ces ouvriers sanguinaires, et dès le mois d'octobre 1793, consent à devenir secrétaire du Comité révolutionnaire de Castres. En cette qualité, il établit la liste des prêtres du pays castrais qu'il convient de déporter, et signale trente victimes. Le 1<sup>er</sup> décembre 1793, le voici nommé juge au tribunal du district. Ayant poursuivi les prêtres, il s'acharne contre les ci-devant nobles, et donne à la Terreur de tels gages qu'il obtient, — témoignage de singulière estime — le certificat de civisme ! La suprême humiliation ne fut pas épargnée à ce misérable. Ce fut lui qui fut chargé, le 10 juin 1794, d'organiser à Castres la fête de l'Etre suprême. Dans son âme restée croyante, nous le savons, la peur que lui inspiraient ses complices ne put vaincre le dégoût dont il était abreuvé à cette mascarade<sup>1</sup>.

Ces ouvriers de la Terreur espéraient-ils trouver dans ces abdications successives la rançon de leur liberté, et la garantie de leur vie ? En ce cas, leurs calculs n'obtinrent pas plus de succès que n'en obtenaient ceux de l'église constitutionnelle.

1. C. RADAUD, *Bonifas-Laroque*, Paris, 1889.



Dès 1793, les églises protestantes meurent sans bruit, tantôt l'une, tantôt l'autre, dans l'universel écroulement des choses religieuses. A Bordeaux, le 20 mars, la situation des ministres paraît si précaire que la « compagnie » permet à l'un d'eux, le pasteur Blanchon, de pourvoir « à sa sûreté ». Du moins Blanchon emportait-il, dans son exil, l'intégrité de sa foi et l'honneur de n'avoir consenti aucune diminution de son caractère sacré. Trois mois plus tard, la « compagnie » décidait de ne point résister à la spoliation. La mesure avait déjà frappé l'Église catholique, sans en excepter l'église officielle, dès le mois de septembre 1792. L'or et l'argent des temples était déclaré « confisqué » et, pour colorer le sacrilège d'une apparence de justice désintéressée, on déclarait que tout serait converti en lingots, pour le salut de l'État. Les protestants, que l'on affectait de tenir en dehors de ces mesures spoliatrices, ne jouirent pas longtemps de leur immunité. Au mois de juin 1793, l'église de Bordeaux autorisait « le pasteur citoyen Desmont » à livrer à la République les objets du culte. Le Consistoire se résignait à suspendre le service.

A Uzès, le Consistoire proposa d'accomplir ce même acte de civisme, mot commode pour dissimuler les terreurs et les abandons de ces âmes désemparées devant la persécution.

A Nîmes, c'est le 4 ventôse (22 février 1793) que le culte est définitivement supprimé. Les pasteurs Gachon et Vincent abandonnent leur ministère et livrent leurs lettres de « prêtrise ».

A Paris, tandis que le pasteur Marron tâche péniblement de faire front contre des obstacles sans cesse renaissants, son collègue Laplanche renie sa mission pour tenter la fortune politique<sup>1</sup>. Le 21 septembre,

1. B. P. F., 1889, p. 304 et 357.

Marron est arrêté chez lui, puis remis en liberté. Mais le péril a été trop imminent et Marron ne se sent pas l'âme d'un martyr. Docilement, il promet de livrer les objets du culte. Lui-même vint les déposer sur le bureau de la Commune et s'oublia jusqu'à promettre de travailler « au règne de la Raison », jusqu'à jurer « haine à la théologie » et rendre « hommage aux éternels principes de l'Evidence et de la Morale ! » Ces lamentables abdications ne le sauvèrent point d'ailleurs de la fureur révolutionnaire. Une seconde fois il fut arrêté, et ne dut son salut qu'au 9 thermidor.

Dans tout le Midi, le spectacle est, à peu de choses près, celui que donnait déjà l'église constitutionnelle, rejetée, elle aussi, dans l'apostasie ou dans la mort. Curés et pasteurs abdiquent avec une égale lâcheté.

On voudrait connaître le nom de tous les apostats et les circonstances de leur apostasie. Les pasteurs Mingard, Élie Dumas, Gauthier, Jean Rame furent assurément suivis de beaucoup d'autres, dans leur défection qu'ils dissimulaient sous le titre d'acte civique. En 1794, à Anduze, le proposant François Astruc et le pasteur Jean Mirial mettent, à renier leurs fonctions devant le conseil municipal, une hâte peu digne<sup>1</sup>. A Saint-Geniès, Pierre Encontre abdique ses fonctions, car, dit-il, il veut « accélérer de tout son pouvoir les progrès de la Raison<sup>2</sup> ».

S'il fallait en croire quelques historiens « on ne ferma que peu de temples, et il semble bien que la grande majorité des protestants des deux communions continuèrent à exercer leur culte pendant toute la Terreur<sup>3</sup> ». En réalité, si le culte privé put échapper aux enquêtes, les temples ne furent guère épargnés. A Paris, la Com-

<sup>1</sup> B. P. F., 1896, p. 550-552.

<sup>2</sup> B. P. F., 1898, p. 658.

<sup>3</sup> AULARD, *Études et leçons sur la Révolution*, 2<sup>e</sup> série, p. 155.

mune décide, le 3 frimaire an II (23 novembre 1793) que toutes les églises et tous les temples des différents cultes seront fermés sur-le-champ; que les prêtres et les pasteurs seront rendus individuellement responsables, et que quiconque osera demander l'ouverture d'un lieu du culte sera arrêté comme suspect.

Les amendements que l'on apporta à ce décret décisif n'en diminuèrent nullement la nocivité persistante. Un instant, catholiques et protestants eurent l'illusion de pouvoir respirer librement. Il sembla que le réseau de ces innombrables décrets où s'était perdu le culte public allait enfin céder sous la pression d'une main autoritaire. C'était le 15 frimaire (5 décembre 1793). Ce jour-là, Robespierre fit voter à la Convention une adresse traversée par un souffle de liberté. Soit que les calculs politiques eussent déterminé l'orateur, soit que ses intimes convictions fussent enfin lassées de tant de crimes contre Dieu, Robespierre développa, devant les députés surpris, ses idées sur la persécution religieuse. Le mouvement contre le culte catholique, disait-il, est l'œuvre de nos ennemis. Ils veulent par là nous discréditer. Les patriotes sincères auront à cœur de déjouer ces pièges. Ils protégeront ceux qui veulent un culte qui ne trouble point la société. Puis le projet de décret se déroula dans toute son ampleur. Toute violence ou menace contraire à la liberté des cultes était défendue; les bons citoyens étaient invités à s'abstenir de disputes religieuses ou théologiques. Cependant les lois répressives, soit contre les prêtres réfractaires ou turbulents, soit contre ceux qui, sous prétexte de religion, fomentaient des troubles, étaient maintenues.

A la rigueur, les catholiques constitutionnels pouvaient croire finie l'ère des persécutions. Mais on ne tarda pas à détromper leurs espérances. D'abord, la loi fut promulguée avec un retard considérable; la

mauvaise humeur des législateurs se rattrapait sur les gens d'église de l'humiliation qu'ils avaient dû subir sous le coup de fouet de Robespierre. Ensuite, les violences continuèrent comme si nul décret n'était intervenu, et c'est même le 9 nivôse (29 décembre) qu'un décret imposa à toutes les religieuses le serment civique sous peine de suspicion. Tous ceux qui, à Paris, se crurent autorisés à réorganiser le culte constitutionnel furent poursuivis, arrêtés, violentés. Les chapelles fermées ne se rouvrirent plus.

Dans les départements, les représentants s'évertuent à tourner la loi, ou à la dénaturer brutalement, ainsi que le fait Lequinio à Saintes. Quinze jours après la loi de frimaire, il proclame qu'il faut se défier des prêtres, de tous les prêtres, y compris les ci-devant ministres protestants qui « s'imaginent que leur culte est un peu moins chargé d'inepties que celui des autres ». En conséquence, nul ne pourra, sous peine d'être traduit devant le tribunal révolutionnaire, prêcher ou écrire en faveur de quelque doctrine que ce soit. En outre, les ministres ou ci-devant ministres des cultes demeureront responsables de la tranquillité de leur commune. Enfin, toute pétition des citoyens en faveur des prêtres rendra ceux-ci suspects et les fera mettre sur-le-champ en arrestation. Ayant parlé de la sorte, Lequinio ne néglige pas d'ajouter que chacun sera libre de rendre, comme il lui plaira, l'hommage à l'Eternel, car son arrêté n'a d'autre but, dit-il, « que d'assurer la liberté des cultes dans toute sa plénitude ! »

Il l'assurait en la supprimant. Toutes les palinodies que l'on exécuta soit autour du fameux décret du 15 frimaire, soit autour des décrets qui tendaient à restreindre sa bienfaisante action ne prévalurent pas contre le dessein tenace de détruire tout vestige d'un culte public.

Dans le Gard, où la foi protestante avait si longtemps résisté à tous les assauts et dont la fidélité républicaine n'était point suspecte, les pasteurs avaient fui ou se cachaient; les temples étaient fermés; les fidèles s'ignoraient. Pierre Encontre écrivait avec douleur : « Nous vivons absolument sans culte. » A Sedan, à Lille, dans tout le Dauphiné, les temples sont fermés.

Dans le Midi, l'action du représentant Borie fut décisive. Arrivé à Nîmes au mois de janvier 1794, Borie ne cesse de traquer les pasteurs comme les prêtres, de fermer temples et églises, de molester toutes les consciences religieuses, et d'éteindre les clartés d'espérances qui, parfois, éclairaient un horizon assombri. Pressé d'en finir avec toutes les superstitions, ce nouveau tyran fit promulguer, le 4 juin 1794, un arrêté qui supprimait tout exercice du culte dans le Gard, et exilait à vingt lieues de l'endroit où ils avaient exercé leurs fonctions sacerdotales, tous les prêtres et tous les pasteurs. Paul Rabaut lui-même, malgré sa vieillesse, fut contraint de s'expatrier, loin de Nîmes.

\*  
\* \*

Louis XIV avait cru naguère en finir avec la R. P. R. Mais la foi protestante avait échappé à ses rigueurs. De l'épreuve, elle était sortie, revêtue d'une jeunesse nouvelle. Sa force avait grandi, et sous le regard tantôt courroucé et tantôt bienveillant des pouvoirs publics, avec les encouragements de plus en plus précis et formels de ministres couverts par le roi, l'église réformée avait reconquis toutes ses positions, restauré toutes ses ruines. En pleine restauration de sa gloire, elle se détourna d'un passé où, si elle lisait avec amertume le récit de ses douleurs, elle pouvait reconnaître la

cause de son étonnante prospérité. Elle préféra saluer l'ère nouvelle, parce que de hardis aventuriers y inscrivaient, en lettres fulgurantes, le mot de liberté. La liberté de penser, de parler et d'écrire, la liberté de critiquer et celle de proposer de nobles rêves ! L'âme protestante, préparée par l'habitude du libre examen, accueillit avec une ferveur d'enthousiasme ces promesses d'avenir. Elle vécut des heures de revanche ! Puis après des jours vécus dans la griserie de l'effort victorieux, elle resta horrifiée devant le crime que l'on dissimulait derrière la liberté. Ayant alors refusé de concourir au triomphe d'idées qu'elle ne reconnaissait plus, tant elles l'avaient dépassée, elle fut honnie par son ancienne alliée et écrasée par la force malfaisante. L'Eglise réformée, en s'abandonnant trop vite, s'est peut-être révélée incapable de supporter le choc des événements. Elle se résigna, sans une révolte suprême, au rôle de victime impuissante.

L'église protestante, peut-on dire sans exagération, s'effondra moins par la persécution des pouvoirs que par l'abandon des pasteurs. La persécution les jeta dans un inexprimable désarroi. Ils firent défaut, dès les premiers jours de la tourmente. Les uns passent à la politique, se lancent dans les intrigues des clubs et se poussent aux premiers rangs de la phalange révolutionnaire. Prisonniers de leur parti, ils suivent sa fortune diverse, mais soit qu'ils se laissent aller au bout de la fatale équipée, soit qu'ils essaient d'établir, à mi-chemin, une ligne où s'abriteront les derniers défenseurs de l'ordre et de la paix, ils oublient, pour jamais, le caractère sacré dont ils furent investis, et ne sont plus que des hommes politiques, au service d'un parti politique. D'autres seront plus jaloux de conserver leur valeur religieuse, mais, effrayés trop généralement devant l'avenir menaçant, ils s'en vont « pour sauver leur vie ». Leurs fidèles eux-mêmes les

engagent à la désertion. Cette désertion — que tant de motifs semblent excuser — fut pour l'église protestante la cause, sans doute principale, du rapide effondrement dans lequel nous la voyons sombrer, de 1793 à 1794.

Sans doute aussi, fut-elle si facile à abattre, parce que ses forces de résistance étaient déjà annihilées. La foi s'était partout affadie. Les croyances avaient cédé à la sensibilité. Plus de vigueur dans l'âme, plus de fortes idées dans les intelligences, plus d'aspirations vers la souffrance rédemptrice. Quand les historiens accusent de cette diminution de vitalité religieuse les prêtres ou les pasteurs, eux-mêmes trop touchés par l'incrédulité philosophique, ils n'ont point tort, certes, mais n'embrassent qu'un côté de la réalité. Ce sont les martyrs qui ont sauvé la religion catholique. Les fidèles ont alimenté leur courage à cette source sanglante. Le protestantisme a manqué de confesseurs de la foi<sup>1</sup>. Pourquoi n'ajouterions-nous pas que l'on ne peut confesser que la foi qu'on a? On vit des ministres, comme celui de Luneray, s'efforcer de réagir contre l'entraînement sceptique. La population était désormais à ce point incapable de comprendre leur œuvre et de communier à leur vie surnaturelle, que, lorsque celui de Luneray prétendit enseigner ses fidèles, en prêchant le dogme plus que la morale, en rappelant Jésus-Christ plus que Jean-Jacques Rousseau, et les obligations de la foi plus que les convenances d'une morale affadie, ses ouailles se révoltèrent et demandèrent la destitution d'un pasteur qui croyait encore ce qu'il prêchait!

Les sermons des meilleurs pasteurs de ce temps-là ne sont que de médiocres pages de philosophie. Et

1. Nous n'oublions pas d'ailleurs les noms des pasteurs guillotisés, Hervieux et Ribes, mais leur sacrifice fut absorbé dans la sanction politique. *B. P. F.*, 1890 et 1891.

quelle philosophie ! Rabaut de Saint-Etienne lui-même n'y a pas échappé. S'il fallait en croire Boissy-d'Anglas « son éloquence était onctueuse et nourrie des principes et de l'esprit des Livres sacrés. Il prêchait constamment, et à l'exemple de son père, la soumission et la fidélité au roi et la morale la plus touchante et la plus pure ». Critique bien superficielle, car, des cinquante-sept sermons inédits qui nous restent de ce pasteur et qui s'échelonnent entre le 3 juillet 1762 et le 26 juin 1785, les seuls discours qui donnent une impression d'édification religieuse sont ceux des deux premières années de son ministère. Peu à peu, le rationaliste a pris le pas sur le chrétien. Chez Rabaut, le vide religieux s'accroît avec les années. « La religion chrétienne, dira-t-il, n'est que la *religion naturelle* dévoilée aux mortels et confirmée par Jésus-Christ. » — « Les vérités du christianisme sont parfaitement d'accord avec les lumières de la *raison*. » — « Appuyez-vous sur la colonne de la *raison*. » — « C'est dans la *raison* qu'il faut chercher le remède à toutes nos passions, » affirme-t-il dans un sermon qu'il consacre à la « nécessité de corriger le tempérament par la raison » ! Dieu, dans cette page d'une philosophie peut-être rationaliste, mais assurément naïve, ne tient aucune place : à peine si son nom y est prononcé <sup>1</sup> !

L'éloquence laïque de Rabaut de Saint-Etienne est néanmoins supérieure, aux regards de la critique littéraire, à celle d'un Jeanbon Saint-André ou d'un Alba-Lasource, mais, aux regards de l'historien religieux, elle est, non moins que les autres, le reflet de l'universelle déchéance morale. Quiconque prétend « naturaliser » la religion du Christ, en réalité, la blesse à mort dans la vie des âmes.

1. Georges DIÉNY, *Essai sur la prédication de Rabaut de Saint-Etienne*, Paris, 1907.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## CHAPITRE PREMIER

### Une politique d'incertitudes

1763-1766

- |   | Pages. |
|---|--------|
| Si le retour de la paix mit en péril la situation des protestants.  |        |
| II. Les premières voix officielles qui s'élèvent en leur faveur : le duc de Bedford, le duc de Choiseul, le duc de Praslin. A ce moment éclate l'affaire Calas : comment on fait le siège des pouvoirs, des juges, de l'opinion publique. La voix générale en faveur de la tolérance : le recul des idées d'autorité. |        |
| III. L'attitude des protestants : leur confiance. Progrès étonnants de leur restauration, en face des oscillations du pouvoir.  |        |
| IV. Comment Saint-Florentin se rend compte, au mois d'avril 1765, de son isolement. Indépendance que manifestent certains intendants : de Gourgues, de Blossac, Pajot, et le prince de Beauvau. La contagion de la résistance : attitude des parlements. A quoi ont abouti trois années d'hésitations.....            | I      |

## CHAPITRE II

### Une tentative officielle d'organisation religieuse

1767-1769

- I. Les préoccupations du gouvernement devant l'anarchie

des lois; le choix du Conseiller d'Etat Gilbert de Voisins, chargé de travailler à un règlement général. Les collaborateurs du Conseiller : l'archevêque de Narbonne, le duc de Choiseul et le prince de Beauvau qui se renseigne lui-même auprès du fameux Jean-Louis Le Cointe. Mort de Gilbert de Voisins en 1769.

II. Le retour aux sanctions : en Béarn, en Picardie, en Poitou : les prétextes invoqués et les mesures de répression.

III. Rôle extrêmement brillant joué, pendant ces trois années, par l'intendant Turgot et par le prince de Beauvau.

IV. Comment les protestants s'efforcent d'établir le contact avec le gouvernement; la mission de Court de Gébelin (1763-1784) : heureux résultats, et causes de sa faiblesse..

60

### CHAPITRE III

#### Un retour à la politique personnelle

1769 à mai 1774.

I. Comment le comte de Saint-Florentin règle les événements survenus en Picardie et en Soissonnais : affaires Broca et Briatte; en Limousin et Poitou; en Guyenne, Languedoc, Montalbanais, Navarre et Béarn; en Provence.

II. Les interventions se multiplient auprès du Secrétaire d'Etat : démarches du duc de Choiseul, du maréchal de Richelieu, du duc de Grammont, du comte de Périgord, de M. de Boynes, du duc d'Aiguillon, et la démarche de Voltaire en faveur de Florian. — Le caractère de la politique religieuse de Saint-Florentin pendant ces cinq années.

III. Les progrès de l'opinion publique. Un exemple saisissant : le revirement d'opinion de la société toulousaine; comment le parlement de Toulouse affirme son indépendance nouvelle : affaire Roubel; — la bourgeoisie entre avec feu dans ce mouvement : affaire de l'Académie des Jeux-Floraux; — le clergé s'émancipe; rôle de l'abbé Audra. — L'opinion publique manifeste bruyamment, dans tout le Languedoc, à l'occasion du procès Roux-Roubel (mars-novembre 1774). — Un timide

	Pages.
essai de réaction parmi le moyen clergé : affaire du <i>Journal ecclésiastique</i> de 1773. . . . .	117

## CHAPITRE IV

**Une politique de renoncements**

Mai 1774 à 1783.

- I. Les dispositions de Louis XVI à l'égard des protestants. Ceux-ci se montrent mauvais observateurs et mauvais tacticiens. L'esprit nouveau à la Cour : Turgot, le renvoi de Saint-Florentin, son remplacement par Malesherbes. Le roi est circonvenu.
- II. La conduite des ministres Turgot et Malesherbes à l'égard des religionnaires (juillet 1775-mai 1776). — Amelot, successeur de Malesherbes : comment il précise, en 1776 et 1777, les principes de sa politique à l'égard des réformés.
- III. L'efflorescence de la vie protestante qui met à profit cette politique de renoncements : en Picardie, Normandie, Saintonge, Poitou, Languedoc, et Orléanais.
- IV. Divergence des attitudes des intendants. Le conseiller secret du ministre Amelot : le comte de Périgord. Comment celui-ci fait résoudre, par les protestants eux-mêmes, les difficultés, de 1777 à 1783. . . . . 161

## CHAPITRE V

**De la tolérance à la liberté**

1783-1789.

- I. Le baron de Breteuil succède, en 1783, à Amelot : ses idées concernant les protestants, son attitude à l'égard de certains manquements aux lois encore en vigueur ; comment il inaugure une politique de double jeu ; à la veille de 1787, il recommande la patience dans l'intérêt même des projets qu'il mûrit ; comment les protestants l'écoutèrent.
- II. Le grand effort de 1785-1786 : rôle prépondérant joué par M. de Malesherbes ; c'est lui qui inaugure la nouvelle tactique ; auprès de lui, et sous sa direction, se forme

l'intrigue Lafayette-Rabaut de Saint-Etienne-Rulhières-Breteuil. Malesherbes décide M. de Breteuil à faire une enquête sur les mariages protestants : le rapport de Breteuil au roi et le 2<sup>e</sup> *Mémoire* de Malesherbes.

III. La victoire de 1787 : rôle de Lafayette et de Rabaut de Saint-Etienne. L'Edit de tolérance du 29 novembre 1787. La consécration de la victoire par un livre d'inspiration officielle : l'œuvre de Rulhières.

IV. L'Edit de tolérance et l'opinion. Les sentiments du clergé : les Assemblées du clergé de 1775 à 1788; le clergé polémiste; le bas clergé. — Les sentiments des protestants : une crise de déception et de licence; rôle de Rabaut de Saint-Etienne. — Les sentiments des parlements : une série de remontrances; l'opposition est bâillonnée. — Les sentiments de la masse populaire : l'hostilité s'étend presque partout; les cahiers du Tiers Etat..... 233

## CHAPITRE VI

### Le protestantisme et la Révolution

1789-4 juin 1794.

I. L'activité protestante à la veille des élections aux Etats Généraux; rôle de Rabaut de Saint-Etienne à Nîmes; de Rabaut-Pomier à Montpellier; de Jeanbon Saint-André à Montauban; de Pierre Soulier à Sauve; de Lasource à Castres. Catholiques et protestants vivent en pleine concorde.

II. L'activité protestante à l'Assemblée Constituante : rôle de Rabaut de Saint-Etienne. L'église protestante achève la conquête de ses libertés.

III. Etat d'esprit nouveau chez les catholiques, à l'égard des protestants : les causes de ce revirement. Le réveil des haines religieuses : la formation de ligues et de gardes nationales rivales. Les affaires de Montauban (10 mai 1790); les troubles du Midi; la tuerie de Nîmes (13-14-15 juin 1790). L'église protestante se développe en pleine liberté.

IV. Le protestantisme devant la persécution religieuse : rôle de Barnave, dans la discussion de la Constitution civile du clergé. Attitude des réformés à l'égard de

<i>l'Eglise constitutionnelle, et des prêtres réfractaires. Ceux qui, à la Convention, essaient de réagir : les frères Rabaut, Lasource; et, en province : Ribes, Hervieux, Pierre Soulier. Les recrues du parti hébertiste : séance du 17 brumaire an II; les ouvriers de la Terreur en province. — La disparition du culte protestant, de 1793 au 4 juin 1794. — Les causes de l'effondrement.....</i>	303
--	-----

---













17632

274.403

D22

Dedieu, Joseph

AUTHOR

Histoire politique des

TITLE Protestants Francais

(Vol II)

DATE

